



**SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SDIS 25


NUMERO 4 DU MOIS DE FEVRIER 2022

1 / 2

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS
10 chemin de la Clairière 25042 BESANCON CEDEX
☎ 03 81 85 36 00 – Fax 03 81 85 37 09

**LISTE DES ACTES INSERES
AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SDIS 25
N° 4 DU MOIS DE FEVRIER 2022**

Je certifie que les actes portés sur la liste ci-dessous comportant deux pages, figurent dans le recueil des actes administratifs du SDIS 25 n° 4 du mois de février 2022.


Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX
Chef de corps,
Directeur départemental des services
d'incendie et de secours

ACTES SOUMIS A PUBLICATION

PAGE

Délibérations du bureau du conseil d'administration du 3 février 2022

Conventions de participation des SDIS 39, 90 et 88 à la formation chef d'agrès tout engin organisée par le SDIS 25	5
Conventions financières de transfert de comptes épargne temps (CET) d'agents recrutés par mutation au SDIS du Doubs	13
Avenant à la convention de mise à disposition entre le SDIS 25 et le Ministère de l'Intérieur	21
Convention de déneigement du CIS Maîche	25
Cession d'un camion-citerne feux de forêt (CCF) et mise à disposition d'équipements et tenues au profit des sapeurs-pompiers de Valparaiso (Chili)	31
Renouvellement de la ligne de trésorerie	44
Autorisation de signature du marché « Acquisition de dispositif de ventilation – EOLIFE »	46
Autorisation de signature du marché « Maintenance du gestionnaire de voix Radio et acquisition de matériels et services associés »	59
Approbation et habilitation à signer le projet de convention portant autorisation d'occupation du terrain propriété de LOGE.GBM, à des fins d'entraînements et de formations conjointes entre le SDIS 25 et GRDF	109

Délibérations du conseil d'administration du 8 février 2022

Modification du tableau des emplois budgétaires	118
Astreinte de soutien opérationnel	129
Evolution du règlement intérieur	131

Approbation et habilitation à signer la convention avec le SDIS de Meurthe-et-Moselle pour l'organisation d'un concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2022	231
Organisation du concours interne de sergent – fixation des indemnités de jury	240
Recours à un agent contractuel sur un emploi permanent.....	243
Prévision d'affectation du résultat et reprise anticipée.....	245
Budget primitif 2022.....	248
Subventions 2022.....	349
Autorisation de programme-crédits de paiement modernisation du parc des défibrillateurs semi-automatiques (DSA)	354
Réforme du mode de calcul des contributions du bloc communal et intercommunal.....	357
Acquisition de véhicules et assimilés – Autorisation de programme – crédits de paiement	361
Plan immobilier	
1. Avancée du programme – nouvelle programmation	
2. Autorisations de programme	367
3. Autorisations d'engagement	
4. Crédits de paiement.....	
AP-CP aménagement des CIS Hérimoncourt, Boussières et Damprichard Ajustement des crédits de paiement 2022	393

Arrêtés de la présidente du conseil d'administration

Arrêté n°0073/2022/LEP/BM fixant la liste départementale des médecins habilités à la détermination de l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers	396
Arrêté n°2022/57/RH-2G3 fixant la liste d'aptitude au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de la promotion interne, après examen professionnel, session 2022	398
Arrêté n°2022/58/RH-2G3 fixant la liste d'aptitude au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de la promotion interne au choix, session 2022	399

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le 09/02/2022

ID : 025-282500016-20220203-DBCA01_20220203-DE

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

***CONVENTIONS DE PARTICIPATION DES SDIS 39, 90
ET 88 A LA FORMATION CHEF D'AGRES TOUT ENGIN
ORGANISEE PAR LE SDIS 25***

L'an deux mille vingt deux, le jeudi 03 février à 10h00, le bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Vu l'article L.1424-27 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales :
« *Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception des délibérations relatives à l'adoption du budget et du compte administratif en application des dispositions des articles L. 1612-1 et suivants, ainsi que de celles visées aux articles L. 1424-26 et L. 1424-35* » ;

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS du 21 septembre 2021, donnant délégation d'attributions du conseil d'administration au bureau.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, M. Michel VIENET, M. Philippe MARECHAL, Mme Catherine BARTHELET.

ETAIT EXCUSE

Membre avec voix délibérative

- ▶ M. Claude DALLAVALLE.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, directeur départemental ; M. le Commandant Charles CLAUDET, chef du cabinet de direction.

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois de février 2022.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA01_20220203-DE

**CONVENTIONS DE PARTICIPATION DES SDIS 39, 90
ET 88 A LA FORMATION CHEF D'AGRES TOUT ENGIN
ORGANISEE PAR LE SDIS 25**

Du 09 au 17 mars 2022, le SDIS 25 organisera une formation de chef d'agrès tout engin de sapeur-pompier professionnel qui permettra de former 4 agents du SDIS 25.

Afin de mutualiser cette formation, il a été décidé d'ouvrir ce stage à d'autres SDIS.

Les SDIS 39, 88 et 90 ont répondu favorablement avec la répartition suivante :

- SDIS 90 : 1 stagiaire ;
- SDIS 39 : 1 stagiaire ;
- SDIS 88 : 3 stagiaires.

La formation se composera donc de 9 stagiaires.

Les présentes conventions définissent les modalités d'organisation et financières de la formation entre le SDIS 25 et les SDIS bénéficiaires. S'agissant du SDIS 90, dans la mesure où celui-ci met à disposition un engin de formation pour toute la durée du stage, aucun frais pédagogique ne lui sera facturé.

Après en avoir délibéré, les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et :

- *approuvent les projets de conventions joints en annexe,*
- *autorisent la présidente du conseil d'administration, ou son représentant, à signer les conventions à intervenir et tout autre document y afférent.*

Pour extrait conforme,

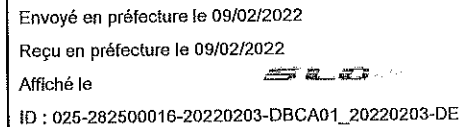
La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 09/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN



Convention de formation

ENTRE- Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Doubs, 10 chemin de la Clairière 25042 BESANCON Cedex, représenté par la présidente du conseil d'administration, Madame Christine BOUQUIN, dénommé ci-après « le prestataire »,

Organisme de formation enregistré au service régional de la formation professionnelle sous le n° 43.25.P00.49.25,

ET - Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Jura, sis 846 ancienne route de Bletterans 39570 MONTMOROT, représenté par le président du conseil d'administration M. Clément PERNOT, dénommé ci-après « le bénéficiaire ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'organisation d'une action de formation par le prestataire, pour le compte du bénéficiaire.

L'action de formation est la suivante : **Module chef d'agrès tout engin SPP**

Lieu : CSP Besançon EST, 10, chemin de la combe Balland 25220 CHALEZEULE.

Nombres de stagiaire(s) : 9 (4 stagiaires du SDIS 25, 3 du SDIS 88, 1 du SDIS 90 et 1 du SDIS 39).

Dates : du 07/03/2022 au 18/03/2022

Responsable pédagogique : adjudant-chef Aurélien VIENNET

ARTICLE 2 – Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'action de formation mentionnée.

ARTICLE 3 – Clauses réglementaires de formation

La formation se déroulera conformément au Référentiel National d'Activités et de Compétences, au Référentiel National d'Evaluation et au RIOFE du SDIS 25.

L'organisateur de la formation est le service formation du SDIS 25.

L'équipe pédagogique sera composée de 4 formateurs issus du « pôle formateur » du SDIS 25.

Un livret individuel permettra de suivre jour par jour la progression de chaque stagiaire en lien avec l'équipe pédagogique.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA01_20220203-DE

ARTICLE 4 – Clauses financières

La facturation se fera au cout réel des prestations logistiques et des documents pédagogiques fournis et sera ainsi ajustée en fonction des dépenses.

La base tarifaire des frais pédagogiques est établie à 80,67 euros par jour et par stagiaire.

ARTICLE 5 – Désistement

Dans le cas où le désistement est considéré comme tardif puisque présenté moins de sept jours avant le début de la prestation – le cachet de la poste ou la date d'émission du courriel ou de la télécopie faisant foi – le prestataire se réserve le droit de facturer au bénéficiaire l'intégralité des frais pédagogiques. Cette disposition s'applique également pour un stagiaire qui interrompt sa formation en cours de stage.

ARTICLE 6 – Diplômes

Les diplômes seront délivrés et édités par le SDIS 25 au vu des résultats du jury de fin de formation.

ARTICLE 7 – Couverture des risques

Pour la durée de l'action de formation, les stagiaires et les formateurs extérieurs au SDIS 25 restent exclusivement couverts par leur employeur pour les accidents et dommages leur survenant et ceux qu'ils causeraient à un tiers.

ARTICLE 8 – Aptitude médicale

Le bénéficiaire devra s'assurer que ses stagiaires sont aptes médicalement avant de les proposer à la formation envisagée. Le prestataire se réserve le droit de les refuser en cas de non confirmation d'aptitude médicale.

ARTICLE 9 – Conditions sanitaires

Le bénéficiaire devra s'assurer que ses stagiaires sont à jour vis-à-vis de l'obligation vaccinale et que ceux-ci s'engagent à respecter scrupuleusement les gestes barrières.

ARTICLE 10 – Règlement des litiges


En cas de litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à chercher une résolution amiable du litige préalablement à la saisie du Tribunal Administratif de Besançon, qui sera alors seul compétent pour en reconnaître.

Fait à BESANCON, le 30/12/2021

La Présidente du Conseil
d'Administration
du Service Départemental d'Incendie
et de Secours du Doubs

Le Président du Conseil
d'Administration
du Service Départemental d'Incendie
et de Secours du Jura

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA01_20220203-DE



Convention de formation

ENTRE- Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Doubs, 10 chemin de la Clairière 25042 BESANCON Cedex, représenté par la présidente du conseil d'administration, Madame Christine BOUQUIN, dénommé ci-après « le prestataire »,

Organisme de formation enregistré au service régional de la formation professionnelle sous le n° 43.25.P00.49.25,

ET - Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) des Vosges, sis 2 voie Husson 88198 GOLBEY, représenté par le président du conseil d'administration M. Dominique PEDUZZI, dénommé ci-après « le bénéficiaire ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'organisation d'une action de formation par le prestataire, pour le compte du bénéficiaire.

L'action de formation est la suivante : **Module chef d'agrès tout engin SPP**

Lieu : CSP Besançon EST, 10, chemin de la combe Balland 25220 CHALEZEULE.

Nombres de stagiaire(s) : 9 (4 stagiaires du SDIS 25, 3 du SDIS 88, 1 du SDIS 90 et 1 du SDIS 39).

Dates : du 07/03/2022 au 18/03/2022

Responsable pédagogique : adjudant-chef Aurélien VIENNET

ARTICLE 2 – Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'action de formation mentionnée.

ARTICLE 3 – Clauses réglementaires de formation

La formation se déroulera conformément au Référentiel National d'Activités et de Compétences, au Référentiel National d'Evaluation et au RIOFE du SDIS 25.

L'organisateur de la formation est le service formation du SDIS 25.

L'équipe pédagogique sera composée de 4 formateurs issus du « pôle formateur » du SDIS 25.

Un livret individuel permettra de suivre jour par jour la progression de chaque stagiaire en lien avec l'équipe pédagogique.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA01_20220203-DE

ARTICLE 4 – Clauses financières

La facturation se fera au cout réel des prestations logistiques et des documents pédagogiques fournis et sera ainsi ajustée en fonction des dépenses.

La base tarifaire des frais pédagogiques est établie à 80,67 euros par jour et par stagiaire.

ARTICLE 5 – Désistement

Dans le cas où le désistement est considéré comme tardif puisque présenté moins de sept jours avant le début de la prestation – le cachet de la poste ou la date d'émission du courriel ou de la télécopie faisant foi – le prestataire se réserve le droit de facturer au bénéficiaire l'intégralité des frais pédagogiques. Cette disposition s'applique également pour un stagiaire qui interrompt sa formation en cours de stage

ARTICLE 6 – Diplômes

Les diplômes seront délivrés et édités par le SDIS 25 au vu des résultats du jury de fin de formation.

ARTICLE 7 – Couverture des risques

Pour la durée de l'action de formation, les stagiaires et les formateurs extérieurs au SDIS 25 restent exclusivement couverts par leur employeur pour les accidents et dommages leur survenant et ceux qu'ils causeraient à un tiers.

ARTICLE 8 – Aptitude médicale

Le bénéficiaire devra s'assurer que ses stagiaires sont aptes médicalement avant de les proposer à la formation envisagée. Le prestataire se réserve le droit de les refuser en cas de non confirmation d'aptitude médicale.

ARTICLE 9 – Conditions sanitaires

Le bénéficiaire devra s'assurer que ses stagiaires sont à jour vis-à-vis de l'obligation vaccinale et que ceux-ci s'engagent à respecter scrupuleusement les gestes barrières.

ARTICLE 10 – Règlement des litiges

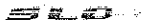
En cas de litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à chercher une résolution amiable du litige préalablement à la saisie du Tribunal Administratif de Besançon, qui sera alors seul compétent pour en reconnaître.

Fait à BESANCON, le 30/12/2021

La Présidente du Conseil
d'Administration
du Service Départemental d'Incendie
et de Secours du Doubs

Le Président du Conseil
d'Administration
du Service Départemental d'Incendie
et de Secours des Vosges

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA01_20220203-DE



Convention de formation

ENTRE- Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Doubs, 10 chemin de la Clairière 25042 BESANCON Cedex, représenté par la présidente du conseil d'administration, Madame Christine BOUQUIN, dénommé ci-après « le prestataire »,

Organisme de formation enregistré au service régional de la formation professionnelle sous le n° 43.25.P00.49.25,

ET - Le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du Territoire de Belfort, sis 4 rue Romain Rolland 90000 BELFORT, représenté par le président du conseil d'administration M. Florian BOUQUET, dénommé ci-après « le bénéficiaire ».

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'organisation d'une action de formation par le prestataire, pour le compte du bénéficiaire.

L'action de formation est la suivante : **Module chef d'agrès tout engin SPP**

Lieu : CSP Besançon EST, 10, chemin de la combe Balland 25220 CHALEZEULE.

Nombres de stagiaire(s) : 9 (4 stagiaires du SDIS 25, 3 du SDIS 88, 1 du SDIS 90 et 1 du SDIS 39).

Dates : du 07/03/2022 au 18/03/2022

Responsable pédagogique : adjudant-chef Aurélien VIENNET

ARTICLE 2 – Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'action de formation mentionnée.

ARTICLE 3 – Clauses réglementaires de formation

La formation se déroulera conformément au Référentiel National d'Activités et de Compétences, au Référentiel National d'Evaluation et au RIOFE du SDIS 25.

L'organisateur de la formation est le service formation du SDIS 25.

L'équipe pédagogique sera composée de 4 formateurs issus du « pôle formateur » du SDIS 25.

Un livret individuel permettra de suivre jour par jour la progression de chaque stagiaire en lien avec l'équipe pédagogique.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA01_20220203-DE

ARTICLE 4 – Clauses financières

La facturation se fera au cout réel des prestations logistiques et des documents pédagogiques fournis et sera ainsi ajustée en fonction des dépenses.

Aucun frais pédagogique ne sera retenu dans la mesure où le bénéficiaire s'engage à mettre à disposition les moyens suivants :

- 1 fourgon pour la durée de la formation

ARTICLE 5 – Désistement

Dans le cas où le désistement est considéré comme tardif puisque présenté moins de sept jours avant le début de la prestation – le cachet de la poste ou la date d'émission du courriel ou de la télécopie faisant foi – le prestataire se réserve le droit de facturer au bénéficiaire l'intégralité des frais pédagogiques. Cette disposition s'applique également pour un stagiaire qui interrompt sa formation en cours de stage

ARTICLE 6 – Diplômes

Les diplômes seront délivrés et édités par le SDIS 25 au vu des résultats du jury de fin de formation.

ARTICLE 7 – Couverture des risques

Pour la durée de l'action de formation, les stagiaires et les formateurs extérieurs au SDIS 25 restent exclusivement couverts par leur employeur pour les accidents et dommages leur survenant et ceux qu'ils causeraient à un tiers.

ARTICLE 8 – Aptitude médicale

Le bénéficiaire devra s'assurer que ses stagiaires sont aptes médicalement avant de les proposer à la formation envisagée. Le prestataire se réserve le droit de les refuser en cas de non confirmation d'aptitude médicale.

ARTICLE 9 – Conditions sanitaires

Le bénéficiaire devra s'assurer que ses stagiaires sont à jour vis-à-vis de l'obligation vaccinale et que ceux-ci s'engagent à respecter scrupuleusement les gestes barrières.

ARTICLE 10 – Règlement des litiges

En cas de litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à chercher une résolution amiable du litige préalablement à la saisie du Tribunal Administratif de Besançon, qui sera alors seul compétent pour en connaître.

Fait à BESANCON, le 30/12/2021

La Présidente du Conseil
d'Administration
du Service Départemental d'Incendie
et de Secours du Doubs

Le Président du Conseil
d'Administration
du Service Départemental d'Incendie
et de Secours du Territoire de Belfort

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le 05/02/2022

ID : 025-282500016-20220203-DBCA02_20220203-DE

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

***CONVENTIONS FINANCIERES DE TRANSFERT DE
COMPTES EPARGNE TEMPS (CET)
D'AGENTS RECRUTES PAR MUTATION
AU SDIS DU DOUBS***

L'an deux mille vingt deux, le jeudi 03 février à 10h00, le bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Vu l'article L.1424-27 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales :
« Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception des délibérations relatives à l'adoption du budget et du compte administratif en application des dispositions des articles L. 1612-1 et suivants, ainsi que de celles visées aux articles L. 1424-26 et L. 1424-35 » ;

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS du 21 septembre 2021, donnant délégation d'attributions du conseil d'administration au bureau.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, M. Michel VIENET, M. Philippe MARECHAL, Mme Catherine BARTHELET.

ETAIT EXCUSE

Membre avec voix délibérative

- ▶ M. Claude DALLAVALLE.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, directeur départemental ; M. le Commandant Charles CLAUDET, chef du cabinet de direction.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA02_20220203-DE

**CONVENTIONS FINANCIERES DE TRANSFERT DE
COMPTES EPARGNE TEMPS (CET)
D'AGENTS RECRUTES PAR MUTATION
AU SDIS DU DOUBS**

La réglementation en vigueur prévoit qu'en cas de mutation, le CET est transféré à la collectivité ou à l'établissement d'accueil.

Par ailleurs, les deux collectivités ou établissements concernés (d'origine et d'accueil) peuvent librement définir, par voie de convention, les modalités financières de transfert du CET.

Dans ce cadre, le SDIS du Doubs souhaite la compensation financière des jours épargnés par trois agents, sur les bases suivantes :

Agent	Collectivité d'origine	Date de recrutement par le SDIS du Doubs	Nombre de jours	Forfait par jour (montant prévu par l'arrêté modifié du 28 août 2009 pour l'indemnisation des agents)	Total
	Communauté de Communes Doubs Baumoises	01/04/2021	11,5 jours	135 €	1 552,50 €
	SDIS 13	01/11/2021	17 jours	135 €	2 295,00 €
	CHU Dijon	01/11/2021	30 jours	75 €	2 250,00 €

Après en avoir délibéré, les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et :

- *approuvent les projets de conventions joints en annexe,*
- *autorisent la présidente du conseil d'administration, ou son représentant, à signer les conventions à intervenir et tout autre document y afférent.*

Pour extrait conforme,


La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 09/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA02_20220203-DE

CONVENTION FINANCIERE
DE REPRISE DU COMPTE EPARGNE-TEMPS
(CET)

de
Attachée territoriale

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié, relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, notamment son article 11,

Vu le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010, modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS du Doubs du 19 décembre 2008 modifiée fixant les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne temps et ses modalités d'utilisation,

Contexte et Objet de la présente convention :

Le Décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale prévoit en son article 11 que les collectivités ou établissements peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un compte épargne-temps à la date à laquelle cet agent change, par la voie d'une mutation ou d'un détachement, de collectivité ou d'établissement.

En vertu de ce décret, la présente convention a pour objet de définir les conditions financières de reprise du compte épargne-temps de _____, dans le cadre de sa mutation de la Communauté de Communes Doubs Baumoises au SDIS du Doubs.

entre

Le SDIS du Doubs représenté par Mme Christine BOUQUIN, *agissant aux présentes en qualité de Présidente du conseil d'administration* et conformément à la délibération du bureau du conseil d'administration du SDIS du 3 février 2022, d'une part

et

la communauté de communes Doubs Baumoises représentée par _____ agissant aux présentes en qualité de _____ de la communauté de communes Doubs Baumoises, d'autre part

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA02_20220203-DE

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :**Article 1. – Solde et droits d'utilisation du CET dans la collectivité d'origine**

Le 1^{er} avril 2021, jour effectif de sa mutation, les soldes et droits d'utilisation du CET de
' dans son établissement d'origine sont les suivants :

- Solde du CET : 11,5 jours

Article 2. – Transfert du C.E.T

À compter de la date effective de mutation, la gestion du CET incombe au SDIS du Doubs.
Les conditions relatives à l'alimentation, la gestion et l'utilisation des droits sont celles fixées
par la collectivité d'accueil, sans que puisse se prévaloir à titre
personnel de celles définies dans la collectivité d'origine.

Article 3. – Compensation financière

Compte tenu que 11,5 jours acquis au titre du CET dans la collectivité d'origine seront pris
en charge par l'établissement d'accueil, il est convenu, qu'à titre de dédommagement, une
compensation financière s'élevant à **1 552,50 €** sera versée dans les meilleurs délais par la
Communauté de Commune Doubs Baumois.

Cette somme est calculée de la manière suivante :

11,5 jours x 135 € = 1 552,50 €

Article 4. – Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal
administratif de Besançon.

Fait en deux exemplaires à ,
Le ,
Pour le SDIS du Doubs,

Fait en deux exemplaires à ,
Le ,
**Pour la Communauté de Communes
Doubs Baumois,**

La présidente du conseil d'administration,

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA02_20220203-DE

CONVENTION FINANCIERE
DE REPRISE DU COMPTE EPARGNE-TEMPS
(CET)
de
Capitaine de sapeurs-pompiers professionnels

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié, relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, notamment son article 11,

Vu le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010, modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS du Doubs du 19 décembre 2008 modifiée fixant les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne temps et ses modalités d'utilisation,

Contexte et Objet de la présente convention :

Le Décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale prévoit en son article 11 que les collectivités ou établissements peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un compte épargne-temps à la date à laquelle cet agent change, par la voie d'une mutation ou d'un détachement, de collectivité ou d'établissement.

En vertu de ce décret, la présente convention a pour objet de définir les conditions financières de reprise du compte épargne-temps de l, dans le cadre de sa mutation du SDIS des Bouches-du-Rhône au SDIS du Doubs.

entre

Le SDIS du Doubs représenté par Mme Christine BOUQUIN, *agissant aux présentes en qualité de Présidente du conseil d'administration* et conformément à la délibération du bureau du conseil d'administration du SDIS du 3 février 2022, d'une part

et

le SDIS des Bouches-du-Rhône représenté par agissant aux présentes en qualité de, d'autre part

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA02_20220203-DE

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**Article 1. – Solde et droits d'utilisation du CET dans la collectivité d'origine**

Le 1^{er} novembre 2021, jour effectif de sa mutation, les soldes et droits d'utilisation du CET de dans son établissement d'origine sont les suivants :

- Solde du CET : 17 jours

Article 2. – Transfert du C.E.T

À compter de la date effective de mutation, la gestion du CET incombe au SDIS du Doubs. Les conditions relatives à l'alimentation, la gestion et l'utilisation des droits sont celles fixées par la collectivité d'accueil, sans que puisse se prévaloir à titre personnel de celles définies dans la collectivité d'origine.

Article 3. – Compensation financière

Compte tenu que 17 jours acquis au titre du CET dans la collectivité d'origine seront pris en charge par l'établissement d'accueil, il est convenu, qu'à titre de dédommagement, une compensation financière s'élevant à **2 295 €** sera versée dans les meilleurs délais par le SDIS des Bouches-du-Rhône.

Cette somme est calculée de la manière suivante :

17 jours x 135 € = 2 295 €

Article 4. – Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal administratif de Besançon.

Fait en deux exemplaires à ,
Le ,
Pour le SDIS du Doubs,

Fait en deux exemplaires à ,
Le ,
Pour le SDIS des Bouches-du-Rhône,

La présidente du conseil d'administration,

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA02_20220203-DE

CONVENTION FINANCIERE
DE REPRISE DU COMPTE EPARGNE-TEMPS
(CET)

de
Caporal de sapeurs-pompiers professionnels

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié, relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, notamment son article 11,

Vu le décret n° 2010-531 du 20 mai 2010, modifiant certaines dispositions relatives au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS du Doubs du 19 décembre 2008 modifiée fixant les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du compte épargne temps et ses modalités d'utilisation,

Contexte et Objet de la présente convention :

Le Décret n°2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale prévoit en son article 11 que les collectivités ou établissements peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un compte épargne-temps à la date à laquelle cet agent change, par la voie d'une mutation ou d'un détachement, de collectivité ou d'établissement.

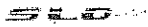
En vertu de ce décret, la présente convention a pour objet de définir les conditions financières de reprise du compte épargne-temps de l'agent, dans le cadre de sa mutation du CHU de Dijon au SDIS du Doubs.

entre

Le SDIS du Doubs représenté par Mme Christine BOUQUIN, *agissant aux présentes en qualité de Présidente du conseil d'administration* et conformément à la délibération du bureau du conseil d'administration du SDIS du 3 février 2022, d'une part

et

le CHU de Dijon représenté par, *agissant aux présentes en qualité de* d'autre part

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA02_20220203-DE

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. – Solde et droits d'utilisation du CET dans la collectivité d'origine

Le 1^{er} novembre 2021, jour effectif de sa mutation, les soldes et droits d'utilisation du CET de ; dans son établissement d'origine sont les suivants :

- Solde du CET : 30 jours

Article 2. – Transfert du C.E.T

À compter de la date effective de mutation, la gestion du CET incombe au SDIS du Doubs. Les conditions relatives à l'alimentation, la gestion et l'utilisation des droits sont celles fixées par la collectivité d'accueil, sans que l puisse se prévaloir à titre personnel de celles définies dans la collectivité d'origine.

Article 3. – Compensation financière

Compte tenu que 30 jours acquis au titre du CET dans la collectivité d'origine seront pris en charge par l'établissement d'accueil, il est convenu, qu'à titre de dédommagement, une compensation financière s'élevant à **2 250 €** sera versée dans les meilleurs délais par le CHU de Dijon.

Cette somme est calculée de la manière suivante :

$$30 \text{ jours} \times 75 \text{ €} = 2\,250 \text{ €}$$

Article 4. – Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal administratif de Besançon.

Fait en deux exemplaires à ,
Le ,
Pour le SDIS du Doubs,

Fait en deux exemplaires à ,
Le ,
Pour le CHU de Dijon,

La présidente du conseil d'administration,

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 09/02/2022
ID : 025-282500016-20220203-DBCA03_20220203-DE

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

***AVENANT A LA CONVENTION DE MISE A
DISPOSITION ENTRE LE SDIS 25 ET LE MINISTERE DE
L'INTERIEUR***

L'an deux mille vingt deux, le jeudi 03 février à 10h00, le bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Vu l'article L.1424-27 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales :
« *Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception des délibérations relatives à l'adoption du budget et du compte administratif en application des dispositions des articles L. 1612-1 et suivants, ainsi que de celles visées aux articles L. 1424-26 et L. 1424-35* » ;

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS du 21 septembre 2021, donnant délégation d'attributions du conseil d'administration au bureau.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, M. Michel VIENET, M. Philippe MARECHAL, Mme Catherine BARTHELET.

ETAIT EXCUSE

Membre avec voix délibérative

- ▶ M. Claude DALLAVALLE.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, directeur départemental ; M. le Commandant Charles CLAUDET, chef du cabinet de direction.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA03_20220203-DE

**AVENANT A LA CONVENTION DE MISE A
DISPOSITION ENTRE LE SDIS 25 ET LE MINISTERE
DE L'INTERIEUR**

Monsieur Yvon STORTZ, mis à disposition au Ministère de l'Intérieur à la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises depuis le 1^{er} janvier 2020, bénéficie de journées de télétravail.

Dans le cadre de la délibération du SDIS 25 lors du CASDIS du 09 décembre 2021 octroyant l'indemnisation de ces journées de télétravail, il convient d'apporter une modification à la convention liant le SDIS 25 et le Ministère de l'Intérieur, notamment son article 5 traitant de la rémunération et des modalités de remboursement.

L'avenant proposé vient modifier la convention initiale du 06 mars 2020 en ajoutant à la liste des frais remboursés au titre des salaires et des charges, l'indemnisation des frais liés au télétravail à raison de 2,50€ par jour télétravaillé et dans la limite de 220€ annuel. Cette indemnisation sera effective à compter du 1^{er} janvier 2022 et sera calculée sur présentation, à trimestre échu, d'un état des jours télétravaillés.

Après en avoir délibéré, les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et :

- *approuvent le projet d'avenant à la convention de mise à disposition joint en annexe,*
- *autorisent la présidente du conseil d'administration, ou son représentant, à signer l'avenant à intervenir et tout autre document afférent à la convention initiale.*

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,


Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 09/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN



Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA03_20220203-DE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**AVENANT n°1 à une convention
conclue entre l'Etat et le service départemental
d'incendie et de secours du Doubs**

Article 1 : L'article 5 de la convention conclue entre l'Etat et le service départemental d'incendie et de secours du Doubs relative à la mise à disposition du capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, Yvon STORTZ est modifié comme suit :

Au lieu de lire :

Le service départemental d'incendie et de secours du Doubs verse à M. STORTZ la rémunération correspondant à son grade et à son emploi d'origine (émoluments de base, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi).

M. STORTZ est indemnisé par le ministère de l'intérieur des frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions.

Le ministère de l'intérieur rembourse trimestriellement au service départemental d'incendie et de secours du Doubs, au prorata du temps de mise à disposition, les frais exposés au titre de M. STORTZ, comprenant : la rémunération; les charges sociales afférentes ; le coût de l'habillement professionnel, la participation de l'employeur à la protection sociale ; les frais de changement de résidence ; les frais de transport domicile-travail (50 % du prix de l'abonnement dans la limite de 86,16 euros par mois, conformément aux dispositions prévues dans le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010).

Toute autre dépense est exclue du champ d'application de la convention.

Les demandes de remboursement sont envoyées, au titre d'un trimestre civil, au ministère de l'intérieur, direction de la générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, bureau des ressources humaines et financières, immeuble Garance, place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08. Le dossier comptable produit à l'appui de chacune de ces demandes comprend un état liquidatif des dépenses à rembourser, détaillées mois par mois ; un titre de recette exécutoire ; toutes pièces justificatives utiles (bulletins de salaire notamment).

Lire :

Le service départemental d'incendie et de secours d'Indre-et-Loire verse à l'intéressé la rémunération correspondant à son grade et à son emploi d'origine (émoluments de base, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi).

Le ministère de l'Intérieur rembourse trimestriellement au service départemental d'incendie et de secours d'Indre-et-Loire, au prorata du temps de mise à disposition, les frais exposés au titre des **salaires et charges** de M. STORTZ, comprenant :

- la rémunération ;
- les charges sociales afférentes ;
- le coût de l'habillement professionnel,
- la participation de l'employeur à la protection sociale ;
- les frais de changement de résidence ;
- l'indemnité de résidence ;
- les frais de transport domicile-travail (50 % du prix de l'abonnement dans la limite de 86,16 euros par mois, conformément aux dispositions prévues dans le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010)
- l'indemnisation des frais liés au télétravail à raison de 2.50 euros par jour de télétravail et dans la limite de 220 euros par an en application du décret 2021-1123, de l'arrêté du 26 août 2021 et de la délibération du conseil

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA03_20220203-DE

d'administration du 9 décembre 2021. Cette indemnisation sera prise en compte à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle sera calculée sur présentation, à trimestre échu, d'un état des jours télétravaillés.

Toute autre dépense est exclue du champ d'application de la convention.

Les demandes de remboursement sont envoyées au titre d'un trimestre civil, à l'adresse mail suivante:

DGSCGC-SECTION-ACTIFS dgscgc-section-actifs@interieur.gouv.fr

Le dossier comptable produit à l'appui de chacune de ces demandes comprend :

- un état liquidatif des dépenses à rembourser, détaillées mois par mois ;
- un titre de recette exécutoire ;
- toutes pièces justificatives utiles (bulletins de salaire notamment)

M. STORTZ est indemnisé par le ministère de l'Intérieur des frais et sujétions auxquels il s'expose dans l'exercice de ses fonctions.

Article 2 : A l'article 4 de la convention, est ajouté la phrase suivante :

L'intéressé, est intégré au planning des astreintes opérationnelles préalablement établi par l'état-major de la sécurité civile. Ces astreintes relèvent de ses missions et ne donnent pas lieu à indemnisation.

Fait à, le :, en 2 exemplaires originaux.

**La présidente du conseil d'administration du
service départemental d'incendie
et de secours du Doubs**

Le ministre de l'Intérieur,

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le 09/02/2022

ID : 025-282500016-20220203-DBCA04_20220203-DE

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONVENTION DE DENEIGEMENT DU CIS MAICHE

L'an deux mille vingt deux, le jeudi 03 février à 10h00, le bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Vu l'article L.1424-27 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales :
« *Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception des délibérations relatives à l'adoption du budget et du compte administratif en application des dispositions des articles L. 1612-1 et suivants, ainsi que de celles visées aux articles L. 1424-26 et L. 1424-35* » ;

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS du 21 septembre 2021, donnant délégation d'attributions du conseil d'administration au bureau.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, M. Michel VIENET, M. Philippe MARECHAL, Mme Catherine BARTHELET.

ETAIT EXCUSE

Membre avec voix délibérative

- ▶ M. Claude DALLAVALLE.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, directeur départemental ; M. le Commandant Charles CLAUDET, chef du cabinet de direction.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA04_20220203-DE

CONVENTION DE DENEIGEMENT DU CIS MAICHE

Dans le cadre de l'optimisation de l'organisation structurelle territoriale et fonctionnelle du SDIS, le principe de conventionnement avec des communes pour le déneigement et l'entretien des espaces verts des centres d'incendie de secours (CIS) a été approuvé lors du conseil d'administration du 26 novembre 2020.

Dans ce cadre, une nouvelle commune a répondu favorablement en précisant les conditions d'exécution financières et techniques.

Il s'agit de la commune de MAICHE et le projet de convention, à titre gratuit, porte sur le déneigement des abords du CIS MAICHE (cf. projet de convention ci-joint). Les observations particulières au site sont précisées dans le tableau récapitulatif du présent rapport.

Après en avoir délibéré, les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité, approuvent le projet de convention ci-après annexé et habilitent la présidente du conseil d'administration ou son représentant à signer la convention à intervenir avec la commune de Maîche.

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 09/02/2022

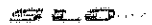
Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le



ID : 025-282500016-20220203-DBCA04_20220203-DE

Convention relative au déneigement des abords du CIS MAICHE**Entre les soussignés,**

La commune de Maiche, ci-après dénommée « *la Commune* », représentée par Monsieur LIGIER Régis, agissant en sa qualité de maire et conformément à la délibération n° 2021.116 du conseil municipal en date du 15 novembre 2021 et rendue exécutoire le 19 novembre 2021

d'une part,**Et**

Le Service départemental d'incendie et de secours du Doubs, ci-après dénommé « *le Sdis* », ayant son siège 10 Chemin de la Clairière à Besançon (25042), représenté par Madame Christine BOUQUIN, agissant en sa qualité de Présidente du conseil d'administration et conformément à la délibération du bureau du conseil d'administration en date du

d'autre part,**Il a été préalablement exposé ce qui suit :**

En application de l'article L.1424-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le service départemental d'incendie et de secours peut passer avec les collectivités locales toute convention ayant trait à la gestion non opérationnelle du service d'incendie et de secours.

La présente convention a pour objet de définir les modalités de déneigement par les services de la Commune de Maiche des abords du Centre d'Incendie et de Secours dénommé « CIS Maiche » sis rue de l'Europe à Maiche.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :**Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir les modalités de déneigement (salage et/ou raclage) par la Commune, en régie directe par les services municipaux ou par soumission à une entreprise privée, des espaces privatifs du Centre de secours de Maiche sis rue de l'Europe à Maiche.

Article 2 - Désignation des lieux

La présente convention porte prioritairement sur le déneigement des sorties des travées véhicules et sur les espaces de parking du CIS.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA04_20220203-DE

Article 3 – Modalités d'organisation :

Le SDIS s'engage à respecter les prescriptions suivantes :

- Aucun véhicule ou obstacle ne devra stationner sur l'espace à déneiger en dehors des places matérialisées.
- Les véhicules en stationnement devront être regroupés pour faciliter le passage de l'engin de déneigement,
- Les zones de stockage de la neige dans l'espace à déneiger devront être déterminées par des jalons ou autres dispositifs,
- Le revêtement de la voirie privée devra être en bon état afin de ne pas provoquer de dégât au matériel communal,
- Les voies devront être balisées. Tous les obstacles susceptibles d'être dissimulés sous la neige devront être localisés.

Article 4 - Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification, sauf dénonciation par l'une des parties à tout moment, par lettre recommandée avec avis de réception, moyennant un préavis de 6 mois.

Elle est reconductible tacitement par période d'une année, et peut être dénoncée dans les mêmes conditions que celles visées à l'alinéa précédent.

Article 5 - Conditions financières

La prestation de déneigement prévu à l'article 1^{er} des présentes sera réalisée à titre gratuit.

Article 6 - Obligations des parties

La Commune s'engage à procéder au déneigement des voiries et parkings du CIS Maiche visés à l'article 1.

Elle s'engage à traiter au même titre que son réseau d'axes prioritaires les surfaces concernées, à l'exclusion des parkings affectés aux véhicules personnels des sapeurs-pompiers qui le cas échéant, selon les moyens de la Commune pourront être déneigés au titre des opérations secondaires.

Seule la Commune est à même d'apprécier les moyens nécessaires à mettre en œuvre, le traitement adapté aux conditions climatiques et la fréquence à prévoir pour respecter son obligation de salage et/ou de déneigement.

Au sein du périmètre défini, la Commune traitera en priorité les accès des remises abritant les Véhicules de Soins et d'Assistance aux Victimes (VSAV) ainsi que les engins Incendie.

Afin d'éviter les risques d'accidents entre les véhicules du SDIS et les véhicules municipaux lors des opérations de déneigement, le SDIS s'engage à informer par radio interne, dans ses hangars de stationnement, les opérations de déneigement en cours

Article 7 - Responsabilités - Assurances des risques

Chaque partie, pour ce qui la concerne, devra souscrire les assurances nécessaires pour couvrir les risques liés à l'exécution de la présente convention et notamment ceux concernant les matériels, les personnels et la responsabilité civile.

Responsabilité de la Commune au regard des personnels de la Commune mis à disposition :

Les personnels de la Commune intervenant au SDIS restent soumis à leur autorité hiérarchique d'origine. De même, en matière de responsabilités civiles et pénales, les personnels de la Commune restent couverts par leur employeur.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA04_20220203-DE

Responsabilités de la Commune liées aux opérations de déneigement

Les éventuels dégâts occasionnés par les opérations de déneigement et de salage aux biens mobiliers et immobiliers, propriétés du SDIS seront portés à la charge de la commune et couverts par son assurance. La Commune ne sera toutefois pas reconnue responsable des dégradations liées à l'usure normale des voiries, des tracés au sol, des bordures, des revêtements, des évacuations, regards ou tout autre équipement.

Dans le cas où des dommages seraient causés aux engins pendant les opérations de déneigement et de salage du fait du mauvais état de la voirie, des pièces et des équipements de voirie ou du non-respect des prescriptions énoncées à l'article 3, les éventuels dégâts seront portés à la charge du SDIS et couverts par leur assurance.

Article 8 - Clause résolutoire

En cas d'inexécution, par l'une ou l'autre des parties, de l'une des obligations contenues dans la présente convention, et un mois après sommation d'exécuter demeurée sans effet, celle-ci sera résiliée de plein droit, si bon semble à la partie lésée, sans indemnité de part et d'autre et sans formalité judiciaire.

Article 9- Avenant

Toute modification de la présente convention devra s'opérer par avenant notifié à l'autre partie. La modification ne sera effective qu'après acceptation expresse par l'autre partie.

Article 10 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 11 - Compétence juridictionnelle

Toute contestation pouvant survenir à propos de l'application de la présente convention sera portée devant le Tribunal administratif de Besançon.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A Besançon, le

Pour la Commune de Maiche,

Le Maire,

Régis LIGIER

**Pour le Service départemental d'incendie
et de secours du Doubs,**

La Président du Conseil d'administration,

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220203-DBCA04_20220203-DE

CONVENTIONS DE DENEIGEMENT

(Conditions particulières à chaque site)

SITE	TYPE DE CONVENTION	CONDITIONS FINANCIERES	OBSERVATIONS PARTICULIERES
CIS MAICHE	Déneigement	A titre gratuit	Modifications article 3 et 7 de la convention à la demande de la commune : <ul style="list-style-type: none">- Précisions sur zones de stationnement et sur le balisage de la voirie ;- Précisions sur les responsabilités de chacun en cas de sinistre notamment.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 03/02/2022
ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

***CESSION D'UN CAMION-CITERNE FEUX DE FORET
(CCF) ET MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS ET
TENUES AU PROFIT DES SAPEURS-POMPIERS DE
VALPARAISO (CHILI)***

L'an deux mille vingt deux, le jeudi 03 février à 10h00, le bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Vu l'article L.1424-27 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales :
« Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception des délibérations relatives à l'adoption du budget et du compte administratif en application des dispositions des articles L. 1612-1 et suivants, ainsi que de celles visées aux articles L. 1424-26 et L. 1424-35 » ;

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS du 21 septembre 2021, donnant délégation d'attributions du conseil d'administration au bureau.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, M. Michel VIENET, M. Philippe MARECHAL, Mme Catherine BARTHELET.

ETAIT EXCUSE

Membre avec voix délibérative

- ▶ M. Claude DALLAVALLE.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, directeur départemental ; M. le Commandant Charles CLAUDET, chef du cabinet de direction.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

CESSION D'UN CAMION-CITERNE FEUX DE FORET (CCF) ET MISE A DISPOSITION D'EQUIPEMENTS ET TENUES AU PROFIT DES SAPEURS-POMPIERS DE VALPARAISO (CHILI)

La présente délibération concerne la cession d'un camion-citerne feux de forêt (CCF) réformé, engin pompe de poids total autorisé en charge (PTAC) de 10 tonnes au profit du corps de sapeurs-pompiers de Valparaíso (Chili).

Le SDIS 25 est propriétaire d'une flotte de 620 véhicules dont 10 CCF engagés pour combattre les feux d'espaces naturels (récoltes, sous-bois, forêts).

La durée d'amortissement financière d'un CCF est de 18 ans, le CCF proposé à la réforme a été mis en service le 06/10/1998 (23 années).

Le Corps de pompiers de Valparaíso est exclusivement composé de bénévoles.

La 5^{ème} compagnie du corps, fondée par des colons français, dite « Pompe France » a conservé à travers les siècles les traditions, règlements de manœuvres et ports des tenues identiques aux sapeurs-pompiers français.


Ils sont dotés de véhicules fabriqués en France et en Europe dont le renouvellement est financièrement très contraint au regard du contexte économique local.

De plus, le renouvellement des tenues d'intervention est une difficulté dans un système où le sapeur-pompier volontaire non seulement ne perçoit aucune indemnité, mais où il doit de plus s'acquitter d'une somme pour avoir le droit et l'honneur d'exercer ses fonctions.

Il est donc proposé de céder au Corps des sapeurs-pompiers (SP) de Valparaíso, le CCF immatriculé 5622 WY 25, avec son armement et de compléter la cession d'effets d'habillement voués à la réforme (stock de 300 tenues de travail F1 et 300 pantalons du même type).

Afin de définir les conditions de la cession à titre gratuit du CCF RENAULT GALLIN immatriculé 5622 WY 25 mis en circulation le 06/10/1998, il vous est proposé de retenir les critères suivants :

- le SDIS 25 ne pourra pas être considéré engagé dans le renouvellement de la flotte du Corps des SP de Valparaíso ;
- le véhicule sera cédé en genre VASP (mention certificat d'immatriculation), déséquipé des moyens de radio transmission et signalétique spécifique (écusson du corps départemental, www.pompiers25.fr) ;
- les autres équipements de signalétique seront maintenus : gyrophare, 2 tons et bandes de signalisation ;
- le véhicule sera livré armé et opérationnel, il permet un embarquement de cinq personnes : conducteur, équipiers et chef d'agrès ;
- le SDIS 25 ne cédera pas de véhicule accidenté, faisant l'objet d'une contre visite ou faisant l'objet d'un retrait de circulation ;
- en cas de réserves formulées dans le contrôle technique et n'imposant pas de contre visite, il appartiendra au Corps des SP de Valparaíso de réaliser les entretiens et réparations à sa charge ;
- le SDIS 25 ne pourra pas être tenu responsable des réparations ou pannes qui incomberaient au Corps des SP de Valparaíso après cession du véhicule ;
- l'élimination du véhicule devient à la charge Corps des SP de Valparaíso dès lors qu'il en devient propriétaire ;
- les formalités administratives de cession ne pourront être engagées qu'après établissement d'une convention entre le SDIS et le Corps des SP de Valparaíso, dont un projet reprenant les conditions précédemment listées et joint en annexe 1 au présent rapport ;

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

- le transfert du CCF vers Valparaiso devra être organisé par le Corps des SP de Valparaiso, qui en assumera la charge et la responsabilité ;
- Le transfert devra être effectif dans les 6 mois suivant la signature de la convention de cession ;
- le SDIS 25 cèdera à titre gratuit l'armement de l'engin à l'exception des équipements suivants : appareils respiratoires isolants (ARI), bouteilles d'air comprimé pour ARI, lots de sauvetage et de protection contre les chutes, casques F2 et tronçonneuse thermique ;
- le SDIS 25 tient à jour un tableau de gestion des véhicules affectés au profit des associations et collectivités, une communication sera faite chaque année au profit du bureau du conseil d'administration.

Après en avoir délibéré, les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité :

- *approuvent la cession du CCF RENAULT GALLIN réformé immatriculé 5622 WY 25, la cession de l'armement et de tenues F1 dans les conditions prévues au présent rapport, au profit du Corps des SP de Valparaiso ;*
- *approuvent le projet de convention relatif à la cession du CCF, joint en annexe 1, et habilite la présidente du conseil d'administration ou son représentant à signer la convention à intervenir ;*
- *approuvent le projet de convention relatif à la cession de tenues F1, joint en annexe 2, et habilite la présidente du conseil d'administration ou son représentant à signer la convention à intervenir.*


Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN
Date : 09/02/2022
Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

Annexe 1 - convention cession CCF VALPARAISO

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

**Convention relative aux conditions de cession d'un véhicule du SDIS
au profit du corps des sapeurs-pompiers du Valparaíso au Chili
(dont la cinquième compagnie de pompiers « Pompe France Valparaíso »,
encore dénommée « *Quinta Compañía 'Pompe France'* »)**

La présente convention est conclue entre :

Le service départemental d'incendie et de secours du Doubs, ci-après dénommé par l'appellation « *le SDIS* », établissement public de droit français créé et régi par les articles L. 1424-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ayant son siège 10 Chemin de la Clairière à Besançon (25042), représenté par Madame Christine BOUQUIN, agissant en qualité de présidente du conseil d'administration et conformément à la délibération du bureau du conseil d'administration en date du 3 février 2021 ;

d'une part,

Et

Le corps des sapeurs-pompiers du Valparaíso (comprenant la cinquième compagnie de pompiers Pompe France Valparaíso, encore dénommée « *Quinta Compañía 'Pompe France'* »), ci-après dénommé « le cessionnaire », ayant son siège Freire n°171 Esquina blanca Valparaíso, au Chili,


Représenté par Monsieur le Capitaine Héctor Casacuberta Toledo, dûment habilité aux fins des présentes ;

d'autre part,

Ci-après dénommés, ensemble, les Parties ;

- Vu** le code civil ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1424-1 et suivants ;
- Vu** le code de la route, notamment ses articles L. 322-1 à L. 322-3 et R. 322-1 à R. 322-14 ;
- Vu** l'arrêté du 27 juillet 2004 modifié, relatif au contrôle technique des véhicules lourds ;
- Vu** l'arrêté du 9 février 2009 modifié, relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules ;
- Vu** la demande en date du 20 novembre 2020 présentée par le corps des sapeurs-pompiers du Valparaíso, pris en la personne du Capitaine Héctor Casacuberta Toledo de la Cinquième compagnie de Pompiers Pompe France Valparaíso (« *la Quinta Compañía* ») ;

Annexe 1 - convention cession CCF VALPARAISO

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

Préalablement à l'objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

Le corps des sapeurs-pompiers du Valparaíso au Chili est exclusivement composé de volontaires.

Les membres de la cinquième compagnie de pompiers, issus de la Tradition Pompe France, sont respectueux des traditions, règlements de manœuvres et ports de tenues identiques aux sapeurs-pompiers français. Ils sont dotés de véhicules fabriqués en France et en Europe dont le renouvellement est financièrement très contraint en raison du contexte économique local.

Les feux de forêts font des ravages au Chili. Le Corps des sapeurs-pompiers du Valparaíso est investi dans la formation contre le risque des feux de forêts en collaboration avec la direction de la coopération internationale et la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) depuis 2016.

C'est pourquoi, le Corps des sapeurs-pompiers du Valparaíso a sollicité du SDIS la cession d'un engin de lutte contre les incendies forestiers couramment dénommé « camion-citerne feux de forêts », réformé techniquement par le SDIS selon les règles définies par son conseil d'administration.

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de cette cession.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :**Article 1 - Objet de la cession**

Le SDIS cède au cessionnaire, dans les conditions prévues à la présente convention, un véhicule de marque « RENAULT GALLIN » immatriculé sous le numéro « 5622 WY 25 ».

Article 2 - Désignation et description du véhicule cédé

Le véhicule cédé en application de l'article 1 répond aux caractéristiques suivantes :

- Véhicule spécialisé non affecté au transport de marchandises au sens du III de l'annexe V à l'arrêté du 9 février 2009 susvisé
- Genre : Véhicule automoteurs spécialisés (Abréviation nationale : VASP/Abréviation Catégories CE : N2)
- Carrosserie : Incendie
- Marque : RENAULT
- Modèle :
- Type :
- Cylindrée (CC) : Non communiqué sur la carte grise
- Première mise en circulation : 01/12/1998
- Kilométrage inscrit au compteur du véhicule :
- Puissance (kW) : Non communiqué sur la carte grise
- Puissance fiscale (CV) :

Article 3 – Droit applicable à la cession

La cession prévue à l'article 1 des présentes est régie par le droit français.

Annexe 1 - convention cession CCF VALPARAISO

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

Article 4 - Propriété du véhicule et condition suspensive

Le SDIS déclare avoir la pleine propriété du véhicule, objet des présentes. Il indique à ce jour, sous réserve des mentions qui pourront, le cas échéant, figurer au certificat de situation administrative cité à l'article 1.1 ci-dessous, que ce bien est libre de toute revendication ou opposition.

Cependant, la présente cession est consentie et acceptée sous condition suspensive au profit du SDIS, et dans son intérêt exclusif, de l'obtention d'un certificat de situation administrative simple, c'est-à-dire vierge de tout gage ou opposition.

Dans l'éventualité où le SDIS ne serait pas en mesure d'obtenir un tel certificat avant la date prévue pour la délivrance, il lui appartiendra d'en informer le cessionnaire par courrier recommandé avec accusé de réception.

A réception dudit courrier par le cessionnaire, le SDIS disposera d'un délai de trois mois pour obtenir la levée du gage ou de l'opposition. Passé ce délai, la condition sera réputée défaillie et la présente convention résolue de plein droit sans que le cessionnaire puisse prétendre à indemnité quelconque.

Dès confirmation de la levée, le SDIS devra en informer le cessionnaire par courrier en recommandé avec accusé de réception, même après expiration du délai de trois mois prévu ci-dessus, et pourvu que ladite levée ait été obtenue dans ce même délai.

Article 5 – Conditions particulières

1. Il est expressément précisé que la présente cession ne confère au cessionnaire aucun droit acquis à la cession d'autres véhicules à son profit par le SDIS, ce dernier ne pouvant être tenu de quelque manière que ce soit au renouvellement de la flotte du cessionnaire.

Pour toute nouvelle demande d'acquisition, le cessionnaire devra préciser la situation du ou des engins précédemment cédés (propriétaire actuel, éventuelle cession à un tiers, aire d'utilisation – Doubs/Autre département, éventuels prêts aux tiers...).

2. Une fois le véhicule livré et affecté, le cessionnaire aura l'obligation de veiller à conformer son aspect extérieur à la réglementation chilienne, s'il en existe une.

Article 6 – Contrôle technique

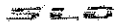
En application du code de la route susvisé, le cessionnaire :

- reconnaît avoir reçu du SDIS le procès-verbal du dernier contrôle technique périodique réalisé le XXXXX sur le véhicule, objet des présentes, datant de moins de 6 mois ;
- après lecture faite, constate :
 - que ledit procès-verbal ne mentionne la nécessité d'aucune contre-visite ;
 - que des réserves sans contre-visite sont mentionnées qu'il lui appartiendra de lever en réalisant à sa charge et sous sa responsabilité exclusive, les entretiens et réparations nécessaires (à n'indiquer qu'en cas de réserves).

Article 7 – Conditions financières

Le véhicule et les équipements, objets des présentes, sont cédés à titre gratuit.

Annexe 1 - convention cession CCF VALPARAISO

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

Article 8 – Etat du véhicule

Le cessionnaire déclare connaître le véhicule pour l'avoir examiné.

Ledit véhicule est cédé :

- déséquipé des moyens de radio transmission et de signalétique spécifique (écusson du corps départemental de sapeurs-pompiers du Doubs et mention de l'adresse Internet www.pompiers25.fr);
- muni des autres équipements de signalétique, à savoir le gyrophare, le 2 tons et les bandes de signalisation ;
- muni de son armement à l'exception des équipements suivants :
 - appareils respiratoires isolants (ARI),
 - bouteilles d'air comprimé pour ARI,
 - lots de sauvetage et de protection contre les chutes,
 - casques F2,
 - tronçonneuse thermique.

Le cessionnaire déclare connaître les équipements composant l'armement du véhicule, pour les avoir examinés. Ces équipements constituent l'accessoire du véhicule et en suivent le sort.

A la mise en service du véhicule, le cessionnaire déterminera, sous sa responsabilité exclusive, et au regard des réglementations et normes applicables à son activité, quels sont, parmi les équipements cédés par le SDIS, ceux pouvant être réutilisés, sans que le SDIS ou ses assureurs puissent être inquiétés à ce sujet.

Article 9 - Observation des lois, règlements, consignes particulières et mesures de police

Le cessionnaire est tenu de se conformer à toute disposition législative ou réglementaire applicable à son activité et à l'usage, l'entretien, l'équipement et le fonctionnement du véhicule et équipements cédés, ainsi qu'à toutes consignes ou recommandations générales ou particulières, permanentes ou temporaires, ou avis émanant des autorités de contrôle ou de régulation, qui seraient mis en vigueur s'agissant de cette activité et desdits véhicule et équipements.


A ce titre, le cessionnaire s'assurera, sous sa responsabilité exclusive et sans recours contre le SDIS ou ses assureurs, du respect de la réglementation et des normes en vigueur quant à l'usage, l'entretien, l'équipement et le fonctionnement du véhicule et équipements cédés.

En outre, le cessionnaire fait son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives et réglementaires nécessaires, le cas échéant, à la pratique de son activité ainsi qu'à l'usage du véhicule et des équipements cédés.

Article 10 – Prise de possession et clause de non-garantie

Le cessionnaire prend le véhicule dans son état actuel, avec tous ses vices ou défauts, apparents ou cachés, sans aucune garantie, légale ou conventionnelle, opposable au SDIS ou à ses assureurs. Il en est de même pour les équipements cédés comme accessoires au véhicule et mentionnés à l'article 8 des présentes.

En conséquence, le cessionnaire s'engage notamment à prendre à sa charge les réparations d'entretien nécessaires selon les recommandations des constructeurs en fonction du kilométrage ou de l'âge du véhicule sans pouvoir soulever aucune réclamation à ce sujet.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

Annexe 1 - convention cession CCF VALPARAISO

Article 11 – Obligations du SDIS

Le SDIS remettra au cessionnaire ou à son représentant :

- l'ensemble des documents prévus à l'article 10 de l'arrêté du 9 février 2009 susvisé, à savoir :
 - Le certificat d'immatriculation barré, annoté et complété conformément aux dispositions de l'article R. 322-4 du code de la route ;
 - Un exemplaire du certificat de cession CERFA, référencé en annexe 14 de l'arrêté précité, rempli, signé par le SDIS et Le cessionnaire, en leurs qualités respectives de vendeur et d'acheteur, ou un code de cession en cours de validité ;
 - Un certificat de situation administrative établi depuis moins de 15 jours, précisant à sa date d'édition l'existence ou non d'un gage ainsi que toute opposition au transfert du certificat d'immatriculation du véhicule ou au transfert de propriété du véhicule ;
- les clés du véhicule.

Le SDIS a l'obligation de délivrer le véhicule et équipements cédés au cessionnaire au lieu convenu et dans les conditions prévues aux présentes, après accomplissement des formalités douanières.

La livraison devra intervenir dans un délai de 6 mois à compter de la signature de la présente convention.

Le lieu de livraison du véhicule sera convenu d'un commun accord entre le SDIS et le cessionnaire et se situera impérativement sur une zone portuaire en territoire français.

A ce titre, le SDIS s'engage à livrer contre récépissé au cessionnaire le véhicule en zone portuaire sur le territoire français. Dès livraison, le SDIS sera libéré de toutes obligations au titre de la présente convention.

Article 12 – Obligations du cessionnaire

Le retraitement du véhicule en zone portuaire française et son transport sur le territoire chilien jusqu'au lieu d'affectation final sont effectués sous la responsabilité exclusive et aux risques du cessionnaire. En application de ces dispositions de l'alinéa précédent, il est expressément convenu que le cessionnaire devra faire son affaire personnelle de toutes avaries, dommages ou autres difficultés, quelles qu'elles soient, qui surviendraient pendant le retraitement et le transport du véhicule.

Le retraitement du véhicule et son transport vers le territoire chilien devront être effectifs sitôt la livraison effectuée par le SDIS.

Un récépissé devra être délivré au SDIS précisant les dates et heures de la livraison.

Article 13 – Transfert de propriété et risques inhérents


Le transfert de propriété a lieu aux dates et heures mentionnées au certificat de cession.

Toutefois, le transfert des risques a lieu aux dates et heures de livraison du véhicule par le SDIS en zone portuaire sur le territoire français.

Le cessionnaire devra souscrire une police d'assurance prenant effet aux dates et heures mentionnées au certificat de cession.

Le SDIS conservera une police d'assurance jusqu'aux dates et heures de la livraison du véhicule dans les conditions stipulées aux présentes.

Annexe 1 - convention cession CCF VALPARAISO

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

Article 14 – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 15 - Compétence juridictionnelle

Toute contestation pouvant survenir à propos de l'application de la présente convention sera portée devant le tribunal compétent de Besançon.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,
De six (6) pages chacun,
Dont un (1) pour chacune des parties,

Fait à Besançon, le

Pour le SDIS,

La Présidente du Conseil d'administration,

Christine BOUQUIN

Pour Le cessionnaire,

Annexe 2 – convention de cession d'effets vestimentaires

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

Convention relative aux conditions de cession d'effets vestimentaires, propriété du SDIS, au profit du corps des sapeurs-pompiers du Valparaíso au Chili (dont la cinquième compagnie de pompiers « Pompe France Valparaíso », encore dénommée « *Quinta Compañía 'Pompe France'* »)

La présente convention est conclue entre :

Le service départemental d'incendie et de secours du Doubs, ci-après dénommé par l'appellation « *le SDIS* », établissement public de droit français créé et régi par les articles L. 1424-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ayant son siège 10 Chemin de la Clairière à Besançon (25042), représenté par Madame Christine BOUQUIN, agissant en qualité de présidente du conseil d'administration et conformément à la délibération du bureau du conseil d'administration en date du

d'une part,

Et

Le corps des sapeurs-pompiers du Valparaíso (comprenant la cinquième compagnie de pompiers Pompe France Valparaíso, encore dénommée « *Quinta Compañía 'Pompe France'* »), ci-après dénommé « le cessionnaire », ayant son siège Freire n°171 Esquina blanca Valparaíso, au Chili,

Représenté par Monsieur le Capitaine Héctor Casacuberta Toledo, dûment habilité aux fins des présentes ;

d'autre part,


Ci-après dénommés, ensemble, les Parties ;

Vu le code civil ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1424-1 et suivants ;

Vu la demande en date du 20 novembre 2020 présentée par le corps des sapeurs-pompiers du Valparaíso, pris en la personne du Capitaine Héctor Casacuberta Toledo de la Cinquième compagnie de Pompiers Pompe France Valparaíso (« *la Quinta Compañía* ») ;

Annexe 2 – convention de cession d'effets vestimentaires

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

Préalablement à l'objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

Le corps des sapeurs-pompiers du Valparaíso au Chili est exclusivement composé de volontaires.

Les membres de la cinquième compagnie de pompiers, issus de la Tradition Pompe France, sont respectueux des traditions, règlements de manœuvres et ports de tenues identiques aux sapeurs-pompiers français.

Le renouvellement des équipements et effets vestimentaires est financièrement très contraint surtout depuis la crise socio-économique de 2019 et désormais la crise sanitaire depuis 2020.

Le renouvellement des tenues d'intervention est difficile dans un système où le sapeur-pompier volontaire non seulement ne perçoit aucune indemnité mais où il doit de plus s'acquitter d'une somme pour avoir le droit et l'honneur d'exercer ses fonctions.

Les feux de forêts font des ravages au Chili. Le Corps des sapeurs-pompiers du Valparaíso est investi dans la formation contre le risque des feux de forêts en collaboration avec la direction de la coopération internationale et la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) depuis 2016.

Les 70 volontaires membres de la compagnie manquent d'effets vestimentaires adaptés à leurs missions.

Pour l'ensemble de ces raisons, le corps de sapeurs-pompiers du Valparaíso recherche des tenues et a sollicité du SDIS la cession de 300 tenues de travail F1 et 300 pantalons du même type.

La présente convention a pour objet de fixer les conditions de cette cession.

Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :**Article 1 - Objet de la convention**

Le SDIS, propriétaire, cède au profit du cessionnaire sous les clauses, charges et conditions de droit en pareille matière et notamment sous celles énumérées aux présentes, les effets suivants suivants :

- 300 tenues de travail F1 ;
- 300 pantalons du même type.

Article 2 – Droit applicable à la cession

La cession prévue à l'article 1 des présentes est régie par le droit français.

Article 3 - Propriété des biens cédés

Le SDIS déclare avoir la pleine propriété des effets mentionnés l'article 1 des présentes. Il indique à ce jour que ces effets sont libres de toute revendication ou opposition.

Annexe 2 – convention de cession d'effets vestimentaires

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

Article 4 – Conditions particulières

1. Il est expressément précisé que la présente cession ne confère au cessionnaire aucun droit acquis à la cession d'autres effets à son profit par le SDIS, ce dernier ne pouvant être tenu de quelque manière que ce soit au renouvellement des biens du cessionnaire.

Pour toute nouvelle demande d'acquisition, le cessionnaire devra préciser la situation du ou des biens précédemment cédés (propriétaire actuel, éventuelle cession à un tiers, aire d'utilisation – Doubs/Autre département, éventuels prêts aux tiers...).

2. Une fois les effets livrés et affectés, le cessionnaire aura l'obligation de veiller à conformer leur aspect à la réglementation chilienne, s'il en existe une.

Article 5 – Conditions financières

Les effets, objets des présentes, sont cédés à titre gratuit.

Article 6 – Etat des effets

Le cessionnaire déclare connaître les effets pour les avoir examinés.

Article 7 – Observation des lois, règlements, consignes particulières et mesures de police

Le cessionnaire est tenu de se conformer à toute disposition législative ou réglementaire applicable à son activité et à l'usage, et à l'entretien, des effets cédés, ainsi qu'à toutes consignes ou recommandations générales ou particulières, permanentes ou temporaires, ou avis émanant des autorités de contrôle ou de régulation, qui seraient mis en vigueur s'agissant de cette activité et desdits effets.

A ce titre, le cessionnaire s'assurera, sous sa responsabilité exclusive et sans recours contre le SDIS ou ses assureurs, du respect de la réglementation et des normes en vigueur quant à l'usage et l'entretien des effets cédés.

En outre, le cessionnaire fait son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives et réglementaires nécessaires, le cas échéant, à la pratique de son activité ainsi qu'à l'usage du véhicule et des équipements cédés.

Article 8 – Prise de possession et clause de non-garantie

Le cessionnaire prend les effets dans leur état actuel, avec tous leurs vices ou défauts, apparents ou cachés, sans aucune garantie, légale ou conventionnelle, opposable au SDIS ou à ses assureurs.

En conséquence, le cessionnaire s'engage notamment à prendre à sa charge les réparations d'entretien nécessaires sans pouvoir soulever aucune réclamation à ce sujet.

Article 9 – Obligations du SDIS

Le SDIS a l'obligation de délivrer les effets cédés au cessionnaire au lieu convenu et dans les conditions prévues aux présentes, après accomplissement des formalités douanières.

Le lieu de livraison sera convenu d'un commun accord entre le SDIS et le cessionnaire et se situera impérativement sur une zone portuaire en territoire français.

Annexe 2 – convention de cession d'effets vestimentaires

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA05_20220203-DE

A ce titre, le SDIS s'engage à livrer contre récépissé au cessionnaire les effets en zone portuaire sur le territoire français. Dès livraison, le SDIS sera libéré de toutes obligations au titre de la présente convention.

Article 10 – Obligations du cessionnaire

Le retraitement des effets en zone portuaire française et leur transport sur le territoire chilien jusqu'au lieu d'affectation final sont effectués sous la responsabilité exclusive et aux risques du cessionnaire.

En application de ces dispositions de l'alinéa précédent, il est expressément convenu que le cessionnaire devra faire son affaire personnelle de toutes avaries, dommages ou autres difficultés, quelles qu'elles soient, qui surviendraient pendant le retraitement et le transport des effets.

Le retraitement des effets et leur transport vers le territoire chilien devront être effectifs sitôt la livraison effectuée par le SDIS.

Un récépissé devra être délivré au SDIS précisant les dates et heures de la livraison.

Article 11 – Transfert de propriété et risques inhérents

Le transfert de propriété et des risques a lieu aux date et heure mentionnées au récépissé mentionné à l'article 10.

Article 12 – Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile en leur siège respectif.

Article 13 - Compétence juridictionnelle

Toute contestation pouvant survenir à propos de l'application de la présente convention sera portée devant le tribunal compétent de Besançon.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,
De quatre (4) pages chacun,
Dont un (1) pour chacune des parties,

Fait à Besançon, le

Pour le SDIS,

Pour le cessionnaire,

La Présidente du Conseil d'administration,

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le 09/02/2022

ID : 025-282500016-20220203-DBCA06_20220203-DE

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RENOUVELLEMENT DE LA LIGNE DE TRESORERIE

L'an deux mille vingt deux, le jeudi 03 février à 10h00, le bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Vu l'article L.1424-27 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales :
« Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception des délibérations relatives à l'adoption du budget et du compte administratif en application des dispositions des articles L. 1612-1 et suivants, ainsi que de celles visées aux articles L. 1424-26 et L. 1424-35 » ;

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS du 21 septembre 2021, donnant délégation d'attributions du conseil d'administration au bureau.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, M. Michel VIENET, M. Philippe MARECHAL, Mme Catherine BARTHELET.

ETAIT EXCUSE

Membre avec voix délibérative

- ▶ M. Claude DALLAVALLE.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, directeur départemental ; M. le Commandant Charles CLAUDET, chef du cabinet de direction.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA06_20220203-DE

RENOUVELLEMENT DE LA LIGNE DE TRESORERIE

Depuis 2006, le SDIS dispose chaque année d'une ligne de trésorerie, avec un droit de tirage de 2 500 000 €, pour lui permettre de faire face à un éventuel besoin ponctuel de trésorerie.

Le contrat en cours est arrivé à échéance le 13 janvier 2022. Une consultation a été organisée pour son renouvellement auprès de six établissements bancaires. Quatre ont adressé une proposition : La Caisse d'Epargne, la Banque Postale, la Banque Populaire de Bourgogne Franche-Comté et le Crédit Mutuel.

Le coût de ces offres a été analysé pour une année, en étudiant plusieurs hypothèses :

	Aucun tirage	Tirage 1 M€ sur 1 mois	Tirage 2,5 M€ sur 6 mois
Banque Populaire	3 000 €	3 191.67 €	5 875 €
Caisse d'Epargne	750 €	975 €	4 125 €
La Banque Postale	5 000 €	5 142 €	10 250 €
Crédit mutuel	2 500 €	3 000 €	10 000 €

Il est proposé de retenir la proposition de la Caisse d'Epargne, la moins coûteuse pour le SDIS, avec les conditions suivantes :

- montant : 2 500 000 € ;
- durée du contrat : 1 an maximum ;
- taux d'intérêts applicables à un tirage : €STER + 0,27 %. L'€STR est un nouvel indice de référence, calculé par la Banque centrale européenne, qui remplace l'Eonia ;
- calcul des intérêts en fonction du nombre de jours d'encours mobilisés dans le mois rapporté à une année de 360 jours ;
- facturation des intérêts : trimestrielle ;
- frais de dossier : néant ;
- commission d'engagement : 750 € ;
- commission de gestion : néant ;
- commission de mouvement : néant ;
- commission de non utilisation : néant.

Après en avoir délibéré, les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et autorisent la présidente, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à la mise en œuvre de la ligne de trésorerie.

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 09/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le 09/02/2022

ID : 025-282500016-20220203-DBCA07_20220203-DE

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AUTORISATION DE SIGNATURE DU MARCHE
« ACQUISITION DE DISPOSITIF DE VENTILATION
– EOLIFE »**

L'an deux mille vingt deux, le jeudi 03 février à 10h00, le bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Vu l'article L.1424-27 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales :
« Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception des délibérations relatives à l'adoption du budget et du compte administratif en application des dispositions des articles L. 1612-1 et suivants, ainsi que de celles visées aux articles L. 1424-26 et L. 1424-35 » ;

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS du 21 septembre 2021, donnant délégation d'attributions du conseil d'administration au bureau.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, M. Michel VIENET, M. Philippe MARECHAL, Mme Catherine BARTHELET.

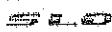
ETAIT EXCUSE

Membre avec voix délibérative

- ▶ M. Claude DALLAVALLE.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, directeur départemental ; M. le Commandant Charles CLAUDET, chef du cabinet de direction.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA07_20220203-DE

AUTORISATION DE SIGNATURE DU MARCHE « ACQUISITION DE DISPOSITIF DE VENTILATION – EOLIFE »

Le présent rapport a pour objet de présenter au bureau la procédure et les conditions du marché susvisé.

Rappel

Le SDIS 25 intervient, chaque année, en moyenne sur 300 arrêts cardio-respiratoires avec indication de réanimation cardio-pulmonaire. La ventilation au ballon auto-remplisseur à valve unidirectionnelle est la séquence la plus difficile à réaliser lors de la réanimation cardio-pulmonaire.

Le dispositif Eolife®, mise au point par la société bisontine ARCHEON MEDICAL, permet d'assister intuitivement les secouristes lors de la ventilation des victimes en arrêt cardio-respiratoire et permet d'accroître de 70% la performance de la ventilation manuelle permettant ainsi d'augmenter les chances de survie de la victime.

Au travers d'une convention de prêt, le SDIS 25 a pu mettre en œuvre ce dispositif dans la prise en charge d'arrêts cardio-respiratoires sur l'agglomération bisontine et montbéliardaise. Après un an de test, les retours du terrain sont très positifs.

Le SDIS 25 a contribué au développement du produit Eolife® et il paraît évident que ce produit bisontin puisse bénéficier à la population du Doubs. Cette dotation de l'ensemble des VSAV permettrait également de faire mieux connaître ce dispositif auprès des autres SDIS et ainsi encourager l'équipement de l'ensemble des VSAV de France.

I-Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture du dispositif « Eolife® » et de ses consommables.

II- Choix de la procédure et forme du marché

Ce dispositif médical unique est une innovation exclusive développée par la société ARCHEON MEDICAL (25000 BESANCON) et revendu exclusivement en France par le distributeur « THE SURGICAL COMPANY » (68720 FLAXLANDEN).

Ainsi, la procédure suivie a respecté les principes d'un **marché sans publicité et sans mise en concurrence préalable** directement avec le revendeur THE SURGICAL COMPANY, en se fondant sur l'article R.2122-3 3° du code de la commande publique. En effet, cet article prévoit la possibilité de recourir à cette procédure pour « *les marchés et les accords-cadres qui ne peuvent être confiés qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons de droits d'exclusivité* ». Dans le cas présent, la condition de recours à cette procédure dérogatoire est bien réunie puisque seul le prestataire, THE SURGICAL COMPANY est en mesure de vendre pour le SDIS25 ce dispositif médical de la conception exclusive d'ARCHEON MEDICAL.

Cette procédure intervient sous la forme d'un **marché à bon de commande sans minimum et un maximum de 350 000 € HT sur la durée du marché** dans les conditions prévues aux articles L2125-1 du code de la commande publique.

La durée du marché est d'un **(1) an ferme** à compter du **1^{er} mars 2022, reconductible 4 fois par période de 12 mois.**

III- Économie générale

En 2022, les crédits sont budgétés sur la ligne 21568 « Autre matériel d'incendie et de secours » pour un montant de 194 000 € TTC.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA07_20220203-DE

IV- Proposition commerciale

La proposition du prestataire d'un montant global de 190 020 € TTC couvre la dotation des 75 VSAV et consommables associés pour l'année 2022.

Simulation financière 2022 issue du Bordereau des prix Unitaires au contrat :

Nature de la prestation	Unité	Quantité 2022	Prix unitaire (en € TTC) initial	Prix unitaire (en € TTC) Après négociation	Montant du bon de commande initial (en € TTC)
Appareil « EOLIFE »	Unitaire	75	1 740,00 €	1 668,00 €	125 100,00€
Accessoire « FLOWSENS EOLIFE »	Le 100	3	6 000,00 €	6 000,00 €	18 000,00 €
Etui « KIT-BAG EOLIFE »	Unitaire	75	Offert	Offert	0 €
Appareil de formation EOLIFE X	Unitaire	30	1 512,00 €	1 512,00 €	45 360,00 €
Batterie	Unitaire	10	156 €	156 €	1 560 €
Total € TTC					190 020,00 €

La forme du marché permet aisément par simple émission de bons de commande d'approvisionner les appareils et/ou consommables sur une durée de 5 ans correspondant à la durée de vie de l'appareil.

A terme, le SDIS pourra équiper une trentaine de Centres d'Incendie et de Secours supplémentaires intervenant en prompt secours, sans dotation de VSAV.

Le contrat commercial est joint en annexe.

V- Attribution du marché

*Après en avoir délibéré, les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité, approuvent ce dossier et autorisent la présidente du conseil d'administration ou son représentant à signer avec la société **THE SURGICAL COMPANY (68 720 FLAXLANDEN)**, le marché sans publicité ni mise en concurrence préalable « **Acquisition de dispositif de ventilation- EOLIFE** » aux conditions exposées ci-dessus et dans l'offre commerciale.*

Pour extrait conforme,

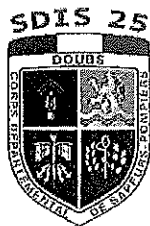
La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 09/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN



Etablissement Public Administratif Départemental

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**10, chemin de la Clairière
25042 BESANCON CEDEX****☎ 03.81.85.36.00****achats@sdis25.fr****www.pompiers25.fr****Numéro SIRET : 282 500 016 00021**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le :

ID : 025-282500016-20220203-DBCA07_20220203-DE

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure adaptée selon le code de la commande publique

Le **profil acheteur du SDIS 25** correspondant à la plateforme de dématérialisation de ses marchés se situe sur le site www.pompiers25.fr rubrique « marchés publics »

Nom, prénom, qualité du signataire et personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60 et R2191-61 du code de la commande publique :

Madame la Présidente du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Doubs.

Désignation, adresse du comptable assignataire :

Monsieur le Payeur Départemental du Doubs, 17 rue de la Préfecture, 25000 BESANCON

CONTRAT**N° 2022003.FS****PROCÉDURE NEGOCIEE****MARCHÉ DE FOURNITURE ET SERVICES****ACQUISITION DE DISPOSITIF DE VENTILATION « EOLIFE »**

Annexe n°1 : Descriptif technique

Annexe n°2 : Bordereau des Prix Unitaire (BPU)

ACTIVITÉ PRINCIPALE : Sécurité civile

NOMENCLATURE CPV : 44611200-8 « Appareils respiratoires »

NOMENCLATURE ACHATS : NF3007 « Dispositif médical à visée respiratoire »

FORME DU MARCHÉ : Accord-cadre à bons de commande sans minimum et un maximum de 350 000 € HT pour la durée du marché.

TABLE DES MATIERES

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

SLO

ID: 025-282500016-20220203-DBCA07_20220203-DE

SECTION I : MARCHÉ	3
Article 1 – Objet du marché	3
Article 2 – Quantité (fournitures et services), nature et étendue (travaux)	3
Article 3 – Division en lots	3
Article 4 – Durée du marché et planning prévisionnel	3
Article 5 – Lieu d'exécution ou modalité de transport	3
Article 6 – Retenue de garantie	3
Article 7 – Avances et acomptes	3
Article 8 – Modalités de règlement	3
8-1 Facturation	3
8-2 Mode et délai de paiement	3
8-3 Unité monétaire	3
Article 9 – Gestion des bons de commande	3
9-1 Contenu des bons de commande	4
9-2 Réception des bons de commande	4
Article 10 – Prix des prestations	4
Article 11 – Révision des prix	4
SECTION III : CAHIERS DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	4
Article 1 – Documents régissant le contrat	4
Article 2 – Admission de fournitures et services	4
Article 3 – Modification portant sur un élément constitutif des fournitures	5
Article 4 – Modalités essentielles de financement et de paiement	5
Article 5 – Pénalités de retard	5
Article 6 – Travail dissimulé	5
Article 7 – Normalisation	5
Article 8 – Assurances	5
Article 9 – Cession ou nantissement	5
Article 10 – Obligation de discrétion	5
Article 11 – Litiges	6
Article 12 – Dérogation aux documents généraux	6
Article 13 – Procédure de recours	6
13-1 Instance chargée des procédures de recours	6
13-2 Organe chargé des procédures de médiation	6
13-3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours	6
SECTION IV : ACTE D'ENGAGEMENT	6
Article 1 – Engagement du candidat	6
Article 2 – Contact commercial	7
Article 3 – Délai d'exécution	7
Article 4 – Garantie(s)	7
Article 5 – Avances	7
Article 6 – Compte à créditer (joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)	7
Article 7 – Engagement du prestataire	7
Article 8 – Décision de l'acheteur	7
Article 9 – Nantissement ou cession de créances (à compléter uniquement par le Sdis 25)	8
Annexe n°1 : Descriptif technique	9
Annexe n°2 : Bordereau des Prix Unitaire (BPU)	10

SECTION I : MARCHÉ

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA07_20220203-DE

Article 1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture du dispositif « **EOLife®** » et de ses consommables. Ce système mesure les paramètres ventilatoires et donne un retour en temps réel au secouriste sur la qualité de la ventilation manuelle prodiguée au patient.

Article 2 – Quantité (fournitures et services), nature et étendue (travaux)

Affectation d'un dispositif dans chaque VSAV (environ 75 unités) et à terme, un potentiel d'une trentaine d'appareils supplémentaires.

Article 3 – Division en lots

Sans objet

Article 4 – Durée du marché et planning prévisionnel

La durée de l'accord-cadre est de un **(1) an ferme** à compter du **1^{er} mars 2022** avec possibilité de **reconduire expressément 4 fois par période de 12 mois**.

En cas de reconduction du marché, le SDIS adressera un courrier avant la date d'échéance annuelle du marché pour faire part de sa décision au titulaire du marché. Le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

Article 5 – Lieu d'exécution ou modalité de transport

Le prestataire livra les produits à : **Plateforme Logistique Départementale SDIS 25, rue des Quatre Vents, 25 620 MAMIROLLE.**

Article 6 – Retenue de garantie

Aucun cautionnement ni garanties ne sont exigés.

Article 7 – Avances et acomptes

Il sera fait application des dispositions prévues aux articles R2191-3 à R2191-22 du code de la commande publique.

Article 8 – Modalités de règlement**8-1 Facturation**

Les factures seront envoyées électroniquement sur la plateforme CHORUS à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>.

8-2 Mode et délai de paiement

Paiement en euro, par mandat administratif à **30 jours à réception de la facture**.

8-3 Unité monétaire

L'euro

Article 9 – Gestion des bons de commande**9-1 Contenu des bons de commande**

Chaque bon de commande sera délivré par Madame la Présidente du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Doubs, ou toute autre personne habilitée et il comportera :

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA07_20220203-DE

- la désignation de la prestation,
- le prix,
- le lieu et le délai d'exécution de la prestation,
- la référence du marché.

9-2 Réception des bons de commande

Le titulaire du présent marché doit accuser réception des bons de commande, par courriel, sous 24 heures, au service émetteur.

Article 10 – Prix des prestations

Les prestations seront rémunérées en application des quantités réellement exécutées.

Les prix sont unitaires et révisibles.

Les prix objets du présent marché, s'entendent franco de port. Les prix sont réputés complets, comprenant tous les frais engagés par le titulaire pour l'exécution du marché (déplacement, hébergement...), toutes charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 11 – Révision des prix

Les prix du marché pourront faire l'objet d'une révision **uniquement à la baisse** à chaque reconduction de marché.

Le titulaire du marché devra faire parvenir ses nouveaux tarifs avant cette date. Si aucune révision n'est présentée au SDIS 25 dans les délais, les prix précédents seront appliqués en cas de reconduction du marché.

La révision des prix donnera lieu à la transmission d'un nouveau Bordereau des Prix Unitaire (BPU). Il devra être accepté par le SDIS 25 avant l'application des nouveaux prix.

Dans le cadre d'une promotion générale sur un produit, et si l'offre promotionnelle est plus intéressante que l'offre de base du présent marché, l'administration bénéficiera des conditions de la promotion pendant toute la durée d'application de la promotion générale.

SECTION III : CAHIERS DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Article 1 – Documents régissant le contrat

La priorité des pièces particulières de ce marché est, par ordre décroissant :

- le contrat et ses annexes,
- les bons de commande.

Les pièces générales applicables au contrat sont :

- le code la commande publique,
- les cahiers des clauses administratives générales concernant les fournitures et services (C.C.A.G. – FCS)

Aussi, seules les conditions spécifiques indiquées dans ce contrat prévalent sur les CCAG.

Enfin, les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

Article 2 – Admission de fournitures et services

Conformément au C.C.A.G. applicable.

Article 3 – Modification portant sur un élément constitutif des fo

Le titulaire s'engage, sur la durée du marché, à fournir un matériel confo en annexe.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID: 025-282500016-20220203-DBCA07-20220203-DE

Article 4 – Modalités essentielles de financement et de paiement

Financement par ressources propres. Paiement selon les règles de la comptabilité publique.

Article 5 – Pénalités de retard

Il est fait application de l'article 14 du CCAG – FCS.

Dans le cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont éventuellement appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Article 6 – Travail dissimulé

Des pénalités pourront être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, conformément à l'article L.8222-6 du Code du travail relatif au travail dissimulé.

Si une pénalité est appliquée, elle sera de 10 % du montant minimum du marché, dans les limites fixées par l'article L. 8222-6.

Article 7 – Normalisation

Le titulaire déclare que les matériels sont conformes aux normes rendues obligatoires en application de l'article 17 du décret n°2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation.

Les normes susvisées sont celles en vigueur à la date de signature du contrat par le titulaire. Le titulaire s'engage à communiquer à l'administration toute modification des normes en vigueur.

Article 8 – Assurances

Dans le cadre de son activité, objet du présent marché, le titulaire atteste de sa couverture par la souscription d'une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile susceptible d'être engagée pour les dommages matériels et corporels.

Il s'engage, sur toute demande faite par lettre recommandée avec avis de réception postal ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

A défaut de production dans un délai de quinze jours ouvrés (comptés à partir de la réception de la demande), le marché pourra être résilié, conformément au CCAG – FCS.

Article 9 – Cession ou nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 à R2191-63 du code la commande publique.

Article 10 – Obligation de discrétion

Le prestataire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements et documents ne peuvent, sans autorisation du représentant du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en prendre connaissance.

Cette obligation doit être respectée y compris pendant l'exécution de la prestation.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

SLO

ID: 025-282500016-20220203-DBCA07-20220203-DE

Article 11 – Litiges

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent document,
Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Besançon.

Article 12 – Dérogation aux documents généraux

En cas de dispositions contradictoires, les clauses du présent document prévalent sur celles du C.C.A.G – FCS.

Article 13 – Procédure de recours13-1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
F-25000 Besançon.
Tél. : 03 81 82 60 00. Fax : 03 81 82 60 01
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr

13-2 Organe chargé des procédures de médiation

Comité consultatif interrégional des litiges relatifs aux marchés publics de Nancy
Préfecture de Meurthe et Moselle
1 rue du Préfet Claude ERIGNAC,
54038 Nancy Cedex
E-mail : caroline.page@meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
Tél. : 03 83 34 25 65. Fax. : 03 83 34 22 24

13-3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Tribunal administratif de Besançon
30 rue Charles Nodier
F-25000 Besançon.
Tél. : 03 81 82 60 00. Fax : 03 81 82 60 01
Courriel : greffe.ta-besancon@juradm.fr

SECTION IV : ACTE D'ENGAGEMENT**Article 1 – Engagement du candidat**

Après avoir pris connaissance du contrat et conformément à ses clauses et stipulations,

☐ Le signataire (Nom, prénom et fonction)

.....
.....

☒ engage la société **THE SURGICAL COMPANY** sur la base de son offre ;
[Indiquer le nom, coordonnées et données commerciales]

THE SURGICAL COMPANY SAS
26 rue de la Montée
68720 FLAXLANDEN

SIRET : 945 650 141 000 27
TVA intra FR 68945650141

Tel : 03.89.06.14.44
info@tscfrance.com

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le 10/02/2022

ID : 025-282500016-20220203-DBCA07_20220203-DE

à exécuter le présent marché **aux prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires** annexe au présent contrat.

Article 2 – Contact commercial

NOM : BRACONNIER - Prénom : Elise Fonction : Responsable de Gamme
Lieu/Agence : Asnières sur Seine - Tel : 03.89.06.14.44 – 06.25.47.23.71
Courriel : elise.braconnier@tscfrance.com

Article 3 – Délai d'exécution

Le titulaire s'engage à livrer les produits dans un délai **de 1 mois** à compter de la réception du bon de commande.

Article 4 – Garantie(s)

Le candidat précisera impérativement la durée et l'étendue de la garantie proposée (en particulier sur les pièces, main d'œuvre et les frais de transport et/ou déplacement).

Garantie de l'appareil « EOLIFE » : 2 ans de garantie constructeur avec pièces, main d'œuvre, frais de transport et/ou déplacement. La durée de garantie du matériel est de 2 ans à compter de la livraison.

Garantie Batterie : 2 ans

Durée d'utilisation prévisionnelle de l'appareil « EOLIFE » : 5 ans,

Durée de stockage des « Flowsens » : 3 ans maximum à compter de la livraison.

Article 5 – Avances

Je renonce au bénéfice de l'avance

☐

Oui

☐

Non

Pour le versement de l'avance, le délai global de paiement court à compter de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Toutefois, le titulaire, à l'exception des organismes publics, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00% du montant de l'avance. Le délai global de paiement ne peut courir avant la réception de cette garantie.

Article 6 – Compte à créditer (joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

A joindre

Article 7 – Engagement du prestataire

Le présent engagement me lie pour la durée de validité des offres indiquée au présent document.

A le

Article 8 – Décision de l'acheteur

La présente offre est acceptée pour les prix indiqués au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

A Besançon,

La présidente du conseil d'administration

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Recu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA07_20220203-DE

Article 9 - Nantissement ou cession de créances (à compléter un

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1 ☐ La totalité du marché global dont le montant est de : *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* :

.....

2 ☐ La totalité du bon de commande n° afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....

3 ☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est de *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* :

.....

4 ☐ La partie des prestations est égale à *(indiquer le montant en chiffres et en lettres)* :

.....

et devant être exécutée par en qualité de :

☐ membre d'un groupement d'entreprise ☐ sous-traitant

Document délivré en unique exemplaire en vue de la notification d'une cession de créance ou d'un nantissement de créance en application des dispositions de l'article R2191-46 du code la commande publique.

A , le

Signature

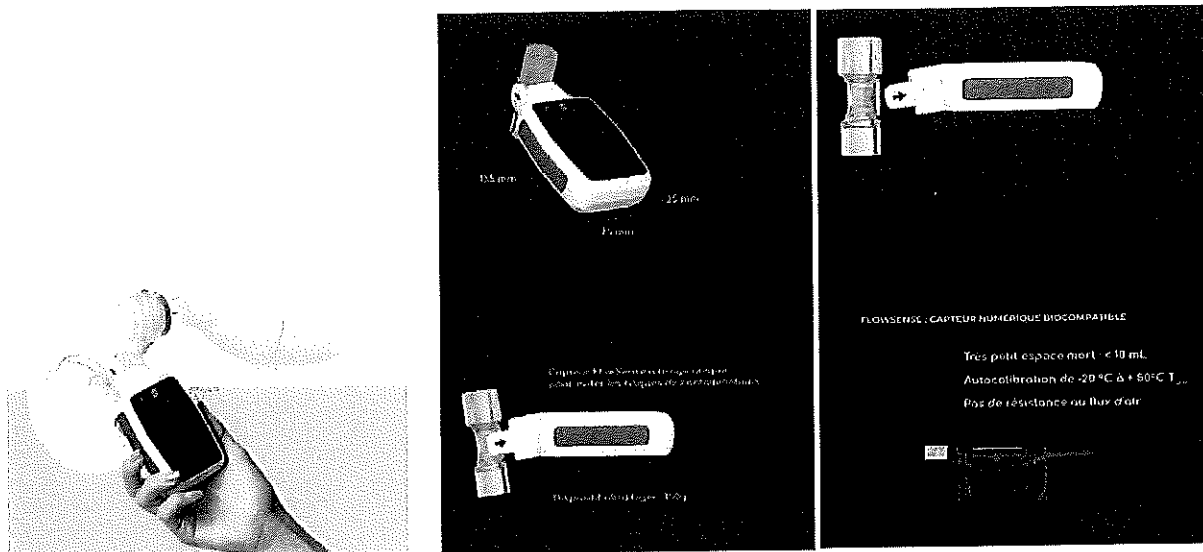
Annexe n°1 : Descriptif technique

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA07_20220203-DE

EOLife® :

EOLife® est un dispositif médical destiné à aider les professionnels de secours dans leur pratique de la ventilation pulmonaire au cours de la réanimation cardiopulmonaire et adapter leurs gestes afin qu'ils soient conformes aux recommandations internationales de l'AHA et de l'ERC.

EOLife® est indiqué pour la prise en charge de patients adultes de taille minimum d'1,40 m en situation d'arrêt Cardiopulmonaire. Il est également destiné à être utilisé à des fins de formation sur mannequin ou sur simulateur de patient EOLife® peut être utilisé en milieu hospitalier ou hors hospitalier et lors du transport d'urgence des patients en véhicule de secours. Il ne doit être utilisé que par des secouristes professionnels et des professionnels de santé formés à la technique de réanimation cardiopulmonaire (Basic Life Support).

Domaines d'application prévus :

- o Destiné à la médecine d'urgence intra-hospitalière ou la prise en charge extrahospitalière sur le lieu d'intervention
- o Transfert d'un établissement hospitalier vers un autre en véhicule de secours
- o Transferts intra hospitaliers et interservices

EOLife X® :

EOLife X ® est un dispositif dédié à la formation de la ventilation manuelle dans la RCP.

EOLife X ® permet de se former au management des voies aériennes et à la pratique d'une bonne ventilation quel que soit le niveau d'expérience de l'élève et le patient rencontré.

EOLife X ® est doté d'un logiciel pensé spécifiquement pour la formation à la ventilation manuelle dans la RCP.

Interface de ventilation à l'aveugle :

EOLife X ® permet d'enregistrer et d'évaluer les paramètres ventilatoires au cours d'une ventilation manuelle sans retour d'information.

Le capteur FlowSense X ® est un capteur numérique de haute précision. Interchangeable facilement, ce dispositif ne nécessite aucune calibration.

EOLife X ® est destiné uniquement pour la formation à la ventilation manuelle sur mannequin.
EOLife X ® n'est pas destiné à l'usage chez l'Homme.

Annexe n°2 : Bordereau des Prix Unitaire

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA07_20220203-DE

Nature des équipements	Référence	Unité	Prix unitaire (en € HT)	Prix unitaire (en € TTC)
Appareil : EOLife® Livré avec 1 batterie et 1 chargeur.	A0000055	Unitaire	1390,0 €	1668,0 €
Accessoire : FlowSense® x 100	A0000041	Le 100	5000,0 €	6000,0 €
Trousse de rangement « KIT BAG » EOLife®	A0000033	Unitaire	80,0 €	96,0 €
Appareil de formation : EOLife X® Livré avec 1 batterie, 1 chargeur, 1 kit bag et 1 flowSens.	A0000089	Unitaire	1260,0 €	1512,0 €
Batterie	A0000051	Unitaire	130,0 €	156,0 €

Dans le cadre de ce marché, 75 étuis Kit-bag seront offerts si 75 EOLife sont achetés. Tout kit-bag supplémentaire sera à la charge du SDIS 25.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le 03/02/2022

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

***AUTORISATION DE SIGNATURE DU MARCHE
« MAINTENANCE DU GESTIONNAIRE DE VOIX RADIO
ET ACQUISITION DE MATERIELS
ET SERVICES ASSOCIES »***

L'an deux mille vingt deux, le jeudi 03 février à 10h00, le bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Vu l'article L.1424-27 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales :
« Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception des délibérations relatives à l'adoption du budget et du compte administratif en application des dispositions des articles L. 1612-1 et suivants, ainsi que de celles visées aux articles L. 1424-26 et L. 1424-35 » ;

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS du 21 septembre 2021, donnant délégation d'attributions du conseil d'administration au bureau.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, M. Michel VIENET, M. Philippe MARECHAL, Mme Catherine BARTHELET.

ETAIT EXCUSE

Membre avec voix délibérative

- ▶ M. Claude DALLAVALLE.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, directeur départemental ; M. le Commandant Charles CLAUDET, chef du cabinet de direction.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

AUTORISATION DE SIGNATURE DU MARCHE
« MAINTENANCE DU GESTIONNAIRE DE VOIX RADIO
ET ACQUISITION DE MATERIELS
ET SERVICES ASSOCIES »

Le présent rapport a pour objet de présenter au bureau la procédure et les conditions du marché sus visé.

Rappel

En 2008, dans le cadre de la loi de modernisation de la Sécurité Civile du 13 août 2004 et au regard des décrets 2006-106 et 2006-165, en février 2008, le conseil d'administration du SDIS 25 a adopté une autorisation de programme et crédits de paiement (APCP) concernant la migration des réseaux analogiques de communication radio (A2F) vers le réseau numérique (ANTARES) et l'évolution des Gestionnaires de Voix Radio (GVR).

Cette évolution s'est traduite par l'acquisition, la sécurisation, la formation et la maintenance de la fonction « Gestionnaire de Voix Radio (GVR) sous ANTARES » (Evolution du système suivant la norme NF 399) via la solution de la société PRESCOM (78 180 Montigny-le-Bretonneux).

En 2017, un nouveau contrat de maintenance sans montant minimum ni maximum (n° 17033.FS) a été notifié à cette société pour une durée de 51 mois. Celui-ci a pris fin le 31 décembre dernier.

Le suivi des dépenses du marché sortant est présenté ci-dessous :

Exercice	Nature	Dépenses € TTC
2017	6156 Maintenance	7 147 €
2018	21578 Autre matériel et outillage technique	17 891 €
	6156 Maintenance	28 589 €
2019	6156 Maintenance	28 589 €
2020	6156 Maintenance	28 589 €
2021	6156 Maintenance	28 589 €
Total général		139 393 €

Les dépenses du marché sortant se répartissent de la manière suivante :

- **Remplacement de matériels en 2018** : 17 891 € TTC;
- **Maintenance annuelle inchangée** : 28 589 € TTC.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

I-Objet du marché

Le présent marché a pour objet de conserver une **maintenance préventive, corrective et évolutive** de l'installation actuelle acquise par le SDIS25 et permettre l'acquisition **de matériels et services associés**, détaillés ci-dessous :

- **Maintenance préventive, corrective et évolutive ;**
- **Remplacement de matériels defectueux ou obsolètes ;**
- **Prestations de services (formation, expertise, déplacement, ...).**

a) La maintenance annuelle :

Le marché actuel étant arrivé à son terme au 31 décembre dernier, il est nécessaire de maintenir cet outil de Gestionnaire de Voix Radio (GVR) pour des raisons de garantie opérationnelle. Ce marché pourra être remis en cause lorsque le projet « Réseaux radios du Futur (RRF) » sera mis en place.

b) Remplacement de matériel :

Le SDIS pourra être amené à remplacer des composants (carte électronique, pupitre radio, ...).

c) Prestations de services :

Dans le cadre d'une solution aussi complexe et dédiée, le SDIS aura besoin de faire appel à l'expertise du prestataire.

II- Choix de la procédure et forme du marché

La procédure suivie a respecté les principes d'un **marché sans publicité et sans mise en concurrence préalable** directement avec notre prestataire actuel, PRESCOM, en se fondant sur l'article R.2122-3 3° du code de la commande publique. En effet cet article prévoit la possibilité de recourir à cette procédure pour « *les marchés et les accords-cadres qui ne peuvent être confiés qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons de droits d'exclusivité* ». Dans le cas présent, la condition de recours à cette procédure dérogatoire est bien réunie puisque seul le prestataire, PRESCOM (78 180 Montigny-le-Bretonneux) est le seul prestataire pouvant assurer la maintenance des modules concernés, le développement de sa solution et réaliser l'accompagnement souhaité (formation, expertise, ...).

Ainsi, cette procédure intervient sous la forme d'un **accord-cadre à bons de commandes sans minimum et sans maximum** dans les conditions prévues aux articles L.2125-1 du code de la commande publique.

Le marché démarre le **1^{er} janvier 2022** jusqu'au **31 décembre 2022** avec possibilité de reconduire **3 fois** par période de 12 mois.

Cette forme de marché permettant aisément par simple émission de commande de gérer la maintenance, l'achat de composants ainsi que des prestations supplémentaires tel que de la formation, du conseil,

III- Economie générale

Les crédits au budget prévisionnel 2022 sont prévus sur la ligne budgétaire 6156 « Entretien et réparations - Maintenance » pour un montant global de 505 835 € TTC, dont 30 000 € TTC pour ce marché.

IV- Proposition commerciale

Maintenance annuelle	€ HT	€ TTC	Evolution € TTC	Evolution %
Marché sortant	23 824,17 €	28 589,00 €		
Proposition	24 951,60 €	29 941,00 €	+ 1 352,00 €	+4.7%

La société « PRESCOM » propose d'augmenter de 4,7% les prix fermes sortant datant de 2017.

Le contrat de maintenance ainsi que les annexes associés sont joints en annexes.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

V- Attribution des marchés

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et autorisent la présidente du conseil d'administration ou son représentant à signer avec la société PRESCOM, le marché négocié « **Maintenance du Gestionnaire de Voix Radio et acquisition de matériels et services associés** » aux conditions exposées ci-dessus et dans le contrat.*

Pour extrait conforme,**La présidente du conseil d'administration,**

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 09/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

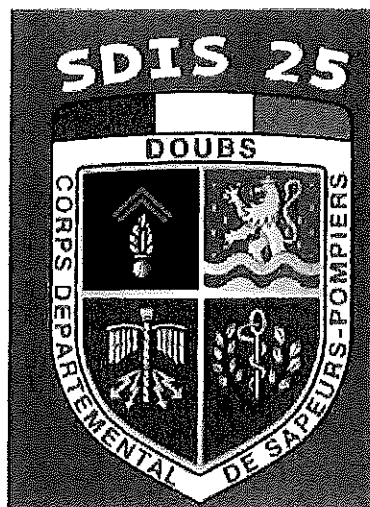
**CONTRAT DE SERVICES
CONDITIONS GENERALES**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE



SDIS 25

**CONTRAT DE SERVICES
EVOLUTION**

CONDITIONS GENERALES

Nos Références : 21-0418

**CONTRAT DE SERVICES
CONDITIONS GENERALES**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

CONDITIONS GENERALES

ENTRE :

PRESCOM SAS au capital de 1.625.800 € ayant son siège 10 rue du Fort de Saint Cyr, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX immatriculée au Registre de Commerce de Versailles sous le numéro 511.147.332

Représentée par : Monsieur Eric LE ROY, Président

Ci-après dénommée "PRESCOM" d'une part,

ET

Service départemental d'incendie et de secours du Doubs
10 Chemin de la Clairière
25000 Besançon

Représentée par :

Ci-après dénommée "LE CLIENT", d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

1 OBJET

L'objet du présent contrat est l'entretien par PRESCOM d'une installation dénommée ci-après "installation contractuelle".

Le descriptif des prestations couvertes par ce contrat, le montant de la redevance et le descriptif technique de l'installation contractuelle sont indiqués dans les annexes au présent contrat.

Ce contrat, ainsi que ses annexes définissent les conditions et les modalités applicables aux services suivants :

- Le support Client
- La maintenance préventive
- La maintenance corrective
- La maintenance évolutive
- Les services professionnels
- Et sur devis ou au BPU, l'acquisition d'équipements, de prestations et de logiciels liés au Système de Gestion de la Phonie

2 DOCUMENTS CONTRACTUELS ET LISTE DES ANNEXES

Liste des documents contractuels :

- Le présent contrat,
- ANNEXE A : Enoncé des prestations de services associées au contrat,
- ANNEXE B : Descriptif technique de l'installation contractuelle,
- ANNEXE C : Annexe financière,
- ANNEXE D : Conditions particulières pour les équipements non PRESCOM,
- ANNEXE E : Complément de conditions particulières.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	2/7

**CONTRAT DE SERVICES
CONDITIONS GENERALES**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

3 REVISION DES PRIX

Non applicable.

Prix fermes.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	3/7

**CONTRAT DE SERVICES
CONDITIONS GENERALES**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

4 DEFINITIONS

4.1 DEFINITION DES TERMES

Dans les pages suivantes :

Les termes :

- « PRESCOM » signifie PRESCOM SAS
- « MCO » signifie Maintien en Conditions Opérationnelles
- « M5S » signifie Gestionnaire de voies radio M5S
- « L'installation contractuelle » signifie l'ensemble des équipements fournis par PRESCOM et détaillés dans l'annexe B « Descriptif technique de l'installation contractuelle »

4.2 DEFINITION DE L'ENTRETIEN COURANT

Au sens du présent contrat, sera considéré comme entretien courant couvert par l'abonnement :

- a) les réparations nécessitées par les pannes et l'usure normale de l'installation contractuelle,
- b) l'entretien courant s'effectuera durant les plages horaires définies dans l'annexe A.

4.3 DEFINITION DE L'ENTRETIEN SPECIAL

Au sens du présent contrat, sera considéré comme entretien spécial faisant l'objet d'une facturation distincte de l'abonnement :

- a) l'entretien courant tel que défini ci-dessus, dans le cas où, à la demande du Client, PRESCOM l'effectuerait en dehors des heures normales de service, étant entendu que seuls la main d'œuvre et les déplacements feront l'objet d'une facturation distincte de l'abonnement et que le prix des pièces détachées nécessitées par l'entretien courant, fournies même en dehors des heures normales de service, est compris dans ledit abonnement.
PRESCOM restera d'ailleurs libre d'accepter ou de refuser d'effectuer tout entretien en dehors des heures normales de service.
- b) l'entretien rendu nécessaire du fait :
 - de la négligence, des manquements ou des erreurs de manipulation du Client ou de ses agents,
 - des dommages causés à l'installation contractuelle par les équipements, connexions ou installations périphériques mis en place par le Client ou des tiers au présent contrat,
 - de déficiences des systèmes électriques ou climatiques.
- c) la modification des fonctions de l'installation contractuelle et l'adjonction ou la suppression d'installations complémentaires ou d'accessoires.
- d) le déplacement de l'installation contractuelle et la remise en ordre de marche consécutive à un tel déplacement.
- e) l'entretien des parties de l'installation contractuelle qui auront fait l'objet de modifications de la part du Client ou de tiers sans l'accord écrit et préalable de PRESCOM, entretien que PRESCOM se réserve le droit d'effectuer ou non.
- f) et plus généralement tous travaux n'entrant pas dans la définition de l'entretien courant.
- g) l'entretien spécial fait l'objet d'un devis qui doit être accepté par le Client et concrétisé par un bon de commande.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	4/7

CONTRAT DE SERVICES
CONDITIONS GENERALES

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

5 EXCLUSIONS

Sont exclus du présent contrat les réparations, modifications ou remplacements rendus nécessaires du fait :

- a) des effets de la foudre, de surtensions, d'incendies, d'inondations et de toutes autres causes entraînant la destruction partielle ou totale de l'équipement,
- b) de l'évolution des spécifications techniques ou réglementaires des réseaux auxquels l'installation contractuelle est raccordée.
- c) de l'évolution des systèmes d'exploitation, des systèmes de gestion de base de données et de tout autre logiciel du commerce utilisé par l'installation contractuelle.
- d) de l'évolution des matériels informatiques rendant incompatibles les logiciels fournis lors de la mise en service de l'installation contractuelle.
- e) et plus généralement de toutes causes, mêmes prévisibles, extérieures à PRESCOM.

Sont également exclus du présent contrat :

- a) Les écrans LCD, moniteurs ou tout autre dispositif visuel permettant d'afficher des caractères ou des chiffres.
- b) les disques magnétiques, les lecteurs optiques numériques, les lecteurs de compacts disques quelles que soient leur technologie, leur utilisation et leur destination, les lecteurs de supports magnétiques et tout autre dispositif utilisant la force mécanique.
- c) les imprimantes mécaniques, thermiques et laser.
- d) les fournitures telles que papier, encre, supports de toute sorte et tout autre consommable.
- e) les équipements périphériques d'ordinateur tels que claviers, souris et tout élément de commande extérieure, les faces avant en polycarbonate des pupitres et des châssis.
- f) les équipements périphériques des moyens audio tels que microphone, casque, haut-parleur, enceinte acoustique et tout autre dispositif permettant la capture ou la restitution d'un signal sonore.
- g) les consommables.

6 OBLIGATIONS DES PARTIES

- PRESCOM s'engage à assurer avec toute la célérité raisonnable l'entretien courant défini ci-dessus.
- Le Client s'engage à prévenir, par téléphone suivi d'une confirmation écrite (e-mail) PRESCOM, immédiatement de la survenance d'incidents nécessitant une intervention de manière à éviter tout retard dans la remise en état et toute aggravation desdits incidents.
- Pendant toutes les opérations d'entretien, le Client mettra l'installation contractuelle à la disposition de PRESCOM et de ses agents. PRESCOM n'interviendra qu'avec l'autorisation d'un représentant local et les interventions seront exécutées en coordination avec les services locaux.
- Les engagements de résultats énoncés dans le présent contrat sont conditionnés à la mise en place, par le Client, d'une télémaintenance VPN permettant aux agents PRESCOM d'accéder à l'installation contractuelle à tout moment. Si cet accès nécessite une autorisation préalable du Client, la personne concernée devra être joignable à tout moment afin d'autoriser l'accès à l'installation contractuelle.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	5/7

**CONTRAT DE SERVICES
CONDITIONS GENERALES**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

7 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Le Client dégage PRESCOM de toute responsabilité à raison de la perte de l'installation contractuelle ou des dommages subis par elle par l'effet de toutes causes autres que celles dont PRESCOM ou ses agents et employés seraient par ailleurs légalement responsables.

Dans ce dernier cas, si la responsabilité de PRESCOM était engagée, elle ne serait tenue que dans la limite de 3.000.000 Euros par sinistre au titre des dommages corporels et matériels correspondants.

8 FORCE MAJEURE

Au cas où l'une des parties se trouverait dans l'impossibilité par suite d'un cas de force majeure, de grève, de lock-out et de toutes autres raisons indépendantes de sa volonté, mais non nécessairement extérieures, ni imprévisibles, de remplir partiellement ou complètement ses obligations résultant du présent contrat, les obligations de ladite partie, dans la mesure où la force majeure les affecte, seront suspendues tant que durera l'impossibilité en résultant, mais non au-delà. La situation créée par la force majeure sera, autant que possible, corrigée avec toute la célérité nécessaire.

La partie affectée par la force majeure devra aviser sans délai l'autre partie, par écrit, avec tous détails utiles sur le cas de force majeure en cause. Dès que cet avis aura été donné, les obligations de la partie affectée seront suspendues comme dit ci-dessus.

9 TERMINAISON ANTICIPEE – RESILIATION

Chacune des parties aura le droit de mettre fin au présent contrat sans préavis à tout moment par simple notification faite à l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception ; dans les cas suivants :

- a) Etat de cessation de paiements de cette autre partie constaté par voie judiciaire,
- b) Sa liquidation volontaire ou forcée,
- c) Sa mise en règlement judiciaire ou en faillite,
- d) La passation par elle d'un contrat volontaire ou forcé avec ses créanciers.

Le tout, sous réserve des dispositions de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1967 et des textes subséquents.

10 DIVERS

La cession par l'une des parties à des tiers de tout ou partie des droits et/ou obligations découlant du présent contrat ne pourra avoir lieu qu'avec l'approbation écrite et préalable de l'autre partie.

Les termes et conditions du présent contrat remplacent ceux de tous les accords verbaux ou écrits antérieurs intervenus entre le Client et PRESCOM relatifs à l'entretien de l'installation contractuelle objet des présentes.

Le présent contrat prévaudra sur toutes les clauses figurant sur les commandes, lettres et documents commerciaux du Client se rapportant à l'installation contractuelle objet du présent contrat.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	6/7

**CONTRAT DE SERVICES
CONDITIONS GENERALES**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBGA08_20220203-DE


Toutes contestations relatives à l'exécution et à l'interprétation du présent contrat seront soumises au Tribunal Administratif dans le ressort de l'autorité publique contractante. Le présent contrat est régi par le droit français.

Fait à MONTIGNY LE BRETONNEUX, le 04/11/2021

PRESCOM

Signature autorisée :

et cachet de l'entreprise


Eric LE ROY
Président

PRESCOM
10, rue du Fort de Saint-Cyr
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Tél : 33 (0)1 30 85 55 55 - Fax : 33 (0)1 30 45 05 49
SIRET 511 147 332 00031 - APE 4652 Z
TVA FR 48 511 147 332

LE CLIENT

Signature autorisée :

et cachet de l'entreprise

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	7/7

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A

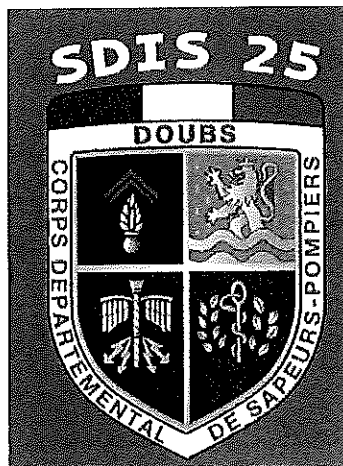
Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

SLD

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE



SDIS 25

CONTRAT DE SERVICES EVOLUTION

ANNEXE A

ENONCE DES PRESTATIONS DE SERVICES ASSOCIEES AU CONTRAT

Nos Références : 21-0418

PRODUITS ET SERVICES EN TELECOMMUNICATIONS
10 RUE DU FORT DE SAINT-CYR - MONTIGNY LE BRETONNEUX - CS 60771 - 78066 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX
TELEPHONE : 33 (0)1 30 85 55 55 - TELECOPIE : 33 (0)1 30 45 05 49
E-mail : prescom@prescom.fr - Internet : www.prescom.fr
SAS AU CAPITAL DE 1.625.800 Euros - RC VERSAILLES - SIREN 511 147 332

**CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

A. DEFINITIONS**1. DEFINITION DES JOURS ET HEURES OUVRES**

- Jours ouvrés : s'entend tous les jours du lundi au vendredi à l'exception des jours fériés ou chômés.
- Heures ouvrées : s'entend de 9 heures à 17 heures du lundi au vendredi.

Dans la suite du document :

- « JO » signifie : jour ouvré,
- « HO » signifie : heure ouvrée.

2. DEFINITION DES NIVEAUX DE MAINTENANCE

La maintenance d'un système s'exerce à travers de nombreuses opérations, répétitives ou occasionnelles, définies en trois niveaux de maintenance. Le classement de ces opérations permet de hiérarchiser et de définir les acteurs au regard de chacun des niveaux de maintenance.

▪ Niveau 1 :

Consiste à isoler des défauts simples à partir des outils de supervision livrés avec l'installation contractuelle et remplacer ces sous-ensembles (modules, cartes, fusibles ou câbles) défectueux. Ce niveau est réalisé à partir d'outils standards simples à utiliser.

Les intervenants de niveau 1 sont capables de guider les utilisateurs dans leurs interactions avec le produit et poser des diagnostics simples permettant de détecter des situations opérationnelles communes.

▪ Niveau 2 :

Consiste à effectuer des interventions suite à des diagnostics plus poussés lors de situations problématiques. Ces interventions peuvent être requises lors de nouveaux déploiements ou changements importants liés à une configuration fonctionnelle (topologie réseau, paramètre de configuration...).

▪ Niveau 3 :

Consiste à effectuer des interventions majeures au niveau de configurations particulières, de situations opérationnelles atypiques ou de comportement pathologique de la solution. Diagnostics très poussés pour comprendre des situations complexes qui peuvent parfois requérir des modifications complexes à la configuration, voire même au code de la solution.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	2/15

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

3. CLASSIFICATION DES INCIDENTS

Les incidents rencontrés sur l'installation contractuelle doivent être qualifiés en fonction de leur impact sur le système et l'opérationnel.

Le contrat prévoit trois niveaux d'incidents qui sont définis dans le tableau ci-après.

Incident	Définition
BLOQUANT	Le système est déclaré hors service (plus de lien principal avec le réseau radio numérique). L'utilisation des modes secours, si disponible, est préconisée.
MAJEUR	Dans les situations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ▪ 50% des équipements de connexion pour les ressources radios numériques sont en panne. ▪ 50% des équipements de connexion pour les postes opérateurs sont en panne. ▪ 50% des postes opérateurs sont en panne.
MINEUR	Dans les situations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Tout incident non répertorié dans les catégories précédentes et n'ayant pas d'impact significatif sur le système (ex : Carte accès en panne, pupitre en panne).

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	3/15

**CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

B. ORGANISATION

Les services sont assurés par notre Centre de services qui est localisé à MONTIGNY LE BRETONNEUX et qui dispose de l'ensemble des matériels pour remplir ses missions.

Ce service est constitué :

- Du responsable du Centre de Services,
- D'une équipe constituée de :
 - 2 ingénieurs,
 - 4 techniciens,
 - 2 apprentis en formation alternée.

Pour la résolution de problèmes complexes, la personnalisation d'applications ou toute autre prestation prévue dans le contrat, notre Service Client dispose de l'expertise du Centre de Développement PRESCOM basé à Lannion et composé de 15 ingénieurs.

Les coordonnées du support PRESCOM sont les suivantes :

- Téléphone : +33 1 30 85 55 85
- Fax : +33 1 30 45 05 49
- E-mail : support.clients@prescom.fr

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	4/15

**CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

C. PRESTATIONS DE SUPPORT

1. SUPPORT CLIENT

1.1. Horaires du support

Le support est ouvert durant les jours ouvrés et heures ouvrées tels que définis dans le chapitre A.1.

1.2. Assistance téléphonique

L'assistance téléphonique, prévue dans le contrat, est assurée durant les horaires définis dans le chapitre C.1.1.

L'assistance téléphonique consiste à guider les personnels techniques du Client dans la recherche des défauts, diagnostics, manipulations à effectuer ou remplacement de cartes.

Dès qu'une demande est réalisée par le Client auprès de l'assistance téléphonique, PRESCOM ouvre un ticket. Selon la nature de la demande, PRESCOM qualifie le niveau de criticité et indique au Client que sa requête est prise en compte. Dans certains cas, il pourra être demandé au Client de confirmer sa demande par écrit (e-mail).

1.3. Télémaintenance

La télémaintenance, prévue dans le contrat, est assurée durant les horaires définis dans le chapitre C.1.1.

Le Client doit disposer des moyens nécessaires (routeur, PC,...) tels que préconisés par PRESCOM pour établir une connexion de type VPN (Virtual Private Network) côté Client. Ces moyens pourront être acquis auprès de PRESCOM.

La télémaintenance par VPN s'effectue entre deux machines distantes (Client/serveur). Les modalités de sécurité et de connexion seront définies entre les services informatiques de PRESCOM et du Client.

1.4. Interventions

Lorsqu'une intervention est rendue nécessaire pour une opération de support ou une autre prestation de service définie dans ce contrat, celle-ci est réalisée à distance à partir de la télémaintenance mise en œuvre sur l'installation contractuelle du Client.

Cette intervention est assurée durant les horaires définis dans le chapitre C.1.1.

En cas de dysfonctionnement, PRESCOM pose un diagnostic et effectue une analyse en télémaintenance.

Il est prévu dans le cadre de ce contrat que :

- Les interventions de support classées au niveau 1 sont assurées par le Client, en s'appuyant sur le lot de maintenance.
- Les interventions de support classées au niveau 2 sont assurées par le Client, avec le soutien de PRESCOM.
- Les interventions de support correspondant au niveau 3 sont assurées par PRESCOM.


Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	5/15

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le



ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

Les niveaux sont définis dans le chapitre A.2 « Définition des niveaux de maintenance ».

Les délais d'intervention et de remise en état de l'installation contractuelle varient selon le type d'incident et le type d'anomalie (logicielle ou matérielle), définis dans le chapitre C.3.

Si après avoir tenté par tout moyen à disposition de remédier au défaut, le dysfonctionnement est toujours présent, alors une intervention sur site peut être déclenchée.

En cas d'incident bloquant compromettant gravement l'exploitation du système, le Client pourra demander qu'une intervention sur site ait lieu au mieux dans la demi-journée qui suit la décision d'intervention faite de concert avec le Client et suivant les possibilités de transport. Par demi-journée, on entend l'après-midi du jour pour autant que la décision d'intervention soit prise au plus tard à 10H30, le matin du jour suivant pour autant que la décision soit prise au plus tard à 16H00.

Si lors de l'intervention, il s'avère que le défaut à l'origine de l'intervention est la conséquence directe ou indirecte d'un défaut étranger à l'installation contractuelle, PRESCOM se réserve le droit de facturer l'intervention selon les modalités détaillées dans les conditions générales, chapitre 4.3 « Définition de l'entretien spécial ».

1.5. Extranet avec suivi des incidents

L'extranet avec suivi des incidents est un espace personnel mis à disposition du Client, lui permettant de suivre le traitement de ses incidents. L'accès se fait par login/mot de passe. Le Client peut suivre l'avancement du traitement de ses tickets sur l'Extranet jusqu'à la clôture de celui-ci.

1.6. Le Carnet d'Entretien Annuel (CEA)


Le Carnet d'Entretien est un document listant l'ensemble des actions de support effectuées par le service Client PRESCOM qui est remis au Client chaque année.

Le carnet est constitué des éléments suivants (liste non exhaustive) :

- La liste des appels et demandes de support,
- Les actions de support réalisées,
- Les réparations effectuées.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	6/15

**CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

2. MAINTENANCE PREVENTIVE**2.1. Visite de maintenance préventive**

La visite de maintenance préventive, prévue dans le contrat, consiste en la révision de tous les organes composant l'installation contractuelle afin de les maintenir en bon état de fonctionnement et d'effectuer tous les réglages nécessaires.

Cette visite a lieu une fois par an et est réalisée durant les horaires définis au chapitre C.1.1.

Elle s'effectue :

- Soit sur l'initiative de PRESCOM et après accord du Client.
- Soit en même temps que les dépannages et après accord du Client.

2.2. Sauvegarde annuelle des données

La sauvegarde des données, prévue dans le contrat, consiste en la récupération et le stockage des fichiers de configuration du système M5S du Client. Cette sauvegarde est effectuée annuellement et après accord du Client.

Ce service est réalisé par télémaintenance durant les horaires définis au chapitre C.1.1.

Les données sont stockées sur un serveur sécurisé PRESCOM, pour une durée maximale de deux ans. Celles-ci peuvent être réutilisées pour restaurer le système M5S du Client, en cas de panne bloquante ayant entraîné la perte des données de configuration.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	7/15

**CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

3. MAINTENANCE CORRECTIVE

3.1. Correction matérielle

La correction matérielle suppose que le Client dispose d'un lot de maintenance en parfait état de marche suivant les préconisations de PRESCOM. Ce lot est défini dans l'annexe B « descriptif technique de l'installation ».

3.1.1. Processus de correction

En cas d'incident matériel, le Client procède au remplacement du matériel défectueux à partir de son lot de maintenance. Pour cette opération, le Client peut contacter l'assistance téléphonique de PRESCOM si nécessaire.

Si la pièce défectueuse n'est pas considérée comme du consommable, le Client demande une fiche avec un numéro RMA (Retour Matériel) à PRESCOM par téléphone ou e-mail à l'adresse service.clients@prescom.fr. Le Client, après avoir renseigné la fiche, l'envoie par e-mail à PRESCOM et joint celle-ci avec les matériels défectueux qu'il expédie chez PRESCOM à l'adresse indiquée dans la fiche RMA.

- Les frais d'expédition pour l'envoi des matériels défectueux chez PRESCOM sont à la charge du Client.
- Les frais d'expédition pour le retour des matériels réparés chez le Client sont à la charge de PRESCOM

3.1.2. Service réparation

Les éléments défectueux retournés chez PRESCOM sont diagnostiqués, réparés et réexpédiés au plus tard vingt jours ouvrés après la date de réception des matériels dans les locaux de PRESCOM.

PRESCOM s'engage à fournir un rapport d'anomalie, sur les matériels réparés directement par PRESCOM, sur la cause de la panne. Si des matériels ne sont pas d'origine PRESCOM et sont réparés par des sociétés tierces, ces rapports seront fournis s'ils existent.

3.1.3. Délais de résolution

Lorsqu'il sera confronté à un incident lié au matériel et nécessitant une intervention, le Client avertira l'assistance téléphonique de PRESCOM et confirmera sa demande par e-mail. Le Client fournira tous les éléments permettant de localiser le problème.

PRESCOM s'engage à rétablir le système du Client dans les délais indiqués dans le tableau ci-après. Ces délais sont exclusivement applicables aux matériels conçus par PRESCOM.

Type d'incident	Temps d'intervention*	Rétablissement ou Solution de contournement**	Remise en état
Bloquant	1 heure ouvrée	12 heures ouvrées	24 heures ouvrées
Majeur	2 heures ouvrées	24 heures ouvrées	40 heures ouvrées
Mineur	2 jours ouvrés	40 heures ouvrées	72 heures ouvrées

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	8/15

**CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

(*) Les temps d'intervention débutent à partir du moment où le défaut a été signalé par le Client et qualifié conjointement entre le Client et PRESCOM. Si le défaut n'a pu être qualifié lorsque le Client a contacté le support de PRESCOM, la qualification doit être réalisée dans l'heure qui suit la demande.

(**) La solution de contournement consiste en l'utilisation du mode de secours ou ultime secours du système déployé par PRESCOM. Dans l'hypothèse où aucun système de secours ou ultime secours n'est présent sur le site Client, la solution de contournement proposée pourra consister en l'utilisation de terminaux indépendants.

Lorsque le(s) M5S et ses (leurs) UCG sont interconnectés par des commutateurs Ethernet du Client, PRESCOM ne peut garantir les temps de résolution. Pour tâcher d'y parvenir, le Client devra impérativement donner l'accès à la configuration de ses produits, leur supervision et leurs journaux (alarmes, événements, historiques) ainsi qu'une assistance sur ses équipements si les équipes de support de PRESCOM en font la demande. Si une intervention sur site est rendue nécessaire du fait de cette situation, cette intervention sur site sera considérée comme de l'entretien spécial et facturée selon les tarifs de l'Annexe C.

3.2. Correction logicielle

3.2.1. Processus de correction

Lorsque le Client est confronté à un problème quelconque de fonctionnement n'étant pas lié à un problème matériel, le Client doit avertir l'assistance PRESCOM, par téléphone et e-mail, et fournir tous les éléments permettant de localiser le problème.

PRESCOM ouvre un ticket précisant la nature de l'incident et qualifie le niveau de criticité de celui-ci. PRESCOM intervient sur le système Client selon les modalités décrites dans le chapitre 1.4 « Interventions ».

Il est expressément stipulé que, pour qu'une anomalie logicielle puisse donner lieu à la mise en œuvre d'une correction, celle-ci doit être reproductible sur l'installation contractuelle du Client. En conséquence, les anomalies fugitives ne donneront pas lieu à une correction logicielle. La correction logicielle ne jouera pas dans le cas où le Client aurait, de son propre chef, modifié les logiciels fournis par PRESCOM.

La correction logicielle, prévue dans le contrat, se limite à la correction des défauts, et aux modifications mineures des configurations et des paramétrages ayant pour but de rétablir la performance opérationnelle initiale de l'équipement. Elle ne concerne pas l'ajout, la suppression et l'adaptation des fonctionnalités. La correction logicielle concerne exclusivement les logiciels développés par PRESCOM.

Dans le cas d'une anomalie logicielle reproductible, PRESCOM peut être amené à récupérer et analyser des fichiers d'événements du Client (traces). Si une anomalie est avérée, le centre de développement de PRESCOM corrige l'anomalie qui est ensuite testée et validée par le Service Client avant sa mise en production sur l'installation contractuelle du Client. La mise à jour du système Client est réalisée après que le Client ait donné son accord pour sa mise en œuvre. Aucune mise à jour n'est réalisée sur le système en production sans accord et concertation préalable avec le Client.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	9/15

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

3.2.2. Délais

PRESCOM s'engage à intervenir et rétablir la solution du Client dans les délais suivants :

Type d'incident	Temps d'intervention*	Rétablissement ou Solution de contournement**	Remise en état
Bloquant	1 heure ouvrée	12 heures ouvrées	20 jours ouvrés
Majeur	2 heures ouvrées	24 heures ouvrées	40 jours ouvrés
Mineur	2 jours ouvrés	Non applicable	Prochaine version logicielle***

(*) Les temps d'intervention débutent à partir du moment où le défaut a été signalé par le Client et qualifié conjointement entre le Client et PRESCOM. Si le défaut n'a pu être qualifié lorsque le Client a contacté le support de PRESCOM, la qualification doit être réalisée dans l'heure qui suit la demande.

(**) La solution de contournement consiste en l'utilisation du mode de secours ou ultime secours du système déployé par PRESCOM. Dans l'hypothèse où aucun système de secours ou ultime secours n'est présent sur le site Client, la solution de contournement proposée pourra consister en l'utilisation de terminaux indépendants.

(***) Dans le cas où la correction de l'anomalie mineure occasionnerait une modification profonde du logiciel pouvant avoir un impact sur des fonctions opérationnelles du produit, PRESCOM se réserve la possibilité de ne pas corriger l'anomalie. Dans ce cas, un rapport serait produit et communiqué au Client dans les 90 jours qui suivent l'anomalie afin de justifier l'impossibilité de corriger cette anomalie.

Lorsque le(s) M5S et ses (leurs) UCG sont interconnectés par des commutateurs Ethernet du Client, PRESCOM ne peut garantir les temps de résolution. Pour tâcher d'y parvenir, le Client devra impérativement donner l'accès à la configuration de ses produits, leur supervision et leurs journaux (alarmes, événements, historiques) ainsi qu'une assistance sur ses équipements si les équipes de support de PRESCOM en font la demande. Si une intervention sur site est rendue nécessaire du fait de cette situation, cette intervention sur site sera considérée comme de l'entretien spécial et facturée selon les tarifs de l'Annexe C.

3.3. Assurance remplacement matériels

L'assurance remplacement matériels, prévue dans le contrat, consiste au remplacement des équipements conçus par PRESCOM, quelle que soit l'origine de la panne.


La liste des équipements assurés est disponible dans l'annexe C « Annexe financière », chapitre F.

Cette assurance est plafonnée par un montant annuel, non-reconductible, fourni à l'annexe C « Annexe financière ».

L'expédition des équipements est réalisée durant les horaires définis au chapitre C.1.1 et le délai de livraison est fonction des stocks au moment de la demande.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	10/15

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

4. MAINTENANCE EVOLUTIVE

4.1. Evolution logicielle

L'évolution logicielle, prévue dans le contrat, consiste en une mise à jour, annuelle, des logiciels M5S du système Client, après accord de celui-ci.

La version logicielle proposée est à iso-fonctionnalités et comprend :

- Des améliorations des fonctions existantes du logiciel (ergonomie, optimisation de fonctionnement, correctifs de la version précédente),
- Des adaptations et modifications du logiciel rendues nécessaires par l'évolution de la norme NF399,
- La compatibilité logicielle du M5S avec les équipements PRESCOM de dernière génération,
- La compatibilité avec les derniers systèmes d'exploitation validés par les équipes techniques PRESCOM.

La mise à jour s'effectuera, après accord du Client, lors de la visite de maintenance préventive.

Si toutefois, suite à une décision du Client, cette mise à jour ne peut être effectuée durant la visite de maintenance préventive, les prestations associées à celle-ci seront facturées sous forme de prestations complémentaires, aux taux définis dans l'annexe C :

- Tarif journalier technicien (hors frais de déplacement),
- Forfait déplacement.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	11/15

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

D. PRESTATIONS OPTIONNELLES

1. SUPPORT CLIENT

1.1. Hotline et télémaintenance H24

Sans objet

2. MAINTENANCE PREVENTIVE

2.1. Protection antivirale (hors fourniture antivirus)

Sans objet

3. MAINTENANCE CORRECTIVE

3.1. Remplacement immédiat des équipements en panne

Sans objet

4. GESTION DU PARC

4.1. Remplacement des serveurs

Sans objet

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	12/15

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

E. SERVICES PROFESSIONNELS

Le contrat de service ouvre le droit à un tarif préférentiel sur le tarif Public de PRESCOM. Le tarif et la remise associée au contrat sont communiqués à l'annexe C « Annexe financière ».

1. FORMATIONS

PRESCOM est un organisme de formation déclaré. A ce titre les formations réalisées par PRESCOM peuvent être réalisées au titre de la formation professionnelle.

1.1. Formations techniques

Les formations techniques sont destinées aux personnels techniques du Client et réalisées dans les locaux de PRESCOM. Les formations techniques s'étendent chacune sur quatre jours.

1.1.1. Formation technique niveau I

Les objectifs de cette formation sont de :

- Connaître les possibilités du M5S,
- Savoir configurer le système,
- Savoir maintenir le système (niveau 1 et début niveau 2),
- Savoir utiliser la télémaintenance,
- Savoir communiquer efficacement avec notre support,
- Accéder aux différentes aides à la maintenance

Les informations sur cette formation sont indiquées dans la fiche produit PRESCOM « Formation technique niveau I ».

1.1.2. Formation technique niveau II

Les objectifs de cette formation sont de :

- Savoir configurer l'ensemble des fonctionnalités du M5S
- Savoir paramétrer l'enregistrement sur le M5S vers Enregistreur [R17] NF399
- Savoir configurer les serveurs de configurations (DCT)
- Maîtriser les fonctionnalités avancées du M5S (Multi login, Inter-SGP, API, PASS-AN, commutateurs Ethernet programmables, AG radio...)

Les informations sur cette formation sont indiquées dans la fiche produit PRESCOM « Formation technique niveau II ».

1.2. Formation opérateurs

La formation opérateurs est destinée aux opérateurs du Client et est réalisée sur le site du Client. Cette formation peut être, à la demande du Client, réalisée dans les locaux de PRESCOM. Les objectifs de cette formation sont de savoir exploiter les postes opérateurs et pupitres.

La formation est composée de 3 sessions et se déroule sur une journée, durant les horaires définis au chapitre C.1.1. Le nombre maximal d'opérateurs Client par session est limité à six personnes.

Les informations sur cette formation sont indiquées dans la fiche produit PRESCOM « Formation Opérateurs ».

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	13/15

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

1.3. Formation Administrateurs

La formation administrateurs est destinée aux administrateurs et / ou chefs de salle du Client et est réalisée sur le site du Client. Cette formation peut être, à la demande du Client, réalisée dans les locaux de PRESCOM.

Les objectifs de cette formation sont de savoir exploiter le système à partir de l'outil de gestion UIG et de savoir administrer les postes opérateurs.

La formation est composée de 2 sessions et se déroule sur une journée, durant les horaires définis au chapitre C.1.1.1. Le nombre maximal d'opérateurs Client par session est limité à six personnes.

Les informations sur cette formation sont indiquées dans la fiche produit PRESCOM « Formation Administrateurs ».

2. LOCATION D'UN SYSTEME M55 PROJETABLE

Si l'option est souscrite, PRESCOM s'engage à mettre à disposition temporairement un système transportable, expédié en J+1 tel que défini ci-après sous réserve qu'un service de transport express soit disponible pour l'adresse du Client.

L'expédition de ce système est assurée durant les horaires définis au chapitre C.1.1.1. L'expédition est réalisée dans la demi-journée qui suit l'accusé réception de la demande du Client. Par demi-journée, on entend l'après-midi du jour pour autant que l'accusé réception soit envoyé au plus tard à 10H30, le matin du jour suivant pour autant que l'accusé réception soit envoyé au plus tard à 16H00.

Cette mise à disposition temporaire est réalisée dans les cas suivants :

- Une panne bloquante nécessitant la mise en œuvre d'une solution de contournement,
- Une catastrophe naturelle ou un événement majeur inattendu,
- Un exercice opérationnel,
- Un événement majeur prévu nécessitant la mise en place d'un système projetable.

Pour les deux derniers cas, il est demandé au Client de prévenir PRESCOM au plus tard quatre semaines avant la date de l'exercice ou de l'événement.

Le système dispose d'une configuration standard fixe permettant d'accéder au réseau INPT.

La mise à disposition du système est limitée à une durée de 2 semaines et disponible une fois par an par Client. En cas de demande d'extension de la durée de la mise à disposition, celle-ci sera facturée au tarif journalier en vigueur dans l'annexe C « Annexe financière ».

3. ASSISTANCE POUR EXERCICES OPERATIONNELS


PRESCOM met à disposition un technicien, en télémaintenance durant la plage horaire définie au chapitre C.1.1 pour assister les personnels techniques du Client durant un exercice opérationnel :

- Simulation d'un événement majeur (catastrophe, attentat, plan rouge ORSEC...),
- Simulation d'une panne majeure au centre de commandement ou de contrôle principal.

Cette assistance n'a pas pour objet la modification de l'installation contractuelle (extension, déménagement...).

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	14/15

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE A

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
 Reçu en préfecture le 09/02/2022
 Affiché le 
 ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

Le Client définit avec PRESCOM son besoin et les difficultés identifiées. La demande d'intervention doit être communiquée à PRESCOM, au moins 1 mois avant le début de l'exercice.

Ce service prévoit un crédit de 3 jours de prestation maximum :

- Deux jours d'assistance,
- Un jour pour effectuer des essais en plateforme, si nécessaire.

Les prestations sont réalisées durant les jours et heures ouvrées de PRESCOM (voir chapitre C.1.1). En cas de dépassement du crédit prévu, les jours supplémentaires sont facturés au tarif journalier technicien usine disponible dans l'annexe C « Annexe financière ».

4. PERSONNALISATION DE L'APPLICATION

Lorsque le Client souhaite personnaliser ses applications opérationnelles pour mieux prendre en compte la spécificité de ses missions, PRESCOM peut adapter ses logiciels opérationnels.

Ce service est réalisé sous forme de prestations, avec des livrables qui peuvent varier selon la nature et la complexité de la demande.

Selon les demandes, les prestations peuvent inclure les prestations suivantes (liste non exhaustive) :

- Spécifications des fonctionnalités demandées,
- Développement selon les spécifications validées par le Client,
- Réalisation des tests unitaires, des tests de non-régression et des tests de performance,
- Validation technique et fonctionnelle.

Le Client doit émettre un cahier des charges décrivant les évolutions logicielles demandées.

Ce service est facturé à partir des taux journaliers suivants :

- Tarif journalier ingénieur développement,
- Tarif journalier ingénieur usine.

Ces tarifs sont disponibles dans l'annexe C « Annexe financière ».

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	15/15

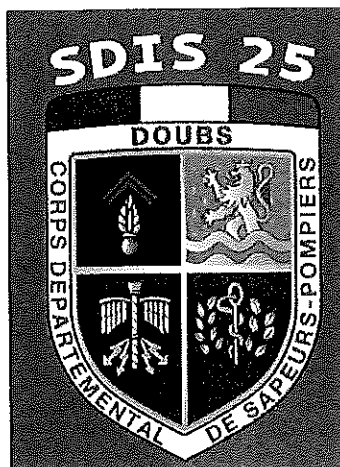
CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE B

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE



SDIS 25

CONTRAT DE SERVICES SPECIFIQUE EVOLUTION

ANNEXE B

DESCRIPTIF TECHNIQUE DE L'INSTALLATION CONTRACTUELLE

Nos Références : 21-0418

PRODUITS ET SERVICES EN TELECOMMUNICATIONS
10 RUE DU FORT DE SAINT-CYR – 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
TELEPHONE : 33 (0)1 30 85 55 55 – TELECOPIE : 33 (0)1 30 45 05 49
E-mail : prescom@prescom.fr – Internet : www.prescom.fr
SA AU CAPITAL DE 1.625.800 Euros – RC VERSAILLES – SIREN 511 147 332

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE B

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

SOMMAIRE

A.	SYNOPTIQUES	3
1.	SYNOPTIQUE GENERAL.....	Erreur ! Signet non défini.
2.	SYNOPTIQUE DETAILLE.....	4
B.	LISTES DES MATERIELS DE L'INSTALLATION CONTRACTUELLE.....	5
1.	MATERIELS EN EXPLOITATION PRESCOM	5
1.1.	SDIS25 / CTA Besançon.....	5
1.2.	SDIS25 / CSP Besançon.....	6
1.3.	SDIS25 / LOT DE MAINTENANCE	6
2.	MATERIELS EN EXPLOITATION AIRBUS.....	7
2.1.	CTA Besançon	7
2.2.	CSP Besançon.....	7
3.	lot de maintenance airbus ds	7
4.	MATERIELS EN EXPLOITATION TPL.....	7

Type de contrat	Client	Réf.	Page
SPECIFIQUE EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	2/7

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE B

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

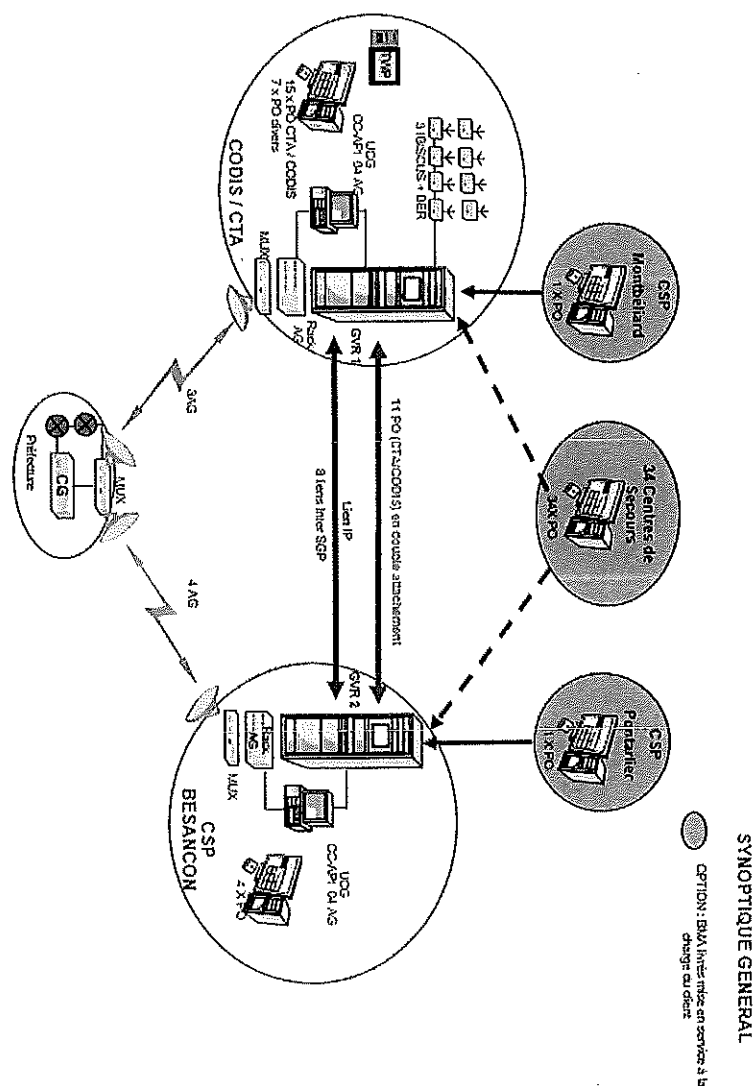
Affiché le

560

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

A. SYNOPTIQUES

1. SYNOPTIQUE GENERAL



Type de contrat	Client	Réf.	Page
SPECIFIQUE EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	3/7

**CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE B**

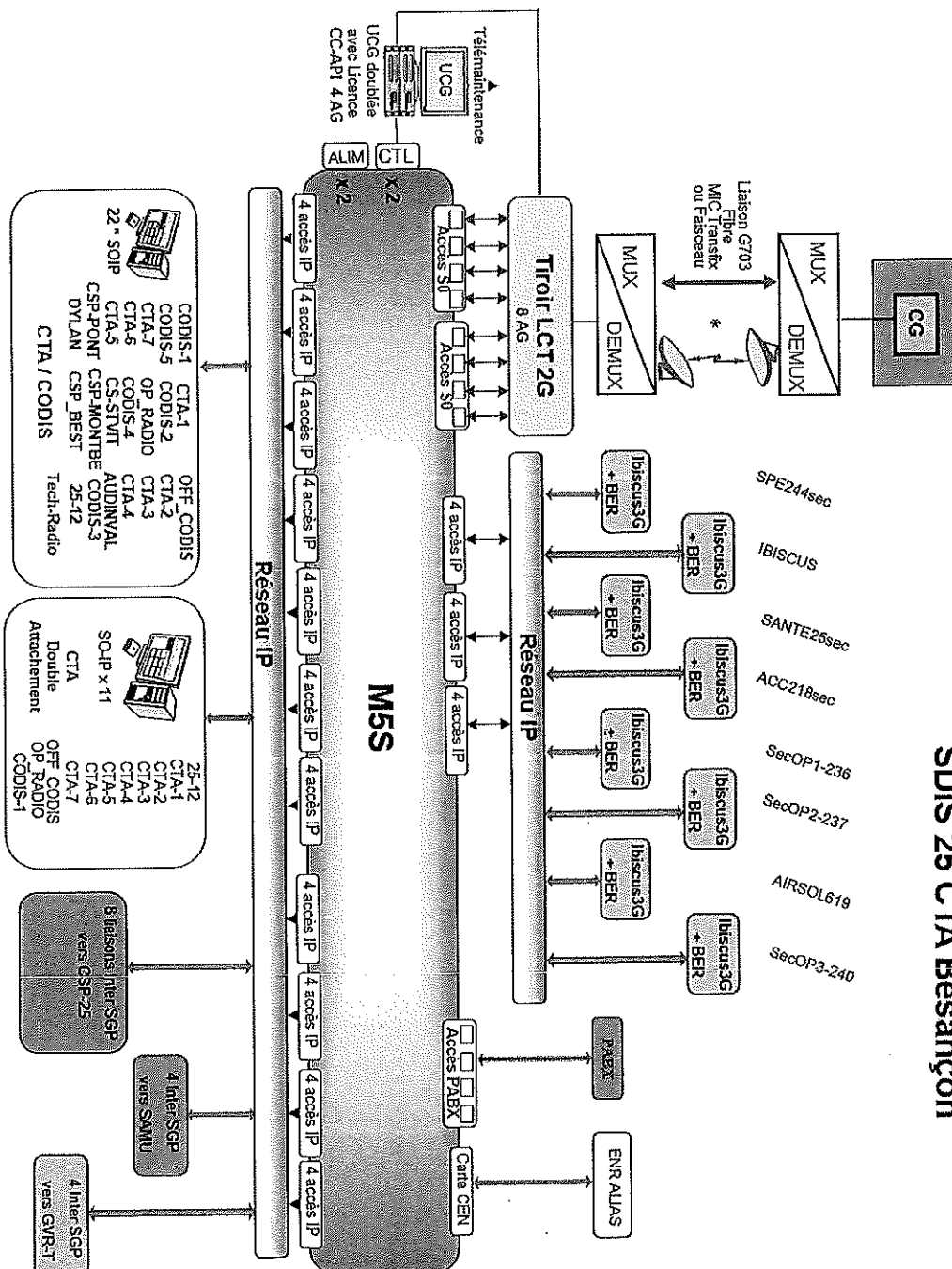
Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le...

ID: 025-282500016-20220203-DBCA08 20220203-DE

2. SYNOPTIQUE DETAILLE



Type de contrat	Client	Réf.	Page
SPECIFIQUE EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	4/7

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE B

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

B. LISTES DES MATERIELS DE L'INSTALLATION CONTRACTUELLE

1. MATERIELS EN EXPLOITATION PRESCOM

Statistiques	Qté
Nombre de serveurs UCG (serveurs physiques uniquement)	2
Nombre de blocs UCG	0
Nombre de postes opérateur avec PC	0
Nombre de pupitres (BMA, PMA, PSA)	18

1.1. SDIS25 / CTA Besançon

Réf.	Désignation	
9200A	Baie 42 U avec ventilation	1
9520A	Rack MS	1
9510A	Rack ventilation	2
6301A	Switch écran / clavier	1
6302A	Tiroir clavier	1
6317A	Ecran 17 »	1
6300A	Switch 100M	7
6501A	Licence UIG	2
6502A	Licence UTD	2
6503B	Licence SVIP	2
6504A	Licence DCS	2
1917A	Carte ventilation	2
1922A	Carte Alimentation	2
1916A	Carte accès numérique	20
1929A	Carte interface MBC	2
1923C	Carte interface IP	15
1926A	Module codeur audio	7
1921A	Carte 4 accès 2B1Q	2
1927A	Carte Support 4 interfaces PABX	1
2051B	Interface PABX	2
7000B	Rack Ibiscus 3G	8
DIV	Licence inter SGP	1
7127C	BMA-USB	14
7200	Pupitre " ESTER TOUCH	1

Type de contrat	Client	Réf.	Page
SPECIFIQUE EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	5/7

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE B

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282600016-20220203-DBCA08_20220203-DE

1.2. SDIS25 / CSP Besançon

Réf.	Désignation	
9200A	Baie 42 U avec ventil	1
9520A	Bac MXS	1
9510A	Rack ventilation	2
6301A	Switch écran / clavier	1
6302A	Tiroir clavier	1
6317A	Ecran 17 »	1
6311K	Stations UCG – M6-3250 Windows serveurs 2016	2
6803B	Licence WIN2003 serveur	2
6300A	Switch 100M	4
6501A	Licence UIG + un superviseur	3
6502A	Licence UTD	2
6503B	Licence SVIP	2
6504A	Licence DCS	2
1917A	Carte ventilation	2
1922A	Carte Alimentation	2
1916	Carte accès numérique	11
1929A	Carte interface MBC	2
1923C	Carte interface IP	8
1926A	Module codeur audio	2
1921A	Carte 4 accès 2B1Q	1
7127C	BMA-USB	4

1.3. SDIS25 / LOT DE MAINTENANCE

Réf.	Désignation	
1916A	Carte accès numérique	4
1921A	Carte interfaces 2B1Q	1
1923C	Carte interface IP	3
1926A	Module codeur audio	1
1917A	Carte de ventilation alimentation MXS	2
1922A	Carte Alimentation M5S seul	1

Type de contrat	Client	Réf.	Page
SPECIFIQUE EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	6/7

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE B

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

2. MATERIELS EN EXPLOITATION AIRBUS

2.1. CTA Besançon

Réf.	Désignation	
6324A	Serveur TWP + OS WIN XP PRO	1
6320C	Rack 8AG	1
6802A	License CCAPI 12 AG	1
6330A	BER avec CH	4
6321A	LCT2G	8

2.2. CSP Besançon

Réf.	Désignation	
6320B	Rack 8AG	1
6802F	License CCAPI 4 AG	1
6321A	LCT2G	4

3. LOT DE MAINTENANCE AIRBUS DS

Réf.	Désignation	
6321A	LCT2G	2

4. MATERIELS EN EXPLOITATION TPL

Réf.	Désignation	Qté
TPLALI2204816AH	Alimentation / chargeur 220V / 48V 16Ah SLAT TITAN	4
TPLFM12V24V11	FMX12-V11 Carte 3 accès V24/V11	9
TPLFMX12	FMX12 Brasseur multiplexeur	4

Type de contrat	Client	Réf.	Page
SPECIFIQUE EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	7/7

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE C

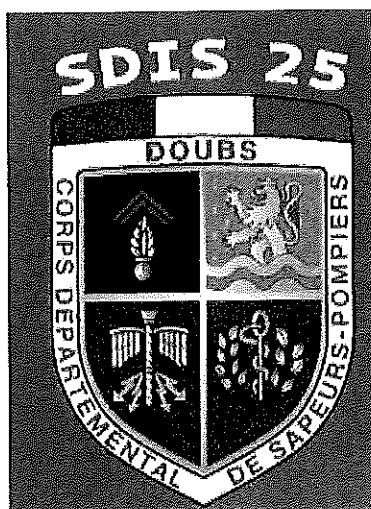
Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

SLD

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE



SDIS 25

CONTRAT DE SERVICES EVOLUTION

ANNEXE C

Annexe financière

Nos Références : 21-0418

**CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE C**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

A. PAIEMENTS, DUREE DU CONTRAT ET RECONDUCTION

1. PAIEMENTS

- Les redevances sont payables annuellement à terme à échoir, à 30 jours à réception de facture.
- Les prestations de maintenance donneront lieu à deux factures à paiement à 30 jours date de réception de facture, de la part de PRESCOM dans les conditions suivantes :
 - 1^{er} janvier, 50% du montant annuel,
 - 1^{er} juillet, 50% du montant annuel
- Les sommes dues par le Client au titre de l'entretien spécial seront payables à 30 jours à réception de facture.

2. DUREE DE VALIDITE ET RECONDUCTION DU CONTRAT

Date de démarrage du contrat : **1^{er} janvier 22**Durée de validité : **48 mois**

Date de la première période : du 01/01/2022 au 31/12/2022

Le contrat sera reconduit pour une période d'un an par reconduction expresse de la part du pouvoir adjudicateur et ce pour une période maximale de 48 mois (Soit un maximum de 3 reconductions possibles de 12 mois)

Si le pouvoir adjudicateur décide de reconduire le contrat, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction.

En cas de décision ne pas reconduire le contrat, le pouvoir adjudicateur se prononcera par lettre recommandée avec accusé réception au plus tard 1 mois avant l'échéance annuelle du contrat.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	2/11

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE C

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

SD

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

B. PRESTATIONS DE SUPPORT

1. FORFAIT EVOLUTION

Description des services	MONTANT TOTAL ANNUEL FORFAITAIRE HT (EUROS)	MONTANT TOTAL ANNUEL FORFAITAIRE TTC – AVEC TVA 20% (EUROS)
Forfait EVOLUTION comprenant : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le support Client, ▪ La maintenance préventive, ▪ La maintenance corrective, ▪ La maintenance évolutive, ▪ La possibilité de disposer des services professionnels détaillés dans l'annexe A. ▪ Carnet entretien annuel ▪ Sauvegarde annuelle des données du système ▪ Assurance remplacement matériels Une remise sur le tarif public pièces et services de PRESCOM	21.800,00 € HT	26.160,60 € TTC
Sous-traitance TPL	3.151,00 € HT	3.781,00 € TTC
TOTAL	24.951,00 € HT	29.941,00 € TTC

Remise sur le tarif public de PRESCOM :

20%

Plafond de l'assurance remplacement matériels :

2 500 EUROS

Les matériels concernés sont listés dans le chapitre F « Equipements inclus dans l'assurance remplacement matériels ».

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	3/11

**CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE C**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

C. PRESTATIONS OPTIONNELLES

L'adhésion à ces options s'effectue en cochant les cases indiquées en dessous de chaque service. Ces montants, forfaitaires, seront ajoutés au montant du forfait contrat Evolution du chapitre B.1.

1. SUPPORT CLIENT**1.1. Hotline et télémaintenance H24**

Sans objet

2. MAINTENANCE PREVENTIVE**2.1. Protection antivirale (hors fourniture antivirus)**

Sans objet

3. MAINTENANCE CORRECTIVE**3.1. Remplacement immédiat des équipements**

Sans objet

4. GESTION DU PARC**4.1. Remplacement des serveurs**

Sans objet

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	4/11

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE C

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le



ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

D. SERVICES PROFESSIONNELS

1. PRESTATIONS FORFAITAIRES

1.1. Location d'un système M5S projetable

Description des prestations de support	MONTANT TOTAL ANNUEL FORFAITAIRE HT (EUROS)	MONTANT TOTAL ANNUEL FORFAITAIRE TTC – AVEC TVA 20% (EUROS)
Mise à disposition d'un système M5S projetable tel que défini dans l'annexe A.	6.000,00 € HT	7.200,00 € TTC

Cocher la case ci-contre pour souscrire au service ☐

2. PRESTATIONS A BON DE COMMANDE

Les prestations à bon de commande sont disponibles dans le chapitre E « Tarifs public pièces et services ».

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	5/11

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE C

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

E. TARIF PUBLIC PIECES ET SERVICES

L'ensemble des prestations, produits et logiciels détaillés ci-dessous bénéficie d'une remise de 20% sur le bordereau de prix public de PRESCOM.

REFERENCE	TYPE	DESIGNATION	PU HT BPU	PU HT BPU -20%
EQUIPEMENTS COMMUNS M5S - SGVT				
9520A+	Matériel	Bac M5S Classique Vide	4 026,00 €	3 220,00 €
9519A+	Matériel	Bac M5S Compact	2 520,00 €	2 016,00 €
9518D+	Matériel	Bac M5S Medium	3 546,00 €	2 836,00 €
4929D+	Matériel	Carte MBC/CTL M5S Classique multirack	2 200,00 €	1 760,00 €
4929C+	Matériel	Carte MBC/CTL pour Compact ou Médium	2 200,00 €	1 760,00 €
4922A+	Matériel	Carte Alimentation / Ventilation M5S	1 613,00 €	1 290,00 €
1922A+	Matériel	Carte Alimentation M5S seule	1 322,00 €	1 057,00 €
1917A+	Matériel	Carte Ventilation M5S seule	290,00 €	232,00 €
1919B+	Matériel	Kit de distribution horloges + bus de parole pour interconnexion 2 MBC	1 601,00 €	1 280,00 €
4923J+	Matériel	Carte EVR (CAN + Carte IP + Licence)	2 840,00 €	2 272,00 €
6005J+	Matériel	Bloc UCG pour Compac et Medium WIN 10 (inc. CD doc) Matériel prévu pour installation en baie	3 053,00 €	2 442,00 €
6005K+	Matériel	Bloc UCG pour Compac et Medium WIN 10 (inc. CD doc) avec disque Solide 128Go Matériel prévu pour installation dans un environnement embarqué	3 126,00 €	2 692,00 €
CARTE D'INTERFACE M5S - SGVT				
1916A+	Matériel	Carte CAN	706,00 €	564,00 €
1920A+	Matériel	Carte Interface 4xAG Analogique	1 520,00 €	1 216,00 €
1921A+	Matériel	Carte Interface 4xAG S0	1 266,00 €	1 012,00 €
1923B+	Matériel	Carte Interface 4xV11 (Voie + Abonné)	546,00 €	436,00 €
1924A+	Matériel	Carte Interface 4xVoies Analogiques	1 520,00 €	1 216,00 €
1924C+	Matériel	Carte Interface 4xAbonnés Analogiques	1 266,00 €	1 012,00 €
1923C+	Matériel	Carte Interface 4xIP (Voie + Abonné)	973,00 €	778,00 €
1926A+	Matériel	Module Codage+Cryptage	493,00 €	394,00 €
1927A+	Matériel	Carte Interface nue pour 4xAccès PABX	1 146,00 €	916,00 €
2051B+	Matériel	Module Abonné PABX (par voie)	386,00 €	308,00 €
PASSERELLE - PASS'AN - IP				
7138A+	Matériel	Pass'An Mono	2 000,00 €	1 600,00 €
7138B+	Matériel	Pass'An Dual	3 200,00 €	2 560,00 €
7138C+	Matériel	Pass'An Module d'extension (single vers dual)	1 466,00 €	1 172,00 €
PASSERELLE TETRAPOL - PASSBER				
7001A+	Matériel	PASS'BER single 1 Accès BER ou AG Radio	2 133,00 €	1 706,00 €
7001B+	Matériel	PASS'BER Dual 2 Accès BER ou AG Radio	3 333,00 €	2 666,00 €
7001C+	Matériel	Kit de transformation 1 en 2 Accès PASS'BER	1 600,00 €	1 280,00 €
PASSERELLE TETRAPOL - IBISCUS 3G				
7000B+	Matériel	IBISCUS 3G local (tête CCP ou AG Radio)	2 813,00 €	2 250,00 €
7000C+	Matériel	IBISCUS 3G local (tête CH ou AG Radio)	2 813,00 €	2 250,00 €
7000F+	Matériel	IBISCUS 3G distant (tête CH ou AG Radio)	3 293,00 €	2 634,00 €
7000L+	Matériel	IBISCUS 3G distant (tête CCP ou AG Radio)	3 293,00 €	2 634,00 €
7134B+	Matériel	Kit déport tête BER CH ou CCP (inc. Boîtier déport + carte) sans alimentation	2 000,00 €	1 600,00 €
9536A+	Matériel	Kit d'installation tête BER CH pour IBISCUS 3G (transformation CCP en CH)	160,00 €	128,00 €

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	6/11

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE C

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

REFERENCE	TYPE	DESIGNATION	PU HT BPU	PU HT BPU -20%
RACK POUR AG ET LCT				
7144A+	Matériel	Châssis AG 19" sans alimentation et sans LCT	3 853,00 €	3 082,00 €
7139F+	Matériel	Télécommande AG (P3P)	1 826,00 €	1 460,00 €
2039A+	Matériel	Carte Alimentation Rack AG 230VAC	1 466,00 €	1 172,00 €
LICENCES ADDITIONNELLES				
6501A+	Matériel	Licence UIG	733,00 €	586,00 €
6805A+	Matériel	Licence Virtualisation V24 pour AG Radio	133,00 €	106,00 €
6521B+	Matériel	Licence inter SGP 4 voies	533,00 €	426,00 €
6802H+	Matériel	Licence CCAPI 1 AG Radio	1 450,00 €	1 160,00 €
6523A+	Matériel	Licence AG Radio PRESCOM	400,00 €	320,00 €
6523E+	Matériel	Licence AG Radio Manuelle PRESCOM	1 266,00 €	1 012,00 €
6522B+	Matériel	Licence Evolution logicielle M5S par UCG	5 860,00 €	4 688,00 €
6523D+	Matériel	Licence connecteur AGRIP AIRBUS	1 600,00 €	1 280,00 €
PUPITRES				
7200L+	Matériel	ESTER TOUCH W10 (avec mic. Et alim 230VAC)	4 400,00 €	3 520,00 €
1910A+	Matériel	Module de codage pour pupitre	189,00 €	151,00 €
POSTES OPERATEUR				
6518A+	Matériel	Licence SolP de codage et cryptage	266,00 €	212,00 €
7127C+	Matériel	Station SolP distant (sans PC + logiciel + BMA)	1 640,00 €	1 312,00 €
1945C+	Matériel	Carte audio pour terminal audio BMA	440,00 €	352,00 €
BMA_RECH	Matériel	Boîtier BMA recharge (sans licence)	1 200,00 €	960,00 €
7131A+	Matériel	Module HP Analogique G+D PRESCOM	349,00 €	279,00 €
PERIPHERIQUES POUR PUPITRES ET POSTES OPERATEUR				
6348A+	Matériel	Casque filaire pour PMA/PSA	160,00 €	128,00 €
6348B+	Matériel	Casque filaire pour BMA et ESTER TOUCH	160,00 €	128,00 €
6349B+	Matériel	Casque Monaural Plantronics pour base DECT	176,00 €	140,00 €
6365A+	Matériel	Base DECT + casque avec RJ12 pour PSA ou PMA	920,00 €	736,00 €
6365C+	Matériel	Base DECT + casque avec RJ9 pour BMA ou ESTER TOUCH	920,00 €	736,00 €
7036A+	Matériel	Pédale d'alternat pour PSA, PMA - C15STD2088	324,00 €	259,00 €
7036B+	Matériel	Pédale d'alternat pour BMA - C15STD2088	345,00 €	276,00 €
7101A+	Matériel	Micro col de cygne PSA, PSA-ACV	280,00 €	224,00 €
7101B+	Matériel	Micro col de cygne PMA, PIA	280,00 €	224,00 €
7102A+	Matériel	Micro col de cygne pour BMA_USB	280,00 €	224,00 €
7102C+	Matériel	Micro col de cygne pour ESTER TOUCH	306,00 €	244,00 €
7131C+	Matériel	Haut-Parleurs Analogiques G+D pour ESTER TOUCH	292,00 €	233,00 €
940-970-01N	Matériel	Haut-Parleurs GENIUS SP-M200 pour SOIP G+D	46,00 €	36,00 €
7131D+	Matériel	Haut-Parleurs avec réglage volume	400,00 €	320,00 €
BLOCS ALIMENTATION				
8020A+	Matériel	Bloc Alimentation (PMA, PSA, Kit déport de tête)	80,00 €	64,00 €
8020D+	Matériel	Bloc Alimentation Ester Touch	93,00 €	74,00 €
MATERIEL ET LICENCES INFORMATIQUES				
6300E+	Matériel	Switch Ethernet DLINK DSxxxx manageable 28 ports	666,00 €	532,00 €
6311U+	Matériel	Serveur 1U simple Alim avec licence Windows server 2016 Processeur XEON E3, CPU 1,86 GHz, 4 coeurs, 8 Go RAM, stockage 1 To, 1 alimentation	5 066,00 €	4 052,00 €
6310M+	Matériel	Unité centrale pour poste opérateur avec WIN10 (sans logiciel SOIP) - Core i3 8100T, 4 Go RAM, 128 SSD	1 133,00 €	906,00 €
6317A+	Matériel	Ecran plat 17"	329,00 €	263,00 €
6317B+	Matériel	Ecran plat 17" tactile	1 146,00 €	916,00 €
6319A+	Matériel	Ecran plat 19"	360,00 €	288,00 €

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	7/11

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE C

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

S E O

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

REFERENCE	TYPE	DESIGNATION	PU HT BPU	PU HT BPU -20%
6319B+	Matériel	Ecran plat 19" tactile	1 586,00 €	1 268,00 €
6302B+	Matériel	Clavier USB	66,00 €	52,00 €
6304A+	Matériel	Souris USB	22,00 €	17,00 €
6301B+	Matériel	Commutateur KVM 8 ports	360,00 €	288,00 €
FORMATIONS				
TJFORDP	Prestation	Formation Technique Niveau 1 à PRESCOM / personne (forfait 1/2 pension, sans hôtel et sans dîner)	1 781,00 €	1 424,00 €
TJFORPC	Prestation	Formation Technique Niveau 1 à PRESCOM / personne (forfait 1/2 pension, avec hôtel et avec dîner)	2 372,00 €	1 897,00 €
TJFORN2DP	Prestation	Formation Technique Niveau 2 à PRESCOM / personne (forfait 1/2 pension, sans hôtel et sans dîner)	2 042,00 €	1 633,00 €
TJFORN2PC	Prestation	Formation Technique Niveau 2 à PRESCOM / personne (forfait 1/2 pension, avec hôtel et avec dîner)	2 633,00 €	2 106,00 €
LOC-VOITURE	Prestation	Location d'un véhicule durant la formation technique (du mardi matin au vendredi après-midi)	689,00 €	551,00 €
TAUX JOURNALIERS				
HJTECH	Prestation	Taux journalier Technicien PRESCOM (hors frais déplacement)	800,00 €	640,00 €
HJINGE	Prestation	Taux journalier Ingénieur PRESCOM (hors frais déplacement)	933,00 €	746,00 €
HJINGEDEV	Prestation	Taux journalier Ingénieur Développement PRESCOM (hors frais déplacement)	1 000,00 €	800,00 €
HJCDP	Prestation	Taux journalier Chef de projet PRESCOM (hors frais déplacement)	1 000,00 €	800,00 €
HJEXPE	Prestation	Taux journalier Expert PRESCOM (hors frais déplacement)	1 133,00 €	906,00 €
DEPLACEMENT EN FRANCE METROPOLITAINE				
FRDEP	Prestation	Frais de déplacement	209,00 €	167,20 €
PERDIEMFR	Prestation	Taux Per Diem (FR)	392,00 €	313,00 €
LIVRAISON EN FRANCE METROPOLITAINE				
COL1-5	Prestation	Colis de 1 à 5 kg	40,00 €	32,00 €
COL6-10	Prestation	Colis de 6 à 10 kg	46,00 €	36,00 €
COL11-15	Prestation	Colis de 11 à 15 kg	60,00 €	48,00 €
COL16-20	Prestation	Colis de 16 à 20 kg	66,00 €	52,00 €
COLxx-20	Prestation	Colis > à 20 kg	80,00 €	64,00 €

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	8/11

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE C

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

F. EQUIPEMENTS INCLUS DANS L'ASSURANCE REEMPLACEMENT MATERIELS

Les équipements non inclus dans cette liste ne font pas partie du périmètre de l'assurance remplacement matériels, tel que défini dans l'annexe A.

1.1. Equipements consommables

Les équipements consommables ne sont pas réparés et sont pris en charge au titre de l'assurance remplacement matériels (définition au chapitre C.3.3 de l'annexe A du présent contrat de services). En cas de dépassement du plafond de l'assurance remplacement matériels, le remplacement fera l'objet d'un devis s'appuyant sur le bordereau des prix unitaires présent au chapitre E du présent document.

REFERENCE	DESIGNATION
PERIPHERIQUES POUR PUPITRES ET POSTES OPERATEUR	
7101A+	Micro col de cygne PSA, PSA-ACV
7101B+	Micro col de cygne PMA, PIA
7102A+	Micro col de cygne pour BMA_USB
7102B+	Micro col de cygne long pour BMA_USB
7102C+	Micro col de cygne pour ESTER TOUCH
BLOCS ALIMENTATION	
8020A+	Bloc Alimentation (PMA, PSA, Kit déport de tête)
MATERIELS INFORMATIQUES	
6302B+	Clavier USB
6304A+	Souris USB
6301B+	Commutateur KVM 8 ports
6303B+	Clef Sentinelle

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	9/11

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE C

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

1.2. Equipements réparables

Les conditions de réparations de ces équipements sont précisées au chapitre C.3.1 de l'annexe A du présent contrat de services.

Le remplacement de ces équipements pourra néanmoins être pris en charge au titre de l'assurance remplacement matériels dans les cas de figure suivants :

- En cas de pannes consécutives à des opérations décrites au chapitre 4.3 « Entretien spécial » des conditions générales,
- En cas de pannes faisant partie des exclusions du présent contrat (chapitre 5 des conditions générales).

REFERENCE	DESIGNATION
EQUIPEMENTS COMMUNS M5S - SGVT	
9520A+	Bac M5S Vide
9519A+	Bac M5S Compact
9518D+	Bac M5S Medium
4929D+	Carte MBC/CTL M5S Classique
2929B+	Carte MBC/CTL pour Compact ou Médium
4922A+	Carte Alimentation / Ventilation M5S
1922A+	Carte Alimentation M5S seule
1917A+	Carte Ventilation M5S seule
1919B+	Kit de distribution horloges + bus de parole pour interconnexion 2 MBC
4923J+	Carte EVR (CAN + Carte IP + Licence)
6005C+	Bloc UCG pour Compac et Medium WIN XP (inc. CD doc)
6005G+	Bloc UCG pour Compac et Medium WIN 7 (inc. CD doc)
6005K+	Bloc UCG pour Compac et Medium WIN XP (inc. CD doc) avec disque Solide 16Go
6005H+	Bloc UCG pour Compac et Medium WIN 7 (inc. CD doc) avec disque Solide 16Go
6005J+	Bloc UCG pour Compac et Medium WIN 10 (inc. CD doc)
6005K+	Bloc UCG pour Compac et Medium WIN 10 (inc. CD doc) avec disque Solide 128Go
6334A+	Kit écran clavier mono UCG
6334B+	Kit écran clavier double UCG
CARTE D'INTERFACE MxS - SGVT	
1916A+	Carte CAN
1920A+	Carte Interface 4xAG Analogique
1921A+	Carte Interface 4xAG S0
1923B+	Carte Interface 4xV11 (Voie + Abonné)
1924A+	Carte Interface 4xVoies Analogiques
1924C+	Carte Interface 4xAbonnés Analogiques
1923C+	Carte Interface 4xIP (Voie + Abonné)
1925A+	Module V24 (4 liaisons série)
1926A+	Module Codage+Cryptage
1927A+	Carte Interface nue pour 4xAccès PABX
2051B+	Module Abonné PABX (par voie)

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	10/11

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE C

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

SDS

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

REFERENCE	DESIGNATION
PASSERELLE - PASS'AN - IP	
7138A+	Pass'An Mono
7138B+	Pass'An Dual
7138C+	Pass'An Module d'extension
PASSERELLE TETRAPOL - PASSBER	
7001A+	PASS'BER single 1 Accès BER ou AG Radio
7001B+	PASS'BER Dual 2 Accès BER ou AG Radio
7001C+	Kit de transformation 1 en 2 Accès PASS'BER
PASSERELLE TETRAPOL - IBISCUS 3G	
7000A+	IBISCUS 2G local (tête CCP)
7000B+	IBISCUS 3G local (tête CCP ou AG Radio)
7000C+	IBISCUS 3G local (tête CH ou AG Radio)
7000F+	IBISCUS 3G distant (tête CH ou AG Radio)
7000L+	IBISCUS 3G distant (tête CCP ou AG Radio)
7134A+	Kit déport tête BER CH ou CCP (Inc. Boîtier déport + carte)
9536A+	Kit d'installation tête BER CH pour IBISCUS 3G
RACCORDEMENT FILAIRE ANTARES	
7144A+	Châssis AG 19" sans alimentation et sans LCT
7139F+	Télécommande AG (P3P)
2039A+	Carte Alimentation Rack AG 230VAC
2039B+	Carte Alimentation Rack AG 48VCC
PUPITRES	
7200F+	ESTER TOUCH W7 (avec mic. Et alim 230VAC)
7200G+	ESTER TOUCH W7 + DD (avec mic. Et alim 230VAC)
7200K+	ESTER TOUCH W7 + SSD (avec mic. Et alim 230VAC)
7200L+	ESTER TOUCH W10 (avec mic. Et alim 230VAC)
7105A+	PMA Local V11 - US V11 avec micro col de cygne
7105C+	PMA Distant V11 - US V11 avec micro col de cygne
7105B+	PMA Local IP - US V11 ou IP avec micro col de cygne
7105D+	PMA Distant IP - US V11 ou IP avec micro col de cygne
1910A+	Module de codage pour pupitre
7110A+	PSA Local V11
7110C+	PSA Distant V11
7110B+	PSA Local IP
7110D+	PSA Distant IP
7111A+	PSA ACV Local V11
7111C+	PSA ACV Distant V11
7111B+	PSA ACV Local IP
7111D+	PSA ACV Distant IP
POSTES OPERATEUR	
BMA_RECH	Boîtier BMA recharge (sans licence)

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	11/11

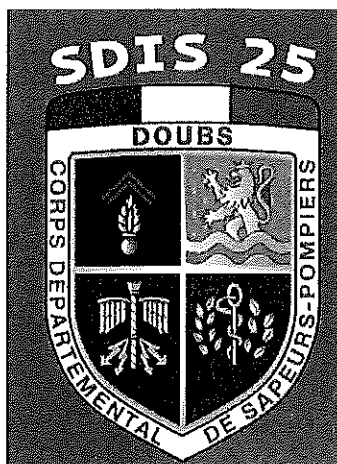
CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE D

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE



SDIS 25


CONTRAT DE SERVICES EVOLUTION

ANNEXE D CONDITIONS PARTICULIERES POUR LES EQUIPEMENTS NON PRESCOM

Référence document : 21-0418

PRODUITS ET SERVICES EN TELECOMMUNICATIONS
10 RUE DU FORT DE SAINT-CYR - MONTIGNY LE BRETONNEUX - CS 60771 - 78066 SAINT QUENTIN EN YVELINES CEDEX
TELEPHONE : 33 (0)1 30 85 55 55 - TELECOPIE : 33 (0)1 30 45 05 49
E-mail : prescom@prescom.fr - Internet : www.prescom.fr
SAS AU CAPITAL DE 1.625.800 Euros - RC VERSAILLES - SIREN 511 147 332

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE D

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
 Reçu en préfecture le 09/02/2022
 Affiché le 
 ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

1 OBJET

L'objet de cette annexe est de préciser les conditions particulières et les engagements de PRESCOM vis-à-vis des équipements de marque non PRESCOM et listés dans l'annexe B comme tels. Cette annexe définit les conditions particulières de supports appliqués à ces équipements.

2 EQUIPEMENTS TPL

PRESCOM fait office d'interlocuteur unique, suivant un processus d'escalade concernant les équipements TPL.

PRESCOM dispose d'un contrat national avec la société TPL, permettant le maintien en conditions opérationnelles de plusieurs sites. A travers ce contrat, le Client bénéficie des engagements de TPL en termes de support.

2.1 HORAIRES DE SUPPORT

Les horaires de support concernant les équipements TPL sont identiques aux horaires de support définis au chapitre C1.1 de l'annexe A du dossier technique.

2.2 INTERVENTION

Lorsqu'une intervention est rendue nécessaire pour une opération de support ou une autre prestation de service définie dans ce contrat, celle-ci est réalisée à distance à partir de la télémaintenance mise en œuvre sur l'installation contractuelle du Client telle que définie au chapitre C.1.4 de l'annexe A du dossier technique.

L'intervention sur site est assurée durant l'horaire défini au chapitre 2.1.

En cas d'incident bloquant compromettant gravement l'exploitation du système, le Client pourra demander qu'une intervention sur site ait lieu. L'intervention sur site n'a lieu qu'après avoir tenté par tout moyen à disposition de remédier au défaut (maintenance de niveau 1 assurée par le Client).

Pour les équipements TPL, le délai d'intervention sur site est de **2 jours ouvrés** maximum après la déclaration de la panne.

2.3 MAINTENANCE PREVENTIVE

Dans le cadre de marché, PRESCOM, au travers de la société TPL, effectuera une visite de maintenance préventive pour les équipements fournis par TPL.

Cette visite a lieu une fois par an et pourra être effectuée au même moment que la visite de maintenance préventive pour la partie gestionnaire de voies radio.

La visite de maintenance préventive s'effectue sur le site du SDIS et prévoit (liste non-exhaustive) :

- une mesure de la puissance reçue, une mesure de qualité sur 2h (FMX ou FH)
- une inspection de l'état du support, du radôme et des câbles,
- une vérification des étanchéités, du pointage (FH),
- une vérification de la marge au bruit ou aux perturbateurs,

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	2/5

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE D

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

- la mise à jour du lot de rechange si besoin,
- un état quantitatif du lot de rechange,
- la fourniture d'un rapport d'intervention, avec entre autres, la liste du matériel de maintenance relevée et indiquera le type de contrôle effectué.
- la prise en charge de la résolution des « bugs » logiciel avec mise à jour du logiciel de programmation et de supervision et de sa documentation.
- Plus généralement, la vérification du matériel listé en annexe B

2.4 CORRECTION MATERIELLE

La correction matérielle suppose que le Client dispose d'un lot de maintenance, pour les équipements TPL, en parfait état de marche suivant les préconisations de PRESCOM. Ce lot est défini dans l'annexe B « descriptif technique de l'installation ».

2.4.1 Service réparation

Les équipements échangés seront retournés chez TPL pour réparation :

- Les frais d'expédition pour l'envoi des matériels défectueux chez TPL sont à la charge du Client.
- Les frais d'expédition pour le retour des matériels réparés chez le Client sont à la charge de PRESCOM

Les éléments défectueux retournés chez TPL sont diagnostiqués, réparés et réexpédiés au plus tard 30 jours calendaires après la date de réception des matériels dans les locaux de PRESCOM.

Chaque réparation est effectuée sous réserve de disponibilité des pièces nécessaires chez le constructeur. En cas d'indisponibilité, TPL s'engage à proposer une solution de remplacement sur devis (ex : fourniture de matériel équivalent).

Toutefois, PRESCOM peut, sous réserve de la disponibilité de son sous-traitant, mettre à disposition le matériel du stock de celui-ci afin de rétablir l'ensemble du système sous 2 jours (et d'éviter ainsi au Client d'attendre le retour du matériel dépanné = échange standard anticipé).

2.5 CORRECTION LOGICIELLE

La correction logicielle pour les équipements TPL concerne la correction des défauts, la modification, l'ajout, la suppression et l'adaptation des fonctionnalités.

Lorsqu'il sera confronté à un problème quelconque de fonctionnement du logiciel, le Client en avertira PRESCOM selon la procédure définie dans le contrat de services et fournira tous les éléments permettant de localiser le problème.

Il est expressément stipulé que, pour qu'une erreur puisse donner lieu à la mise en œuvre de la maintenance, elle doit être reproductible par le Client dans ses locaux. En conséquence, les erreurs fugitives ne donneront pas lieu à l'application de la garantie de maintenance.

La garantie de maintenance ne jouera pas dans le cas où le Client aurait, de son propre chef, modifié le logiciel.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	3/5

CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE D

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

3 EQUIPEMENTS AIRBUS

PRESCOM fait office d'interlocuteur unique, suivant un processus d'escalade concernant les équipements AIRBUS DS.

PRESCOM dispose d'un contrat cadre avec la société AIRBUS DS, permettant le maintien en conditions opérationnelles de plusieurs sites. A travers ce contrat, le Client bénéficie des engagements d'AIRBUS DS en termes de support.

3.1 HORAIRES DE SUPPORT

Les horaires de support concernant les équipements AIRBUS DS, sont identiques aux horaires de support définis au chapitre C1.1 de l'annexe A du dossier technique.

3.2 INTERVENTION

Lorsqu'une intervention est rendue nécessaire pour une opération de support ou une autre prestation de service définie dans ce contrat, celle-ci est réalisée à distance à partir de la télémaintenance mise en œuvre sur l'installation contractuelle du Client telle que définie au chapitre C.1.4 de l'annexe A du dossier technique.

L'intervention sur site est assurée durant l'horaire défini au chapitre 2.1.

En cas d'incident bloquant compromettant gravement l'exploitation du système, le Client pourra demander qu'une intervention sur site ait lieu. L'intervention sur site n'a lieu qu'après avoir tenté par tout moyen à disposition de remédier au défaut (maintenance de niveau 1 assurée par le Client).

Pour les équipements AIRBUS DS, le délai d'intervention est identique aux équipements PRESCOM et les interventions sont réalisées par le personnel PRESCOM.

3.3 MAINTENANCE PREVENTIVE

Dans le cadre de marché, PRESCOM, effectuera une visite de maintenance préventive pour les équipements AIRBUS DS.

3.4 CORRECTION MATERIELLE

La correction matérielle suppose que le Client dispose d'un lot de maintenance, pour les équipements AIRBUS DS, en parfait état de marche suivant les préconisations de PRESCOM. Ce lot est défini dans l'annexe B « descriptif technique de l'installation ».

3.4.1 Service réparation

Les équipements échangés seront retournés chez PRESCOM pour réparation :

- Les frais d'expédition pour l'envoi des matériels défectueux chez PRESCOM sont à la charge du Client.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	4/5

**CONTRAT DE SERVICES
ANNEXE D**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA08_20220203-DE

- Les frais d'expédition pour le retour des matériels réparés chez le Client sont à la charge de PRESCOM

Les éléments défectueux retournés chez PRESCOM sont diagnostiqués, puis expédiés chez AIRBUS DS puis réparés et réexpédiés. Le délai maximum constaté pour les réparations est de 30 jours calendaires après la date de réception des matériels dans les locaux de PRESCOM.

Toutefois, PRESCOM peut, sous réserve de la disponibilité de son sous-traitant, mettre à disposition le matériel du stock de celui-ci afin de rétablir l'ensemble du système sous 2 jours (et d'éviter ainsi au Client d'attendre le retour du matériel dépanné = échange standard anticipé).

3.5 CORRECTION LOGICIELLE

La correction logicielle pour les équipements AIRBUS DS concerne la correction des défauts, la modification, l'ajout, la suppression et l'adaptation des fonctionnalités.

Lorsqu'il sera confronté à un problème quelconque de fonctionnement du logiciel, le Client en avertira PRESCOM selon la procédure définie dans le contrat de service et fournira tous les éléments permettant de localiser le problème.

Il est expressément stipulé que, pour qu'une erreur puisse donner lieu à la mise en œuvre de la maintenance, elle doit être reproductible par le Client dans ses locaux. En conséquence, les erreurs fugitives ne donneront pas lieu à l'application de la garantie de maintenance.

La garantie de maintenance ne jouera pas dans le cas où le Client aurait, de son propre chef, modifié le *logiciel*.

AIRBUS DS ne s'engageant pas sur des délais pour la correction des anomalies logicielles, PRESCOM ne saurait s'engager sur un délai de résolution sur les logiciels AIRBUS DS.

Type de contrat	Client	Réf.	Page
EVOLUTION	SDIS 25	21-0418	5/5

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le 09/02/2022

ID : 025-282500016-20220203-DBCA09_20220203-DE

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

***APPROBATION ET HABILITATION A SIGNER LE
PROJET DE CONVENTION PORTANT AUTORISATION
D'OCCUPATION DU TERRAIN PROPRIETE DE
LOGE.GBM, A DES FINS D'ENTRAINEMENTS
ET DE FORMATIONS CONJOINTES
ENTRE LE SDIS 25 ET GRDF***

L'an deux mille vingt deux, le jeudi 03 février à 10h00, le bureau du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Vu l'article L.1424-27 alinéa 4 du code général des collectivités territoriales :
« Le conseil d'administration peut déléguer une partie de ses attributions au bureau, à l'exception des délibérations relatives à l'adoption du budget et du compte administratif en application des dispositions des articles L. 1612-1 et suivants, ainsi que de celles visées aux articles L. 1424-26 et L. 1424-35 » ;

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS du 21 septembre 2021, donnant délégation d'attributions du conseil d'administration au bureau.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, M. Michel VIENET, M. Philippe MARECHAL, Mme Catherine BARTHELET.

ETAIT EXCUSE

Membre avec voix délibérative

- ▶ M. Claude DALLAVALLE.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, directeur départemental ; M. le Commandant Charles CLAUDET, chef du cabinet de direction.

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois de février 2022.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA09_20220203-DE

**APPROBATION ET HABILITATION A SIGNER LE PROJET
DE CONVENTION PORTANT AUTORISATION
D'OCCUPATION DU TERRAIN PROPRIETE DE LOGE.GBM,
A DES FINS D'ENTRAINEMENTS ET DE FORMATIONS
CONJOINTES ENTRE LE SDIS 25 ET GRDF**

En application de l'arrêté du 22 août 2019, les formations des sapeurs-pompiers doivent privilégier les mises en situations pratiques et comprennent des formations d'adaptation aux risques locaux.

Le règlement intérieur du SDIS prévoit que, afin de disposer de conditions proches des réalités opérationnelles, il peut être fait appel à des personnes privées ou publiques disposant de locaux ou sites présentant un intérêt pour la formation à organiser.

Les modalités de mise à disposition de ces locaux ou sites doivent être définies dans une convention établie entre les Parties.

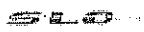
Dans le cadre de leur collaboration en matière d'interventions de sécurité, GRDF et le SDIS ont élaboré en concertation un programme de formations conjointes visant à :

- former conjointement et maintenir le professionnalisme des intervenants ;
- renforcer la préparation et la coordination des équipes dans l'éventualité d'un incident lié aux activités de distribution du gaz naturel ;
- assurer une meilleure efficacité des interventions visant la protection des personnes, des biens et de l'environnement ;
- assurer une bonne connaissance réciproque des organisations ;
- approfondir les liens et les relations de travail entre les deux parties.

En vue de réaliser des mises en situations pratiques conjointes entre sapeurs-pompiers et intervenants GRDF, le SDIS et GRDF ont sollicité du Propriétaire l'autorisation d'utiliser le terrain situé Rue du Général Brulard en la commune de Besançon, et en particulier l'emplacement de l'ancien bâtiment numéroté 29 (aujourd'hui détruit), spécifiquement privatisé et délimité à cette fin.

Aussi, le SDIS, GRDF et le Propriétaire ont élaboré un projet de convention encadrant les conditions d'utilisation du site et détaillant le contenu des formations conjointes. Ce projet de convention est joint au présent rapport.

La mise à disposition du site est consentie au profit du SDIS et de GRDF à titre gratuit aux conditions usuelles.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220203-DBCA09_20220203-DE

GRDF s'engage à accompagner les sessions de formations prévues notamment aux conditions suivantes :

- construire à ses frais 3 branchements provisoires équipés chacun d'un robinet de sécurité et d'un robinet d'intervention ;
- mettre à disposition un salarié le temps de la formation pour la manœuvre de ces robinets ;
- ne pas facturer le gaz consommé ;
- déposer les branchements provisoires et remettre en état initial les lieux au terme de la présente convention ;
- organiser et encadrer, en conformité aux lois, règlements et tout référentiel en vigueur, les sessions, actions ou activités d'entraînement et de formation des intervenants GRDF.

La mise à disposition du site est consentie jusqu'au 31 mars 2022, après réalisation des sessions de formations prévues.

Après en avoir délibéré, les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité, approuvent le projet de convention ci après annexé et habilitent la présidente du conseil d'administration ou son représentant à signer la convention à intervenir avec LOGE.GBM et GRDF.

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN
Date : 09/02/2022
Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

SDIS 25

ID : 025-282500016-20220203-DBCA09_20220203-DE

**Convention portant autorisation d'occupation du terrain propriété de
LOGE.GBM, à des fins d'entraînements et de formations conjointes
entre le SDIS 25 et GRDF**

La présente convention est conclue entre :

LOGE.GBM, société à économie mixte (SEM), établissement public local à caractère industriel et commercial, régi par les articles L. 421-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, ayant son siège sis 6, rue André Boulloche, à Besançon (25000), représenté par Madame Isabelle MARQUES, agissant en directrice générale, dûment habilitée aux fins de signature des présentes,

Ci-après dénommée "**le Propriétaire**"

d'une part,

Et :

Le service départemental d'incendie et de secours du Doubs, établissement public créé et régi par les articles L. 1424-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, ayant son siège 10, Chemin de la Clairière à Besançon (25000), représenté par Madame Christine BOUQUIN agissant aux présentes en qualité de présidente du conseil d'administration ;

Ci-après dénommé "**le SDIS**"

d'autre part,

Et :

GRDF, SA au capital de 1 800 745 000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 444 786 511 et dont le siège social est situé 6 rue Condorcet à PARIS (9eme), représentée par « Madame/Monsieur GRDF » « nomsignataireGRDF », « qualité », dûment habilitée ayant élu domicile « adresse de l'unité »,

Ci-après dénommé "**GRDF**"

Ci-après dénommés, ensemble, les « **Parties** », .

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R.1424-52 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu l'arrêté NOR: INTE1915304 A du 22 août 2019 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ;

Vu le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours du Doubs, notamment son annexe 13 ;

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA09_20220203-DE

Préalablement à l'objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

En application de l'arrêté du 22 août 2019, susvisé, les formations des sapeurs-pompiers doivent privilégier les mises en situations pratiques et comprennent des formations d'adaptation aux risques locaux. Le règlement intérieur du SDIS prévoit que, afin de disposer de conditions proches des réalités opérationnelles, il peut être fait appel à des personnes privées ou publiques disposant de locaux ou sites présentant un intérêt pour la formation à organiser. Les modalités de mise à disposition de ces locaux ou sites doivent être définies dans une convention établie entre les Parties.

Dans le cadre de leur collaboration en matière d'interventions de sécurité, GRDF et le SDIS ont élaboré en concertation un programme de formations conjointes visant à :

- Former conjointement et maintenir le professionnalisme des intervenants
- Renforcer la préparation et la coordination des équipes dans l'éventualité d'un incident lié aux activités de distribution du gaz naturel
- Assurer une meilleure efficacité des interventions visant la protection des personnes, des biens et de l'environnement
- Assurer une bonne connaissance réciproque des organisations

Approfondir les liens et les relations de travail entre les deux parties

En vue de réaliser des mises en situations pratiques conjointes entre sapeurs-pompiers et intervenants GRDF, le SDIS et GRDF ont sollicité du Propriétaire l'autorisation d'utiliser le terrain situé Rue du Général Brulard en la commune de Besançon, et en particulier l'emplacement de l'ancien bâtiment numéroté 29 (aujourd'hui détruit), spécifiquement privatisé et délimité à cette fin.

Aussi, le SDIS, GRDF et le Propriétaire ont-ils convenu ci-après des modalités d'utilisation du dit site.

Ceci exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :**Article 1 – Objet**

Le Propriétaire autorise le SDIS et GRDF à utiliser le site situé sur l'emprise de l'ancien numéro 29 Rue du Général Brulard en la commune de Besançon, aux conditions prévues à la présente convention, dans le but d'organiser et effectuer des exercices de formation et des entraînements en matière de lutte contre les incendies et des risques gaz. Ceux-ci pourront consister, en application de l'arrêté du 22 août 2019 susvisé, notamment à :

- Démonstration d'une fuite de gaz 4 bars non enflammée
- Mises en pratiques des techniques conjointes sapeur-pompier/GRDF dans le cadre de la lutte contre le risque gaz, avec notamment 3 ateliers reproduisant :
 - Fuite de gaz enflammée
 - Coffret gaz enflammé
 - Simulation d'un feu de véhicule GPL / GNV, au moyen d'une fuite de gaz enflammée.

Le tout sera réalisé dans le respect des mesures de sécurité définies de la circulaire NOR-INTE-03-00094-C « Exercices avec feux réels » du 5 octobre 2003, ces exercices étant réalisés à l'air libre, sur un site délimité et protégé, en utilisant pour combustible du gaz via un réseau spécifiquement dédié et doté de moyens de coupure d'urgence,

La proximité immédiate d'un réseau hydraulique pérenne et du Centre de Secours Principal de BESANCON CENTRE est également pris en compte dans la définition de ces mesures de sécurité.

Article 2 – Destination

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA09_20220203-DE

Le SDIS et GRDF sont autorisés par le Propriétaire à occuper l'emplacement concédé et spécifiquement délimité pour eux exclusivement dans le cadre des formations et entraînements autorisés et prévus à l'article 1. Il est expressément convenu que toute autre utilisation est interdite.

Article 3 – Priorité des activités du Propriétaire

Le site mis à disposition reste la propriété du Propriétaire et son exploitation ne saurait être gênée en quoi que ce soit du fait de la présente convention.

Le SDIS et GRDF s'engagent en conséquence à ne réclamer au Propriétaire aucune indemnité au cas où celui-ci se verrait contraint de ne pas mettre à disposition tout ou partie des ouvrages prévus, ceci avant ou durant les exercices.

La présente convention peut être suspendue à tout moment, sans préavis ni indemnités par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 4 – Durée

La présente convention prend effet à compter de sa signature. Elle prendra fin de plein droit au plus tard le 31 mars 2022 à l'issue des formations prévues.

Chaque Partie aura la faculté de donner congé à tout moment selon les conditions prévues à l'article 13 des présentes.

Article 5 – Caractère personnel de l'autorisation et non transmissibilité

L'autorisation délivrée en vertu de l'article 1 est consentie au SDIS et à GRDF à titre personnel et ne pourra en aucun cas être transférée à qui que ce soit. Le non-respect de cette disposition entraînera la résiliation de plein droit de la présente convention.

Article 6 - Prise de possession et risques inhérents

1. Avant la première session, action ou activité programmée en application des présentes, un état des lieux sera réalisé conjointement entre le SDIS, GRDF, et le Propriétaire.

2. Au cours de cet état des lieux, le Propriétaire, assisté de son maître d'œuvre, de son CSPS (coordonnateur sécurité protection santé) ainsi que l'entreprise, devra :

- Informer le SDIS, GRDF et le personnel concerné par l'organisation des entraînements et formations des règles générales de sécurité applicables,
- Faire visiter les dits lieux aux organisateurs et responsables des formations et entraînements de manière à ce que le SDIS et GRDF aient parfaite connaissance du site, des contraintes inhérentes au chantier de démolition, voies d'accès et lieux de stationnements autorisés,

3. L'organisation des entraînements et formations prévus ainsi que les équipements et matériels nécessaires devront être également évoqués à cette occasion.

4. Les échanges au cours de cet état des lieux devront faire l'objet d'un compte-rendu.

5. Le Propriétaire définira avec un représentant du SDIS et de GRDF les modalités d'accès au site.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA09_20220203-DE

Article 7 – Obligations du SDIS

Le SDIS devra jouir paisiblement des lieux et ne nuire en aucune façon à la tranquillité des voisins. Ainsi, il fera son affaire personnelle de toute réclamation ou contestation de tiers ou de voisins, notamment pour des bruits, troubles de voisinage causés, du fait de l'occupation des lieux par lui, par son activité ou par des personnes qu'il a introduit ou laissé s'introduire dans les lieux.

Le SDIS s'engage à :

- ne pas transformer le site concédé ;
- utiliser les lieux mis à sa disposition conformément à la destination prévue à l'article 2 ci-dessus ;
- organiser et encadrer, en conformité aux lois, règlements et tout référentiel en vigueur, les sessions, actions ou activités d'entraînement et de formation des sapeurs-pompiers ;
- prendre contact avec le Propriétaire, en la personne de Monsieur Alexandre MACCOTTA (tél : 06.23.20.97.77 / courriel : a.maccotta@logegbm.fr) avant mise en œuvre des sessions, action ou activité de formation ou d'entraînement programmées afin de vérifier la possibilité d'utiliser les lieux objets des présentes.
- Se concerter autant que de besoin avec la société DEMCY et ses responsables, M. DELICOURT (06.99.01.31.23) et M. Grégory SONZOGNI (06.83.73.92.73), agissant sous l'autorité du Propriétaire, cette société exerçant sur le reste du site à l'extérieur du périmètre spécifiquement délimité pour les exercices objets de la présente convention.

Article 8 – Obligations du Propriétaire

Le Propriétaire s'engage à :

- diffuser cette convention aux intervenants (DEMCY, MOE et CSPS) ainsi que faire signer à l'entreprise DEMCY une attestation de prise en compte de la présente convention. Il leur sera indiqué la modification du barriérage de chantier, modifiant de ce fait la zone d'emprise de celui-ci. Cette zone sera donc retirée de leur responsabilité pendant la durée de cette convention.
- avertir les différents acteurs concernés par l'opération de déconstruction des bâtiments (coordinateur sécurité, société de démolition notamment) du déroulement des exercices des sapeurs-pompiers ;
- avertir, en temps utile le SDIS des travaux qu'il compte, le cas échéant, effectuer sur les biens, objet des présentes, qui seraient incompatibles avec la pratique des entraînements et formations des sapeurs-pompiers et leur sécurité.

L'ensemble des agents, collaborateurs et préposés du Propriétaire disposent d'un accès permanent aux biens, objets des présentes, sous réserve de pas en compromettre l'utilisation.

Article 9 – Obligations de GRDF

GRDF s'engage à :

- Construire à ses frais 3 branchements provisoires équipés chacun d'un robinet de sécurité et d'un robinet d'intervention.
- Mettre à disposition un salarié le temps de la formation pour la manœuvre de ces robinets

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220203-DBCA09_20220203-DE

- Ne pas facturer le gaz consommé
- Déposer les branchements provisoires et remettre en état initial les lieux au terme de la présente convention
- organiser et encadrer, en conformité aux lois, règlements et tout référentiel en vigueur, les sessions, actions ou activités d'entraînement et de formation des intervenants GRDF ;
- prendre contact avec le Propriétaire, en la personne de Monsieur Alexandre MACCOTTA (tél : 06.23.20.97.77 / courriel : a.maccotta@logegbm.fr) avant mise en œuvre des sessions, action ou activité de formation ou d'entraînement programmées afin de vérifier la possibilité d'utiliser les lieux objets des présentes.
- Se concerter autant que de besoin avec la société DEMCY et ses responsables, M. DELICOURT (06.99.01.31.23) et M. Grégory SONZOGNI (06.83.73.92.73), agissant sous l'autorité du Propriétaire, cette société exerçant sur le reste du site à l'extérieur du périmètre spécifiquement délimité pour les exercices objets de la présente convention

Article 9 - Responsabilités

Dans l'exécution de la présente convention, chaque Partie assume les risques inhérents à son activité conformément au droit commun.

Article 10 - Assurances

Chaque Partie reconnaît avoir souscrit les polices d'assurance courant sa responsabilité civile dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention.

Article 11 – Clause résolutoire

En cas de manquement, par l'une ou l'autre des Parties, à l'une des obligations contenues dans la présente convention, la partie lésée adressera à l'autre partie un courrier en recommandé avec accusé de réception valant mise en demeure d'avoir à exécuter.

Si, dans un délai de sept jours dès réception du courrier, aucune solution quant au respect des engagements n'a pas été trouvée, la résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et prendra effet de plein droit à réception de cette lettre.

Article 12 - Résiliation

Chaque Partie pourra résilier, à tout moment, la présente convention à charge pour elle de prévenir l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois à l'avance.

Chaque Partie déclare être parfaitement informée qu'elle ne pourra prétendre à indemnité ou dédommagement quelconque du fait de cette résiliation.

Article 13 – Gratuité de l'autorisation

Compte tenu de son caractère précaire et révocable, la présente autorisation est consentie, pour toute sa durée, à titre gratuit.

Article 15 – Supports de communication et de formation

Chacune des trois parties pourra sous réserve de la validation des autres parties avant diffusion faire état du partenariat, objet des présentes, reproduire et diffuser différentes actualités, images, et photographies relatives à la mise en œuvre de la présente convention sur ses supports de communication interne et externe et de formation du personnel en respectant notamment, le cas échéant, les règles relatives à la protection de la vie privée et des mineurs.

Envoyé en préfecture le 09/02/2022
Reçu en préfecture le 09/02/2022
Affiché le
ID : 025-282500016-20220203-DBCA09_20220203-DE

Article 16 - Avenant

Toute modification de la présente convention devra s'opérer par avenant notifié à l'autre partie. La modification ne sera effective qu'après acceptation expresse par l'autre partie.

Article 17 - Contentieux

Tout litige pouvant survenir dans l'interprétation ou dans l'exécution de la présente convention, relèvera du tribunal compétent de Besançon.

Article 18 - Nullité relative

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenues pour non valides ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur finalité et leur portée.

Article 19 - Tolérances

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'ait pu en être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression de ses clauses et conditions.

Article 20 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur siège respectif. Tout changement de domicile par l'une des Parties ne sera opposable à l'autre qu'à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la notification qui en aura été faite par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait en TROIS (3) exemplaires originaux,
De SIX (6) pages chacun,
Dont UN (1) pour chacune des Parties,

A Besançon, le

Pour LOGE.GBM,

Pour le SDIS,

Pour GRDF,

La Directrice Générale

La Présidente du Conseil

XXXXXXX

Isabelle MARQUES

Christine BOUQUIN

XXXXXXXX

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le 17/02/2022

ID : 025-282500016-20220208-DCA01_20220208-DE

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

***MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS
BUDGETAIRES***

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 18 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Philippe GAUTIER (visioconférence), M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. Didier MOREAU, M. le Capitaine Frédéric MAURICE (visioconférence).

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. Michaël BADET, M. Jérôme FITZE, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois de février 2022.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA01_20220208-DE

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

I/ OBJET DU RAPPORT

Ce rapport présente la modification du tableau des emplois budgétaires qui est motivée par :

- la mise en œuvre de la tranche 2022 du protocole de créations de postes et de promotions 2019-2023 validé par le conseil d'administration du 14/12/2018 ;
- l'ajustement de la structure des effectifs aux emplois pourvus ou à pourvoir ;
- l'adéquation de la ressource aux besoins du service.

1. Mise en œuvre du protocole de créations de postes et de promotions 2019-2023

Suppressions de postes	Créations de postes
1 officier expert (N2) prévention (GSPR) du grade de lieutenant de 1 ^{ère} classe	1 officier expert (N2) prévention (GSPR) du grade de lieutenant hors classe
1 officier expert (N2) bureau mise en œuvre opérationnelle GTO du grade de lieutenant de 2 ^{ème} classe	1 officier expert (N2) bureau mise en œuvre opérationnelle GTO du grade de lieutenant de 1 ^{ère} classe
1 référent bureau suivi post-opérationnel et spécialités/chef d'agrès tout engin/sous-officier de garde du grade d'adjudant	1 officier expert (N2) bureau suivi post-opérationnel et spécialités du grade de lieutenant de 2 ^{ème} classe
5 chefs d'équipe CSP Besançon Centre du grade de caporal	5 chefs d'équipe CSP Besançon Centre du grade de caporal-chef
2 chefs d'équipe CSP Montbéliard du grade de caporal	2 chefs d'équipe CSP Montbéliard du grade de caporal-chef
	2 équipiers du grade de caporal au CSP Besançon Est

2. Ajustement de la structure des effectifs aux emplois pourvus ou à pourvoir

Suppressions de postes	Créations de postes
1 emploi fonctionnel de directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours du grade de colonel	1 emploi fonctionnel de directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours du grade de colonel hors classe
1 adjoint au chef de salle opérationnelle/sous-officier de garde CODIS (GSOS) du grade d'adjudant	1 chef de salle opérationnelle CODIS (GSOS) du grade de lieutenant de 2 ^{ème} classe
1 référent bureau logistique CSP Besançon Centre/chef d'agrès tout engin CSP Besançon centre du grade d'adjudant	1 officier expert (N2) logistique CSP Besançon Centre CSP Besançon centre du grade de lieutenant de 2 ^{ème} classe
2 adjoints au chef de salle opérationnelle CODIS (GSOS) du grade de sergent	2 adjoints au chef de salle opérationnelle CODIS (GSOS) du grade d'adjudant
1 chef d'agrès un engin une équipe CSP Montbéliard du grade de sergent	1 chef d'agrès tout engin CSP Montbéliard du grade d'adjudant
1 chef d'agrès un engin une équipe CSP Pontarlier du grade de sergent	1 chef d'agrès tout engin CSP Pontarlier du grade d'adjudant
3 chefs d'équipe CSP Besançon centre du grade de caporal-chef	3 chefs d'agrès un engin une équipe CSP Besançon centre du grade de sergent

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA01_20220208-DE

1 chef d'agrès un engin une équipe CSP Besançon Centre du grade de sergent à compter du 01/04/2022	1 adjoint au chef de salle opérationnelle CODIS (GSOS) à compter du 01/04/2022
3 chefs d'équipe CSP Besançon Est du grade de caporal-chef	3 chefs d'agrès un engin une équipe CSP Besançon Est du grade de sergent
1 chef d'agrès un engin une équipe CSP Besançon Est du grade de sergent à compter du 01/04/2022	1 adjoint au chef de salle opérationnelle CODIS (GSOS) du grade de sergent à compter du 01/04/2022
1 chef d'agrès un engin une équipe CSP Besançon Est du grade de sergent à compter du 01/04/2022	1 chef d'agrès un engin une équipe CSP Pontarlier du grade de sergent à compter du 01/04/2022
1 chef d'équipe CSP Pontarlier du grade de caporal-chef	1 chef d'agrès un engin une équipe CSP Pontarlier du grade de sergent
1 chef d'équipe CSR Audincourt-Valentigney du grade de caporal-chef	1 chef d'agrès un engin une équipe CSR Audincourt-Valentigney du grade de sergent
1 chef opérateur de salle opérationnelle CODIS (GSOS) du grade de caporal-chef	1 adjoint au chef de salle opérationnelle CODIS (GSOS) du grade de sergent
1 équipier ou chef d'équipe CSP Besançon Centre du grade de caporal	1 chef d'agrès un engin une équipe CSP Besançon Centre du grade de sergent
1 chef d'agrès un engin une équipe CSP Besançon Centre du grade de sergent	1 chef d'agrès un engin une équipe CSP Besançon Est du grade de sergent à compter du 01/04/2022
1 opérateur ou chef-opérateur de salle opérationnelle CODIS (GSOS) du grade de caporal à compter du 01/04/2022	1 équipier ou chef d'équipe CSP Besançon Centre du grade de caporal à compter du 01/04/2022
1 équipier ou chef d'équipe CSP Besançon Centre du grade de caporal à compter du 01/04/2022	1 équipier ou chef d'équipe CSP Montbéliard du grade de caporal à compter du 01/04/2022
1 chef d'équipe CSP Montbéliard du grade de caporal-chef à compter du 01/04/2022	1 chef d'équipe CSP Besançon Centre du grade de caporal-chef à compter du 01/04/2022
1 adjoint au chef de salle opérationnelle du grade de sergent à compter du 01/04/2022	1 chef d'agrès un engin une équipe CSP Besançon Est du grade de sergent à compter du 01/04/2022
1 chef d'agrès tout engin/sous-officier de garde CSP Besançon Est du grade d'adjudant à compter du 01/03/2022	1 chef d'équipe CSP Besançon Est du grade de caporal-chef à compter du 01/04/2022
1 chef d'équipe CSP Besançon Centre du grade de caporal-chef à compter du 01/04/2022	1 équipier ou chef d'équipe CSP Besançon Centre du grade de caporal à compter du 01/04/2022

3. Mise à disposition d'agents

Un agent du cadre d'emploi des attachés territoriaux est mis à disposition de Guadeloupe Formation à compter du 1^{er} décembre 2021.

Un agent du grade d'adjudant est réintégré au 1^{er} janvier 2022 suite à la fin de sa mise à disposition au sein de l'ECASC (Ecole d'Application de Sécurité Civile).

II/ MODIFICATIONS DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

La modification du tableau des emplois budgétaires est présentée en synthèse à la page suivante, ainsi que le tableau dressant la liste précise des postes permanents créés et le grade ou le cadre d'emplois correspondant.

Les crédits correspondants au présent tableau modifié des emplois budgétaires sont inscrits au chapitre 12 du budget primitif 2022 soumis à délibération du conseil d'administration à la même séance.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA01_20220208-DE

Les membres du comité technique et ceux de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours ont émis un avis favorable, à l'unanimité, sur ce dossier le 25 janvier 2022.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et adoptent les modifications du tableau des emplois budgétaires.

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA01_20220208-DE

Filière et Catégorie	Cadres d'emplois ou Grades	TEB consolidé au 25/10/2021- 09/12/2021			Modification du TEB au 09/02/2021- 08/02/2022			Motif	Postes pourvus au 1er-décembre-2021-1er janvier 2022			
		effectifs permanents budgétaires	effectifs non permanents budgétaires	Effectif total	effectifs permanents budgétaires	effectifs non permanents budgétaires	Effectif total		effectifs permanents		effectifs non permanents	Effectif total
		titulaires	contractuels (1)		titulaires	contractuels (1)			titulaires	contractuels (2)	contractuels (1)	
FILIERE SPP (hors SSSM)		400	1	401	2	-1	1		396	2	0	398
A +	Contrôleur général	1	0	1	0	0	0		1	0	0	1
	Colonel hors classe	1	0	1	0	0	0	emploi fonctionnel de directeur départemental adjoint	1	0	0	1
A3	Lieutenant Colonel	6	0	6	0	0	0		6	0	0	6
A2	Commandant	15	0	15	-1	0	-1	-1 chef service santé et qualité de vie	13	0	0	13
A1	Capitaine	14	0	14	0	0	0		13	0	0	13
B3	Lieutenant hors classe	6	0	6	1	0	1	+1 officier expert (N2) prévention (GSPR)	7	0	0	7
B2	Lieutenant 1 ^{ère} classe	24	0	24	0	0	0	-1 officier expert (N2) prévention (GSPR) +1 officier expert (N2) bureau MOO GTO	24	0	0	24
B1	Lieutenant 2 ^{ème} classe	19	0	19	2	0	2	+ 1 officier expert (N2) MOO GSOS +1 officier expert (N2) log BC +1 chef salle opé GSOS -1 officier expert (N2) bureau MOO GTO	21	0	0	21
C2	Adjudant	130	0	130	1	0	1	-1 officier expert (N2) MOO GSOS -1 officier expert (N2) log BC -1 chef salle opé GSOS -1 chef d'agrès/sous off garde BE à/c du 01/03/2022 +1 chef d'agrès 1 équipe Montbé +1 chef d'agrès 1 équipe Pontarlier +2 adjoints chef de salle CODIS + 1 chef d'agrès	131	0	0	131
	Sergent	77	0	77	6	0	6	+2 chefs d'agrès 1 équipe BC à/c du 01/04/22 (+4 jusqu'au 31/03/22) +3 chefs d'agrès 1 équipe BE +1 chef d'agrès 1 équipe Pontarlier à/c du 01/04/22 +1 chef d'agrès 1 équipe Aud-Vai -1 chef d'agrès 1 équipe Montbé	83	0	0	83
C1	Caporal-chef	58	0	58	-2	0	-2	+2 chefs d'équipe BC +1 chef d'équipe Montbé -2 chefs d'équipe BE à/c du 01/04/22 (-3 jusqu'au 31/03/22) -1 chef d'équipe à Aud-Vai -1 chef d'équipe à Pontarlier -1 chef opérateur CODIS	57	0	0	57
	Caporal Sapeurs	49	1	50	-5	-1	-6	-5 équip/chefs équipe BC à/c du 01/04/22 (-6 jusqu'au 31/03/22) -2 équip/chefs d'équipe Montbé à/c du 01/04/22 (-3 jusqu'au 31/03/22) +3 équip/chefs d'équipe BE à/c du 01/03/22 (+1 jusqu'au 28/02/22) -1 opé/chef opé CODIS -1 CDD fin CVGC	39	2	0	41
FILIERE SPP (SSSM)		8	1	9	0	-1	-1		7	0	0	7
A3	Médecin hors classe	2	0	2	0	0	0		1	0	0	1
	Médecin de classe normale	1	0	1	0	0	0		1	0	0	1
	Pharmacien hors classe	1	1	2	0	-1	-1	- 1 pharmacien fin CVGC	1	0	0	1
A2	Cadre de santé de 2 ^{ème} classe	1	0	1	0	0	0		1	0	0	1
A1	Infirmier hors classe	2	0	2	0	0	0		2	0	0	2
	Infirmier de classe supérieure	1	0	1	0	0	0		1	0	0	1
FILIERE ADMINISTRATIVE		67	5	72	-1	-5	-6		64	1	0	65
A	Attachés Territoriaux	9	0	9	-1	0	-1	-1 chef GRH pr mise à dispo	8	0	0	8
B	Rédacteurs Territoriaux	22	0	22	0	0	0		20	1	0	21
C	Adjoints Administratifs	36	5	41	0	-5	-5	-5 CDD fin CVGC	36	0	0	36
FILIERE TECHNIQUE		37,5	0	37,5	0	0	0		33,5	1	0	34,5
A	Ingénieurs Territoriaux	6	0	6	0	0	0		5	0	0	5
B	Techniciens territoriaux	8	0	8	0	0	0		7	1	0	8
C2	Agents de Maîtrise	12	0	12	0	0	0		11	0	0	11
C1	Adjoints Techniques	11,5	0	11,5	0	0	0		10,5	0	0	10,5
TOTAUX		512,5	7	519,5	1	-7	-6		500,5	4	0	504,5

Postes budgétaires particuliers

Filière et catégorie	Cadres d'emplois ou grades	TEB consolidé au 25/10/2021-09/12/2021	Modification du TEB au 09/02/2022-08/02/2022	Observations
		effectifs permanents budgétaires	effectifs permanents budgétaires	
C2	Adjudant	4	0	Mise à disposition de l'ECASE
A	Attaché territoriaux	0	1	Mise à disposition de Guadeloupe formation
A1	Capitaine	1	0	Mise à disposition du Ministère de l'Intérieur (DGSCGC)

(1) Article 3 loi 84-53 du 26-01-1984 modifiée (cf. annexe 1)

(2) Article 3-1 ou 3-2 ou 3-3 de la loi 84-53 du 26-01-1984 (cf. annexe 1)

Effectifs supplémentaires budgétés dans la masse salariale pour remplacer momentanément des titulaires absents

Catégorie	(a)	Effectifs non permanents budgétaires
C	Volant Remplacement (maladie, maternité, etc.)	3

(3) Article 3-1 de la loi 84-53 du 26-01-1984

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA01_20220208-DE

ANNEXE 1

Cadre légal d'emploi de contractuels

	Emplois permanents	Emplois non permanents
Article 3-1	Remplacement titulaires (temps partiels, congés annuels, maladie, maternité, congé parental)	
Article 3-2	Vacances d'emplois < 2 ans	
Article 3-3	Pas de cadre d'emplois de fonctionnaires pouvant assurer les fonctions correspondantes Emplois du niveau de la catégorie A, lorsque la nature des fonctions ou des besoins du service le justifient	
Article 15 loi 2005-843 du 26-07-2005		
	Contrat à durée indéterminée	
Article 110 loi 84-53 du 26-01-1984		
		Emplois de cabinet

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DGA01-20220208-DE

Postes permanents créés à compter du 01/12/2021 01/01/2022

Grades	Nombre	Postes	temps non complet	Groupe ment	Service
Contrôleur général	1	emploi fonctionnel de directeur départemental des services d'incendie et de secours		direction	
Sous-total	1	Contrôleurs généraux			
Colonel hors classe	1	emploi fonctionnel de directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours		direction	
Sous-total	1	Colonels hors classe			
Lieutenant-colonel	1	chef du groupement des services de l'organisation des secours		GSOS	
	1	chef du groupement des services techniques et de la logistique		GSTL	
	1	chef du groupement des services de prévention des risques		GSPR	
	1	chef du groupement territorial ouest		GTO	
	1	chef du groupement territorial est		GTE	
	1	chef du groupement territorial sud		GTS	
Sous-total	6	Lieutenants-colonels			
Commandant	1	chef du cabinet de direction (équivalent chef de groupement)		direction	
	1	chef du service mise en œuvre opérationnelle		GSOS	mise en œuvre opérationnelle
	1	chef du service prévention/adjoint au chef de groupement		GSPR	prévention
	1	chef du service acquisitions parc habillement et matériels /adjoint au chef de groupement		GSTL	acquisitions parc habillement et matériels
	1	chef du service maintenance et contrôles		GSTL	maintenance et contrôles
	1	chef du service développement du volontariat /adjoint au chef de groupement		GSRH	développement du volontariat
	1	chef du service opération-prévision GTO/adjoint au chef de groupement/officier référent de secteur Ornans - Amancey - Vuillafans - Lavans-Vuillafans - Longeville		GTO	opération-prévision
	1	chef du service santé et qualité de vie en service (jusqu'au 31/12/2021)		direction	service santé et qualité de vie en service
	1	chef du CSP Pontarlier/adjoint au chef de groupement par intérim /officier référent de secteur Pontarlier-Val d'Usiers-Guhans-Les Fourgs-Montperreux-Verrières-de-Joux		GTS	CSP Pontarlier
	1	chef du CSP Besançon centre		GTO	CSP Besançon centre
	1	chef du CSP Besançon est		GTO	CSP Besançon est
	1	chef du CSP Montbéliard		GTE	CSP Montbéliard
	1	chef du service prévision		GSPR	prévision
	1	chef du service formation		GSRH	formation
	1	chef du CODIS/adjoint au chef de groupement		GSOS	CODIS
Sous-total	15 14	Commandants			
capitaine	1	chef du service santé sécurité et qualité de vie en service par-interim		direction	service santé sécurité et qualité de vie en service
	1	chef du service opération-prévision GTE/adjoint au chef de groupement/officier référent de secteur Isle sur le Doubs - Trois Cantons - Saint-Maurice-Colombier		GTE	opération-prévision
	1	chef du service logistique-immobilier GTS/officier référent de secteur Frasne - Levier - Boujailles - Marais du Drugeon		GTS	logistique-immobilier
	1	chef du service RH-formation-développement volontariat GTO/officier référent de secteur Marchaux - Poulley-les-Vignes - Emagny - Recologne		GTO	RH-formation-développement volontariat
	1	chef du service logistique-immobilier GTO/officier référent de secteur Valdahon - Vercel - Premier Plateau - Saône-Mamirolle - Etalans - Avoudrey - Flangebouché-Gonsans		GTO	logistique-immobilier
	1	chef du service RH-formation-développement volontariat GTE/officier référent de secteur Mathay - Mandeure - Pont de Roide		GTE	RH-formation-développement volontariat
	1	adjoint au chef du CSP Besançon centre/officier référent de secteur Sancey-Pierrefontaine-les-Varans-Charmolille-Servin		GTO	CSP Besançon centre
	1	chef du CSR Audincourt-Valentigney/officier référent de secteur Audincourt-Valentigney - Abbévillers - Plateau de Blamont - Hérimoncourt		GTE	CSR Audincourt-Valentigney
	1	officier expert (N1) bureau doctrine et gestion activité opérationnelle/adjoint au chef de service		GSOS	mise en œuvre opérationnelle
	1	officier expert (N1) bureau administration du système de gestion opérationnelle/adjoint au chef du CODIS		GSOS	CODIS
	1	officier expert (N1) prévention /adjoint au chef de service		GSPR	prévention
	1	officier expert (N1) pôle mise en œuvre des formations/ adjoint au chef de service		GSRH	formation
	1	chef du CSR Morteau/officier référent de secteur Morteau - Villers-le-Lac - Grand'Combe-Chateau - Les Gras - Le Russey		GTS	CSR Morteau
	1	chef du CSR Maiche/officier référent de secteur Maiche - Damprichard - Charquemont - Saint Hippolyte - Montcheroux - Vaufrey		GTE	CSR Maiche
Sous-total	14	Capitaines			
Lieutenant hors classe	1 2	officier expert (N2) prévention		GSPR	prévention
	1	chef du service logistique-immobilier GTE		GTE	logistique-immobilier
	1	adjoint au chef du CSP Besançon est		GTO	CSP Besançon est
	1	officier expert (N1) bureau formation et activités physiques des SP GTO/ adjoint au chef de service		GTO	RH-formation-développement volontariat
	1	chef du bureau ressources humaines CSP Besançon centre		GTO	CSP Besançon centre
Sous-total	6 7	Lieutenants hors classe			
	1	officier expert (N1) prévision/adjoint au chef de service		GSPR	prévision
	1	chef du service RH-formation-développement volontariat GTS/officier référent de secteur Orchamps-Vennes - Gilley - La Chaux-de-Gilley - Arc-sous-Cicon		GTS	RH-formation-développement volontariat

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220208-DCA01_20220208-DE

Grades	Nombre	Postes	non complet	Groupement	Service
Lieutenant 1 ^{ère} classe	1	chef du service opération-prévision GTS/officier référent de secteur Pontarlier - Val d'Usiers - Ouhans - Les Fourgs - Montperreux - Verrières-de-Joux		GTS	opération-prévision
	1	adjoint au chef du CSP Pontarlier/officier référent de secteur Mont d'Or - Mouthe - Chapelle-des-Bols - Rochejean - La Favelle-Rive-Gauche Labergement-Sainte-Marie		GTS	CSP Pontarlier
	1	adjoint au chef du CSP Montbéliard		GTE	CSP Montbéliard
	1	chef du CSR Baume-les-Dames/officier référent de secteur Baume-les-Dames - Clerval - Rougemont - Moncey		GTO	CSR Baume-les-Dames
	1	chef du CSR Saint-Vit/officier référent de secteur Saint-Vit - Quingey - Arc-et-Senans - Boussières - Fourq		GTO	CSR Saint-Vit
	1	chef du CSR Bethoncourt-Sochaux		GTE	CSR Bethoncourt-Sochaux
	1	officier expert (N1) bureau formation et activités physiques des SP GTE/ adjoint au chef de service		GTE	RH-formation-développement volontariat
	1	officier expert (N1 2) bureau prévision GTE/adjoint-au-chef-de-service		GTE	opération-prévision
	1	officier expert (N1) bureau formation et activités physiques des SP GTS/ adjoint au chef de service		GTS	RH-formation-développement volontariat
	1	officier expert (N2 1) bureau mise en œuvre opérationnelle GTE/adjoint au chef de service		GTE	opération-prévision
	1	officier expert (N1 2) bureau parc matériels roulants GTO/adjoint-au-chef-de-service		GTO	logistique-immobilier
	1	officier expert (N2) bureau mise en œuvre opérationnelle GTO		GTO	opération-prévision
	3 2	officier expert (N2) prévention		GSPR	prévention
	1	officier expert prévision (N2)		GSPR	prévision
	1	chef du bureau MOO-CRSS CSP Montbéliard		GTE	CSP Montbéliard
	1	chef du bureau logistique CSP Montbéliard		GTE	CSP Montbéliard
	1	chef du bureau ressources humaines CSP Besançon est		GTO	CSP Besançon est
	1	chef du bureau MOO-CRSS CSP Besançon est		GTO	CSP Besançon est
	1	chef du bureau MOO-CRSS CSP Besançon centre		GTO	CSP Besançon centre
	1	chef du bureau formation et activités physiques CSP Besançon centre		GTO	CSP Besançon centre
	1	chef des bureaux-ressources-humaines/formation et activités physiques CSP Pontarlier		GTS	CSP Pontarlier
Sous-total	24	Lieutenants 1 ^{ère} classe			
Lieutenant 2 ^{ème} classe	1	officier expert (N2) prévision		GSPR	prévision
	1	officier expert (N1) bureau parc matériels roulants/adjoint au chef de service		GSTL	acquisitions parc habillement et matériels
	1	officier expert (N2) bureau formations tronc commun et activités physiques des SP		GSRH	formation
	1	officier expert (N2) bureau élaboration du PPF		GSRH	formation
	1	officier expert (N2) bureau formation aux spécialités des SP		GSRH	formation
	1	officier expert (N2) bureau suivi post-opérationnel et spécialités		GSOS	mise en œuvre opérationnelle
	1	officier expert (N1) bureau prévision GTO/adjoint au chef de service		GTO	opération-prévision
	1	officier expert (N2) bureau mise en œuvre opérationnelle GTO		GTO	opération-prévision
	1	officier expert (N2 1) bureau petits matériels habillement GTO/adjoint au chef de service		GTO	logistique-immobilier
	1	officier expert (N1) bureau petits matériels habillement GTE/adjoint au chef de service		GTE	logistique-immobilier
	1	officier expert (N2) bureau petits matériels habillement GTS		GTS	logistique-immobilier
	1	officier expert (N1) bureau parc matériels roulants GTS/adjoint au chef de service		GTS	logistique-immobilier
	1	officier expert (N1) bureau mise en œuvre opérationnelle GTS/adjoint au chef de service		GTS	opération-prévision
	1	officier expert (N3) gestionnaire formation bureau formation GTO		GTO	RH-formation-développement volontariat
	1	officier expert (N2) bureau formation et activités physiques CSP Besançon est		GTO	CSP Besançon est
	1	officier expert (N2) bureau formation et activités physiques CSP Montbéliard		GTE	CSP Montbéliard
	1	officier expert (N2) bureau ressources humaines CSP Montbéliard		GTE	CSP Montbéliard
	1	officier expert (N2) logistique CSP Besançon centre		GTO	CSP Besançon centre
	1	officier expert (N2) bureau logistique CSP Besançon est		GTO	CSP Besançon est
	1	officier expert (N2) bureaux logistique/MOO-CRSS CSP Pontarlier		GTS	CSP Pontarlier
	1	officier expert (N3 2) gestionnaire des EJO et du temps de travail bureau ressources humaines CSP Pontarlier		GTS	CSP Pontarlier
	1	chef de salle opérationnelle		GSOS	CODIS
Sous-total	19 21	Lieutenants 2 ^{ème} classe			
	15 14	chefs d'agrès tout engin/sous-officiers de garde CSP Besançon centre		GTO	CSP Besançon centre
	17 18	chefs d'agrès tout engin CSP Besançon centre		GTO	CSP Besançon centre
	1	réfèrent bureau logistique CSP Besançon centre/chef d'agrès tout engin CSP Besançon centre		GTO	CSP Besançon centre
	1	gestionnaire des EJO et du temps de travail/chef d'agrès tout engin CSP Besançon centre		GTO	CSP Besançon centre
	15 14	chefs d'agrès tout engin/sous-officiers de garde CSP Besançon est		GTO	CSP Besançon est
	7	chefs d'agrès tout engin CSP Besançon est		GTO	CSP Besançon est
	1	gestionnaire des EJO et du temps de travail/chef d'agrès tout engin CSP Besançon est		GTO	CSP Besançon est
	1	réfèrent MOO-CRSS/chef d'agrès tout engin /sous-officier de garde CSR Baume-les-Dames		GTO	CSR Baume-les-Dames
	1	réfèrent logistique/chef d'agrès tout engin/sous-officier de garde CSR Baume-les-Dames		GTO	CSR Baume-les-Dames
	1	prévisionniste GTO/chef d'agrès tout engin CSP Besançon centre		GTO	opération-prévision
	1	gestionnaire habillement GTO/chef d'agrès tout engin CSP Besançon centre		GTO	logistique-immobilier
	15	chefs d'agrès tout engin/sous-officiers de garde CSP Montbéliard		GTE	CSP Montbéliard

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

SLO
ID : 025-282500016-20220208-DCA01_20220208-DE

Grades	Nombre	Postes	non complet	Groupement	Service
Adjudant	56 1 5 2 2 1 1 13 89 3 1 65 57 1	chefs d'agrès tout engin CSP Montbéliard gestionnaire des EJO et du temps de travail/chef d'agrès tout engin CSP Montbéliard chefs d'agrès tout engin/sous-officiers de garde CSR Audincourt-Valentigney chefs d'agrès tout engin CSR Maîche chef d'agrès tout engin/sous-officier de garde CSR Bethoncourt-Sochaux réfèrent formation/chef d'agrès tout engin/sous-officier de garde CSR Bethoncourt-Sochaux GTE prévisionniste GTE chefs d'agrès tout engin/sous-officiers de garde CSP Pontarlier chef d'agrès tout engin CSP Pontarlier chefs d'agrès tout engin/sous-officier de garde CSR Morteau réfèrent ressources humaines/chef d'agrès tout engin/sous-officier de garde CSR Morteau adjoints au chef de salle opérationnelle/sous-officiers de garde adjoints au chef de salle opérationnelle réfèrent bureau-suivi post-opérationnel et spécialités/chef d'agrès tout engin/sous-officier de garde		GTE GTE GTE GTE GTE GTE GTS GTS GTS GTS GSOS GSOS GSOS	CSP Montbéliard CSP Montbéliard CSR Audincourt-Valentigney CSR Maîche CSR Bethoncourt-Sochaux RH-formation-développement volontariat opération-prévision CSP Pontarlier CSP Pontarlier CSR Morteau CSR Morteau CODIS CODIS mise en œuvre opérationnelle
Sous-total	130	Adjudants			
Sergent	1214 1215 1817 12 1 1 1213 20	chefs d'agrès un engin une équipe CSP Besançon centre à compter du 01/04/2022 (16 jusqu'au 31/03/2022) chefs d'agrès un engin une équipe CSP Besançon est chefs d'agrès un engin une équipe CSP Montbéliard chefs d'agrès un engin une équipe CSR Audincourt-Valentigney gestionnaire habilement GTE/chef d'agrès un engin une équipe CSR Bethoncourt-Sochaux gestionnaire bureau prévision GTE/chef d'agrès une équipe chefs d'agrès un engin une équipe CSP Pontarlier à compter du 01/04/2022 (12 jusqu'au 31/03/2022) adjoints au chef de salle opérationnelle à compter du 01/04/2022 (19 jusqu'au 31/03/2022)		GTO GTO GTE GTE GTE GTE GTS GSOS	CSP Besançon centre CSP Besançon est CSP Montbéliard CSR Audincourt-Valentigney logistique-immobilier opération-prévision CSP Pontarlier CODIS
Sous-total	7783	Sergents			
Caporal-chef	2628 1210 89 1 21 65 32	chefs d'équipe CSP Besançon centre chefs d'équipe CSP Besançon est à compter du 01/04/2022 (9 jusqu'au 31/03/2022) chefs d'équipe CSP Montbéliard équipier CSP Montbéliard chefs d'équipe CSR Audincourt-Valentigney chefs d'équipe CSP Pontarlier chefs-opérateurs de salle opérationnelle		GTO GTO GTE GTE GTE GTS GSOS	CSP Besançon centre CSP Besançon est CSP Montbéliard CSP Montbéliard CSR Audincourt-Valentigney CSP Pontarlier CODIS
Sous-total	5856	Caporaux-chefs			
Caporal Sapeur	1813 710 2018 3 1	équipliers ou chefs d'équipe CSP Besançon centre à compter du 01/04/2022 (12 jusqu'au 31/03/2022) équipliers ou chefs d'équipe CSP Besançon est à compter du 01/03/2022 (8 jusqu'au 29/02/2022) équipliers ou chefs d'équipe CSP Montbéliard à compter du 01/04/2022 (17 jusqu'au 31/03/2022) équipliers ou chefs d'équipe CSP Pontarlier opérateurs ou chefs-opérateurs de salle opérationnelle		GTO GTO GTE GTS GSOS	CSP Besançon centre CSP Besançon est CSP Montbéliard CSP Pontarlier CODIS
Sous-total	4944	Caporaux / Sapeurs 1^{ère} classe			
Total	400402	Filière SPP (hors SSSM)			
Médecin hors classe	1 1	médecin chef médecin réfèrent de groupement antenne SSSM GTE/GTS		SSSM	pôle médecins
Médecin de classe normale	1	médecin réfèrent de groupement antenne SSSM GTO/médecin-chef adjoint		SSSM	pôle médecins
Sous-total	3	Médecins			
Pharmacien hors classe	1	pharmacien chef		SSSM	pôle pharmaciens
Sous-total	1	Pharmaciens			
Cadre de santé de 2 ^{ème} classe	1	infirmier de chefferie		SSSM	pôle infirmiers
Sous-total	1	Cadres de santé			
Infirmier hors classe	1	infirmier de groupement antenne SSSM GTO		SSSM	pôle infirmiers
Infirmier de classe supérieure	1	infirmier de groupement antenne SSSM GTS		SSSM	pôle infirmiers
Infirmier de classe supérieure	1	infirmier de groupement antenne SSSM GTE		SSSM	pôle infirmiers
Sous-total	3	Infirmiers			
Total	8	Filière SPP (SSSM)			
Cadre d'emplois des attachés territoriaux	1 1 1 1 1 1 1	chef du groupement des services administratifs et financiers chef du service de gestion des ressources humaines/adjoint au chef de groupement par intérim au 15/07/2021 chef du service évaluation chef du service de gestion des ressources humaines/adjoint au chef de groupement chef du service communication chef du service finances/adjoint au chef de groupement chef du service juridique		GSAF GSRH direction GSRH direction GSAF GSAF	gestion des ressources humaines évaluation gestion des ressources humaines communication finances juridique

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA01-20220208-DE

Grades	Nombre	Postes	non complet	Groupement	Service
	1	chef du service achat et marchés publics		GSAF	achats-marchés publics
	1	chef du service développement des ressources humaines		GSRH	développement des ressources humaines
Sous-total	9 8	Cadre d'emplois des attachés territoriaux			
Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux	1	chef du bureau finances/adjoint au chef de service		GSAF	finances
	1	chef du service administration générale		GSAF	administration générale
	1	expert marchés publics/adjoint au chef de service		GSAF	achats-marchés publics
	1	expert marchés publics		GSAF	achats-marchés publics
	1	juriste GSRH		GSRH	
	1	adjoint chef du service administration générale		GSAF	administration générale
	1	adjoint au chef du service communication		direction	communication
	1	chef du bureau gestion des effectifs, du temps de travail et de la protection sociale		GSRH	gestion des ressources humaines
	1	chef du bureau gestion carrière-indemnisation des SPV		GSRH	gestion des ressources humaines
	1	chef du bureau gestion carrière-paie des SPP/PATS/adjoint au chef de service		GSRH	gestion des ressources humaines
	1	chef du bureau gestion et contrôle des compétences		GSRH	formation
	1	chef du bureau contrats et conventions		GSTL	immobilier
	1	chef du bureau ressources humaines GTO		GTO	RH-formation-développement volontariat
	1	chef du bureau ressources humaines GTE		GTE	RH-formation-développement volontariat
	1	chef du bureau ressources humaines GTS		GTS	RH-formation-développement volontariat
	1	responsable du secrétariat de direction		direction	
	1	gestionnaire des SPV		GSRH	gestion des ressources humaines
	1	gestionnaire carrière-paie des SPP/PATS		GSRH	gestion des ressources humaines
	2	gestionnaires des RH		GSRH	gestion des ressources humaines
	1	gestionnaire des RH chargé de la protection sociale		GSRH	gestion des ressources humaines
	1	secrétaire-coordonateur SSSM (équivalent gestionnaire)		SSSM	
Sous-total	22	Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux			
Cadre d'emplois des adjoints administratifs	1	assistant de direction		direction	
	2	secrétaires-assistants de gestion GSAF		GSAF	
	2	secrétaires-assistants de gestion GSRH		GSRH	
	2	secrétaires-assistants de gestion GSOS		GSOS	
	3	secrétaires-assistants de gestion GSTL		GSTL	
	3	secrétaires-assistants de gestion GSPR		GSPR	
	2	secrétaires-assistants de gestion GTO		GTO	
	0,5	secrétaire-assistant de gestion CSP Besançon centre et GTO/agent d'accueil GTO	TNC	GTO	GTO/CSP Besançon centre
	1	secrétaire-assistant de gestion SSSM GTO		GTO	SSSM
	3	secrétaires-assistants de gestion GTE		GTE	
	1	secrétaire-assistant de gestion SSSM GTE		GTE	SSSM
	0,8	secrétaires-assistants de gestion GTS/secrétaires-assistants de gestion SSSM GTS	TNC	GTS	
	0,7	secrétaires-assistants de gestion GTS/secrétaires-assistants de gestion SSSM GTS	TNC	GTS	
	1	secrétaire-assistant de gestion CSP Besançon est		GTO	CSP Besançon est
	1	secrétaire-assistant de gestion CSP Montbéliard		GTE	CSP Montbéliard
	1	secrétaires-assistants de gestion CSR Baume les Dames		GTS	CSR Baume les Dames
	1	secrétaire-assistant de gestion CSR Morteau/secrétaires-assistants de gestion GTS		GTS	CSR Morteau
	1	secrétaire-assistant de gestion GSAF/agent d'accueil direction		GSAF	administration générale
	1	gestionnaire financier et comptable		GSAF	finances
	1	assistant de gestion financière		GSAF	finances
	1	chef du bureau formation des PATS et gestion des formations extérieures		GSRH	formation
	3	gestionnaires carrière-paie des SPP/PATS		GSRH	gestion des ressources humaines
	1	gestionnaire formation		GSRH	formation
	1	gestionnaire des SPV		GSRH	gestion des ressources humaines
	1	correspondante administration générale-finances GTE/secrétaire-assistant de gestion CSR Audincourt-Valentigney		GTE	GTE/CSR Audincourt-Valentigney
Sous-total	36	Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux			
Total	67 66	Filière administrative			
Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux	1	chef du groupement des services des ressources humaines		GSRH	SIR
	1	chef du service systèmes d'information et réseaux		GSOS	
	1	chef du service immobilier		GSTL	immobilier
	1	chef du service systèmes d'informations géographiques		GSPR	SIG
	1	responsable sécurité des systèmes d'information/adjoint au chef de service		GSOS	SIR
	1	chef du bureau conduite d'opérations-plan pluriannuel d'investissement		GSTL	immobilier
Sous-total	6	Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux			
	1	chef du bureau base de données		GSOS	SIR
	1	chef du bureau petits matériels		GSTL	acquisitions parc habillage et matériels

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA01_20220208-DE

Grades	Nombre	Postes	temps non complet	Groupement	Service
Cadre d'emplois des techniciens territoriaux	1	chef du bureau 1 maintenance maîtrise d'œuvre et petites opérations d'investissement		GS TL	Immobilier
	1	chef du bureau 2 maintenance maîtrise d'œuvre et petites opérations d'investissement		GS TL	Immobilier
	1	administrateur base de données		GS OS	SIR
	1	technicien support et service		GS OS	SIR
	1	technicien responsable des études et applications informatiques		GS OS	SIR
	1	chef du bureau exploitation		GS OS	SIR
Sous-total	8	Cadre d'emplois des techniciens territoriaux			
Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux	1	chef du bureau atelier télécom		GS OS	SIR
	1	administrateur réseaux télécoms		GS OS	SIR
	1	chef de l'atelier départemental (et antennes GT)		GS TL	maintenance et contrôles
	1	chef de la plate-forme logistique départementale		GS TL	maintenance et contrôles
	1	chef du bureau parc matériels roulants GTE		GTE	logistique-Immobilier
	1	mécanicien atelier départemental/adjoint au chef de l'atelier départemental		GS TL	maintenance et contrôles
	1	mécanicien atelier départemental		GS TL	maintenance et contrôles
	1	mécanicien antenne GTS de l'atelier départemental-au 15/09/2021		GS TL	maintenance et contrôles
	1	mécanicien antenne GTE de l'atelier départemental		GS TL	maintenance et contrôles
	1	magasinier plate-forme logistique/contrôleur matériel électrique		GS TL	maintenance et contrôles
	1	contrôleur EPI/adjoint au chef de la plate-forme logistique		GS TL	maintenance et contrôles
	1	gestionnaire/contrôleur habillement GTS		GTS	logistique-Immobilier
Sous-total	12	Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux			
Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux	1	technicien SIG/adjoint au chef de service		GS PR	SIG
	1	assistant de gestion formation		GS RH	formation
	3	mécanicien atelier départemental		GS TL	maintenance et contrôles
	1	magasinier/contrôleur GTO		GTO	logistique-Immobilier
	1	mécanicien antenne GTO de l'atelier départemental		GS TL	maintenance et contrôles
	1	magasinier atelier départemental		GS TL	maintenance et contrôles
	1	contrôleur matériel incendie plate-forme logistique		GS TL	maintenance et contrôles
	1	magasinier plate-forme logistique/contrôleur EPI et ARI		GS TL	maintenance et contrôles
	1	agent d'entretien CSP Montbéliard		GTE	CSP Montbéliard
	0,5	agent polyvalent	TNC	direction	
Sous-total	11,5	Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux			
Total	37,5	Filière technique			
TOTAL GENERAL	512,5 513,5				

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le 17/02/2022

ID : 025-282500016-20220208-DCA02_20220208-DE

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ASTREINTE DE SOUTIEN OPERATIONNEL

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 18 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Philippe GAUTIER (visioconférence), M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. Didier MOREAU, M. le Capitaine Frédéric MAURICE (visioconférence).

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. Michaël BADET, M. Jérôme FITZE, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA02_20220208-DE

ASTREINTE DE SOUTIEN OPERATIONNEL

Le régime d'astreintes est mis en place par l'assemblée délibérante de la collectivité à qui il revient de déterminer les cas dans lesquels il est possible d'y recourir, les modalités de leur organisation, la liste des emplois concernés et les autres situations dans lesquelles des obligations liées au travail sont imposées aux agents.

L'astreinte est une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme du travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

Il est proposé d'avoir recours de nouveau à ce régime d'astreinte (astreintes déjà existantes pour le service informatique et l'atelier mécanique) pour les agents du groupement des services techniques et de la logistique qui sont régulièrement sollicités pour apporter un soutien aux opérations de longue durée.

A ce jour, ces agents ne disposent pas d'un régime d'astreinte et sont appelés régulièrement pour effectuer différentes tâches dans le cadre d'heures supplémentaires.

Aussi, au regard des éléments évoqués, il est souhaité de mettre en œuvre une astreinte d'exploitation d'une durée d'une semaine par mois, signifiant que les agents sont tenus, pour les nécessités du service de demeurer soit à leur domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir le cas échéant.

Cette astreinte pourra être mobilisée dans le cadre des missions suivantes :

- réaliser le réassort des matériels opérationnels dans le cadre des opérations de longue durée ;
- permettre le remplacement des tenues d'intervention souillées par les fumées d'incendie (remise en disponibilité immédiate) ;
- acheminer des matériels spécifiques notamment la berce polyvalente, le plateau de remorquage et logistique (émulseurs) ou encore la cellule « air respirable » (gonflage des bouteilles air)... ;
- constituer un soutien aux intervenants et permettre le reconditionnement immédiat des moyens.

Elle concernera les agents et les emplois suivants :

- agents techniques de la plateforme logistique ;
- agents techniques des groupements territoriaux ;
- agents techniques de la filière formation.

L'indemnité d'astreinte pour une semaine est de 159,20 € à laquelle vient s'ajouter pour les agents éligibles aux IHTS, l'indemnisation ou la compensation des heures réalisées suite à une intervention dans la limite de 25 heures mensuelles ou 300 heures annuelles.

Par ailleurs, il est également proposé en complément la mise en place d'un repos d'astreinte obligatoire en compensation des heures réalisées plafonné à 7h12 à prendre à l'issue de l'astreinte ou à défaut dans un délai maximum de un mois après accord du chef de service.

Le coût de cette astreinte est estimé à 25 000 € annuel.

Il est proposé de mettre en place cette astreinte à compter du 1^{er} mars 2022.

Les membres du comité technique et ceux de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours ont émis un avis favorable, à l'unanimité, sur ce dossier le 25 janvier 2022.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et valident la mise en place de cette astreinte de soutien opérationnel.

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le 17/02/2022

ID : 025-282500016-20220208-DCA03_20220208-DE

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

EVOLUTION DU REGLEMENT INTERIEUR

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 18 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Philippe GAUTIER (visioconférence), M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. Didier MOREAU, M. le Capitaine Frédéric MAURICE (visioconférence).

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. Michaël BADET, M. Jérôme FITZE, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA03_20220208-DE

EVOLUTION DU REGLEMENT INTERIEUR

1. Modification du tableau des emplois budgétaires

➤ Annexe 3 : Tableau des emplois budgétaires

Le tableau des emplois budgétaires consolidé au 08 février 2022 est reproduit en annexe 3 du règlement intérieur, conformément au document joint au présent rapport. Cette évolution résulte de la modification du tableau des emplois budgétaires soumise à délibération du conseil d'administration à la même séance.

2. Autorisation d'absence sur le temps de travail

➤ Annexe 32 : Congés exceptionnels et autorisations exceptionnelles d'absence – Soins ou garde d'enfant malade de moins de 16 ans

Afin d'éviter toute incompréhension ou mauvaise interprétation, il convient de reformuler les modalités d'autorisation d'absence pour soins ou garde d'enfant malade de moins de 16 ans.

En conséquence, l'annexe 32 est modifiée de la manière suivante :

1) Autorisation d'absence sur le temps de travail

Soins ou garde d'enfant malade de moins de 16 ans	<p>1 fois la durée hebdomadaire du travail + 1 jour, sauf quand l'agent assume seul la charge de l'enfant où la durée peut être doublée</p> <p>Attribué au prorata du temps de travail.</p> <p>Pour les agents à temps plein :</p> <p>6 jours ouvrés par année civile pour tout agent dont le conjoint peut bénéficier de la même mesure (ou dont le conjoint est au foyer), portés à 8 jours lorsqu'ils sont pris consécutivement.</p> <p>12 jours ouvrés</p>	<p>Temps de travail programmé sur la durée de l'absence dans la limite de :</p> <p>43 h 12 créditées pour les SPP en CIS et les SPP officiers non SHR au CODIS et dans la limite de 42 h pour les SPP non-officiers du CODIS</p> <p>En cas d'autorisations d'absence non fractionnées, la durée peut être portée à : 57 h 36 créditées pour les SPP en CIS et les SPP officiers non SHR au CODIS et dans la limite de 56 h pour les SPP non-officiers du CODIS</p> <p>86 h 24 créditées pour</p>	<p>Les durées sont un maximum annuel. Le médecin en charge des soins doit justifier la présence d'un parent auprès de l'enfant. Autorisation accordée sans limite d'âge pour les enfants handicapés.</p> <p>La demande d'autorisation d'absence doit être formulée dans les meilleurs délais.</p> <p>Ce congé ne peut être accordé pour les visites médicales programmées, les congés annuels ou tout autre empêchement programmé de l'assistante maternelle qui assure la garde habituelle de l'enfant.</p> <p>Les 2 parents peuvent se répartir les autorisations d'absence entre eux à leur convenance, compte tenu de la quotité de temps de travail de chacun d'eux.</p> <p>Si un parent dépasse la durée maximum individuelle (6 jours par an), il doit fournir en fin</p>
---	---	--	---

<div> <div>Envoyé en préfecture le 16/02/2022</div> <div>Reçu en préfecture le 16/02/2022</div> <div>Affiché le 16/02/2022</div> <div>ID: 025-282500016-20220208-DGA03-20220208-DE</div> </div>			
	<p>par année civile pour les agents célibataires, pour l'agent dont le conjoint ne bénéficie pas de cette même autorisation (hors situation du conjoint au foyer), pour les agents dont le conjoint est en situation précaire en recherche d'emploi, portés à 15 jours quand ils sont pris consécutivement.</p>	<p>les SPP en CIS et les SPP officiers non SHR au CODIS et dans la limite de 84 h pour les SPP non-officiers du CODIS</p> <p>En cas d'autorisations d'absence non fractionnées, la durée peut être portée à : 108 h 00 créditées pour les SPP en CIS et les SPP officiers non SHR au CODIS et dans la limite de 105 h pour les SPP non-officiers du CODIS</p>	<p>d'ann... l'adm... indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nombre de jours d'autorisations d'absence dont ce dernier a bénéficié, - Et la quotité du temps de travail qu'il effectue <p>Si les autorisations susceptibles d'être accordées à la famille ont été dépassées, les jours pris en trop sont déduits des congés annuels de l'année en cours ou de l'année suivante.</p> <p>Si le conjoint est en recherche d'emploi, il doit fournir un justificatif de sa situation.</p> <p>Si le conjoint ne bénéficie pas d'autorisation d'absence, il doit fournir une attestation de son employeur.</p>

3. Gestion des personnels

3.1. Dispositions spécifiques aux sapeurs-pompiers volontaires

Le décret n° 2018-1030 du 23 novembre 2018 relatif aux sapeurs-pompiers volontaires, membres du service de santé et de secours médical du service départemental d'incendie et de secours à décaler l'âge de cessation de plein droit des vétérinaires et infirmiers à 68 ans et des médecins et pharmaciens à 70 ans.

Par ailleurs, le SDIS demande que le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires (CCDSPV) se prononce sur l'engagement des sapeurs-pompiers-volontaires de plus de 45 ans. Il s'avère à l'usage que cette démarche n'apporte rien de particulier mais ralentit le processus d'engagement.

Afin de prendre en compte ces deux points, il est proposé de modifier les articles 126 et 133 du règlement intérieur comme indiqué ci-dessous :

➤ Article 126 : Conditions requises pour l'engagement

« Le SPV s'engage pour 5 ans. Cet engagement est subordonné aux conditions suivantes :

- être âgé de seize ans au moins et de quarante-cinq cinquante-cinq ans au plus dans le cas d'un premier engagement. Cet âge limite est de 63 ans pour les vétérinaires et infirmiers et de 65 ans pour les médecins et pharmaciens ;
- les candidats aux fonctions d'officiers de SPV doivent être âgés de vingt et un ans au moins ;
- ~~la limite d'âge de quarante-cinq ans ne s'applique pas au SPV ayant souscrit auparavant un engagement dans un autre SDIS ou renouvelant son engagement au SDIS 25, au SPP en retraite contractant un premier engagement ou au SPV engagé pour accomplir une mission spécifique non opérationnelle ;~~
- si le candidat est mineur, il doit être pourvu du consentement écrit de son représentant légal ;
- jouir de ses droits civiques et, pour les étrangers, des droits équivalents reconnus dans l'Etat dont ils sont ressortissants ;
- ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions, mentionnée au bulletin n°2 du casier judiciaire et, pour les étrangers, d'une condamnation de même nature dans l'Etat dont ils sont ressortissants ;

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le 16/02/2022
ID : 025-282500016-20220208-DCA03_20220208-DE

- s'engager à exercer son activité de SPV avec obéissance, discrétion et les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, et notamment en tant que sapeur-pompier volontaire ;
- se trouver en situation régulière au regard des dispositions du code du service national, et, pour les étrangers, au regard des obligations du service national de l'Etat dont ils sont ressortissants ;
- posséder les conditions d'aptitude physique et médicale définies et correspondantes aux missions effectivement confiées aux SPV ;
- l'aptitude peut être partielle sous réserve que l'effectif de SPV aptes partiellement dans le centre d'affectation principale ne soit pas supérieur à 20 % de l'effectif moyen du centre, que le centre rencontre des difficultés à tenir son effectif journalier opérationnel en journée et que le candidat SPV apte partiellement soit disponible en journée ;
- ~~A titre exceptionnel, il peut être dérogé à la limite d'âge de quarante-cinq ans pour un premier engagement, sous réserve de l'avis favorable et motivé du CCDSPV et du respect des autres conditions exigées ci-dessus. En tout état de cause, la limite d'âge est de 60 ans, excepté pour les médecins, pharmaciens, vétérinaires et infirmiers de SPV, pour lesquels la limite d'âge est portée à 63 ans.~~

Les personnes disposant de compétences spécifiques dans un domaine lié aux missions des services d'incendie et de secours peuvent être engagées, dans les mêmes conditions, en qualité de SPV experts, auprès du SDIS 25 dans leur domaine de compétence. Ils sont dispensés de la période probatoire prévue à l'article 129 et de la formation initiale. »

➤ **Article 133 : Cessation d'activité et résiliation d'engagement**


« L'engagement du SPV prend fin de plein droit lorsque l'intéressé atteint l'âge de soixante ans. Toutefois, le SPV peut demander à cesser son activité à partir de cinquante-cinq ans. Les SPV peuvent, sur leur demande, sous réserve de leur aptitude médicale dûment constatée par un médecin du SSSM, bénéficier d'un maintien en activité jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans. Pour les médecins, pharmaciens, vétérinaires et infirmiers de SPV, l'engagement prend fin de plein droit lorsque les intéressés atteignent l'âge de soixante-huit ans. Pour les médecins et pharmaciens, l'engagement prend fin de plein droit lorsque les intéressés atteignent l'âge de soixante-dix ans. »

➤ **Article 146 : Nouvelle Prestation de Fidélité Fidélisation et de Reconnaissance (NPFR)**

La loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels abaisse l'ancienneté nécessaire pour percevoir la nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance de 20 à 15 années de services effectifs.

Il est proposé de mettre à jour l'article 146 du règlement intérieur comme indiqué ci-dessous :

« Tout sapeur-pompier volontaire ayant accompli au moins 20 15 ans de services effectifs et ayant plus de 55 ans, bénéficie d'une rente annuelle complémentaire versée après sa cessation d'activité définitive et à partir de 55 ans jusqu'à son décès. Le montant de la rente versée augmente selon l'ancienneté du sapeur-pompier volontaire. Elle peut, en cas de décès du sapeur-pompier bénéficiaire, faire l'objet d'une réversion. Cette rente n'est assujettie à aucun impôt ni prélèvement prévu par la législation sociale. Elle est incessible et insaisissable. Elle est cumulable avec tout revenu ou prestation sociale. »

Envoyé en préfecture le 16/02/2022
Reçu en préfecture le 16/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220208-DCA03_20220208-DE

4. Astreinte de soutien opérationnel

La mise en place d'une astreinte de soutien opérationnel pour le groupement des services techniques et de la logistique nécessite la modification de l'article 162, des annexes 39 et 42.

➤ Article 162 : Modalités de gestion des astreintes et des interventions techniques

« Les agents techniques du service Systèmes d'information et réseaux, ceux de l'atelier départemental du service maintenance et contrôles, et ceux des bureaux pare-matériel roulant des groupements territoriaux et de la filière formation peuvent être amenés, dans le cadre de leurs missions, à assurer des astreintes, dont les modalités d'organisation sont précisées en annexe 42.

Les interventions réalisées hors des heures ouvrées pendant une période d'astreinte sont considérées comme du temps de travail effectif et doivent être créditées dans le système automatisé de décompte du temps de travail. Lorsqu'elles constituent des heures supplémentaires, telles que définies par la réglementation, elles font l'objet des majorations prévues par cette dernière si elles sont effectuées la nuit, le dimanche et les jours fériés et peuvent être compensées dans les conditions prévues à l'article 155.

En complément, il est mis en œuvre un repos d'astreinte obligatoire en compensation des heures réalisées plafonné à 7h12 et à prendre à l'issue de l'astreinte ou à défaut dans un délai maximum d'un mois après accord du chef de service. »

L'article 162 du règlement intérieur est modifié en conséquence.

➤ Annexe 39 : Régime indemnitaire des SPP-PATS

Aux paragraphes 5.1 et 5.2, il est proposé d'ajouter de nouvelles fonctions aux groupes de fonctions existants conformément au document joint au présent rapport :

- Contrôleur/magasinier avec sujétions particulières au sein du groupe de fonctions C3,
- Assistant de gestion formation avec sujétions particulières au sein du groupe de fonctions C4.

➤ Annexe 42 : Modalités d'organisation de l'astreinte technique

Il est proposé d'ajouter une partie sur l'astreinte des agents techniques relevant de la plateforme logistique, des groupements territoriaux et de la filière formation conformément au document joint au présent rapport.

5. Parcours de formation des sapeurs-pompiers volontaires

➤ Annexe 13 du règlement intérieur : politique de formation du SDIS 25

Le SDIS fait évoluer sa politique de formation et d'avancement pour permettre aux sapeurs-pompiers volontaires (SPV) aptes hors incendie d'accéder au grade de sergent et à la formation afférente.

Tout en restant conforme aux règles statutaires régissant les SPV, la formation de chef d'équipe incendie n'est désormais plus nécessaire pour accéder au grade de caporal. Cette modification est conforme à la circulaire du ministre de l'intérieur du 22 août 2019, qui précise la lecture du code de la sécurité intérieure et de l'arrêté du 6 juin 2013 modifié relatif aux activités pouvant être exercées par les sapeurs-pompiers volontaires.

D'autre part, une mise à jour des appellations des formations est réalisée pour tenir compte des évolutions réglementaires.

Ainsi, le tableau synoptique de la partie 1, III,1 de l'annexe 13 du règlement intérieur est modifié en conséquence.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA03_20220208-DE

6. Plan pluriannuel de formation

- **Annexe 13 du règlement intérieur : politique de formation du SDIS 25**
- **Annexe 13.3 du règlement intérieur : échéancier de réalisation des cibles**

Le plan pluriannuel de formation est défini pour une période glissante de trois ans et doit être réactualisé chaque année. L'année 2021 est supprimée et l'année 2024 est ajoutée. Cette réactualisation est aussi l'occasion de mettre à jour les projections budgétaires.

Le plan pluriannuel de formation 2022-2024 est estimé à 9 982 337 €, en augmentation de 428 566 € (soit +4.48%) par rapport au précédent.

Cette estimation prend en compte :

- Les coûts directs (+ 231 788 €), liés aux formations (frais de formations, indemnisation des formateurs et stagiaires sapeurs-pompiers volontaires et rémunération des formateurs sapeurs-pompiers professionnels).
- Les coûts indirects (+ 197 268 €), liés à la masse salariale mobilisée de façon permanente pour la formation (personnels des services formation de la direction et des groupements territoriaux).

L'augmentation constatée est liée d'une part aux coûts directs correspondant à un rattrapage des projections de 2022 à 2024 basée sur les formations budgétées en 2022. D'autre part, aux coûts indirects correspondant au renouvellement des effectifs des services et bureaux formations (pourvoi de 2 postes d'officiers occupés précédemment par 2 sous-officiers).

Les augmentations notables sont dues notamment :

- Aux formations initiales et d'intégration de sapeur-pompier ;
 - Réalisation d'une formation initiale d'équiper de sapeur-pompier professionnel en 2022,
 - Augmentation des formations d'officiers de sapeurs-pompiers professionnels (SPP) liée au renouvellement des effectifs et au rattrapage des formations non assurées en 2021 par l'ENSOSP,
 - Augmentation du nombre de stagiaires SPV en formation initiale, conséquence de l'effet rattrapage lié au COVID.
- Aux formations continues et de professionnalisation ;
 - Augmentation des formations liée aux avancements de grade d'officiers SPP.

L'annexe 13.3 du règlement intérieur relative à l'échéancier de réalisation des cibles, détaille le nombre de stagiaires par formation, en tenant compte des évolutions proposées du PPF.

Les membres du comité technique et ceux de la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours ont émis un avis favorable, à l'unanimité, sur ce dossier le 25 janvier 2022.

Les membres du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires ont émis un avis favorable, à l'unanimité, sur ce dossier le 27 janvier 2022.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité, adoptent les modifications apportées au règlement intérieur.

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

***APPROBATION ET HABILITATION A SIGNER LA
CONVENTION AVEC LE SDIS DE MEURTHE ET
MOSELLE POUR L'ORGANISATION D'UN CONCOURS
INTERNE DE SERGENT DE SAPEURS-POMPIERS
PROFESSIONNELS AU TITRE DE L'ANNEE 2022***

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 18 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Philippe GAUTIER (visioconférence), M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. Didier MOREAU, M. le Capitaine Frédéric MAURICE (visioconférence).

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOSZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. Michaël BADET, M. Jérôme FITZE, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois de février 2022.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022
Reçu en préfecture le 16/02/2022
Affiché le
ID : 025-282500016-20220208-DCA04_20220208-DE

**APPROBATION ET HABILITATION A SIGNER LA
CONVENTION AVEC LE SDIS DE MEURTHE ET
MOSELLE POUR L'ORGANISATION D'UN CONCOURS
INTERNE DE SERGENT DE SAPEURS-POMPIERS
PROFESSIONNELS AU TITRE DE L'ANNEE 2022**

Afin de répondre aux besoins prévisionnels du SDIS du Doubs en termes de nominations de sapeurs-pompiers professionnels au grade de sergent pour les deux prochaines années consécutifs à des départs de l'établissement ou des promotions à des grades supérieurs, il est proposé de mutualiser l'organisation d'un concours interne de sergent au titre de l'année 2022 entre les SDIS 08, SDIS 21, SDIS 51, SDIS 52, SDIS 54, SDIS 57, SDIS 58, SDIS 67, SDIS 68, SDIS 71, afin d'en réduire le coût.

Les modalités de cette mutualisation sont définies dans une convention conclue par le SDIS de Meurthe et Moselle avec chacun des dix autres SDIS.

1. Nombre de places ouvert aux concours pour les besoins du SDIS du Doubs

Le nombre de places ouvert au concours pour les besoins de recrutement du SDIS du Doubs pour les deux prochaines années est fixé à **15**.


2. Rôle du SDIS de Meurthe et Moselle

Le SDIS de Meurthe et Moselle se charge :

- d'assurer la coordination et l'accompagnement des SDIS partenaires ;
- de centraliser les coordonnées des agents référents pour chaque SDIS partenaire et communiquer la liste des référents au CDG 54 ;
- de centraliser le nombre de candidats potentiels et postes à ouvrir pour chaque SDIS partenaire afin d'évaluer les besoins logistiques ;
- de préparer le rétroplanning des concours internes ;
- d'effectuer la réservation du lieu destiné à accueillir les épreuves d'admissibilité en fonction du nombre d'inscrits ;
- d'assurer conjointement avec le SIS 67 la conception des sujets et des grilles d'évaluation pour les deux épreuves écrites d'admissibilité.

Le SDIS 54 propose également de faire appel au soutien logistique et à l'expertise du Centre de Gestion de Meurthe-et-Moselle (CDG 54) en matière de gestion des concours pour assurer la prise en charge de la partie administrative et logistique des inscriptions des candidats aux concours des différents SDIS partenaires. Cette mission sera déléguée au CDG 54 par convention entre le SDIS 54 et le CDG 54.

A l'issue des épreuves écrites, le SDIS 25 assure seul la poursuite de la procédure (notamment l'établissement de la liste des admissibles, l'organisation des oraux, l'établissement de la liste d'aptitude).

Envoyé en préfecture le 16/02/2022
Reçu en préfecture le 16/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220208-DCA04_20220208-DE

3. Modalités de participation du SDIS du Doubs

3.1. Participation financière

Le SDIS 25 indemnise le SDIS 54 de la part des charges correspondant à l'organisation du concours qui a été assurée à son profit. A cet effet, un compte des charges sera établi par le SDIS 54.

La participation financière du SDIS 25 est établie selon le calcul suivant :

$$\text{Montant dû par le SDIS 25} = \text{Frais engagés par le SDIS 54} \times \frac{\text{Nombre d'inscrits sur le concours du SDIS 25}}{\text{Total nombre d'inscrits sur les concours des SDIS 08, 21, 25, 51, 52, 54, 57, 58, 67, 68, 71}}$$

La participation du SDIS du Doubs est évaluée à 110 € par candidat inscrit, en fonction des éléments connus à ce jour. Elle ne pourra être précisément arrêtée que lorsque tous les paramètres de calcul seront connus, notamment le nombre de candidats inscrits aux concours de chaque SDIS partenaire.

3.2. Mise à disposition de personnels

Le SDIS du Doubs met par ailleurs à disposition du SDIS de Meurthe et Moselle le nombre de surveillants et de personnels nécessaires au déroulement des épreuves, tel que défini par ce dernier.

4. Annulation des concours

Le SDIS de Meurthe et Moselle se réserve le droit, après information ou sur proposition du SDIS du Doubs de renoncer à la mutualisation des préinscriptions et de l'organisation commune des épreuves écrites si un événement extérieur imprévisible devait empêcher la tenue des concours. Dans ce cas, la répartition des dépenses engagées à la date de l'annulation seront répartis entre SDIS/SIS partenaires.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité, approuvent le projet de convention ci-après annexé et autorisent la présidente du conseil d'administration ou son représentant, à signer la convention à intervenir.

Pour extrait conforme,

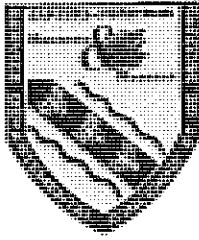
La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN



Envoyé en préfecture le 16/02/2022
Reçu en préfecture le 16/02/2022
Affiché le
ID : 025-282500016-20220208-DCA04_20220208-DE



CONVENTION DE MUTUALISATION
Pour l'organisation des concours internes
d'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels
au titre de l'année 2022

Entre

Le Service départemental d'incendie et de secours de Meurthe et Moselle, dont le siège se situe au 46 rue du 8 mai 1945, CS 10018, 54271 Essey-Lès-Nancy, représenté par Monsieur Bernard BERTELLE, en sa qualité de Président du conseil d'administration,
Ci-après désigné « **SDIS 54** »,

D'une part,

Et

Le Service départemental d'incendie et de secours du Doubs, dont le siège se situe 10 chemin de la clairière, 25042 Besançon cedex, représenté par madame Christine BOUQUIN, en sa qualité de Présidente du conseil d'administration,
Ci-après désigné « **SDIS 25** »,

D'autre part,


Vu la délibération du bureau du conseil d'administration du SDIS 54 n°D20-..... du XXX autorisant la Président du conseil d'administration à signer la présente convention,

Vu la délibération du conseil d'administration du SDIS 25 du 08 février 2022 autorisant la Présidente du conseil d'administration à signer la présente convention,

PREAMBULE

En application de l'article 4 du décret n°2012-521 modifié du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels, les SDIS 08, SDIS 21, SDIS 25, SDIS 51, SDIS 52, SDIS 54, SDIS 57, SDIS 58, SIS 67, SIS 68, et SDIS 71, ont décidé, chacun en ce qui le concerne, d'ouvrir un concours interne pour l'accès au grade de sergent au titre de l'année 2022.

Ces SDIS ont décidé de mutualiser les épreuves écrites d'admissibilité de leur concours interne respectif.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022
Reçu en préfecture le 16/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220208-DCA04_20220208-DE

Il est exposé et convenu ce qui suit :

TITRE 1 - PRINCIPES GENERAUX

Article 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités de mutualisation entre le SDIS 54 et le SDIS 25 pour l'organisation des sessions 2022 de leur concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels.

Le SDIS 54 propose de coordonner cette organisation mutualisée et de faire appel au soutien logistique et à l'expertise du Centre de Gestion de Meurthe-et-Moselle (CDG 54) en matière de gestion des concours.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est établie pour la durée des concours internes de sergent organisés en 2022 par chaque SDIS. Elle prend fin à la date de clôture des concours ou en cas d'annulation de l'ensemble des concours dans les conditions prévues dans l'article 10.

TITRE 2 - ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET DEROULEMENT

Article 3 : Compétences et obligations du SDIS 25

Le SDIS 25 conserve ses compétences et obligations en tant qu'autorité organisatrice du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels dans son département.

A ce titre, il s'engage notamment à mener les actions suivantes :

- procéder à l'ouverture de son concours interne par décision de son Président du conseil d'administration ;
- désigner un agent référent pour le suivi des opérations du concours interne qu'il fera connaître auprès du SDIS 54 ;
- déterminer le nombre d'agents qui ont les conditions requises pour s'inscrire au concours interne ;
- déterminer le nombre de postes à ouvrir au concours interne ;
- fournir au SDIS 54 une liste de questions pour l'élaboration du QCM et faire signer les clauses de confidentialité aux concepteurs ;
- réaliser les mesures de publicité tout au long des opérations du concours interne ;
- effectuer la réservation du lieu de l'épreuve d'admission (oraux) en fonction du nombre d'inscrits pour son SDIS ;
- procéder à la désignation des membres du jury et de l'ensemble des intervenants pour son concours interne, ainsi qu'à leur rétribution ;
- organiser sa commission de reconnaissance des qualifications professionnelles ;
- se charger de l'organisation de la correction de l'épreuve écrite de rédaction du compte-rendu opérationnel ;

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA04_20220208-DE

- établir l'arrêté des candidats admis à se présenter au concours interne, sa liste des candidats admissibles, puis sa liste des candidats admis, conformément aux informations données par le président du jury ;
- établir par arrêté sa liste d'aptitude des lauréats au concours interne de sergent pour son SDIS et en assurer la publicité et le suivi pendant la durée de validité ;
- établir tous les actes réglementaires entrant dans sa compétence d'autorité organisatrice du concours ;
- prévoir la logistique et la restauration des membres du jury pour les épreuves d'admission.

Article 4 : Engagements et obligations du SDIS 54

Le SDIS 54 est l'autorité organisatrice du concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels dans son département. Dans ce cadre, il conserve ses compétences et obligations et s'engage à mener, pour son compte, les actions telles que listées à l'article 3 de la présente convention.

De plus, le SDIS 54 est désigné coordonnateur de la mutualisation pour l'organisation des concours internes de sergent avec les SDIS partenaires.

A ce titre, il s'engage, en tant que coordonnateur, à mener notamment les actions suivantes :


- assurer la coordination et l'accompagnement des SDIS partenaires ;
- centraliser les coordonnées des agents référents pour chaque SDIS partenaire et communiquer la liste des référents au CDG 54 ;
- centraliser le nombre de candidats potentiels et postes à ouvrir pour chaque SDIS partenaire afin d'évaluer les besoins logistiques.
- préparer le rétroplanning des concours internes.
- effectuer la réservation du lieu destiné à accueillir les épreuves d'admissibilité en fonction du nombre d'inscrits ;
- Assurer conjointement avec le SIS 67 la conception des sujets et des grilles d'évaluation pour les deux épreuves écrites d'admissibilité.

Article 5 : Précisions sur le partenariat mis en place entre le SDIS 54 et le CDG 54

Le SDIS 54 et le centre de gestion de Meurthe et Moselle (CDG 54) ont convenu d'un partenariat dans lequel le CDG 54 met à disposition sa plateforme internet de gestion des candidatures, se voit confier certains aspects organisationnels des concours et apporte son expertise en matière d'organisation de concours. Le SDIS 54 signera une convention avec le CDG 54 formalisant l'organisation de ce partenariat.

A ce titre, le CDG 54 apporte son aide notamment pour les actions suivantes :

- la création au sein de son logiciel métier d'organisation des sessions dédiées au concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels et toutes les démarches relatives au paramétrage de ce logiciel pour chaque SDIS qui a conventionné avec le service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle ;
- tout ce qui a trait à l'utilisation du logiciel métier d'organisation de concours et examens (gestion des intervenants, génération des convocations, gestion des résultats, planning des épreuves, ...) ;

Envoyé en préfecture le 16/02/2022
Reçu en préfecture le 16/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220208-DCA04_20220208-DE

- la confection des dossiers d'inscription et plus généralement, les éléments relatifs à l'inscription des candidats ;
- la gestion des dossiers d'inscription avec un compte-rendu hebdomadaire des candidats pré-inscrits à chaque SDIS ;
- l'instruction et gestion des dossiers incomplets ;
- la résolution, avec les candidats, des problèmes techniques rencontrés lors de leur inscription ;
- l'établissement de la liste des candidats admis à concourir ;
- la convocation des candidats ;
- le déroulement de toutes les épreuves du concours ;
- l'organisation des réunions de jury ;
- la reprographie des sujets, la vérification et la sécurisation des sujets ;
- l'établissement des listes des candidats admissibles et admis ;
- l'organisation de réunions de briefing avant les épreuves écrites et orales, ainsi que des réunions d'harmonisation à l'attention des membres du jury avant les réunions d'admissibilité et d'admission ;
- l'aide à la préparation matérielle des épreuves écrites et orales ;
- la récupération des copies de l'ensemble des candidats ;
- la numérisation sécurisée et la transmission aux correcteurs des copies du CRO ;
- l'organisation de la correction du QCM ;
- l'aide à la préparation des Procès-Verbaux et comptes rendus pour les réunions du jury ;
- le prêt du matériel nécessaire à l'organisation concrète des épreuves du concours ;
- l'aide juridique et pratique requis par toute l'organisation du concours ;

Article 6 : Gestion des listes d'aptitude au grade de sergent

Chaque SDIS ou SIS conserve la compétence et la responsabilité de l'établissement de sa liste d'aptitude au grade de sergent prise par arrêté du Président de son conseil d'administration et en assure la publicité et la gestion.

TITRE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 7 : Modalités de participation aux frais d'organisation

Le SDIS 54 prend en charge les frais suivants :

- les frais engagés par le CDG 54 sur la base d'un devis présenté et accepté par le SDIS 54 pour l'ensemble de l'organisation des concours internes des SDIS partenaires,
- les frais de location de la salle pour l'organisation des épreuves écrites d'admissibilité,
- les frais occasionnés pour toutes les actions de coordination jusqu'aux épreuves écrites.

Le SDIS 54 facturera la part de ces frais revenant au 25 au prorata du nombre de candidats inscrits sur le logiciel du CDG 54 à son concours interne.

Article 8 : Modalités de règlement

Le SDIS 54 émettra un titre de recette correspondant sur la base d'un état détaillé et certifié des frais engagés.

Le SDIS 25 procèdera au règlement par mandat administratif à réception du titre de recette correspondant.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA04_20220208-DE

TITRE 4 – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9 : Confidentialité - Gestion des données personnelles

Les parties assurent la confidentialité des données à caractère personnel auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la convention.

Il est précisé que le CDG 54 est amené à traiter des données personnelles dans le cadre de la loi « informatique et libertés » n°78- 17 du 6 janvier 1978 et du règlement européen (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données.

Article 10 : Annulation des concours

Le SDIS 54 se réserve le droit, après consultation ou sur proposition des SDIS ou SIS partenaires de renoncer à l'organisation des concours si un événement extérieur imprévisible devait empêcher la tenue des concours.

Dans ce cas, la présente convention sera résiliée de plein droit, et les frais engagés au moment de l'annulation seront répartis entre SDIS/SIS partenaires suivant les modalités définies à l'article 7.

Si l'annulation intervient avant la clôture des inscriptions, les SDIS/SIS partenaires conviendront des modalités à appliquer par avenant à la présente convention.

Article 11 : Responsabilité

Chaque Service Départemental d'Incendie et de Secours ou Service d'Incendie et de Secours est responsable de son concours en qualité d'autorité organisatrice. Il assumera le cas échéant tous les risques relevant de l'organisation de son concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels, sans s'interdire d'engager toute procédure en recherche de responsabilité à l'encontre de l'auteur d'une faute lourde.

Article 12 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux des articles 3 et 4.

Article 13 : Modalités de règlement des litiges

Tout litige né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention fera l'objet d'une tentative d'accord amiable. A défaut d'accord, le litige relève de la compétence du Tribunal Administratif de Nancy.

Etablie en deux exemplaires.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA04_20220208-DE

A Nancy, le

Pour le SDIS 54,
Le Président du conseil d'administration

Bernard BERTELLE

Pour le SDIS 25,
La Présidente du conseil d'administration,

Christine BOUQUIN

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ORGANISATION DU CONCOURS INTERNE DE SERGENT – FIXATION DES INDEMNITES DE JURY

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 18 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- › Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Philippe GAUTIER (visioconférence), M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- › M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. Didier MOREAU, M. le Capitaine Frédéric MAURICE (visioconférence).

Membre de droit

- › Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- › M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- › M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- › M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. Michaël BADET, M. Jérôme FITZE, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA05_20220208-DE

ORGANISATION DU CONCOURS INTERNE DE SERGENT – FIXATION DES INDEMNITES DE JURY

Le SDIS 25 organise un concours interne de sergent de sapeurs-pompiers professionnels.

Le décret n°2020-1474 du 30 novembre 2020 modifié fixant les modalités d'organisation du concours prévu à l'article 4 du décret n°2012-521 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels fixent la composition du jury.

Le jury du concours interne comprend notamment :

- deux personnalités qualifiées : un officier de sapeurs-pompiers professionnels extérieur au service départemental d'incendie et de secours organisateur du concours interne et un représentant du centre national de la fonction publique territoriale ;
- deux élus locaux dont, au plus, un membre du conseil d'administration d'un SDIS ;
- deux représentants des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels, désignés par tirage au sort parmi les membres de la commission administrative paritaire compétente.

Dans ce cadre, il est proposé d'allouer aux membres du jury cités ci-dessus non-salariés de l'établissement une indemnité de jury de concours.

L'arrêté du 7 octobre 2011 fixant la rémunération des agents publics participant à titre accessoire à des activités de formation et de recrutement pour le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration, pris en application du décret n°2010-235 du 5 mars 2010 modifié relatif à la rémunération des agents publics participant à titre accessoire à des activités de formation et de recrutement, prévoit que les agents de l'Etat qui assurent à titre accessoire le fonctionnement de jurys d'examens ou de concours peuvent percevoir à ce titre une indemnité.

L'octroi de cette indemnité aux agents territoriaux est admis, en dehors de tout principe d'équivalence avec les corps de la FPE, sous réserve d'une décision de l'organe délibérant.

L'indemnité est calculée selon le niveau de difficulté de la prestation fournie.

Il est proposé :

- de retenir le taux 2, en assimilant le concours interne de sergent à une opération de recrutement présentant une certaine complexité, notamment au regard de la nature de l'épreuve, du niveau de recrutement, du niveau d'étude exigé des candidats et du niveau attendu des membres du jury ;
- de fixer en conséquence à 60 € la rémunération des membres du jury non-salariés du SDIS par vacation (demi-journée).

Le besoin est estimé en fonction du nombre prévisionnel de candidats :

- 2 jours pour l'oral du concours par membre du jury concerné par le présent rapport soit 8 jours ;
- 1,5 jours pour la préparation et la délibération du jury du concours par membre du jury concerné par le présent rapport soit 6 jours.

Le coût total de l'ensemble des indemnités est estimé à **1 680 €**.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

Délibération n° 005 du 08/02/2022 de
ID : 025:282500016-20220208-DCA05_20220208-DE

Les membres du jury concerné par le présent rapport pourront également leurs frais de déplacement selon les règles en vigueur pour la fonction publique territoriale.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et :

- *fixent à 60 € le montant de la vacation (correspondant à une demi-journée) pour chaque membre du jury cité dans le présent rapport du concours de sapeurs-pompiers professionnels organisé par le SDIS du Doubs en 2022 ;*
- *autorisent le remboursement de leurs frais de déplacement selon les règles en vigueur pour la fonction publique territoriale ;*
- *autorisent la présidente ou son représentant à signer tout document y afférent.*

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le 17/02/2022

ID : 025-282500016-20220208-DCA06_20220208-DE

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

RECOURS A UN AGENT CONTRACTUEL SUR EMPLOI PERMANENT

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 18 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Philippe GAUTIER (visioconférence), M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. Didier MOREAU, M. le Capitaine Frédéric MAURICE (visioconférence).

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. Michaël BADET, M. Jérôme FITZE, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois de février 2022.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA06_20220208-DE

RECOURS A UN AGENT CONTRACTUEL SUR EMPLOI PERMANENT

Conformément à l'article 3 de la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les emplois permanents des collectivités territoriales sont occupés par des fonctionnaires sauf dérogation prévue par une disposition législative. En vertu de ce principe, le recours à des agents contractuels pour pourvoir des emplois permanents reste l'exception.

Néanmoins, tel que le stipule l'article 3-3, 2° de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, un emploi permanent de catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Suite à la publication de la vacance d'emploi à temps complet de chef du bureau maintenance, maîtrise d'œuvre et petites opérations d'investissement au groupement des services techniques et de la logistique et après examen des candidatures et avis de la commission de recrutement, il s'avère que l'emploi d'un fonctionnaire territorial a été infructueux.

Ainsi, il est proposé d'autoriser le recrutement à compter du 1^{er} mars 2022 d'un agent contractuel du cadre d'emploi des techniciens territoriaux (catégorie hiérarchique B et diplôme de niveau 4 minimum) sur emploi permanent pour effectuer les missions suivantes à temps complet (35h hebdomadaire) :

- assurer seul ou avec des bureaux d'études spécialisés la conception et le suivi d'opérations de bâtiments ;
- construire et conduire les opérations de maintenance ;
- vérifier le respect des clauses de prévention et de sécurité sur les chantiers ;
- renseigner et faire vivre la base de données du patrimoine immobilier.

Ce contrat à durée déterminée d'une durée de 3 ans est renouvelable par reconduction expresse et ne peut excéder un total de 6 années. A l'issue de la période maximale de 6 années, le contrat ne peut être reconduit que par une décision expresse et pour une durée indéterminée, en application de l'article 3-4 de la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 12 du budget primitif 2022 soumis à délibération du conseil d'administration à la même séance.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier.

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le 17/02/2022

ID : 025-282500016-20220208-DCA07_20220208-DE

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

PREVISION D'AFFECTATION DU RESULTAT ET REPRISE ANTICIPEE

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 18 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Philippe GAUTIER (visioconférence), M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. Didier MOREAU, M. le Capitaine Frédéric MAURICE.

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. Jérôme FITZE, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois de février 2022.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

520

ID : 025-282500016-20220208-DCA07_20220208-DE

PREVISION D'AFFECTATION DU RESULTAT ET REPRISE ANTICIPEE

L'instruction budgétaire et comptable M61 prévoit la possibilité pour le SDIS de reprendre par anticipation les résultats prévisionnels de l'exercice 2021. Cette reprise doit intervenir entre la fin de la journée complémentaire et la date limite du vote du budget.

Les résultats prévisionnels de l'exercice 2021 à l'arrêté des comptes s'apprécient section par section en prenant en compte les opérations de l'exercice et les résultats antérieurs reportés.

Si des différences sont constatées entre ce compte d'administratif prévisionnel et le compte administratif définitif, elles seront reprises et corrigées par la première décision modificative.

Dans le cadre des opérations de clôture d'exercice, le résultat 2021 a été arrêté comme suit, dans l'attente de validation par Monsieur le Payeur départemental :

Section de fonctionnement

Total dépenses	52 412 301,12 €
Total recettes	53 648 789,39 €
Solde de l'exercice 2021	1 236 488,27 €
Excédent 2020 reporté	6 215 770,28 €
Résultat de fonctionnement	7 452 258,55 €
Virement à la section d'investissement inscrit au budget 2021	1 000 000,00 €
Résultat après virement	6 452 258,55 €
Dépenses reportées	146 412,05 €

Il est proposé de reprendre par anticipation ce résultat au budget 2022 et de l'affecter :

- pour partie, au virement de 1 M€ prévu à la section d'investissement ;
- pour le solde, soit 6,4 M€ à la ligne 002 « résultat de fonctionnement reporté ».

Ce résultat permettra la couverture des reports de dépenses sur 2022 qui ont été chiffrées à 146 412,05 €.


Section d'investissement

Total dépenses	15 107 387,06 €
Total recettes	15 120 480,71 €
Solde de l'exercice 2021	13 093,65 €
Résultat 2020 reporté	- 541 462,24 €
Résultat cumulé	- 528 368,59 €
Dépenses 2021 reportées	528 378,85 €
Besoin de financement 2021	- 1 056 747,44 €
Virement de la section de fonctionnement inscrit au budget 2021	1 000 000,00 €
Solde avec prise en compte du virement	- 56 747,44 €

Il est proposé de reprendre par anticipation ce résultat de - 528 368,59 € au budget 2022, et de l'inscrire à la ligne 001 « solde d'exécution d'investissement reporté ».

Le besoin total de financement de la section d'investissement s'élève à 1 056 747,44 €. Il intègre les dépenses engagées en fin d'année 2021 pour lesquelles la facture n'est pas parvenue avant la fin de l'exercice et qui sont reportées sur le budget 2022 : elles ont été chiffrées à 528 378,85 €.

Ce besoin ne sera pas couvert, en totalité, par le virement de 1 M€ provenant de la section de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022
Reçu en préfecture le 16/02/2022
Affiché le 
ID : 025-262500016-20220208-DCA07_20220208-DE

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité :

- *approuvent l'affectation partielle du résultat prévisionnel de fonctionnement à la section d'investissement, à hauteur de 1 000 000 €, par une inscription budgétaire au compte 1068 du budget 2022 ;*
- *approuvent la constatation d'un solde d'exécution prévisionnel 2021 de la section de fonctionnement de 6 452 258,55 € reporté en recettes de fonctionnement au budget primitif 2022 à la ligne 002, permettant notamment la couverture des reports de dépenses sur 2022 à hauteur de 146 412,05 € ;*
- *approuvent la constatation d'un solde d'exécution prévisionnel 2021 de la section d'investissement de - 528 368,59 € reporté en dépense d'investissement au budget primitif 2022 à la ligne 001 ; ce résultat, ainsi que les reports (528 378,85 €) étant couverts, pour partie, par le virement de la section de fonctionnement.*

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN



Guy LORENZELLI
Payeur Départemental du Doubs

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le 17/02/2022

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

BUDGET PRIMITIF 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 18 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Philippe GAUTIER (visioconférence), M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. Didier MOREAU, M. le Capitaine Frédéric MAURICE.

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.


ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. Jérôme FITZE, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois de février 2022.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022
Reçu en préfecture le 17/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

BUDGET PRIMITIF 2022

Le conseil d'administration du SDIS, les 21 octobre et 09 décembre 2021, a :

- adopté le rapport sur l'évolution des ressources et des charges prévisibles pour l'année 2022 ;
- approuvé les orientations budgétaires présentées pour les années 2022 à 2026 ;
- adopté l'évolution des contributions des communes et des établissements publics de coopération intercommunale au budget du SDIS.

Il convient à présent d'examiner le projet de budget primitif (BP) pour l'année 2022.

Un budget de fonctionnement contraint :

• Des surcoûts attendus

Le SDIS devra faire face, en 2022, à des surcoûts qui impacteront son budget de fonctionnement et notamment :

- la flambée des prix des matières premières impactant sensiblement l'ensemble des acteurs économiques ;
- un contexte sanitaire encore très incertain.

• Une progression limitée des contributions

Malgré le contexte, l'engagement de maîtriser l'augmentation des contributions des financeurs du SDIS est maintenu. La contribution du Département augmente en 2022 de 1,9 % et les contributions du bloc communal progressent de 1,9 % en référence avec l'évolution annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) du mois d'août (évolution entre 2020 et 2021).

Un niveau d'investissement restant important, en cohérence avec le plan pluriannuel :

Le projet de budget 2022 prévoit un montant d'investissements de 15,3 M€, dont 9,5 M€ consacrés aux dépenses d'équipement et notamment au maintien à niveau du parc de véhicules et des matériels et à la poursuite du plan immobilier. La continuité de cette politique d'investissements est nécessaire pour assurer le niveau de service attendu du SDIS.

Les dépenses d'investissement prévues reposent sur un plan de financement sain et diversifié, fondé principalement sur l'autofinancement (dotation aux amortissements et virement de la section de fonctionnement), les subventions, le FCTVA ainsi que sur le recours à l'emprunt (5,3 M€, soit une progression de l'encours de l'ordre de 1,8 M€). Le SDIS bénéficiera, à nouveau, d'une subvention d'équipement du Département à hauteur de 0,55 M€.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-2B2500016-20220216-DCA08_20220208-DE

L'équilibre du budget :

Le projet de budget pour 2022 s'équilibre en recettes et en dépenses comme suit :

	<i>Dépenses</i>	<i>Recettes</i>
<i>Fonctionnement</i>	55 424 378 €	55 424 378 €
<i>Investissement</i>	15 866 496 €	15 866 496 €
Total	71 290 874 €	71 290 874 €

En fonctionnement, cet équilibre intègre une consommation partielle des résultats reportés à hauteur de 3,2 M€.

Le résultat cumulé fin 2021 permettra :

- d'une part, de limiter, sur la durée, la progression de la contribution des collectivités, malgré les surcoûts importants qui impactent le budget du SDIS ;
- d'autre part, d'alimenter un virement à la section d'investissement afin de contenir la progression de l'endettement du SDIS.

Ce rapport présente le projet de budget 2022 et son évolution par rapport au budget primitif 2021.

Le détail du projet de budget est exposé ci-dessous, en présentant la section de fonctionnement (I), puis la section d'investissement (II).

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

I. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Compte	Mouvement	Chapitre	BP 2020	BP 2021	BP 2022	Evolution en €	En %
Dépenses	Ordre	023 Virement à section investissement	1 400 000 €	1 000 000 €	2 000 000 €	1 000 000 €	100%
		042 Opérations d'ordre	6 040 000 €	6 200 000 €	6 337 499 €	137 499 €	2%
	Total	Dépenses d'ordre	7 440 000 €	7 200 000 €	8 337 499 €	1 137 499 €	16%
	Réel	011 Charges à caractère général	6 981 273 €	7 090 599 €	7 711 402 €	620 803 €	9%
		012 Charges de personnel	37 133 448 €	37 625 280 €	38 159 485 €	534 205 €	1%
		022 Dépenses imprévues	400 000 €	400 000 €	400 000 €	0 €	0%
		65 Autres charges de gestion courante	230 182 €	230 682 €	296 992 €	66 310 €	29%
		66 Charges financières	570 000 €	507 000 €	500 000 €	-7 000 €	-1%
		67 Charges exceptionnelles	14 000 €	14 000 €	14 000 €	0 €	0%
		68 Provisions	0 €	0 €	5 000 €	5 000 €	
	Total	Dépenses réelles	45 328 903 €	45 867 561 €	47 086 879 €	1 219 318 €	3%
Total	Dépenses		52 768 903 €	53 067 561 €	55 424 378 €	2 356 817 €	4%
Recettes	Ordre	042 Opérations d'ordre	1 990 000 €	2 295 064 €	2 294 233 €	-831 €	0%
	Total	Recettes d'ordre	1 990 000 €	2 295 064 €	2 294 233 €	-831 €	0%
	Réel	002 Excédent utilisé pour l'équilibre	2 083 514 €	2 189 294 €	3 217 665 €	1 028 371 €	47%
		013 Atténuation de charges	290 000 €	200 000 €	300 000 €	100 000 €	50%
		70 Produits des services	430 000 €	430 000 €	430 000 €	0 €	0%
		74 Contributions et participations	47 527 555 €	47 888 369 €	48 775 646 €	887 277 €	2%
		75 Autres produits de gestion courante	51 834 €	51 834 €	51 834 €	0 €	0%
		77 Produits exceptionnels	396 000 €	13 000 €	355 000 €	342 000 €	2631%
	Total	Recettes réelles	50 778 903 €	50 772 497 €	53 130 145 €	2 357 648 €	5%
Total	Recettes		52 768 903 €	53 067 561 €	55 424 378 €	2 356 817 €	4%

A. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
Total dépenses de fonctionnement	53 067 561 €	55 424 378 €	2 356 817 €	4,4%
Dont dépenses réelles	45 867 561 €	47 086 879 €	1 219 318 €	2,7%


Les dépenses réelles de fonctionnement (DRF) progressent de 2,7 % entre 2021 et 2022.

Les dépenses de fonctionnement qui composent ce budget primitif se ventilent de la façon suivante :

1. Charges à caractère général – Chapitre 011

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
011 Charges à caractère général	7 090 599 €	7 711 402 €	620 803 €	8,76%

Les chiffres indiqués ici sont les crédits votés au budget primitif 2021, hors reports et avant décision modificative (DM) ; pour mémoire le chapitre 011 a été abondé de 350 K€ lors du vote de la DM au mois d'octobre.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022
Reçu en préfecture le 17/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

Les charges du chapitre 011 se répartissent comme suit :

a) Les matières consommées (compte 60)

Ces dépenses concernent le carburant, les fluides, les combustibles, l'habillement, l'alimentation, les fournitures d'entretien et de petits équipements, la pharmacie ainsi que les fournitures administratives.

La prévision 2022 est supérieure à celle de 2021, en raison principalement de l'estimation des surcoûts liés à l'augmentation des prix de l'énergie, des carburants et des dépenses liées à l'habillement.

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
Compte 60 matières consommées	2 891 924 €	3 008 035 €	116 111 €	4,02%

b) Les services extérieurs (compte 61 et 62)

Ces dépenses concernent principalement l'entretien et la maintenance, les locations, les primes d'assurance et les frais généraux.

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
Comptes 61 62 services extérieurs	4 153 111 €	4 657 937 €	504 826 €	12,16%

En 2022, ces dépenses concernent une somme de 350 K€ inscrite pour la réparation de la toiture du CSP Besançon Centre (une recette est prévue en parallèle au compte 7788).

Si l'on ne tient pas compte de cette opération spécifique, les dépenses consacrées aux services extérieurs sont globalement en progression sur 2022.

Cette augmentation porte notamment sur :


- la formation :
 - o maintien d'un niveau élevé des prévisions de recrutement des SPV ;
 - o report des formations n'ayant pas pu être réalisées en raison du contexte sanitaire ;
 - o réalisation d'une formation initiale de caporal SPP.
- l'immobilier : hausse des dépenses liées à l'entretien et aux frais de maintenance dans les bâtiments, en lien avec le vieillissement d'une partie du parc.

c) Impôts, taxes et versements assimilés (comptes 63513-6354-6355-6358)

Ces dépenses concernent l'achat des cartes grises des véhicules et des timbres fiscaux ainsi que le paiement des taxes et redevances d'ordures ménagères.

Elles varient en fonction du nombre de véhicules acquis dans l'année.

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
Comptes 63 impôts taxes	45 564 €	45 430 €	- 134 €	-0,29%

Envoyé en préfecture le 17/02/2022
 Reçu en préfecture le 17/02/2022
 Affiché le 
 ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

2. Dépenses de personnel – Chapitre 012

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
012 Charges de personnel	37 625 280 €	38 159 485 €	534 205 €	1,42%

Les dépenses de personnel du SDIS sont principalement composées de la masse salariale et des indemnités versées aux sapeurs-pompiers volontaires.

a) Masse salariale (cf. annexe Tableau des emplois budgétaires)

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
Masse salariale	29 152 151 €	29 161 790 €	9 639 €	0,03%

Les principaux éléments qui impacteront la masse salariale en 2022 sont :

- l'effet noria :

L'effet noria mesure l'écart de rémunérations entre les agents ayant quitté le SDIS et ceux qui les ont remplacés. Cet effet a été encore favorable au SDIS pour les départs intervenus en 2021 minorant de 415 K€ la masse salariale de 2022, les agents partis ayant été remplacés par des agents se trouvant à un indice inférieur ;

- le glissement vieillesse technicité (GVT) :

Le GVT mesure les augmentations de rémunérations liées à l'avancement d'échelon et à la promotion de grade des agents : surcoût de 126 K€ au titre de l'effet année pleine du GVT de 2021 et de 223 K€ au titre du GVT 2022; le GVT est compensé pour partie par l'effet noria évoqué ci-avant ;

- les créations de postes :

Le présent projet de budget intègre la création de 2 postes de sapeurs-pompiers professionnels non officiers (caporal) dans le cadre du protocole d'accord validé le 14/12/2018 par le conseil d'administration du SDIS pour l'atteinte des effectifs journaliers opérationnels.

b) Sapeurs-pompiers volontaires (SPV)

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
Indemnités SPV	6 871 891 €	7 333 700 €	461 809 €	6,72%

La prévision budgétaire est en augmentation par rapport à l'année 2021 pour les raisons suivantes :

- Prise en compte de la revalorisation réglementaire prévisionnelle des taux d'indemnités de grades à hauteur de 1,5% en 2022 ;
- Intégration de la régularisation de la revalorisation du taux d'indemnité de grades au 1^{er} juillet 2021 (revalorisation de 2% alors que le BP 2021 avait prévu que 1%) ;
- Prise en compte de l'augmentation de l'activité opérationnelle, après deux années de baisse, pour retrouver un niveau proche de 2018 ;
- Revalorisation du taux de rémunération des astreintes de nuit, week-end, jours fériés, journée à 7,5% ;
- Revalorisation de la NPFR de 25%.

c) Allocation de vétérance et prestation de fidélisation et de reconnaissance (PFR 1 et 2)

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
Vétérance et PFR	810 500 €	859 000 €	48 500 €	5,98%

La loi n°2016-1867 du 27 décembre 2016 a réformé la PFR et créé une « nouvelle prestation de fidélisation et de reconnaissance » pour les SPV qui cessent leur activité à compter du 1^{er} janvier 2016.
 Le nouveau système est basé sur un flux budgétaire direct annuel, et non plus sur la capitalisation.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

d) Autres charges de personnel

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
Assurances du personnel	185 000 €	185 000 €	- €	0,00%
Subvention au COS	605 738 €	619 995 €	14 257 €	2,35%
Total autres charges de personnel	790 738 €	804 995 €	14 257 €	1,80%

Ce poste comprend deux dépenses :

- la subvention versée au COS qui s'élèvera à 619 995 € en 2022 (+ 14 K€). Depuis 2016, cette subvention évolue en fonction de l'inflation (1.9 %) et du coût de la protection sociale complémentaire pour le SDIS ;
- la cotisation pour l'assurance du personnel : maintien à hauteur de 185 K€ en 2022.

3. Autres charges de gestion – Chapitre 65

Intitulé Nature	BP 2021	BP 2022
Indemnités des élus	30 000 €	30 000 €
Frais de mission des élus	500 €	500 €
Informatique en nuage (Cloud)	- €	66 310 €
Contribution ANTARES	108 682 €	108 682 €
Subventions aux associations	73 500 €	73 500 €
Charges de gestion courante	18 000 €	18 000 €
TOTAL Chapitre 65	230 682 €	296 992 €

Les montants des subventions versées aux associations (UDSP, APEM, SSF 25, ADJSP) restent identiques en 2022.

4. Charges financières – Chapitre 66

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
66 Charges financières	507 000 €	500 000 €	-7 000 €	-1%


La prévision budgétaire pour les charges financières affiche un recul par rapport à 2021. Deux facteurs expliquent cette diminution :

- le montant des intérêts diminue au fur et à mesure du remboursement du capital, pour la plupart des contrats du SDIS ;
- les emprunts souscrits ces dernières années l'ont été à des taux inférieurs au taux moyen de la dette du SDIS.

5. Charges exceptionnelles – Chapitre 67

	BP 2021	BP 2022
67 Charges exceptionnelles	4 000 €	14 000 €

Ces crédits permettent notamment le paiement des intérêts moratoires, des amendes fiscales et pénales, des charges exceptionnelles ainsi que la couverture des titres annulés.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022
Reçu en préfecture le 17/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

6. Dépenses imprévues – Chapitre 022

Comme les années précédentes, un montant de 400 000 € est proposé pour 2022 au titre des dépenses imprévues. En 2020, 200 K€ ont été prélevés de ce chapitre pour alimenter le chapitre 011, en lien notamment avec la crise sanitaire. Aucun prélèvement réalisé en 2021.

7. Opérations d'ordre de transfert entre sections – Chapitre 042

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
Dotation aux amortissen	6 200 000 €	6 337 499 €	137 499 €	2%
Neutralisation et reprise	2 295 064 €	2 294 233 €	-831 €	0%
Amortissement net	3 904 936 €	4 043 266 €	138 330 €	2%

La dotation aux amortissements progresse très légèrement en 2022 en raison de l'amortissement des dépenses d'investissement réalisées en 2021. Aucune nouvelle opération immobilière n'a été basculée sur l'amortissement 2022 ; les opérations de Mouthe, Pierrefontaine les Varans, Moncey, Labergement Sainte Marie devraient être intégrées dans les écritures d'amortissement à partir de 2023.

8. Virement à la section d'investissement – Chapitre 023

En considération du niveau de résultat constaté en fin d'exercice 2021 et de la nécessité de modérer le niveau d'endettement du SDIS, il est proposé d'abonder l'autofinancement par un virement de 2 000 000 € à la section d'investissement.

B. RECETTES DE FONCTIONNEMENT

1. Reprise de l'excédent – Ligne 002

Le compte administratif 2021 définitif sera soumis au vote du conseil d'administration lors d'une prochaine séance.

Pour autant, sur la base des résultats provisoires pour 2021 connus à ce jour en cours de validation par Monsieur le Payeur départemental, il est proposé d'opérer une reprise anticipée des résultats avant le vote du compte administratif. Cette disposition permet de limiter le montant des contributions demandées aux financeurs du SDIS.

Le résultat 2021 provisoire s'élève à environ 6,4 M€ pour la section de fonctionnement.

Dans le cadre du projet de BP 2021, il est proposé une consommation de ce résultat reporté à hauteur de 3,2 M€.

2. Les contributions des collectivités – Chapitre 74

2.1 Les contributions des communes et de leurs groupements

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Contributions des communes et EPCI	20,166 M€	20,348 M€	20,437 M€	20,448 M€	20,448 M€	20,632 M€	20,879 M€	21,088 M€	21,130 M€	21,532 M€
Evolution	2,10%	0,90%	0,44%	0,05%	0%	0,90%	1,20%	1,00%	0,20%	1,90%
Part / total des contributions	45,37%	45,13%	44,49%	44,49%	44,49%	44,49%	44,49%	44,44%	44,20%	44,20%

Lors de la réunion du 09 décembre 2021, le conseil d'administration a décidé une progression des contributions des communes et EPCI à hauteur de 1,9 %, soit le niveau d'inflation constaté entre les mois d'août 2020 et août 2021.

L'enveloppe des contributions des communes et EPCI s'élève donc à 21 531 569 € pour l'année 2022, en progression de 401 K€ par rapport à 2021.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

2.2 La contribution du conseil départemental

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Contribution du Département	24, 280 M€	24, 740 M€	25,500 M€	25, 513 M€	25, 513 M€	25, 742 M€	26,051 M€	26,364 M€	26,680M€	27,187M€
Evolution	4,50%	1,90%	3,07%	0,05%	0%	0,90%	1,20%	1,20%	1,20%	1,90%
Part /total des contributions	54,63%	54,87%	55,51%	55,51%	55,51%	55,51%	55,51%	55,56%	55,80%	55,80%

Pour l'année 2022, la contribution du Département progresse de la même manière que la contribution des communes et EPCI, soit 1,9 %. Elle s'élève donc à 27 187 172 € en progression de 507 K€ par rapport à 2021.

La part du Département au sein des contributions du SDIS se maintient puisque son évolution est égale à celle de l'inflation qui rythme l'augmentation des contributions du bloc communal.

3. Les autres recettes de fonctionnement – Chapitres 013, 70, 74, 75, 76, 77

Recettes	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
013 Remboursements sur rémun	200 000 €	300 000 €	100 000 €	50%
70 Produits des services (carenc	430 000 €	430 000 €	0 €	0%
74 Participations Etat pour empl	28 025 €	6 905 €	-21 120 €	-75%
74 FCTVA sur les dépenses de	50 000 €	50 000 €	0 €	0%
75 Produits de gestion courante	51 834 €	51 834 €	0 €	0%
77 Produits exceptionnels	13 000 €	355 000 €	342 000 €	2631%
Total autres recettes	772 859 €	1 193 739 €	420 880 €	54%

A noter concernant ces recettes :

- un ajustement des remboursements sur rémunération généralement minorés au niveau des BP ;
- la fin de la participation de l'Etat concernant les emplois d'avenir (plus ce type d'emploi) ;
- une augmentation des produits exceptionnels liée à la prévision de l'encaissement d'un remboursement d'assurance concernant des travaux à réaliser sur la toiture de Besançon Centre (350 K€).

4. Les recettes d'ordre : opérations d'ordre de transfert entre sections – Chapitre 042

La neutralisation des amortissements et la reprise de subventions s'élèvent en 2022 à 1,76 M€.

C. REPORTS ET EQUILIBRE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1. Reports de dépenses 2021

Les dépenses engagées en fin d'année 2021 pour lesquelles le service ou la livraison n'ont pas été effectués en 2021 sont reportées sur le budget 2022. Dans le cadre de la clôture de l'exercice, ces reports ont été chiffrés à 146 412,05 €.

2. Equilibre de la section de fonctionnement pour 2022

Le projet de budget prévoit une consommation des résultats reportés à hauteur de 3 217 665 €. Compte tenu de la constatation prévisionnelle des résultats cumulés fin 2021 (6,4 M€) et de la couverture des reports 2021, qui ont été évalués à 146 K€, le budget 2022, reports inclus, fait donc apparaître un résultat positif de 3 M€.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le



ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

Section de fonctionnement 2022 hors résultat reporté	
Total dépenses	55 424 378,00 €
Total recettes (hors 002)	52 206 713,00 €
Solde de l'exercice	-3 217 665,00 €
Dépenses 2021 reportées	146 412,05 €
Résultat cumulé fin 2021	6 452 258,55 €
Section de fonctionnement 2021 avec reports	
Total dépenses	55 570 790,05 €
Total recettes	58 658 971,55 €
Solde de l'exercice	3 088 181,50 €

Ce résultat reporté permettra de modérer, sur la durée, la progression de la contribution des collectivités, malgré les surcoûts importants qui impactent le budget du SDIS.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

II. LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Mouvement	Chapitre	BP 2020	BP 2021	BP 2022	Evolution en €	En %
Ordre	040 Opérations d'ordre	1 990 000 €	2 295 064 €	2 294 233 €	-831 €	0%
	Total	1 990 000 €	2 295 064 €	2 294 233 €	-831 €	0%
	Dépenses d'ordre					
	001 Solde d'exécution reporté	592 915 €	541 462 €	528 369 €	-13 093 €	-2%
Réel	16 Emprunts (remb. capital)	3 000 000 €	3 200 000 €	3 501 580 €	301 580 €	9%
	20 Immobilisations incorporelles	328 398 €	298 685 €	319 970 €	21 285 €	7%
	21 Immobilisations corporelles	5 297 872 €	5 317 535 €	4 435 395 €	-882 140 €	-17%
	23 Immobilisations en cours	4 635 795 €	3 363 360 €	4 792 114 €	1 428 754 €	42%
	27 Immobilisations financières	2 000 €	2 000 €	2 000 €	0 €	0%
	Total	13 264 065 €	12 181 580 €	13 051 059 €	869 479 €	7%
Total	Dépenses d'investissement	15 254 065 €	14 476 644 €	15 345 292 €	868 648 €	6%
Ordre	021 Virement < fonctionnement	1 400 000 €	1 000 000 €	2 000 000 €	1 000 000 €	100%
	040 Opérations d'ordre	6 040 000 €	6 200 000 €	6 337 499 €	137 499 €	2%
	Total	7 440 000 €	7 200 000 €	8 337 499 €	1 137 499 €	16%
	Recettes d'ordre					
	001 Solde d'exécution reporté	356 511 €	408 069 €	-56 747 €	-464 816 €	-114%
Réel	024 Produit des cessions	80 000 €	80 000 €	80 000 €	0 €	0%
	10 Dotations (FCTVA)	1 150 000 €	900 000 €	900 000 €	0 €	0%
	13 Subventions reçues	768 556 €	795 323 €	776 603 €	-18 720 €	-2%
	16 Emprunts	5 458 998 €	5 093 252 €	5 307 937 €	214 685 €	4%
	Total	7 814 065 €	7 276 644 €	7 007 793 €	-268 851 €	-4%
Total	Recettes réelles	7 814 065 €	7 276 644 €	7 007 793 €	-268 851 €	-4%
	Total	15 254 065 €	14 476 644 €	15 345 292 €	868 648 €	6%
	Recettes d'investissement					

A. Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement 2022 sont estimées à 15,3 M€ dont 9,5 M€ de dépenses de travaux et d'équipement (chapitres 20, 21 et 23). Parmi celles-ci, les dépenses planifiées dans le cadre d'une autorisation de programme (APCP) s'élèvent à 6,7 M€ soit 70 %. Chaque APCP fait l'objet d'une délibération spécifique et toutes sont retracées dans la présentation brève et synthétique des données financières annexée au présent rapport.

Les dépenses d'investissement se ventilent comme suit :

1. Immobilisations incorporelles – chapitre 20

	BP 2021	BP 2022	Variation en €
2031 Frais d'études	20 700 €	68 200 €	47 500 €
20412 Bâtiments et installations	2 150 €	- €	- 2 150 €
2051 Concessions et droits similaires	275 835 €	251 770 €	- 24 065 €
Total Immobilisations incorporelles	298 685 €	319 970 €	21 285 €

a) Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion (2031)

Il s'agit des études et honoraires en lien avec la réalisation de travaux au sein des centres de secours.

b) Participation aux travaux (20412)

Il s'agit de dépenses prévues pour la participation à des travaux sur des bâtiments partagés avec une commune dont les locaux sont mis à disposition au profit du SDIS.

Il s'agit de bâtiments partagés avec une commune dont les locaux occupés par le SDIS sont mis à disposition.

c) Concessions et droits similaires, brevets, licences (2051)

Les deux APCP du service informatique (outils de gestion informatique et mobilité et nomadisme numériques), qui faisaient chacune l'objet d'une délibération spécifique, se sont terminées en 2020 et 2021.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

Le montant de 251 K€ permet la réalisation des autres projets portés par le service informatique (évolutions de logiciels notamment).

2. Immobilisations corporelles – chapitre 21

Chapitre 21	BP 2021	BP 2022	Variation en €
2115 Terrains bâtis	11 900 €	13 400 €	1 500 €
2132 Bâtiments (achat DDSIS)	800 000 €	0 €	-800 000 €
21561 Mat. mobile d'inc.secours (véhicules)	2 307 371 €	1 908 383 €	-398 988 €
21568 Autre matériel incendie secours	983 750 €	1 172 764 €	189 014 €
21578 Matériel et outillage technique	125 081 €	136 182 €	11 101 €
2182 Matériel de transport (véhicules)	545 357 €	613 390 €	68 033 €
2183 Matériel informatique	401 670 €	472 976 €	71 306 €
2184 Matériel de bureau et mobilier	109 640 €	88 100 €	-21 540 €
2188 Autres matériels	32 766 €	30 200 €	-2 566 €
Total chapitre 21	5 317 535 €	4 435 395 €	-882 140 €

Sur les 4,4 M€ de dépenses prévues au chapitre 21 immobilisations corporelles, 2,4 M€ relèvent des autorisations de programme (AP/CP Véhicules). Elles sont détaillées dans les rapports correspondants.

En 2021, le SDIS a rencontré, en raison du contexte de crise sanitaire, d'importantes difficultés d'approvisionnement (pénurie des composants dans l'industrie automobile) et un allongement des délais de livraison des véhicules. En conséquence, des CP 2021 à hauteur de 516 801 € n'ont pas été réalisés et ont dû être reportés sur l'exercice budgétaire 2022.

APCP chap 21	CP 2022 au chapitre 21
Acquisition de véhicules	2 387 773 €
Acquisition de DSA (défibrillateurs,	7 165 €
IMMO (AP du Plan et hors plan)	44 800 €
Total sur AP	2 439 738 €

Les autres dépenses (hors AP) concernent :

- la logistique (865 K€), principalement pour l'achat des tenues d'intervention et l'acquisition de matériel (caméras thermiques, appareils respiratoires isolants, outillage pour les ateliers...) ;
- le service informatique et réseau (535 K€), pour le renouvellement ou l'acquisition des équipements informatiques ;
- le SSSM, pour le matériel médico-secouriste (344 K€) ;
- l'immobilier (103 K€), principalement pour l'acquisition de mobilier, literie, électroménager et matériel ;
- les équipes spécialisées, pour l'acquisition de matériel de secours (91 K€) ;
- la formation, pour l'achat de matériel de sport et d'outils de formation (57,6 K€).

A noter que l'acquisition du bâtiment de la Direction, acquis fin 2019 pour un montant de 2,4 M€ (à régler en 3 fois) s'est terminée en 2021.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

3. Immobilisations en cours – chapitre 23

Chapitre 23	BP 2021	BP 2022	Variation en €
Travaux dans le plan immobilier	2 067 350 €	2 242 350 €	175 000 €
Opérations de rénovation APCP hors	243 000 €	548 000 €	305 000 €
Gros entretien grosses réparations	246 010 €	478 800 €	232 790 €
Avances pour les véhicules	807 000 €	1 522 964 €	715 964 €
Total Chapitre 23	3 363 360 €	4 792 114 €	1 428 754 €

a) *Le programme pluriannuel de construction des centres de secours : 2,2 M€*

Une délibération spécifique est présentée pour l'APCP « plan immobilier ». Il y est proposé d'inscrire 2,2 M€ de crédits de paiement au chapitre 23 pour l'année 2022.

b) *La rénovation de centres de secours hors plan pluriannuel : 548 K€*

Il s'agit ici de la rénovation des centres de secours d'Hérimoncourt (137 K€), Boussières (194 K€) et Damprichard (217 K€). Elle fait l'objet d'une APCP, présentée dans un rapport dédié. Il y est proposé d'inscrire 548 K€ de crédits de paiement au chapitre 23 pour l'année 2022.

c) *Le gros entretien et la mise aux normes des bâtiments : 478,8 K€*

Les principales opérations prévues en 2022 sont :

- L'installation de bornes de recharge électriques sur les sites identifiés ;
- la création de 2 vestiaires supplémentaires dans les CIS des Trois Cantons et Besançon Est ;
- l'aménagement d'une aire de stockage des véhicules pour désincarcération au CIS de Pontarlier ;
- la motorisation de portes sectionnelles au CIS de Maîche.

d) *Le versement d'avances pour l'acquisition de véhicules : 1,5 M€*

Une enveloppe de 1,5 M€ est inscrite pour permettre le versement d'avances lors de l'acquisition de véhicules pouvant enregistrer des délais de livraison importants (VSRM, CCGC, VSAV). Les acquisitions de véhicules sont inscrites dans une APCP qui fait l'objet d'un rapport dédié.

4. Remboursement du capital de la dette – chapitre 16


	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
Chapitre 16	3 200 000 €	3 501 580 €	301 580 €	9%

Cette évolution s'explique par la progression de l'encours de dette du SDIS et par le rythme de remboursement de ses emprunts.

B. LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

L'autofinancement permet de couvrir un peu plus de 50 % des dépenses d'investissement présentées ci-dessus.

Le solde sera financé par les subventions, le FCTVA ainsi que par la souscription d'un emprunt.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022
Reçu en préfecture le 17/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

1. Opérations d'ordre de transfert entre sections – chapitre 040

La recette d'investissement que constitue la dotation 2022 aux amortissements est estimée à 6,3 M€ et à 4,5 M€, déduction faite de la neutralisation de l'amortissement des bâtiments et des reprises de subvention.

2. Le virement de la section de fonctionnement – chapitre 021

Depuis 2018, un virement annuel de la section de fonctionnement vers la section d'investissement est mis en place.

Pour 2022, son montant s'élève à 2 M€, soit 13 % des recettes d'investissement.

3. Le FCTVA – chapitre 10

	BP 2021	BP 2022	Variation en €	Variation en %
FCTVA	900 000 €	900 000 €	0 €	0%

La recette attendue au titre du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) est calculée sur les dépenses d'équipement réalisées au cours de l'année 2021.

Nota : Une partie des dépenses réalisées en 2021 est constituée d'avances versées pour l'acquisition de véhicules. Elles ne seront éligibles au FCTVA qu'en 2023, après constatation comptable de la réception des engins.

4. Les subventions d'investissement – chapitre 13

	BP 2021	BP 2022
Subventions des communes et EPCI	145 323 €	60 086 €
Subventions du Département	650 000 €	550 000 €
Subvention Travaux St Hippolyte	0 €	166 517 €
Total	795 323 €	776 603 €

Les subventions des communes et établissements publics de coopération intercommunale financent le plan immobilier du SDIS.

Par délibération en date du 27 avril 2007, le conseil d'administration a adopté un plan de financement pour la construction ou la restructuration des centres d'incendie et de secours du Doubs, et les modalités de subventionnement par les collectivités concernées.

Le montant inscrit pour 2021 (146 K€) concernait une partie des opérations de Pierrefontaine-Les-Varans (58 K€), Mouthe (29 K€) et La Fuvelle Rive Gauche (Les 2 Lacs) (59 K€).

En 2022, le montant inscrit correspond :

- une partie de l'opération concernant la Chapelle des Bois (31 K€) ;
- une partie de l'opération concernant du Val d'Usiers (29 K€).

Un acompte de 30 % sur la subvention pour les travaux de St Hippolyte est inscrit au compte 1311 pour un montant de 166 517 €.

La subvention du Département (0,55 M€) est destinée à financer les dépenses d'équipement du SDIS.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

5. L'emprunt – chapitre 16

Le budget 2022 prévoit la réalisation d'un emprunt de 5,3 M€, soit une progression de l'encours de l'ordre de 1,8 M€.

La progression de l'encours est modérée par la subvention accordée par le Département et par le virement opéré depuis la section de fonctionnement.

C. REPORTS ET EQUILIBRE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1. Reports de dépenses d'investissement sur 2022

Les dépenses d'investissement engagées en 2021 et reportées sur 2022 s'élèvent à environ 528 K€, en hausse de 78 K€, après un très net recul constaté les années précédentes (808 K€ en 2018, 965 K€ en 2017).

Il s'agit de biens ou de prestations commandés à l'issue des dernières commissions d'appel d'offres de l'année ou d'opérations retardées ou décalées pour diverses raisons, notamment liées à la crise sanitaire.

2. Equilibre de la section d'investissement 2022 – compte 1068

Section d'investissement 2022 hors reports	
Total dépenses	15 345 292,00 €
Total recettes (hors 001)	15 402 039,44 €
Solde de l'exercice	56 747,44 €
Solde de l'exercice 2021 (résultat + reports)	-1 056 747,44 €
Virement de la section de fonctionnement (1068)	1 000 000,00 €
Section d'investissement 2022 avec reports	
Total dépenses	16 402 039,44 €
Total recettes	16 402 039,44 €

Le compte administratif prévisionnel pour l'exercice 2021 fait apparaître un besoin de financement de la section d'investissement à hauteur de 1 056 747,44 €, reports compris. Ce besoin sera couvert par un nouveau virement de la section de fonctionnement à la section investissement de 2 M€ au budget 2022.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et approuvent ce projet de budget primitif pour l'année 2022, tel que présenté ci-dessus et détaillé dans la maquette budgétaire figurant en annexe.

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,


Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU DOUBS

Envoyé en préfecture le 17/02/2022
Reçu en préfecture le 17/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 8 février 2022

BUDGET PRIMITIF 2022 ANNEXE DE PRESENTATION DES INFORMATIONS FINANCIERES

L'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (loi NOTRe) prévoit qu' « *une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux* ».

La présente annexe a pour objet de satisfaire à cette obligation. Elle s'inspire du modèle de présentation proposé par les services de la Préfecture à titre indicatif.

1. Éléments de contexte

Les orientations budgétaires pour 2022 ont été élaborées en prenant en compte :

- les différents éléments qui impactent le coût du service ;
- les contraintes pesant sur les financeurs du SDIS : volonté de maîtriser la progression des contributions ;
- la volonté de limiter la progression de l'endettement du SDIS.

2. Priorités du budget

- Maîtrise des dépenses de fonctionnement ;
- Progression des contributions des communes, EPCI au niveau de l'inflation (1.9 %), progression de la contribution du Conseil départemental à hauteur de 1,9 % ;
- Poursuite d'un plan d'investissements ambitieux pour assurer le maintien à niveau des moyens nécessaires aux missions du SDIS (centres de secours, véhicules, outils de formation...) ;
- Maîtrise de l'endettement grâce à un virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement et à une subvention d'investissement versée par le Conseil Départemental.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

3. Ressources et charges des sections de fonctionnement et d'investissement

Section de fonctionnement :

Compte	Mouvement	Chapitre	BP 2020	BP 2021	BP 2022	Evolution en €	En %
Dépenses	Ordre	023 Virement à section	1 400 000 €	1 000 000 €	2 000 000 €	1 000 000 €	100%
		042 Opérations d'ordre	6 040 000 €	6 200 000 €	6 337 499 €	137 499 €	2%
		Total Dépenses d'ordre	7 440 000 €	7 200 000 €	8 337 499 €	1 137 499 €	16%
	Réel	011 Charges à caractère	6 981 273 €	7 090 599 €	7 711 402 €	620 803 €	9%
		012 Charges de personnel	37 133 448 €	37 625 280 €	38 159 485 €	534 205 €	1%
		022 Dépenses imprévues	400 000 €	400 000 €	400 000 €	0 €	0%
		65 Autres charges de	230 182 €	230 682 €	296 992 €	66 310 €	29%
		66 Charges financières	570 000 €	507 000 €	500 000 €	-7 000 €	-1%
		67 Charges exceptionnelles	14 000 €	14 000 €	14 000 €	0 €	0%
		68 Provisions	0 €	0 €	5 000 €	5 000 €	
		Total Dépenses réelles	45 328 903 €	45 867 561 €	47 086 879 €	1 219 318 €	3%
Total	Dépenses		52 768 903 €	53 067 561 €	55 424 378 €	2 356 817 €	4%
Recettes	Ordre	042 Opérations d'ordre	1 990 000 €	2 295 064 €	2 294 233 €	-831 €	0%
		Total Recettes d'ordre	1 990 000 €	2 295 064 €	2 294 233 €	-831 €	0%
	Réel	002 Excédent utilisé pour	2 083 514 €	2 189 294 €	3 217 665 €	1 028 371 €	47%
		013 Atténuation de charges	290 000 €	200 000 €	300 000 €	100 000 €	50%
		70 Produits des services	430 000 €	430 000 €	430 000 €	0 €	0%
		74 Contributions et participations	47 527 555 €	47 888 369 €	48 775 646 €	887 277 €	2%
		75 Autres produits de	51 834 €	51 834 €	51 834 €	0 €	0%
		77 Produits exceptionnels	396 000 €	13 000 €	355 000 €	342 000 €	2631%
		Total Recettes réelles	50 778 903 €	50 772 497 €	53 130 145 €	2 357 648 €	5%
Total	Recettes		52 768 903 €	53 067 561 €	55 424 378 €	2 356 817 €	4%

Section d'investissement :

Mouvement	Chapitre	BP 2020	BP 2021	BP 2022	Evolution en €	En %
Ordre	040 Opérations d'ordre	1 990 000 €	2 295 064 €	2 294 233 €	-831 €	0%
	Total Dépenses d'ordre	1 990 000 €	2 295 064 €	2 294 233 €	-831 €	0%
	001 Solde d'exécution reporté	592 915 €	541 462 €	528 369 €	-13 093 €	-2%
Réel	16 Emprunts (remb. capital)	3 000 000 €	3 200 000 €	3 501 580 €	301 580 €	9%
	20 Immobilisations incorporelles	328 398 €	298 685 €	319 970 €	21 285 €	7%
	21 Immobilisations corporelles	5 297 872 €	5 317 535 €	4 435 395 €	-882 140 €	-17%
	23 Immobilisations en cours	4 635 795 €	3 363 360 €	4 792 114 €	1 428 754 €	42%
	27 Immobilisations financières	2 000 €	2 000 €	2 000 €	0 €	0%
	Total Dépenses réelles	13 264 065 €	12 181 580 €	13 051 059 €	869 479 €	7%
Total	Dépenses d'investissement	15 254 065 €	14 476 644 €	15 345 292 €	868 648 €	6%
Ordre	021 Virement < fonctionnement	1 400 000 €	1 000 000 €	2 000 000 €	1 000 000 €	100%
	040 Opérations d'ordre	6 040 000 €	6 200 000 €	6 337 499 €	137 499 €	2%
	Total Recettes d'ordre	7 440 000 €	7 200 000 €	8 337 499 €	1 137 499 €	16%
	001 Solde d'exécution reporté	356 511 €	408 069 €	-56 747 €	-464 816 €	-114%
Réel	024 Produit des cessions	80 000 €	80 000 €	80 000 €	0 €	0%
	10 Dotations (FCTVA)	1 150 000 €	900 000 €	900 000 €	0 €	0%
	13 Subventions reçues	768 556 €	795 323 €	776 603 €	-18 720 €	-2%
	16 Emprunts	5 458 998 €	5 093 252 €	5 307 937 €	214 685 €	4%
	Total Recettes réelles	7 814 065 €	7 276 644 €	7 007 793 €	-268 851 €	-4%
Total	Recettes d'investissement	15 254 065 €	14 476 644 €	15 345 292 €	868 648 €	6%

4. Montant du budget consolidé et des budgets annexes

Sans objet

5. Crédits d'investissement et, le cas échéant, de fonctionnement pluriannuels

Le SDIS pratique les « autorisations de programme et crédits de paiement » (APCP) pour les opérations d'investissement importantes ayant un caractère pluriannuel ainsi que les « autorisations d'engagement et crédits de paiement » (AECPP) pour les dépenses de fonctionnement liées à ces opérations.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

Ces autorisations permettent d'engager une opération dans sa globalité, toutes les dépenses susceptibles d'être payées dans l'année.

A ce jour, des autorisations de programme (AP) sont ouvertes dans quatre domaines de l'activité du SDIS :

- L'immobilier :
 - la construction et restructuration de bâtiments dans le cadre du plan immobilier ; il existe une AP par opération, toutes sont regroupées dans le tableau ci-après sous l'intitulé « Plan immobilier » ;
 - les opérations de rénovations importantes de centres d'incendie et de secours, hors plan immobilier (Hérimoncourt en 2021) identifiées sous l'intitulé « Opérations immobilières hors plan » ;
- L'acquisition de véhicules : engins de secours et véhicules de service ;
- Le numérique :
 - Le projet mobilité et nomadisme numériques (terminé en 2021) ;
- Le domaine médical avec un plan d'acquisition de défibrillateurs semi-automatiques ; cette AP aurait dû être soldée en 2021 mais un reliquat de facture à hauteur de 7 165 € non parvenu dans les services avant le 31 décembre 2021 nécessite l'inscription de crédits sur l'exercice 2022.

Chaque APCP fait l'objet d'un rapport présenté ce jour. Le tableau ci-dessous propose une synthèse des autorisations ouvertes. Pour les opérations immobilières, l'APCP et l'AECF (pour l'assurance dommage ouvrage) sont regroupées dans le tableau.

APCP	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Total
Mobilité et nomadisme numériques	20 880 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 880 €
Outils de gestion informatique	16 553 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 553 €
Opérations immobilières hors plan	247 000 €	548 000 €	325 000 €	75 000 €	0 €	0 €	1 195 000 €
Plan immobilier (Casernes)	2 150 000 €	2 287 150 €	1 813 255 €	3 058 500 €	2 035 605 €	2 073 000 €	13 417 510 €
SSSM - Acquisition DSA	83 973 €	7 165 €	0 €	0 €	0 €	0 €	91 138 €
Véhicules	3 479 228 €	3 910 737 €	3 386 313 €	2 339 972 €	3 076 822 €	3 445 568 €	19 638 640 €
Total général	5 997 634 €	6 753 052 €	5 524 568 €	5 473 472 €	5 112 427 €	5 518 568 €	34 379 721 €

6. Niveau d'épargne brute et niveau d'épargne nette

	2019	Taux	2020	Taux	2021	Taux	2022	Taux
Dépenses réelles de fonctionnement	43,75M€		45,33M€		45,87M€		47,09M€	
Recettes réelles de fonctionnement (hors résultat reporté)	47,85M€		48,70M€		48,58M€		50,19M€	
Epargne brute	4,09M€	9%	3,37M€	7%	2,72M€	6%	3,10M€	6%
Remboursement du capital	2,90M€		3,00M€		3,20M€		3,50M€	
Epargne nette	1,19M€	2%	0,37M€	1%	-0,48M€	-1%	-0,40M€	-1%

7. Niveau d'endettement du SDIS

L'encours du SDIS s'élève au 1^{er} janvier 2022 à 31,66 M€. L'ensemble de la dette du SDIS bénéficie du classement 1A selon la Charte Gissler. Les emprunts à taux fixe représentent environ 81 % de la dette.

Prévisions au stade BP	2019	2020	2021	2022
Encours au 1er janvier N	32,14M€	30,24M€	31,36M€	31,66M€
Emprunts prévus en N	3,68M€	5,46M€	5,09M€	4,31M€
Capital remboursé N	2,90M€	3,00M€	3,20M€	3,50M€
Encours prévisionnel au 31 décembre N	32,92M€	32,70M€	33,26M€	32,47M€
<i>Encours réel au 31 décembre N</i>	<i>30,24M€</i>	<i>31,36M€</i>	<i>31,66M€</i>	

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

8. Capacité de désendettement

	2019	2020	2021	2022
Epargne brute calculée selon données BP	4,09M€	3,37M€	2,72M€	3,10M€
Encours au 1er janvier N	32,14M€	30,24M€	31,36M€	31,66M€
Capacité de désendettement (en années) – prévision stade BP	7,9	9,0	11,5	10,2

9. Niveau des taux d'imposition

Sans objet

10. Principaux ratios

Les ratios présentés ci-dessous font partie de ceux prévus pour les départements par l'article R.3313-1 du CGCT. Ceux qui ne sont pas repris ici ne sont pas applicables aux SDIS car liés aux impositions.

	2019	2020	2021	2022
Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)	43,75M€	45,33M€	45,87M€	47,09M€
Recettes réelles de fonctionnement (RRF)	45,93M€	53,00M€	52,50M€	54,07M€
Population légale totale du Doubs au 01/01/N	552 619	552 643	555 190	555 190
Ratio 1 DRF/population	79,17 €	82,02 €	82,62 €	84,81 €
Ratio 3 RRF /population	83,11 €	95,90 €	94,57 €	97,39 €
Ratio 4 Dépenses d'équipement / population	17,70 €	18,57 €	16,17 €	17,18 €
Ratio 5 Encours dette / population	58,16 €	54,73 €	56,49 €	57,03 €
Ratio 7 Charges de personnel / DRF	82%	82%	82%	81%
Ratio 9 DRF + remboursement capital dette / RRF	102%	91%	93%	94%
Ratio 10 Dépenses d'équipement / RRF	21%	19%	17%	18%
Ratio 11 Encours de la dette/RRF	70%	57%	60%	59%

11. Effectifs du SDIS et charges de personnel

	2019	2020	2021	2022
Charges de personnel (chapitre 012)	36,01M€	37,13M€	37,63M€	38,16M€
Dont masse salariale	27,91M€	28,70M€	29,15M€	29,16M€
Dont indemnités SPV	6,82 M€	6,85M€	6,87M€	7,33M€
Effectifs au 1^{er} janvier N (emplois budgétaires)				
Emplois fonctionnels	2	2	2	2
Sapeurs-pompiers professionnels	398	403	405	407
Personnels administratifs et techniques	102,5	103,5	103,5	103,5
Sapeurs-pompiers volontaires	2484	2535	2537	2549

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

Annexe 6

BORDEREAU D'ENVOI à l'usage des
collectivités qui n'ont pas signé de convention de télé-transmission via "Actes"
Envoi postal, ou dépôt, des délibérations et des maquettes budgétaires

(Bordereau à envoyer ou déposer, un par budget, en deux exemplaires, dont un exemplaire sera retourné à la collectivité dès réception)

Collectivité :


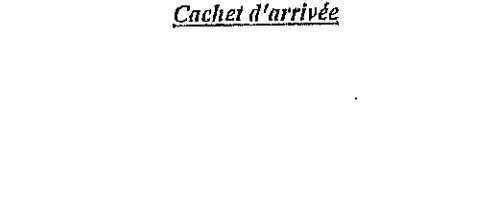
- Nom (et n° INSEE) : SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS
- Adresse : 10, chemin de la clairière - 25042 BESANCON CEDEX
- Tel : 03 81 85 36 00 Courriel : jerome.fitze@sdis25.fr

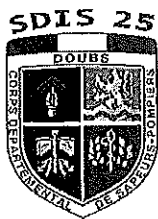
Document budgétaire concerné (cocher) :

- ☒ Budget principal ☐ Budget CCAS/CIAS
- ☐ Budget annexe (préciser quel budget) :

Cocher la case concernée	Nombre d'exemplaires à transmettre en préfecture ou sous-préfecture	BUDGET PRIMITIF <i>(BP transmis au plus tard 15 jours après le délai fixé pour son adoption - art L 1612-8 du code général des collectivités territoriales)</i>
<input checked="" type="checkbox"/>	1	• La maquette du budget primitif (joindre les annexes obligatoires, listées page 13)
<input checked="" type="checkbox"/>	2	• La délibération de l'assemblée délibérante approuvant le budget primitif
et si le budget est voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1		
<input checked="" type="checkbox"/>	2	• La délibération de reprise anticipée du résultat + l'attestation de reprise des résultats visée du comptable
<input checked="" type="checkbox"/>	1	• L'état des RAR au 31 décembre N-1 signé par l'ordonnateur et revêtu de l'accusé réception du comptable
<input checked="" type="checkbox"/>	1	• Les états II-1 "Résultat budgétaire de l'exercice" et II-2 "Résultat d'exécution du budget principal et des budgets annexes" du compte de gestion
ou si le budget est voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1		
<input type="checkbox"/>	2	• La délibération d'affectation du résultat
<input type="checkbox"/>	1	• L'état des RAR au 31 décembre N-1 signé par l'ordonnateur et revêtu de l'accusé réception du comptable
<input type="checkbox"/>	1	• Les états II-1 "Résultat budgétaire de l'exercice" et II-2 "Résultat d'exécution du budget principal et des budgets annexes" du compte de gestion

Rappel : La maquette budgétaire du BP est transmise en un seul exemplaire et les délibérations en deux exemplaires.

Cadre réservé à la collectivité	Cadre réservé à la préfecture (sous-préfecture)
Le maire (le président), atteste que les documents et délibérations cochés ci-dessus, adressés en préfecture (ou en sous-préfecture de Montbéliard, ou en sous-préfecture de Pontarlier, rayer les mentions inutiles), sont conformes à ceux détenus par la collectivité	Accusé de réception du budget primitif en préfecture (ou sous-préfecture)
<u>Date, signature de l'ordonnateur et cachet de la collectivité</u> <div style="text-align: center;">  Christine BOUQUIN <small>La Présidente du conseil d'administration du SDIS</small> </div>	<u>Cachet d'arrivée</u> <div style="text-align: center;">  </div>



Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SD

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE

**SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU DOUBS**

M 61

BUDGET PRIMITIF

Exercice 2022

Sommaire

I - Informations générales

A - Modalités de vote du budget	3
B - Exécution du budget de l'exercice précédent	4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble du budget	6
A2.1 - Equilibre financier du budget - Section de fonctionnement	7
A2.2 - Equilibre financier du budget - Section d'investissement	8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses	9
B2 - Balance générale du budget - Recettes	10

III - Vote du budget

A - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	11
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	12
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	14
B - Section d'investissement - Vue d'ensemble	15
B1.1 - Section d'investissement - Dépenses non individualisées en programme d'équipement	16
B1.2 - Section d'investissement - Dépenses individualisées en programme d'équipement	17
B1.3 - Section d'investissement - Chapitres de programme afférent à une autorisation de programme	18
B1.4 - Section d'investissement - Chapitres de programme non compris dans une autorisation de programme	39
B2 - Section d'investissement - Subventions d'équipement à verser	40
B3 - Section d'investissement - Dépenses financières	41
B4 - Section d'investissement - Recettes d'équipement	42
B5 - Section d'investissement - Recettes financières	43
B6 - Section d'investissement - Récapitulatif des opérations pour le compte de tiers	44
B7 - Section d'investissement - Opérations d'ordre entre sections	45
B8 - Section d'investissement - Opérations patrimoniales	46
B9.1 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Dépenses	47
B9.2 - Section d'investissement - Equilibre des opérations financières - Recettes	48

IV - Annexes

A - Eléments du bilan	49
A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	50
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	54
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	55
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	56
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	58
A2 - Méthodes utilisées	59
A3 - Etat des provisions	60
A4 - Etat des charges transférées	61
A5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	62
B - Engagements hors bilan	63
B1 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget	64
B2 - Etat des contrats de crédit-bail	65
B3 - Etat des contrats de PPP	66
B4 - Etat des engagements donnés	67
B5 - Etat des engagements reçus	68
B6 - Situation des autorisations de programme	69
B7 - Situation des autorisations d'engagement	71
C - Autres éléments d'information	72
C1 - Etat du personnel	73
C2 - Liste des organismes dans lesquels le SDIS a pris un engagement financier	74
C3.1 - Liste des organismes de regroupement	75
C3.2 - Liste des établissements publics créés	
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en un budget annexe	
D - Arrêté et signatures	76
D - Arrêté et signatures	

Sans objet

Sans objet

I – INFORMATIONS GENERALES
MODALITES DE VOTE DU BUDGET

- I – Le conseil d'administration a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement.
 - au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement.
 - sans (2) les programmes listés sur l'état II-B4.2.
 - avec (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

- II – La comparaison s'effectue par rapport au budget primitif (4) de l'exercice précédent.
- III – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre.
- IV – Le présent budget a été voté avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1 (5).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les programmes d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1			
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté	Résultat ou solde (A) (3)
TOTAL DU BUDGET	67 519 688,18	68 769 270,10	5 674 308,04	6 923 889,96
Investissement	15 107 387,06	15 120 480,71	- 541 462,24	- 528 368,59
Fonctionnement	52 412 301,12	53 648 789,39	6 215 770,28	7 452 258,55

(1) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(3) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

RESTES A REALISER – DEPENSES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 528 378,85
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	148 519,44
2031	Frais études	480,00
2051	Concession & droit simil, brevets, licences	148 039,44
204	Subventions d'équipement versées	24 671,98
20412	Subventions équip versées - bâtiments	24 671,98
21	Immobilisations corporelles	291 248,02
21561	Mat. d'incendie & de secours	3 900,01
21566	Aut. Mat. d'incendie & de secours	90 095,99
21578	Aut. Mat et outillage technique	4 322,49
2182	Matériel de transport	1 588,99
2183	Matériel informatique	165 478,23
2188	Autres immobilisations	25 852,31
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	63 939,41
231312	Centres d'incendie & de secours	63 191,33
231735	Instal° gnle, agencements, aménagements constructions	748,08
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 146 412,05
011	Charges à caractère général	146 412,05
60623	Alimentation	7,00
60632	Fourniture de petit équipement	6 891,33
60636	Habill. Vêtements de travail	11 378,06
60668	Aut. Produits pharmaceutiques	439,20
611	Contrat prestations de service	47 378,25
6132	Locations immobilières	1 659,90
615221	Entretien bâtiments publics	3 937,20
61661	Entretien matériel roulant	12 765,94
61658	Entretien autres biens mobiliers	9 877,77
6156	Maintenance	24 336,12
6184	Vers. A des org. de formation	10 826,37
6232	Fêtes et cérémonies	3 150,00
6238	Catalogues et imprimés	1 312,80
6241	Transports de biens	49,08
6251	Voyages et déplacements	2 797,19
6355	Taxes & impôts sur les véhicules	9 505,84
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

S.E.D.

ID : 025-282500016-20220216-DCA08-20220208-DE

I – INFORMATIONS GENERALES

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT

B

	RESTES A REALISER					RESULTAT CUMULE = (A) + (B) Excédent si positif Déficit si négatif
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL DU BUDGET	I + II	674 790.90	III + IV	0,00	0,00	6 249 099.06
Investissement	I	528 378.85	III	0,00	- 528 378.85	- 1 056 747.44
Fonctionnement	II	146 412.05	IV	0,00	- 146 412.05	7 305 846.50

RESTES A REALISER – RECETTES

Chap. / Art. (4)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT-TOTAL		(III) 0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT-TOTAL		(IV) 0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
74	Contributions et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00

(4) Suivant le niveau de vote retenu par le conseil d'administration.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le 17/02/2022

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	15 345 292,00	16 402 039,44
+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	528 378,85	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 528 368,59	(si solde positif) 0,00
=		=	=
	Total de la section d'investissement (3)	16 402 039,44	16 402 039,44
V O T E		DEPENSES	RECETTES
	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	55 424 378,00	52 208 713,00
+		+	+
R E P O R T S	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	146 412,05	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 6 452 258,55
=		=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	55 570 790,05	58 658 971,55
TOTAL DU BUDGET (5)		71 972 829,49	75 061 010,99

TOTAL DES OPERATIONS REELLES ET D'ORDRE DU BUDGET

	DEPENSES			RECETTES		
	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL	REELLES ET MIXTES	ORDRE	TOTAL
Crédits d'investissement votés au titre du présent budget	13 051 059,00	2 294 233,00	15 345 292,00	8 064 541,00	8 337 499,00	16 402 040,00
Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	47 086 879,00	8 337 499,00	55 424 378,00	49 912 480,00	2 294 233,00	52 206 713,00
Total budget (hors RAR N-1 et reports)	60 137 938,00	10 631 732,00	70 769 670,00	57 977 021,00	10 631 732,00	68 608 753,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 3312-8 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 3312-8 du CGCT).

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

SECTION DE FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

OPERATIONS REELLES

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
011	Charges à caractère général	7 857 814,05	
012	Charges de personnel et frais assimilés	38 159 485,00	
65	Autres charges de gestion courante	296 992,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		430 000,00
74	Contributions et participations		48 775 646,00
75	Autres produits de gestion courante		51 834,00
013	Atténuations de charges		300 000,00
Total gestion des services		46 314 291,05	49 657 480,00
66	Charges financières	500 000,00	
67	Charges exceptionnelles	14 000,00	
68	Dotations amortissements et provisions	5 000,00	
022	Dépenses imprévues	400 000,00	
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		355 000,00
78	Reprises amortissements et provisions		0,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 47 233 291,05	II 49 912 480,00

SOLDE DES OPERATIONS REELLES ET MIXTES: 2 679 188,95
(Recettes réelles – Dépenses réelles)

OPERATIONS D'ORDRE (1)

042	Opérations d'ordre entre sections	6 337 499,00	2 294 233,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	2 000 000,00	
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 8 337 499,00	IV 2 294 233,00

AUTOFINANCEMENT DEGAGE = D (042 + 023) - R 042 : 6 043 266,00

002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	V	0,00	VI 6 452 258,55
--------------------------------------	---	------	-----------------

TOTAL DE LA SECTION	I+III+V	55 570 790,05	II+IV+VI 58 658 971,55
---------------------	---------	---------------	------------------------

(1) DF 023 = RI 021 ; DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA98_20220208-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION D'INVESTISSEMENT

SECTION D'INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

OPERATIONS REELLES

CHAP.	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	(1) 900 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	776 603,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 501 580,00	5 307 937,44
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	(2) 468 489,44	(3) 0,00
204	Subventions d'équipement versées	24 671,98	(3) 0,00
21	Immobilisations corporelles	(2) 4 726 643,02	(3) 0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(2) 0,00	(3) 0,00
23	Immobilisations en cours	(2) 4 856 053,41	(3) 0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 000,00	0,00
45	Total des opérations pour compte de tiers	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	
024	Produits des cessions d'immobilisations		80 000,00
TOTAL DES OPERATIONS REELLES		I 13 579 437,85	II 7 064 540,44

6 514 896,85

BESOIN D'AUTOFINANCEMENT:
(Dépenses réelles – Recettes réelles)

OPERATIONS D'ORDRE (4)

040	Opérations d'ordre entre sections	2 294 233,00	6 337 499,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		2 000 000,00
TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE		III 2 294 233,00	IV 8 337 499,00

6 043 266,00

AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE = R (040 + 021) - D 040
Solde des opérations d'ordre de section à section (précédé du signe – si négatif)

001 SOLDE D'EXECUTION N-1 REPORTE (5)	V 528 368,59	VI 0,00
1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (5)		VII 1 000 000,00

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V 16 402 039,44	II + IV + VI + VII 16 402 039,44
---------------------	---------------------------	----------------------------------

(1) Hors 1068.

(2) Y compris les programmes.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(4) RI 021 = DF 023 ; RI 040 = DF 042 ; DI 040 = RF 042 ; DI 041 = RI 041.

(5) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE-DEPENSES

1 – FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	7 857 814,05		7 857 814,05
012	Charges de personnel et frais assimilés	38 159 485,00		38 159 485,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	296 992,00		296 992,00
66	Charges financières	500 000,00	0,00	500 000,00
67	Charges exceptionnelles	14 000,00	0,00	14 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	5 000,00	6 337 499,00	6 342 499,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	400 000,00		400 000,00
023	Virement à la section d'investissement		2 000 000,00	2 000 000,00
Dépenses de fonctionnement – Total		47 233 291,05	8 337 499,00	55 570 790,05

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (7)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

55 570 790,05

2 – INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	533 762,00	533 762,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	3 501 580,00	0,00	3 501 580,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(5) 0,00		0,00
	Total des programmes d'équipement			
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	468 489,44	0,00	468 489,44
204	Subventions d'équipement versées	24 671,98	0,00	24 671,98
21	Immobilisations corporelles (3)	4 726 643,02	0,00	4 726 643,02
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(6) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	4 856 053,41	0,00	4 856 053,41
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 000,00	0,00	2 000,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		1 760 471,00	1 760 471,00
45	Opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		13 579 437,85	2 294 233,00	15 873 670,85

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (7)

528 368,59

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

16 402 039,44

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Hors chapitres programmes.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(6) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(7) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le 17/02/2022

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

BALANCE GENERALE-RECETTES

B2

1-FONCTIONNEMENT (y compris les restes à réaliser)

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	300 000,00		300 000,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	430 000,00		430 000,00
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
74	Contributions et participations	48 775 646,00		48 775 646,00
75	Autres produits de gestion courante	51 834,00	0,00	51 834,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	355 000,00	2 294 233,00	2 649 233,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		49 912 480,00	2 294 233,00	52 206 713,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE

6 452 258,55

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

58 658 971,55

2-INVESTISSEMENT (y compris les restes à réaliser)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	900 000,00	0,00	900 000,00
13	Subventions d'investissement	776 603,00	0,00	776 603,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	5 307 937,44	0,00	5 307 937,44
18	Compte de liaison : affectation (BA)	(4) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(5) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		6 337 499,00	6 337 499,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement		2 000 000,00	2 000 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	80 000,00		80 000,00
Recettes d'investissement – Total		7 064 540,44	8 337 499,00	15 402 039,44

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (6)

0,00

+

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (6)

1 000 000,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

16 402 039,44

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 61.

(3) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état.

(4) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(5) A utiliser uniquement dans le cas où le SDIS effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DGA08-20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	7 090 599,00	146 412,05	7 857 814,05	7 857 814,05	7 857 814,05
	- Avec AE / CP	11 498,00	0,00	23 100,00	23 100,00	23 100,00
	- Hors AE / CP	7 079 101,00	146 412,05	7 834 714,05	7 834 714,05	7 834 714,05
012	Charges de personnel et frais assimilés	37 825 280,00	0,00	38 159 485,00	38 159 485,00	38 159 485,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
85	Autres charges de gestion courante	230 682,00	0,00	298 992,00	298 992,00	298 992,00
	- Avec AE / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	- Hors AE / CP	230 682,00	0,00	298 992,00	298 992,00	298 992,00
86	Charges financières	507 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
87	Charges exceptionnelles	14 000,00	0,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00
88	Dotations amortissements et provisions	0,00		5 000,00	5 000,00	5 000,00
022	Dépenses imprévues	400 000,00		400 000,00	400 000,00	400 000,00
023	Virement à la section d'investissement	1 000 000,00		2 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections	6 200 000,00		6 337 499,00	6 337 499,00	6 337 499,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement - Total		53 067 561,00	0,00	55 570 790,05	55 570 790,05	55 570 790,05

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)

0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

55 570 790,05

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	430 000,00	0,00	430 000,00	430 000,00	430 000,00
74	Contributions et participations	47 888 369,00	0,00	48 775 646,00	48 775 646,00	48 775 646,00
75	Autres produits de gestion courante	51 834,00	0,00	51 834,00	51 834,00	51 834,00
013	Atténuations de charges	200 000,00	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00
78	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	13 000,00	0,00	355 000,00	355 000,00	355 000,00
78	Reprises amortissements et provisions	0,00		0,00	0,00	0,00
042	Opérations d'ordre entre sections	2 295 064,00		2 294 233,00	2 294 233,00	2 294 233,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes de fonctionnement - Total		50 878 267,00	0,00	52 206 713,00	52 206 713,00	52 206 713,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (1)

6 462 258,55

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

58 658 971,55

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLES

A1

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
011	Charges à caractère général	7 090 599,00	7 711 402,00	7 711 402,00
60611	Eau et assainissement	45 000,00	45 000,00	45 000,00
60612	Energie - Electricité	852 400,00	901 000,00	901 000,00
60621	Combustibles	56 000,00	56 000,00	56 000,00
60622	Carburants	720 000,00	720 000,00	720 000,00
60623	Alimentation	239 550,00	268 144,00	268 144,00
60628	Autres fournitures non stockées	21 500,00	21 500,00	21 500,00
60631	Fournitures d'entretien	17 650,00	19 150,00	19 150,00
60632	Fournitures de petit équipement	341 118,00	346 768,00	346 768,00
60636	Habillement et vêtements de travail	305 933,00	337 837,00	337 837,00
6064	Fournitures administratives	43 086,00	43 086,00	43 086,00
60661	Médicaments	25 500,00	26 000,00	26 000,00
60662	Vaccins et sérums	7 337,00	9 500,00	9 500,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	207 000,00	207 000,00	207 000,00
6067	Produits d'intervention	9 850,00	7 050,00	7 050,00
611	Contrats de prestations de services	274 817,00	272 604,00	272 604,00
6132	Locations immobilières	90 500,00	91 400,00	91 400,00
6135	Locations mobilières	63 950,00	50 450,00	50 450,00
614	Charges locatives et de copropriété	50,00	50,00	50,00
61521	Entretien terrains	60 000,00	68 800,00	68 800,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	406 900,00	811 085,00	811 085,00
61551	Entretien matériel roulant	430 000,00	440 000,00	440 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	210 828,00	215 788,00	215 788,00
6156	Maintenance	806 606,00	801 335,00	801 335,00
6161	Multirisques	372 000,00	370 000,00	370 000,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	11 498,00	29 300,00	29 300,00
6168	Autres primes d'assurance	44 000,00	44 000,00	44 000,00
617	Etudes et recherches	51 800,00	40 500,00	40 500,00
61821	Abonnements	36 200,00	44 030,00	44 030,00
6184	Versements à des organismes de formation	355 001,00	438 867,00	438 867,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	2 500,00	2 500,00	2 500,00
6188	Autres frais divers	5 500,00	5 500,00	5 500,00
6226	Honoraires	40 000,00	40 000,00	40 000,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	8 000,00	8 000,00	8 000,00
6231	Annonces et insertions	23 000,00	25 000,00	25 000,00
6232	Fêtes et cérémonies	16 690,00	19 460,00	19 460,00
6236	Catalogues et imprimés et publications	70 446,00	62 740,00	62 740,00
6241	Transports de biens	8 000,00	11 350,00	11 350,00
6247	Transports collectifs du personnel	6 000,00	9 000,00	9 000,00
6251	Voyages, déplacements et missions	210 715,00	218 278,00	218 276,00
6255	Frais de déménagement	5 000,00	5 000,00	5 000,00
6261	Frais d'affranchissement	30 000,00	20 000,00	20 000,00
6262	Frais de télécommunications	226 570,00	225 900,00	225 900,00
627	Services bancaires et assimilés	5 500,00	5 500,00	5 500,00
6281	Concours divers (cotisations,...)	7 540,00	9 000,00	9 000,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	214 000,00	230 500,00	230 500,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	59 500,00	42 000,00	42 000,00
63513	Autres impôts locaux	30 139,00	30 100,00	30 100,00
6365	Taxes et impôts sur les véhicules	15 425,00	15 330,00	15 330,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	37 625 280,00	38 159 485,00	38 159 485,00
6331	Versement mobilité	205 000,00	205 000,00	205 000,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	70 000,00	70 000,00	70 000,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	260 000,00	260 000,00	260 000,00
64111	Rémunération principale titulaires	12 702 151,00	12 666 790,00	12 666 790,00
64112	SFT, indemnité résidence	300 000,00	290 000,00	290 000,00
64113	NBI	160 000,00	150 000,00	150 000,00
64118	Autres indemnités titulaires	7 800 000,00	8 200 000,00	8 200 000,00
64131	Rémunérations personnel non titulaire	260 000,00	275 000,00	275 000,00
64141	Vacations sapeurs pompiers volontaires	4 735 073,00	5 170 900,00	5 170 900,00
64145	Vacations versées aux employeurs	2 684,00	4 600,00	4 600,00
64146	Service de santé	194 566,00	191 200,00	191 200,00
64148	Autres vacatons	1 939 568,00	1 967 000,00	1 967 000,00
64162	Emplois d'avenir	15 000,00	0,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	85 000,00	50 000,00	50 000,00
6417	Rémunérations des apprentis	40 000,00	75 000,00	75 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 200 000,00	2 100 000,00	2 100 000,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	5 000 000,00	4 800 000,00	4 800 000,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	20 000,00	15 000,00	15 000,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	185 000,00	185 000,00	185 000,00

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le 17/02/2022
Vote du conseil
ID : 025-282500016-20220216-DCA08-20220208-DE

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	P Affiché le 17/02/2022	Vote du conseil
646	Allocations de vétéran	810 500,00	859 000,00	859 000,00
6473	Allocations de chômage	35 000,00	5 000,00	5 000,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	605 738,00	619 995,00	619 995,00
65	Autres charges de gestion courante	230 682,00	296 992,00	296 992,00
6512	Droits d'utilisat* informatique en nuage	0,00	66 310,00	66 310,00
6531	Indemnités	30 000,00	30 000,00	30 000,00
6532	Frais de mission	500,00	500,00	500,00
6558	Autres contributions obligatoires	108 682,00	108 682,00	108 682,00
6674	Subv. fonct. assoc. et personnes privées	73 500,00	73 500,00	73 500,00
658	Charges diverses de gestion courante	18 000,00	18 000,00	18 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (011 + 012 + 65 + 014)		44 946 561,00	46 167 879,00	46 167 879,00
66	Charges financières (B)	507 000,00	500 000,00	500 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	507 000,00	460 000,00	460 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	40 000,00	40 000,00
67	Charges exceptionnelles (C)	14 000,00	14 000,00	14 000,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	1 500,00	1 500,00	1 500,00
6712	Amendes fiscales et pénales	1 500,00	1 500,00	1 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	10 000,00	10 000,00	10 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations amortissements et provisions (D)	0,00	5 000,00	5 000,00
6815	Dot. prov. pour risques et ch. de fonct.	0,00	5 000,00	5 000,00
022	Dépenses imprévues (E)	400 000,00	400 000,00	400 000,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = A + B + C + D + E		45 867 561,00	47 086 879,00	47 086 879,00
023	Virement à la section d'investissement	1 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	6 200 000,00	6 337 499,00	6 337 499,00
6811	Dot. amort. et prov. immobilisations	6 200 000,00	6 337 499,00	6 337 499,00
043	Opérations ordre Intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE (= Prélèvement issu de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement)		7 200 000,00	8 337 499,00	8 337 499,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		53 067 561,00	55 424 378,00	55 424 378,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)	146 412,05
---------------------------	------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)	0,00
--	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	55 570 790,05
---	---------------

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N - ICNE N-1	40 000,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040, DF 043 = RF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du conseil administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLES

AZ

Chap. / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	430 000,00	430 000,00	430 000,00
7061	Inter. factur. (art. L. 1424-42 du CGCT)	430 000,00	430 000,00	430 000,00
74	Contributions et participations	47 688 369,00	48 775 646,00	48 775 646,00
744	FCTVA	50 000,00	50 000,00	50 000,00
74712	Emplois d'avenir	21 120,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	26 680 247,00	27 187 172,00	27 187 172,00
7474	Participation communes	3 157 592,00	3 217 586,00	3 217 586,00
7475	Group. coll et coll. statut particulier	17 972 505,00	18 313 983,00	18 313 983,00
7478	Participation autres organismes	6 905,00	6 905,00	6 905,00
75	Autres produits de gestion courante	51 834,00	51 834,00	51 834,00
758	Produits divers de gestion courante	51 834,00	51 834,00	51 834,00
013	Atténuations de charges	200 000,00	300 000,00	300 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	200 000,00	300 000,00	300 000,00
TOTAL GESTION DES SERVICES (A) = (70 + 74 + 75 + 013)		48 570 203,00	49 557 480,00	49 557 480,00
76	Produits financiers (B)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (C)	13 000,00	355 000,00	355 000,00
7711	Dépôts et pénalités perçus	5 000,00	5 000,00	5 000,00
7788	Autres produits exceptionnels	8 000,00	350 000,00	350 000,00
78	Reprises amortissements et provisions (D)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES = A + B + C + D		48 583 203,00	49 912 480,00	49 912 480,00
042	Opérations d'ordre entre sections (2)	2 295 064,00	2 294 233,00	2 294 233,00
7768	Neutralisation des amortissements	1 730 000,00	1 760 471,00	1 760 471,00
777	Quote-part subv invest transf opte résul	565 064,00	533 762,00	533 762,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (2)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		2 295 064,00	2 294 233,00	2 294 233,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		50 878 267,00	52 206 713,00	52 206 713,00

+

RESTES A REALISER N-1 (3)

0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (3)

6 452 258,55

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES

58 658 971,55

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (4)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes utilisé.

(2) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040, RF 043 = DF 043.

(3) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(4) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

520

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE

B

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
Dépenses d'équipement	8 977 430,00	0,00	10 076 867,85	10 076 867,85	10 076 867,85
- Non individualisées en programmes d'équipement	2 972 831,00	0,00	3 322 805,85	3 322 805,85	3 322 805,85
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	2 972 831,00	0,00	3 322 805,85	3 322 805,85	3 322 805,85
- Individualisées en programmes d'équipement	6 004 799,00	0,00	6 753 052,00	6 753 052,00	6 753 052,00
- Avec AP / CP	6 004 799,00	0,00	6 753 052,00	6 753 052,00	6 753 052,00
- Hors AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'équipement à verser (c/204)	2 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avec AP / CP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Hors AP / CP	2 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses financières	3 202 000,00	0,00	3 503 580,00	3 503 580,00	3 503 580,00
040 Opérations d'ordre entre sections	2 295 064,00		2 294 233,00	2 294 233,00	2 294 233,00
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Dépenses d'investissement - Total	14 476 644,00	0,00	16 873 670,85	16 873 670,85	16 873 670,85

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)

528 368,50

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

16 402 039,44

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Nature	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration	TOTAL (= RAR + vote)
Recettes d'équipement	6 888 574,72	0,00	6 534 540,44	6 534 540,44	6 534 540,44
Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes financières	980 000,00	0,00	1 530 000,00	1 530 000,00	1 530 000,00
Opérations d'ordre entre sections	7 200 000,00		8 337 499,00	8 337 499,00	8 337 499,00
041 Opérations patrimoniales	0,00		0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement - Total	14 068 574,72	0,00	16 402 039,44	16 402 039,44	16 402 039,44

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (1)

0,00

=

1068 EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE (1)

1 000 000,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES

16 402 039,44

(1) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08-20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT

B1.1

DEPENSES NON INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	2 972 631,00	528 378,85	3 322 805,85	3 322 805,85
		259 102,00	148 519,44	468 489,44	468 489,44
20	Immobilisations incorporelles (hors c/204)				
2031	Frais d'études	20 700,00	480,00	88 680,00	88 680,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ..	238 402,00	148 039,44	399 809,44	399 809,44
			24 671,98	24 671,98	24 671,98
204	Immobilisations incorporelles		24 671,98	24 671,98	24 671,98
20412	Subventions d'équipement versées				
		2 467 519,00	291 248,02	2 286 905,02	2 286 905,02
21	Immobilisations corporelles				
2115	Terrains bâtis	11 900,00	0,00	13 400,00	13 400,00
2132	Bâtiments privés	800 000,00	0,00	0,00	0,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	170 500,00	3 900,01	112 400,01	112 400,01
21568	Autre matériel d'incendie et de secours	892 612,00	90 095,99	1 255 694,99	1 255 694,99
21578	Autre matériel et outillage technique	125 081,00	4 322,49	140 504,49	140 504,49
2182	Matériel de transport	10 000,00	1 598,99	27 098,99	27 098,99
2183	Matériel informatique	373 070,00	165 478,23	622 254,23	622 254,23
2184	Matériel de bureau et mobilier	51 590,00	0,00	69 500,00	69 500,00
2188	Autres immobilisations corporelles	32 766,00	25 852,31	56 052,31	56 052,31
		0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation				
		246 010,00	63 939,41	542 739,41	542 739,41
23	Immobilisations en cours				
231312	Centres d'incendie et de secours	239 510,00	63 191,33	541 991,33	541 991,33
231735	Installations générales, agencements	6 500,00	748,08	748,08	748,08

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

510

ID : 025-282500016-20220216-DCA08-20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT****B1.2****DEPENSES INDIVIDUALISEES EN PROGRAMMES D'EQUIPEMENT**

N°	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
TOTAL		0,00	0,00	6 753 052,00	6 753 052,00
200301	Plan de construction 2003-2024	0,00	0,00	2 835 150,00	2 835 150,00
2008002	Outils de gestion Informatique	0,00	0,00	0,00	0,00
2010001	Véhicules	0,00	0,00	3 910 737,00	3 910 737,00
2017001	Mobilité et nomadisme numériques	0,00	0,00	0,00	0,00
2020001	Modernisation du parc DSA	0,00	0,00	7 165,00	7 165,00

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08-20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000002
 (Groupement Est)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	68 000,00	b 68 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	68 000,00	68 000,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	63 000,00	63 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-68 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 105, 106 et 10449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

510

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEME

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000014
 (CSP Besançon Centre)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	17 000,00	b 17 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	17 000,00	17 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	17 000,00	17 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-17 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 168 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M01 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000037
 (CS Moncey)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	2 950,00	b 2 950,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	2 950,00	2 950,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	2 950,00	2 950,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-2 950,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SLO

N° : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEME

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000040
 (CPI Projet des Deux Lacs)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	22 500,00	b 22 500,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	4 500,00	4 500,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	4 500,00	4 500,00
2188	Autres Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	18 000,00	18 000,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-22 500,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

D : 025-282500016-20220216-DCA08-20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000041
 (CS Mouthe)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	20 700,00	b 20 700,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00
2180	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	19 700,00	19 700,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	13 700,00	13 700,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-20 700,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 168 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000042
 (CS Saint Hippolyte)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	407 000,00	b 407 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	407 000,00	407 000,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	327 000,00	327 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	80 000,00	80 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-407 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DQA08_20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000043
 (CS Pierrefontaine les Varans)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	73 200,00	b 73 200,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	68 200,00	68 200,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	54 000,00	54 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	14 200,00	14 200,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-73 200,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEME

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000045
 (CPIR Val d'Usiers)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	1 016 300,00	b 1 016 300,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	34 300,00	34 300,00
2183	Matériel informatique	0,00	0,00	0,00	16 200,00	16 200,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	18 100,00	18 100,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	982 000,00	982 000,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	920 000,00	920 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	62 000,00	62 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)

-1 016 300,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-262500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000046
 (GPI Chapelle des Bois)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	450 000,00	b 450 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	450 000,00	450 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00
237	Avances commandes Immo incorporelles	0,00	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00
238	Avances commandes Immo corporelles	0,00	0,00	0,00	370 000,00	370 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-450 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Saut 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SLO

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEME

ID : 025-282500016-202202 6-DCA08_20220208-DE

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000047
 (CPI Lavans Vuillafans)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	35 000,00	b 35 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	35 000,00	35 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00	0,00	23 000,00	23 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-35 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M01 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282600016-20220216-DCA08_20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000049
 (Hérimoncourt)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	137 000,00	b 137 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Matériel de bureau et mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	137 000,00	137 000,00
231312	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	125 000,00	125 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	12 000,00	12 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-137 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SDO

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEME

UD : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000050
 (Boussières)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	194 000,00	b 194 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	194 000,00	194 000,00
231735	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	180 000,00	180 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	14 000,00	14 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-194 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000051
 (CS Gilley)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	130 000,00	b 130 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	130 000,00	130 000,00
23(3)2	Centres d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	30 000,00	30 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-130 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEME

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000052
 (CS Frasnes)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	39 500,00	b 39 500,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	39 500,00	39 500,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	39 500,00	39 500,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-39 500,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 168 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08-20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000053
 (CPI Blamont)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	5 000,00	b 5 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-5 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEME

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000054

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances commandes Immo incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes Immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)

-0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

S E O

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 200301
 LIBELLE: Plan de construction 2003-2024
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000055
 (Damprichard)

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votées y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	217 000,00	b 217 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	217 000,00	217 000,00
231735	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	197 000,00	197 000,00
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	20 000,00	20 000,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-217 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEME

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 2008002
 LIBELLE: Outils de gestion informatique
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000022

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets,...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) – (a + b) (4)

0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

S.E.O.

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 2010001

LIBELLE: Véhicules

AFFECTANT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000034

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	3 910 737,00	b 3 910 737,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	2 387 773,00	2 387 773,00
21561	Matériel mobile d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	1 799 883,00	1 799 883,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	587 890,00	587 890,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	1 522 964,00	1 522 964,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	1 522 964,00	1 522 964,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-3 910 737,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 26 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEME**

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 2017001

LIBELLE: Mobilité et nomadisme numériques

AFFECTER A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000038

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	0,00	b 0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires, brevets, ...	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)**0,00**

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08-20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES D'EQUIPEMENT

CHAPITRE DE PROGRAMME D'EQUIPEMENT N°: 2020001
 LIBELLE: Modernisation du parc DSA
 AFFERENT A L'AUTORISATION DE PROGRAMME: 000048

DEPENSES

Chap. / Art. (1)	Libellé	AP votée y compris ajustement	Réalisations cumulées au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	DEPENSES	0,00	0,00	a 0,00	7 165,00	b 7 165,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	7 165,00	7 165,00
21560	Autre matériel d'incendie et de secours	0,00	0,00	0,00	7 165,00	7 165,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information) (facultatif)

Chap. / Art. (1)	Libellé	Réalisations cumulées affectées au programme au 01/01/N	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL RECETTES AFFECTEES (2)	0,00	c 0,00	0,00	d 0,00
13	Subventions d'investissement (sauf 130)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde = (c + d) - (a + b) (4)

-7 165,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Exceptionnellement, les comptes 20, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(3) Sauf 165, 166 et 16449.

(4) Indiquer le signe algébrique.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES D'EQUIPEMENT**

Cet état ne contient pas d'information.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08-20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT A VERSER****III****B2**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
204	Subventions d'équipement versées	2 150,00	0,00	0,00	0,00
20412	Subv. public - Bâtiments, installations	2 150,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID: 025-282500016-20220216-DCA08-20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES FINANCIERES

B3

DEPENSES FINANCIERES

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	3 202 000,00	0,00	3 503 580,00	3 503 580,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 200 000,00	0,00	3 501 580,00	3 501 580,00
1641	Emprunts en euros	3 200 000,00	0,00	3 501 580,00	3 501 580,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 000,00	0,00	2 000,00	2 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES D'EQUIPEMENT**

B4

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	5 888 574,72	0,00	5 534 541,00	5 534 541,00
13	Subventions d'investissement (sauf 138)	795 323,00	0,00	226 603,00	226 603,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	166 517,00	166 517,00
1313	Subv. transf. départements	650 000,00	0,00	0,00	0,00
1314	Subv. transf. communes	145 323,00	0,00	60 086,00	60 086,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)	5 093 251,72	0,00	5 307 938,00	5 307 938,00
1641	Emprunts en euros	5 093 251,72	0,00	5 307 938,00	5 307 938,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (3)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08-20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES FINANCIERES**

B5

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL	2 300 000,00	0,00	2 530 000,00	2 530 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 300 000,00	0,00	1 900 000,00	1 900 000,00
10222	FCTVA	900 000,00	0,00	900 000,00	900 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	1 400 000,00	0,00	1 000 000,00	1 000 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	550 000,00	550 000,00
1383	Subv non transf départements	0,00	0,00	550 000,00	550 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectation (BA)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	80 000,00	0,00	80 000,00	80 000,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS****B6****RECAPITULATIF DES OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS (1)**

Chap.	Libellé	Pour mémoire réalisations cumulées de l'opération au 01/01/N (2)	Restes à réaliser N-1	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
	TOTAL DEPENSES (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES (3) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Voir le détail des opérations pour le compte de tiers en annexe IV-A5.

(2) Ensemble des réalisations connues au 01/01/N.

(3) Les recettes sont égales aux dépenses de chaque opération sous mandat.

(4) Présenter une ligne par opération pour compte de tiers.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le :

ID : 025-282500016-20220216-DGA08-20220208-DE

III - VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
040	DEPENSES (2)	2 295 064,00	2 294 233,00	2 294 233,00
13911	Sub. transf cpte rés. Etat, élab. nat.	32 160,00	32 160,00	32 160,00
13914	Sub. transf cpte résult. communes	478 241,00	455 132,00	455 132,00
13918	Autres sub. transf équipement	0,00	1 633,00	1 633,00
13931	Fonds d'aide à l'investissement des SDIS	56 663,00	44 837,00	44 837,00
198	Neutralisation des amortissements	1 730 000,00	1 760 471,00	1 760 471,00
	RECETTES (2)	7 200 000,00	8 337 499,00	8 337 499,00
040	Opérations d'ordre entre sections	6 200 000,00	6 337 499,00	6 337 499,00
28031	Frais d'études	913,00	912,00	912,00
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	130,00	902,00	902,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets,...	290 000,00	278 181,00	278 181,00
281312	Centres d'incendie et secours constr.	2 167 007,00	2 081 997,00	2 081 997,00
281318	Autres bâtiments publics	65 010,00	49 826,00	49 826,00
28132	Bâtiments privés constr.	71 600,00	103 600,00	103 600,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	1 860 340,00	2 030 195,00	2 030 195,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	744 000,00	828 257,00	828 257,00
281578	Autre matériel et outillage technique	184 000,00	143 842,00	143 842,00
28182	Matériel de transport	315 000,00	341 092,00	341 092,00
28183	Matériel informatique	319 000,00	286 335,00	286 335,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	156 000,00	158 367,00	158 367,00
28188	Autres immobilisations corporelles	47 000,00	33 993,00	33 993,00
021	Virement de la section de fonctionnement	1 000 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; RI 021 = DF 023.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220216-DCA08 20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT – OPERATIONS PATRIMONIALES****B8**

Chap. / Art. (1)	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du président	Vote du conseil d'administration
041	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00
041	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Les dépenses sont égales aux recettes.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET**SECTION D'INVESTISSEMENT
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES****B9.1****DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES**

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		4 035 342,00	4 035 342,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		3 501 580,00	3 501 580,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	3 501 580,00	3 501 580,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		533 762,00	533 762,00
10...	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	533 762,00	533 762,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	4 035 342,00	0,00	528 368,59	4 563 711,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

SDIS 25 - SDIS 25 - M61 - BP - 2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES -- RECETTES

B9.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		9 867 499,00	III 9 867 499,00
Ressources propres externes de l'année (a)		1 450 000,00	1 450 000,00
10222	FCTVA	900 000,00	900 000,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	550 000,00	550 000,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b)		8 417 499,00	8 417 499,00
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
28...	Amortissement des immobilisations		
28031	Frais d'études	912,00	912,00
280412	Subv. public - Bâtiments, installations	902,00	902,00
28051	Concessions, droits similaires, brevets, ..	278 181,00	278 181,00
281312	Centres d'incendie et secours constr.	2 081 997,00	2 081 997,00
281318	Autres bâtiments publics	49 826,00	49 826,00
28132	Bâtiments privés constr.	103 600,00	103 600,00
281561	Matériel mobile d'incendie et de secours	2 030 195,00	2 030 195,00
281568	Autre matériel d'incendie et de secours	828 257,00	828 257,00
281578	Autre matériel et outillage technique	143 842,00	143 842,00
28182	Matériel de transport	341 092,00	341 092,00
28183	Matériel informatique	286 335,00	286 335,00
28184	Matériel de bureau et mobilier	158 367,00	158 367,00
28188	Autres immobilisations corporelles	33 993,00	33 993,00
481...	Charges à répartir		
024	Produits des cessions d'immobilisations	80 000,00	80 000,00
021	Virement de la section de fonctionnement	2 000 000,00	2 000 000,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution R001 (3) (4)	Affectation R1068 (3)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	9 867 499,00	0,00	0,00	1 000 000,00	10 867 499,00

	Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II 4 563 711,00
Ressources propres disponibles	IV 10 867 499,00
Solde	V = IV - II (5) 6 303 788,00

(1) Les comptes 169, 26, 27, 28 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget - vue d'ensemble.

(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SDIS

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

IV - ANNEXES

IV - ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES CREDITS TRESORERIE	IV
	A1.1

A1.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n° NCR : INT3890071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 142-30 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6815, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6518.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE		A1.2

A1.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Emprunts et dettes à l'origine du contrat

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembourse- ment	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des rembourse- ments (6)	Profil d'amortisse- ment (7)	Possibilité de rembourse- ment anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de Taux (5)	Taux actuel					
163 Emprunts obligataires (Total)														
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					56 583 333,25									
1641 Emprunts en euros (total)					56 583 333,25									
108742048 (08742048)	Barque Populaire	20/12/2016	27/12/2016	05/02/2017	1 600 000,00	F	FIXE	0,950	0,954	EURO	T	C	O	A-1
18192 (18192)	Société générale	24/12/2009	31/12/2009	31/03/2010	2 000 000,00	V	EURIBOR01M	0,450	0,498	EURO	T	C	N	A-1
87 06200 (8706200)	Caisse d'Epargne	20/09/2010	16/12/2010	25/03/2011	3 600 000,00	F	FIXE	2,950	2,995	EURO	T	P	O	A-1
8731745 (8731745)	Caisse d'Epargne	16/11/2010	29/12/2010	25/01/2011	3 000 000,00	F	FIXE	3,350	3,402	EURO	M	C	O	A-1
89 41085 (8941085)	Caisse d'Epargne	22/11/2011	25/02/2012	25/05/2012	500 000,00	F	FIXE	4,790	4,905	EURO	T	C	O	A-1
9002070 (9002070)	Caisse d'Epargne	09/09/2012	13/08/2012	25/07/2012	2 000 000,00	F	FIXE	4,950	4,998	EURO	M	C	O	A-1
C711751 (ex 08868801 BFC) (C711751)	Crédit Foncier	24/12/2020	07/01/2021	07/04/2021	4 100 000,00	F	FIXE	0,260	0,260	EURO	T	C	O	A-1
4MCONVCA (C023324002)	Crédit Agricole	17/12/2010	16/05/2011	31/08/2011	4 000 000,00	V	TAG03M	1,807	1,317	EURO	T	C	O	A-1
Central 3662019 (EMPRUNT2019)	Caisse d'Epargne	13/12/2019	31/12/2019	25/05/2020	500 000,00	F	FIXE	0,510	0,526	EURO	T	C	O	A-1
MIN237101 (MIN237101)	DEXIA Crédit Local	29/12/2005	31/05/2007	01/08/2008	1 500 000,00	V	EURIBOR01M	-0,274	1,131	EURO	A	P	O	A-1
MIN262151EUR027672001 (MIN262151-001)	DEXIA Crédit Local	29/03/2009	06/04/2009	01/08/2009	3 000 000,00	F	FIXE	2,990	3,023	EURO	T	C	O	A-1
MIN262151 (MIN262151-002)	DEXIA Crédit Local	04/09/2018	06/04/2009	01/08/2009	3 000 000,00	F	FIXE	3,810	3,851	EURO	T	C	O	A-1
MIN262151EUR027672003 (MIN262151-003)	DEXIA Crédit Local	11/09/2008	31/08/2012	01/10/2012	3 000 000,00	V	EURIBOR01M	0,306	0,083	EURO	M	C	O	A-1
MIN516138EUR (MIN516138)	La Banque Postale	22/12/2015	03/02/2017	01/06/2017	1 550 000,00	F	FIXE	1,770	1,797	EURO	T	C	O	A-1
MIN267532EUR0286604001 (MIR267532)	DEXIA Crédit Local	15/02/2009	01/09/2010	01/12/2010	2 100 000,00	F	FIXE	3,290	3,380	EURO	T	C	O	A-1
MIS276590EUR (MIS276590)	DEXIA Crédit Local	18/11/2018	15/12/2011	01/04/2012	2 000 000,00	V	EURIBOR03M	3,037	2,535	EURO	M	C	O	A-1
MON262147EUR (MON262147)	DEXIA Crédit Local	11/09/2008	15/09/2008	01/12/2008	3 000 000,00	F	FIXE	4,780	4,939	EURO	T	C	O	A-1
MON502133EUR (MON502133)	La Banque Postale	12/12/2014	05/02/2015	01/06/2015	1 700 000,00	F	FIXE	1,750	1,784	EURO	T	C	O	A-1

Page 50

ID : 025-282500016-20220216-DCA

[illegible]

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

[illegible]

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de l'annexe 1).

(b) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire JOCB10156/1² du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts à des personnes physiques).

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE		A1.2

A1.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)												
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)				31 742 215,33					3 376 029,16	442 424,59		39 801,16
1641 Emprunts en euros (total)				31 742 215,33					3 376 029,16	442 424,59		39 801,16
08742048 (08742048)	N		A-1	1 066 666,60	9,85	F	FIXE	0,950	106 666,98	9 753,33		1 412,61
18192 (18192)	N		A-1	800 000,00	8,00	F	FIXE	3,180	100 000,00	24 576,55		61,83
87 08200 (8708200)	N		A-1	1 480 010,55	5,99	F	FIXE	2,950	228 904,77	41 143,55		717,65
8731745 (8731745)	N		A-1	1 350 000,00	8,99	F	FIXE	3,350	150 000,00	42 921,86		756,45
89 41085 (8941085)	N		A-1	256 250,00	10,15	F	FIXE	4,790	25 000,00	11 825,31		1 113,71
9002070 (9002070)	N		A-1	733 333,46	5,49	F	FIXE	4,850	133 333,32	32 602,78		547,58
C711751 (ex 0868501 BPFC) (C711751)	N		A-1	3 895 000,01	14,02	F	FIXE	0,250	273 333,32	9 850,50		2 200,55
4MCON/CA (CO23925002)	N		A-1	1 900 000,00	9,42	V	EURIBOR 3M + 0,680	0,107	200 000,00	2 392,19		207,02
Contrat 5362019 (EMPRUNT2019)	N		A-1	441 666,69	13,15	F	FIXE	0,510	33 333,32	2 188,76		
MIN237101 (MIN237101)	N		A-1	133 264,76	0,42	F	FIXE	2,800	133 264,76	1 899,90		
MIN262151EUR/0278762001 (MIN262151-001)	N		A-1	1 125 000,00	7,34	V	EURIBOR 3M + 0,150	0,000	150 000,00	0,00		
MIN262151 (MIN262151-002)	N		A-1	1 125 000,00	7,34	F	FIXE	3,610	150 000,00	40 719,38		6 131,31
MIN262151EUR/0278762003 (MIN262151-003)	N		A-1	1 612 500,00	10,57	V	EURIBOR 3M + 0,190	0,000	150 000,00	0,00		
MIN516136EUR (MIN516136)	N		A-1	1 039 166,73	10,17	F	FIXE	1,770	103 333,32	18 061,38		1 033,85
MIN267532EUR/0285604001 (MIN267532)	N		A-1	855 578,90	7,67	F	FIXE	3,290	110 526,32	27 186,50		2 020,08
MIN276590EUR (MIN276590)	N		A-1	677 777,91	5,00	V	EURIBOR 3M + 2,250	1,597	133 333,32	10 973,98		

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-PCA08-20220208-DE

Reçu en préfecture le 17/02/2022

-Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

[illegible]

ID: 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

[illegible]

Optimal Natural History

... l'exercice correspondant au véritable endossement.

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la d

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(10) Si l'emprunt est soumis à conversion A-1 et la classification des emprunts suivant la typologie de la structure JOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(11) Catégorisation d'émourent.

(12) La répartition des emprunts selon le montant nominal diffère comme la répartition des emprunts par type de garantie.

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la cellule A-1) : la simple addition d'un taux usuel d'intérêt à un taux d'intérêt fixe n'est pas une opération de couverture. F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel d'intérêt à un taux d'intérêt fixe).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(14) Taux après opérations de conversion de couronnes suédoises en francs suisses

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 68114 « Intérêts réglés à l'échéance ».

(13) il s'agit des intérêts éventuellement perdus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV - ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	
IV	A1.3

A1.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (5)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date du vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (case) ou engagé (tunnel)					0,00				0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)					0,00									
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)					0,00									
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 (case) (D)					0,00									
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)					0,00									
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)					0,00									
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à court sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
 (2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
 (3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
 (4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 5), 1 : indice zone euro / 2 : indices inflation française ou zone euro ou écart entre des indices / 3 : écart indice zone euro / 4 : indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écart d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
 (5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
 (6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
 (7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
 (8) Montant, index ou formule.
 (9) Montant, index ou formule. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.
 (10) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
 (11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 789.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

Page 54

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

IV - ANNEXES		IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS		A1.4

A1.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
		Nombre de produits % de l'encours Montant en euros	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros	Nombre de produits % de l'encours Montant en euros
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)		24					
		100,00 %					
		31 742 215,33					
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier							
(C) Option d'échange (swaption)							
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé							
(E) Multiplicateur jusqu'à 5							
(F) Autres types de structures							

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

Page 55

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

IV - ANNEXES	
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	IV
	A1.5

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Effet de l'instrument de couverture									
Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat			Catégorie d'emprunt (8)	
					Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Produits c/768
Taux fixe (total)									0,00
Taux variable simple (total)									0,00
Taux complexe (total) (2)									0,00
Total									0,00

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (et la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire DCEB1013077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Page 56

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE

IV
A1.5

A1.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

A1.5 - DE TAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)													
Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, désigner une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, limit, swaption).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

S.E.O.

IV


ID: 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - METHODES UTILISEES

METHODES UTILISEES

CHOIX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION			Délibération du CASDIS du 18 décembre 2014
Bilan de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an.			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégorie de biens amortis	Durée (en années)	
Linéaire	Matériel de sport et matériel de formation médico secourisme	5	
Linéaire	Mobilier (bureau, vestiaire, armoire, etc...)	10	
Linéaire	Meuble, chaise, établi	5	
Linéaire	Appareil de chauffage	10	
Linéaire	Matériel électroménager (gros matériel)	5	
Linéaire	Matériel électroménager (petit matériel)	2	
Linéaire	Bâtiments	25	
Linéaire	Véhicules légers (VL, VLU, ...)	8	
Linéaire	Matériel de transport (VUL, VSAY, VJH, VPCC, autres camionnettes, remorques, bateaux)	10	
Linéaire	Réparation sur tous véhicules = durée amortissement restant		
Linéaire	Matériel roulant de secours et de lutte contre l'incendie (PIAC > 3,5 tonnes) (COF, GGD, FFI, FPI, FPI, porte cellule, GCR, VPI, motopompes remorquables, bennes)	10	
Linéaire	Échelles télescopiques	20	
Linéaire	Compresseurs fixes, pont élévateur, machine à pulvériser les tuyaux	10	
Linéaire	Petit matériel d'intervention avec ou sans moteur	5	
Linéaire	Habillage (trajets, casques, suspension, veste textile, couteaux, EPI)	5	
Linéaire	Balles, rangue	5	
Linéaire	Tuyaux, lances, pièces de jonction	5	
Linéaire	Matériel équipé spécialisé	5	
Linéaire	Appareil respiratoire isolant	10	
Linéaire	Extincteur	4	
Linéaire	Détecteur de gaz (hors détecteur 24 mois)	10	
Linéaire	Déshydratation	5	
Linéaire	Petit matériel de bureau (matériel, matériel, ...)	5	
Linéaire	Outils pour éléver	5	
Linéaire	Signalisation et balisage	5	
Linéaire	Structure PMA	5	
Linéaire	Caudalé qui compte	5	
Linéaire	Équipement radio	5	
Linéaire	Matériel téléphonique	5	
Linéaire	Matériel électronique (matériel, matériel, TV, ...)	5	
Linéaire	Licences et extensions	5	
Linéaire	Matériel informatique (ordinateur, imprimante, écran, ...)	5	
Linéaire	Serveurs	5	
Linéaire	Matériel Antares	5	
Linéaire	Extincteur (multiparamétrique, ...)	5	
Linéaire	Marché d'achat de matériel automatique	7	
Linéaire	Petit matériel médical	5	

Envoyé en préfecture le 17/02/2022
Reçu en préfecture le 17/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

IV – ANNEXES							IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N ET PROVISIONS NOUVELLES							A3
Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises D	SOLDE E = C - D	
Provisions pour risques et charges (2)	5 000,00		3 994,00	8 994,00	0,00	8 994,00	
Provisions pour litiges et contentieux	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Provisions pour grosses réparations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
Autres provisions pour risques	5 000,00		3 994,00	8 994,00	0,00	8 994,00	
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des stocks	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL	5 000,00		3 994,00	8 994,00	0,00	8 994,00	

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.
(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement, ...).

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

IV – ANNEXES							IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES							A4

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
				0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
				0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

510

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

IV	A5
----	----

ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

- (1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
- (2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).
- (3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
- (4) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.
- (5) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
- (6) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
- (7) Indiquer le chapitre.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

III - ANNEXES

LISTE DES ORGANISMES DE GROUPEMENT
 SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SDIS DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET
 LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES
 LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE
 LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

LISTE DES ORGANISMES DE GROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LE SDIS

DESIGNATION DES ORGANISMES	Numéro SIREN de l'organisme	DATE D'ADHESION	MODE DE PARTICIPATION	MONTANT DU FINANCEMENT
Syndicats mixtes (article L.5721-1 du CGCT)				
Autres organismes de regroupement				

SUBVENTIONS VERSEES PAR LE SDIS DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

(article L. 3312-7 du CGCT)

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Numéro SIREN de l'association ou de la fondation bénéficiaire	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
INVESTISSEMENT						
FONCTIONNEMENT						
8574	APEM	Subv fonctionnement	W251004922	APEM	Association	2 000,00 €
8574	UDSP	Subv fonctionnement	337 939 136	UDSP	Association	38 000,00 €
6574	SSF 25	Subv fonctionnement		SSF 25	Association	9 500,00 €
8574	ADJSP	Subv fonctionnement	N° de déclaration 251014752	ADJSP	Association	24 000,00 €
6474	COS	Subv fonctionnement	481 636 288	COS	Association	619 995,00 €

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention ;

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention ;

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREEES

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui/non)
...			

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui/non)
Régie à seule autonomie financière			
...					

LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
...		

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

SLO

IV - ANNEXES - ENGAGEMENTS B6-B7 AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET AUTORIZATIONS D'ENGAGEMENT B6-B7

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENTS

N° ou intitulé de l'AP	Montants des AP			Montants des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Credits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer (exercice antérieur de l'exercice N-1)
12 Groupement Est	430 000	895 000	1 325 000	6 265	68 000	1 250 735
14 Bessemer Brillard	16 153 600	0	16 153 600	15 567 028	17 000	569 572
22 Outils de gestion	850 000	0	850 000	838 108	0	11 892
34 Véhicules	15 506 482	0	16 995 706	6 466 370	3 910 736	6 621 600
37 Moncey	1 395 200	0	1 395 200	1 300 949	2 950	89 301
38 Mobilité et nomadisme numériques	545 500	0	545 500	524 620	0	20 880
40 La fuvelle Rive Gauche	1 074 000	0	1 074 000	990 907	22 500	60 593
41 Moutie	1 044 200	0	1 044 200	995 511	20 700	27 989
42 Saint Hippolyte	1 759 900	625 000	2 384 900	856 125	407 000	1 959 138
43 Pierrefontaine Les Vaux	1 122 300	252 000	1 374 300	73 018	73 200	11 875
45 Val d'Usiers	816 200	0	816 200	4 054	35 000	284 982
47 Lavans Vulliafins	200 000	0	200 000	192 835	7 165	777 146
48 Modernisation pare DSA	467 000	0	467 000	217 033	137 000	112 967
49 Hérimoncourt (HP)	283 800	0	283 800	0	89 800	89 800
50 Bousières (HP)	418 000	0	418 000	2 784	130 000	285 216
51 Gilley	1 016 000	0	1 016 000	2 670	39 500	975 830
52 Frasné	570 000	0	570 000	0	5 000	565 000
53 Blamont	940 000	0	940 000	28 920	450 000	461 080
54 Chapelle des bois	465 000	0	465 000	13 067	217 000	234 933
55 Damprichard (HP)						

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENTS

N° ou intitulé de l'A.E.	Montants des AE			Montants des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Credits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 1/1/N)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N	Restes à financer (exercice antérieur de l'exercice N-1)
12 Groupement Est	4 100	6 500	10 600	0	0	10 600
37 Moncey	7 700	0	7 700	7 102	0	598
40 La fuvelle Rive Gauche	8 000	0	8 000	5 460	1 000	1 540
41 Moutie	13 000	0	13 000	10 149	1 500	1 351
42 Saint Hippolyte	18 100	1 500	19 600	0	0	19 600
43 Pierrefontaine Les Vaux	15 800	-1 100	15 700	9 075	2 600	4 025
45 Val d'Usiers	6 100	1 100	7 200	0	6 900	300
47 Lavans Vulliafins	4 600	0	4 600	0	0	4 600
51 Gilley	8 000	0	8 000	0	6 000	2 000
52 Frasné	18 000	0	18 000	0	0	18 000
53 Blamont	4 500	0	4 500	0	0	4 500
54 Chapelle des bois	5 900	0	5 900	0	5 100	800

Page 67-68

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

IV - ANNEXE	
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2022	
IV	C1

C1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2022						
GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETT (4)	
		EMPLOIS PERMANENTS TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		2,0	0,0	2,0	2,0	0,0
Directeur général des services						
Directeur général Adjoint des services						
Directeur général des services techniques						
Emplois créés en titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53	A	1,0		1,0	1,0	1,0
Directeur départemental des services d'incendie et de secours	A	1,0		1,0	1,0	1,0
Directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours						
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		65,0	2,0	67,0	62,1	1,0
Ataachés territoriaux						
Rédacteurs territoriaux	A	9,0		9,0	9,0	0,0
Adjoint administratifs	B	22,0		22,0	19,4	0,3
	C	34,0	2,0	36,0	33,7	0,8
FILIERE TECHNIQUE (c)		37,0	0,5	37,5	33,4	1,2
Ingénieurs territoriaux	A	6,0		6,0	5,0	0,0
Techniciens territoriaux	B	8,0		8,0	6,9	0,2
Agents de maîtrise	C	12,0		12,0	11,0	1,0
Adjoint techniques	C	11,0	0,5	11,5	10,5	0,0
FILIERE SOCIALE (d)						
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)						
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)						
FILIERE SPORTIVE (g)						
FILIERE CULTURELLE (h)						
FILIERE ANIMATION (i)						
FILIERE POLICE (j)						

Page 69

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

IV - ANNEXE										IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2022										CI
FILIERE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS (1)		409,0	0,0	409,0	400,2	0,7	400,9			
Lieutenants-colonels	A	6,0		6,0	6,0		6,0			6,0
Commandants	A	14,0		14,0	13,0		13,0			13,0
Captaines	A	15,0		15,0	14,0		14,0			14,0
Lieutenants hors classe	B	7,0		7,0	7,0		7,0			7,0
Lieutenants 1ère classe	B	24,0		24,0	24,0		24,0			24,0
Lieutenants 2è classe	B	21,0		21,0	21,0		21,0			21,0
Adjudants	C	131,0		131,0	130,5		130,5			130,5
Sergents	C	83,0		83,0	82,4		82,4			82,4
Caporaux-chef	C	56,0		56,0	56,8		56,8			56,8
Caporaux Sapeurs	C	44,0		44,0	38,5		39,2			39,2
Médecins de classe exceptionnelle	A	0,0		0,0	0,0		0,0			0,0
Médecins hors classe	A	2,0		2,0	1,0		1,0			1,0
Médecins de classe normale	A	1,0		1,0	1,0		1,0			1,0
Pharmaciens hors classe	A	0,0		0,0	0,0		0,0			0,0
Cadres de santé 1ère classe	A	1,0		1,0	1,0		1,0			1,0
Cadres de santé 2è classe	B	2,0		2,0	2,0		2,0			2,0
Infirmiers hors classe	B	1,0		1,0	1,0		1,0			1,0
Infirmiers de classe supérieure	B	0,0		0,0	0,0		0,0			0,0
Infirmiers de classe normale	B	0,0		0,0	0,0		0,0			0,0
EMPLOIS NON CITES (k) (5)										
TOTAL GENERAL (a + b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		513,0	2,5	515,5	497,7	2,8	500,5			

(1) Les grades ou emplois pour désignés conformément à la circulaire n° NOR/M7/95/00102/C du 23 mars 1995 :

(2) Catégories : A, B ou C

(3) Emplois budgétaires créés par l'annuaire départemental : les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalence temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité de l'agent, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100%) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel à 80% (quotité de travail = 80%) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel à 80% (quotité de travail = 80%) présent 6 mois, correspondant à une année correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6/12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, "emplois spécifiques" régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

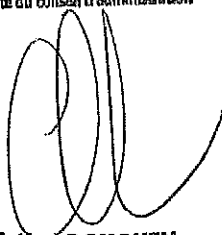
Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

SDIS 25
SDIS 25 - M61
Budget primitif EXERCICE 2022

III - ANNEXES	III
ARRETE ET SIGNATURES	

La Présidente du conseil d'administration
du SDIS


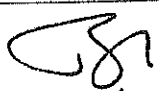
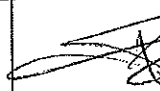


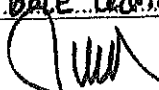
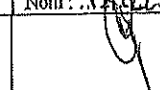
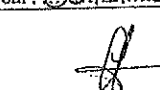
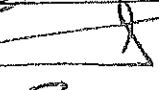
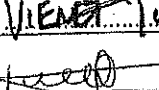
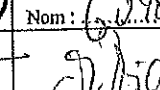
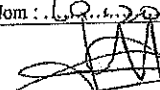

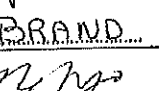
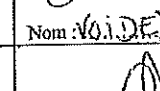
Christine BOUQUIN

Nombre de membres en exercice.....20.....
 Nombre de membres présents.....18.....
 Nombre de suffrages exprimés.....18.....
 VOTES : Pour.....18.....
 Contre.....0.....
 Abstentions.....0.....

Date de convocation : 24/01/2022

Présenté par la Présidente,
A. Bonancon..... le ..08.. février ..2022....La Présidente,
Délibéré par le conseil d'administration, réuni en session le ..08.. février ..2022.....
A. Bonancon....., le ..08.. février ..2022.....

Les membres du conseil d'administration,

Nom :  BALE Cedric	Nom :  TAYLOR F	Nom :  GUYEN Charles	Nom :  BOUTIER C
Nom :  VIENT Tiphaine	Nom :  GUYON J	Nom :  LIZON	Nom :  FAGAUT
Nom :  BRAND	Nom :  VOIDEY Patricia	Nom :  LEBLANC Geraldine	Nom :  DURAI
Nom :  YUGO Rg	Nom :  Christine BOUQUIN	Nombre présent en visioconférence Nom : CHARLET Damien	Nombre présent en visioconférence Nom : GENE Patrick
Nombre présent en visioconférence Nom : VERDER Joel	Nombre présent en visioconférence Nom : GAUTIER Philippe	Nom :	Nom :

certifié exécutoire par la Présidente, compte tenu de la transmission en préfecture, leet de
la publication

A....., le .../.../...

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2021

Etablissement : SDIS 25

Budget : SDIS 25 - M61

Article		Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bonifié commande Marché / Contrat	Montant engagé
2031		2020003976	Complément documents DOE	ART ET ASSOCIES	31/12/2020		480,00
20412		2021004138	Participation travaux réfection châteaux	MAIRIE LES GRAS	15/12/2021	2021004138	2 603,99
20412		2021004137	Participation travaux aménagement espace féminin	MAIRIE DE BOUAILLES	15/12/2021	2021004137	22 087,99
2051		2020000218	LICENCE ET PRESTATIONS	INETUM SOFTWARE FRANCE	31/12/2020	17009FS	11 886,00
2051		2020022906	INTERVENTION FONCTIONNELLE SUPPLEMENTAIRE	BERGER LEVRAULT EDITIONS	31/12/2020	15040FS	2 040,00
2051		2021003974	Logiciel WhatsUp	ORANGE BUSINESS SERVICE OCWS	30/11/2021	2021003974 21003FS	18 744,00
2051		2020022905	INTERVENTION TECHNIQUE SUPPLEMENTAIRE	BERGER LEVRAULT EDITIONS	31/12/2020	15040FS	10 920,00
2051		2021003058	Commande licence poste téléphonique accueil DDSIS	NXO FRANCE	30/09/2021	2021003058 16058FS	68,64
2051		2021003128	Modules ATAL	BERGER LEVRAULT EDITIONS	05/10/2021	2021003128 21010FS	9 215,00
2051		2018004174	PROGICIEL FORMATION ET PRESTATIONS ASSOCIEES	ANTIBIA	31/12/2020	18097FS	4 920,00
2051		2018002228	FORMATION SUR SITE	SIS - STE INFORMATIQUE SYSTEME	31/12/2020		1 440,00
2051		2021003128	Modules ATAL	BERGER LEVRAULT EDITIONS	05/10/2021	2021003128 21010FS	20 822,00
2051		2021003974	Logiciel WhatsUp	ORANGE BUSINESS SERVICE OCWS	30/11/2021	2021003974 21003FS	4 320,00
2051		2020002906	ACCOMPAGNEMENT PARAMETRAGE	BERGER LEVRAULT EDITIONS	31/12/2020	15040FS	1 660,00
2051		2018002228	FRAIS DE DEPLACEMENT	SIS - STE INFORMATIQUE SYSTEME	31/12/2020		357,80
2051		2018002228	SUVI INTERNE ET COORDINATION	SIS - STE INFORMATIQUE SYSTEME	31/12/2020		1 996,80
2051		2019002382	ASSISTANCE / FORMATION	STUDIOMAGNETIQUE BOUCHET J BAP	31/12/2020	18095FS	2 000,00
2051		2021003058	Commande licence poste téléphonique accueil DDSIS	NXO FRANCE	30/09/2021	2021003058 16058FS	1 482,00
2051		2020002906	AIDE A L'INSTALLATION MIGRATION ORACLE 12	BERGER LEVRAULT EDITIONS	31/12/2020	15040FS	780,00
2051		2021003511	Modules complémentaires PHARMSAP	A PROPOS	26/10/2021	2021003511 21011FS	15 620,40
2051		2021003128	Modules ATAL	BERGER LEVRAULT EDITIONS	05/10/2021	2021003128 21010FS	26 101,00
2051		2021003128	Modules ATAL	BERGER LEVRAULT EDITIONS	05/10/2021	2021003128 21010FS	9 215,00
2051		2021002688	Licence BO vers BI 4.2	EKSAE ex CEGID PUBLIC CIVITAS	20/08/2021	2021002688	4 750,00
21561		2021001772	REPARATION CCR QUINGEY EG-772-YS	BESANCON POIDS LOURDS	25/05/2021	2021001772	701,10
21561		2020004004	POMPES OCCASIONS	SDIS DU TERRITOIRE DE BELFORT	31/12/2020		3 200,00
21568		2021003107	Sac oxygénéthérapie modèle SDIS 25	TANIT EVOLUTION	04/10/2021	2021003107	1 911,00
21568		2021003863	ETABL+MEUBLE - REF 2000.ROLLAM3WFB	AUTO DISTRIBUTION GADEST COLAR	23/11/2021	2021003863	831,10
21568		2021003865	ETABL+MEUBLE - REF 2000.ROLLAM3WFB	AUTO DISTRIBUTION GADEST COLAR	24/11/2021	2021003865	831,10
21568		2021003866	ETABL+MEUBLE - REF 2000.ROLLAM3WFB	AUTO DISTRIBUTION GADEST COLAR	24/11/2021	2021003866	831,10

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SDIS 25

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2021

Etablissement : SDIS 25

Budget : SDIS 25 - M61

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Titres	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagement
21568	2021003866	LOT OUTILLAGE V6 - REF CM.V6PB	AUTO DISTRIBUTION GADEST COLAR	24/11/2021	2021003866	970,22
21568	2021003862	LOT OUTILLAGE V6 - REF CM.V6PB	AUTO DISTRIBUTION GADEST COLAR	23/11/2021	2021003862	970,22
21568	2021002950	Mano détendeur 300 bar / BP, raccord DIN	UGAP	15/09/2021	2021002950	136,12
21568	2021002211	Plateau pour équilibre Snap on	AUTO DISTRIBUTION GADEST COLAR	25/06/2021	2021002211	501,60
21568	2021001170	Sur pantalon d'intervention	LHD FRANCE	01/04/2021	2021001170 18012FS	1 326,00
21568	2021000355	Sur pantalon d'intervention	LHD FRANCE	22/01/2021	2021000355 18012FS	3 978,00
21568	2020002128	ENSEMBLE PANTALON GILET + VESTE ATLANTIS 7MM	AQUA MANIA TOPSTAR	31/12/2020		4 088,60
21568	2021002587	Réfrigérateur finit Domotic CDC30DC	CARROSSERIE LIDY	05/08/2021	2021002587	1 224,60
21568	2021003863	CHARIOT VAT +VPRO - REF ROLL CR4M3PB	AUTO DISTRIBUTION GADEST COLAR	23/11/2021	2021003863	328,85
21568	2021002850	Coussin de levage HP, carré	UGAP	15/09/2021	2021002850	899,86
21568	2021004027	KIT DIAGNOSTIC PC AIRTOP	POIDS LOURD UTILITAIRE SERVICE	03/12/2021	2021004027	834,00
21568	2021000355	Sur pantalon d'intervention	LHD FRANCE	22/01/2021	2021000355 18012FS	3 978,00
21568	2021003523	X-dock module X-am 125	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	863,39
21568	2021003523	Dräger X-dock Module X-am 8000	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	1 060,80
21568	2021003523	Détendeur pression fixe 0,5 bar, inox	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	1 660,06
21568	2021003945	Tuyau souple Ø 70 mm x L 10 m	UGAP	29/11/2021	2021003945	612,10
21568	2021003866	CHARIOT VAT +VPRO - REF ROLL CR4M3PB	AUTO DISTRIBUTION GADEST COLAR	24/11/2021	2021003866	328,85
21568	2021003846	LDV 150, GPRF DN 20, 150 L / mn	UGAP	23/11/2021	2021003846	940,82
21568	2021002950	Flexible pneumatique HP, coussins de	UGAP	15/09/2021	2021002950	91,74
21568	2021002462	Porte d'entraînement aux outils de	ROUHIER DOMINIQUE FERRONNERIE	19/07/2021	2021002462	4 918,00
21568	2021002900	TVA commande 2021002856 HAIX SCHUHE	SIE BESANCON	14/09/2021	2021002900	1 031,20
21568	2021003630	SOUFFLANTE DOUBLE CARTOUCHE EZAIR	UGAP	10/11/2021	2021003630	14 064,00
21568	2021003523	Dräger X-dock 5600 Station maître	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	2 000,00
21568	2021003945	Tuyau souple Ø 110 mm x L 10 m	UGAP	29/11/2021	2021003945	81,00
21568	2021002550	Coussin de levage HP, carré	UGAP	15/09/2021	2021002550	43,81
21568	2021003861	PRESSE 30T - ATELIER PONTALIER	AUTO DISTRIBUTION GADEST COLAR	23/11/2021	2021003861	1 817,40
21568	2021001170	Sur pantalon d'intervention	LHD FRANCE	01/04/2021	2021001170 18012FS	5 300,00
21568	2021003239	TVA commande AUER PACKAGING N°2021003238	SIE BESANCON	11/10/2021	2021003239	43,47
21568	2021003672	Cagoule d'évacuation filtrante FDF	UGAP	08/11/2021	2021003672	6 023,04
21568	2021003863	LOT OUTILLAGE V6 - REF CM.V6PB	AUTO DISTRIBUTION GADEST COLAR	23/11/2021	2021003863	970,22
21568	2021003865	CHARIOT VAT +VPRO - REF ROLL CR4M3PB	AUTO DISTRIBUTION GADEST COLAR	24/11/2021	2021003865	328,85
21568	2021003744	Plaques de glisse pour animaux	TELIJECT FRANCE	16/11/2021	2021003744	2 232,00

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

D 25 025 282 2500016-20220208-DE

YCSP Finances Y2 Collectivités V12.00.00

11/01/2022

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2021

Etablissement : SDIS 25

Budget : SDIS 25 - M61

Article	Engagement	Libellé engagement	Titre	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
21568	2021003523	Alimentation secteur 24 VDC, 6,25 A	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	158,94
21568	2021003529	TOPO FRANCE V6 PRO NORD EST	RIVOLIER	08/11/2021	2021003529	63,60
21568	2021003107	Sac oxygénothérapie modèle SDIS 25	TANIT EVOLUTION	04/10/2021	2021003107	1 914,00
21568	2021002950	Flexible pneumatique HP, coussins de	UGAP	15/09/2021	2021002950	70,74
21568	2021001170	Sur pantalon d'intervention	LHD FRANCE	01/04/2021	2021001170 18012FS	5 304,00
21568	2021001170	Sur pantalon d'intervention	LHD FRANCE	01/04/2021	2021001170 18012FS	663,00
21568	2021003934	Truck Snow Chain - PST Polaire (Paire)	POLAIRE	22/11/2021	2021003934	854,00
21568	2021003865	LOT OUTILLAGE V6 - REF CM.V6PB	AUTO DISTRIBUTION GADEST COLAR	24/11/2021	2021003865	970,22
21568	2021003744	Lecteur de puces électroniques d'animaux	TEINJECT FRANCE	16/11/2021	2021003744	684,00
21568	2021002950	Boîtier de commande coussins	UGAP	15/09/2021	2021002950	548,23
21568	2021002950	Coussin de levage HP, carré	UGAP	15/09/2021	2021002950	2 393,33
21568	2021002950	Vanne d'arrêt coussin pneumatique HP	UGAP	15/09/2021	2021002950	280,37
21568	2021003523	Détendeur pression fixe 0,5 bar	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	1 086,11
21568	2021003523	Tuyau 5 mm, PDM	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	169,40
21568	2020002120	CHAUSURES ALPINISME LIGHT BLEU	DECATHLON PONTARLIER	31/12/2020		300,00
21568	2021003945	Tuyau souple Ø 45 mm x L 20 m	UGAP	29/11/2021	2021003945	1 489,10
21568	2021002950	Flexible pneumatique HP, coussins de	UGAP	15/09/2021	2021002950	91,74
21568	2021004027	ANALYSEUR CO2 CO	POIDS LOURD UTILITAIRE SERVICE	03/12/2021	2021004027	870,00
21568	2021000355	Sur pantalon d'intervention	LHD FRANCE	22/01/2021	2021000355 18012FS	1 326,00
21568	2021003523	X-dock module Pac	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	863,39
21568	2021003529	CORDON GPS GARMIN	RIVOLIER	08/11/2021	2021003529	49,15
21578	2021002688	Portatifs 80Mhz FDF	UGAP	20/08/2021	2021002688	3 394,36
21578	2021002688	Portatifs 80Mhz FDF	UGAP	20/09/2021	2021002688	1 371,12
21578	2021002713	TERMINAUX ALCATEL	NXO FRANCE	23/11/2021	2021002713 16058FS	819,94
21578	2021002713	TERMINAUX ALCATEL	NXO FRANCE	23/11/2021	2021002713 16058FS	1 325,00
2182	2021004026	MOUNTING KIT AIR TOP EVO 40/55 STANDARD	POIDS LOURD UTILITAIRE SERVICE	06/12/2021	2021004026	1 397,16
2182	2021004026	WEBASTO AIR TOP EVO 55	POIDS LOURD UTILITAIRE SERVICE	06/12/2021	2021004026	1 414,13
2183	2021002622	10 bornes wifi	APX INTEGRATION	06/09/2021	2021002622	3 394,36
2183	2021003270	Commande écrans + support	FOUROT SARL	12/10/2021	2021003270	2 815,50
2183	2021002559	Poste accueil DDISIS	NXO FRANCE	09/08/2021	2021002559 16058FS	9 000,00

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

D. 25-262500016-20220208-DE

YCSP Finances Y2 Collectivités V12.00.00

11/01/2022

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2021

Etablissement : SDIS 25

Budget : SDIS 25 - M61

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Titres	Date de l'engagement	Brève commande (Marché / Contrat)	Montant engagé
2183	2021002713	DECT 8234	NXO FRANCE	23/11/2021	2021002713 16058FS	1 874,20
2183	2021003270	Commande écrans + support	FOUROT SARL	12/10/2021	2021003270	3 776,40
2183	2021003445	Pied écran 75 pouces tactile	FOUROT SARL	20/10/2021	2021003445	844,80
2183	2021002559	Poste accueil DDSIS	NXO FRANCE	03/08/2021	2021002559 16058FS	1 189,20
2183	2021000921	EQUIPEMENTS + PRESTATIONS	ORANGE BUSINESS SERVICE OCWS	11/03/2021	2021000921 21003FS	149 158,37
2183	2021002713	CHARGEUR BUREAU 8234	NXO FRANCE	23/11/2021	2021002713 16058FS	406,82
2183	2021003270	Commande écrans + support	FOUROT SARL	12/10/2021	2021003270	72,36
2183	2021003270	Commande écrans + support	FOUROT SARL	12/10/2021	2021003270	614,52
2188	2021003756	Lave-linge	VAM'DA SAONE	01/12/2021	2021003756	1 499,97
2188	2021003173	Machine à laver	MEIKO FRANCE	07/10/2021	2021003173	11 279,59
2188	2021003197	Machine à laver	MEIKO FRANCE	07/10/2021	2021003197	12 272,77
2188	2021003756	Sèche-linge	VAM'DA SAONE	01/12/2021	2021003756	799,98
231312	2021003800	Fourniture et pose d'un module de 17 m²	ALGECO	18/11/2021	2021003800	17 400,00
231312	2021003731	RACCORDEMENT BATIMENT VESTIAIRE AU RESEAU ELECTRIQ	SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE	15/11/2021	2021003731 20082FS	1 651,20
231312	2021003276	Fourniture et pose de 2 bornes de recharge élec	SMBTP SOCIETE NOUVELLE	08/11/2021	2021003276 19085TX	1 181,12
231312	2021000764	Portail de service-panneau signalisation	SIGNALISATION NOUVELLE DE MARQ	26/02/2021	2021000764	393,59
231312	2021003252	FOURNITURE ET POSE DE 2 BORNES DE RECHARGE ELEC	SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE	07/12/2021	2021003252 20084FS	1 447,97
231312	2021003282	Renforcement clim CTA CODIS	ENGIE AXIMA CONCEPT EX COFELY	08/11/2021	2021003282 17047FS	1 743,23
231312	2021003251	FOURNITURE ET POSE DE 2 BORNES DE RECHARGE ELEC	SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE	07/12/2021	2021003251 20082FS	1 335,37
231312	2021003821	OREATION DE SAS D ACCES	GRILLET CONCEPT	15/11/2021	2021003821	7 862,50
231312	2021003279	INSTALLATION VENTILLO-CONVECTEUR SUPPLEMENTAIRE 103	ENGIE AXIMA CONCEPT EX COFELY	08/11/2021	2021003279 17047FS	20 530,40
231312	2021003541	Colonne sèche	SIMAT ENERGIE	08/11/2021	2021003541 19091TX	10 771,38
231312	2021002201	MISE EN PLACE OCCULTANT PVC CÔTÉ RUE	ROY BASTIEN AMENAGEMENT	08/12/2021	2021002201	3 141,50
231312	2020003538	Remplacement de chaudières de 20 et de vingt ans	ENGIE AXIMA CONCEPT EX COFELY	31/12/2020	17046FS	11 013,32
231312	2021003401	AMENAGEMENT AIRE DESINCARCERATION	SMBTP SOCIETE NOUVELLE	08/11/2021	2021003401 19085TX	1 641,15
231312	2021003250	FOURNITURE ET POSE DE 2 BORNES DE RECHARGE ELEC	SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE	07/12/2021	2021003250 20083FS	1 335,37
231312	2021003424	Activation de 12 points de charges	FRESHMILE	08/11/2021	2021003424	1 111,38

YCSP Finances Y2 Collectivités V72.00.00

11/01/2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

S P D


D 62500016-20220216-DC-A08-20220208-DE

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2021

Etablissement : SDIS 25

Budget : SDIS 25 - M61.

Code de l'engagement	Libellé de l'engagement	Date de l'engagement	Montant engagé	Montant engagé
221312	Alimentation de 2 bornes de recharge électriques	08/11/2021	2021003271 19067 EX	1 150,00
221735	POSE BANDEAU MAGNETIQUE AVEC DIGICODE SECOURS	31/12/2020	16051 FS	748,09
TOTAL				

Désignation de l'établissement SDIS 25 Comptable assignataire	DE DE Cent cinquante mille euros et quatrevingt-cinq centimes	Signature 
	ARRETE A LA SOMME	

Guy LORENZELLI
 Payeur Départemental du Doubs

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2021

Etablissement : SDIS 25

Budget : SDIS 25 - M61

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Libellé des biens	Date de l'engagement	Bon de commande Marché/Contrat	Montant engagé
60623	2021003624	21 - FORM - 405 SD/EC	ENTENTE POUR LA FORET MEDITERR	26/10/2021	2021003624	7,00
60632	2021003454	RING (KONG)	AU VIEUX CAMPEUR	21/10/2021	2021003454	15,05
60632	2021001125	Fourniture de lampes	TEREVA	29/03/2021	2021001125	556,40
60632	2021003465	PANNEAUX CONTREPLAQUES	BRICO DEPOT CHALEZEULE	25/10/2021	2021003466	300,86
60632	2021001246	FOURNITURES DE LAMPES	TEREVA	08/04/2021	2021001246	406,46
60632	2021001541	FOURNITURES D'AMPOULES	TEREVA	07/05/2021	2021001541 21008FS	25,90
60632	2021002551	FOURNITURE DE MATERIAUX DIVERS DE CLOISONNEMENT	SERACTOUT FAIRE MATERIAUX	02/08/2021	2021002551	1 995,40
60632	2021000606	HELMET HOLDER BLACK DEUTER MARQUE G5	VALSPORT INTERSPORT VALENTIN	12/02/2021	2021000606	42,84
60632	2021003454	VISIERE VIZIR	AU VIEUX CAMPEUR	21/10/2021	2021003454	36,08
60632	2021002551	FOURNITURE DE MATERIAUX DE REVETEMENT DE SOL	SERACTOUT FAIRE MATERIAUX	02/08/2021	2021002551	424,86
60632	2021003454	CHAIN PA16 115cm (ocun)	AU VIEUX CAMPEUR	21/10/2021	2021003454	110,59
60632	2021003454	JAMMY 50cm	AU VIEUX CAMPEUR	21/10/2021	2021003454	48,86
60632	2021003454	FALCON ARBOR LESTE 250gr	AU VIEUX CAMPEUR	21/10/2021	2021003454	27,46
60632	2021003802	FRONTALE HL 900 USB V2 - 400LM JAUNE	DECATHLON PRO CAPRO	18/11/2021	2021003802	140,02
60632	2021003106	Pyromètre infra-rouge	TROTEC	04/10/2021	2021003106	604,73
60632	2021004012	FOURNITURE DE LAMPES	TEREVA	02/12/2021	2021004012 21008FS	255,30
60632	2021003125	PEINTURE LOCAUX CSR	TARBY TRAVAUX VENTES	08/11/2021	2021003125	284,12
60632	2021004119	batterie kit pour CR2	STRYKER FRANCE	08/12/2021	2021004119	1 920,00
60632	2021003931	FOURNITURE POUR AMENAGEMENT ZONE ACCUEIL CODIS	CASTORAMA BESANCON	26/11/2021	2021003931	496,30
60636	2021003630	COMBINAISON DE PROTECTION NRBC LEGERE POLYCOMBI	UGAP	10/11/2021	2021003630	704,28
60636	2021003630	COMBINAISON DE PROTECTION NRBC LEGERE POLYCOMBI	UGAP	10/11/2021	2021003630	766,32
60636	2021003630	COMBINAISON DE PROTECTION NRBC LEGERE POLYCOMBI	UGAP	10/11/2021	2021003630	1 915,80
60636	2021003214	Calot	UGAP	08/10/2021	2021003214	2,37
60636	2021003214	Calot	UGAP	08/10/2021	2021003214	2,37
60636	2021002872	Vareuse homme	DI BARTOLOMEO BLANC DBB	16/09/2021	2021002872	2 025,22
60636	2021003630	COMBINAISON DE PROTECTION NRBC LEGERE POLYCOMBI	UGAP	10/11/2021	2021003630	1 915,80
60636	2021003214	Calot	UGAP	08/10/2021	2021003214	2,37
60636	2021003674	Chemise blanche homme	UGAP	24/11/2021	2021003674	3,24
60636	2021003874	Chemise bleue homme	UGAP	24/11/2021	2021003874	3,91
60636	2021003630	COMBINAISON DE PROTECTION NRBC LEGERE POLYCOMBI	UGAP	10/11/2021	2021003630	7,16
60636	2021003630	COMBINAISON DE PROTECTION NRBC LEGERE POLYCOMBI	UGAP	10/11/2021	2021003630	7,16
60636	2021002972	Pantalon de sortie homme	DI BARTOLOMEO BLANC DBB	16/09/2021	2021002972	1 000,00
60636	2021003630	COMBINAISON DE PROTECTION NRBC LEGERE POLYCOMBI	UGAP	10/11/2021	2021003630	2 880,73

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

YCSP Finances Y2 Collectivités V12.00.00

11/01/2022

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2021

Etablissement : SDIS 25

Budget : SDIS 25 - M61

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Intitulaire	Date de l'engagement	Bonds commande / Marché / Contrat	Montant engagé
60636	2021003454	GANTS KINGPIN	AU VIEUX CAMPEUR	21/10/2021	2021003454	228,98
60636	2021003214	Calot	UGAP	08/10/2021	2021003214	178,46
60636	2021003214	Calot	UGAP	08/10/2021	2021003214	205,92
60668	2021004104	tubulure d'aspiration	SMSP	08/12/2021	2021004104	439,20
611	2021004045	Solution ORKIS pour service communication	ORKIS	06/12/2021	2021004045	1 404,00
611	2019002371	YOURCEGID SECTEUR PUBLIC SIRH CIVI	EKSAE ex CEGID PUBLIC CIVITAS	31/12/2020	16010FS	954,00
611	2021004051	Elements fournis par nos soins	DETONE	06/12/2021	2021004051	844,00
611	2019002371	YOURCEGID SECTEUR PUBLIC SIRH CIVI	EKSAE ex CEGID PUBLIC CIVITAS	31/12/2020	16010FS	450,00
611	2019002371	YOURCEGID SECTEUR PUBLIC SIRH CIVI	EKSAE ex CEGID PUBLIC CIVITAS	31/12/2020	16010FS	894,00
611	2019002371	YOURCEGID SECTEUR PUBLIC SIRH CIVI	EKSAE ex CEGID PUBLIC CIVITAS	06/05/2021	2021001519	3 360,00
611	2021001519	Mise en oeuvre Office 365	APX INTEGRATION	26/10/2021	2021003519	3 790,00
611	2021003519	Contrat CMEP (maintenance au paramétrage)	EKSAE ex CEGID PUBLIC CIVITAS	20107FS		
611	2021004045	Solution ORKIS pour service communication	ORKIS	08/12/2021	2021004045	6 288,00
611	2021001519	supports 365	APX INTEGRATION	09/05/2021	2021001519	36,00
611	2021003950	GESTION ANNUELLE DE BORNES DE RECHARGEMENT VL ELEC	FRESHMILE	26/11/2021	2021003950	2 503,87
611	2021003028	Information : business objects	EKSAE ex CEGID PUBLIC CIVITAS	08/10/2021	2021003028	2 300,00
611	2019002371	YOURCEGID SECTEUR PUBLIC SIRH CIVI	EKSAE ex CEGID PUBLIC CIVITAS	31/12/2020	16010FS	450,00
611	2021003978	Dématisation bullefin de paie	ANTIBIA	01/12/2021	2021003978	3 240,00
611	2021002405	REALISATION D'UN BOX (réception appels)	MICROPOLIS BESANCON	09/07/2021	2021002405	312,00
611	2019002371	YOURCEGID SECTEUR PUBLIC SIRH CIVI	EKSAE ex CEGID PUBLIC CIVITAS	31/12/2020	16010FS	450,00
611	2021002713	TERMINAUX ALCATEL	NXO FRANCE	23/11/2021	2021002713	1 218,00
611	2021001508	Infogérance niveau expert du SI phase 3	UGAP	05/05/2021	2021001508	19 494,38
6132	2021003258	HEBERGEMENT Léonard KOBILINSKY	RESIDENCE U COLETTE	15/10/2021	2021003258	1 690,00
615221	2021002386	INSTALLATION D'UN BOITIER A CLEF POUR	SPIE INDUSTRIE ET TERTIAIRE	07/07/2021	2021002386	38 000,00
615221	2021001580	REMPLACEMENT POTEAU INCENDIE	COM COM DU GRAND PONTARLIER	10/05/2021	2021001580	3 550,00
61551	2021003852	REMISE EN ETAT DU PAVILLON DE L'UMD	TIB TOLERIE INDUSTRIELLE BREZO	23/11/2021	2021003852	8 125,00
61551	2021004124	UMD : FOURNITURE ET POSE RUBAN ISOLANT TITANIUM	TIB TOLERIE INDUSTRIELLE BREZO	08/12/2021	2021004124	4 640,00
61558	2021002847	Etaionnage station de test MICRODOCK	BE ATEX	09/09/2021	2021002847	15 200,00
61558	2021003441	Réparation copieur CENTRE DE SECOURS GILLEY	BUROCOM KOESIO	20/10/2021	2021003441	2 200,00
61558	2021003523	MISE EN SERVICE XDOCK	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	540,00
61558	2021003523	Gaz étalon 34 L, 100 ppm LC4H8/air	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	8 000,00
61558	2021003523	Gaz étalon 112 L, 95,998 % N2	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	18 000,00
61558	2021003523	Gaz étalon 60 L, 10 ppm SO2/air	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	18 000,00

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

SDIS 25

YCSP Finances Y2 Collectivités V12.00.00

11/01/2022

Page 344

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2021

Etablissement : SDIS 25

Budget : SDIS 25 - M61

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Tiers	Date de l'engagement	Bon de commande Marché / Contrat	Montant engagé
61558	2021003523	Gaz étalon 58 L, 10 ppm HC/N2	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	338,24
61558	2021003523	Gaz étalon 60 L, 5 ppm PH3/N2	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	378,59
61558	2021003523	Gaz étalon 112 L, 2,5 % CH4/air	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	194,87
61558	2021003523	Gaz étalon 60 L, 1 000 ppm H2/air	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	194,87
61558	2021001384	Lien fibre optique centre de vaccination GC	SYNDICAT MIXTE LUMIERE	26/04/2021	2021001384	3 840,00
61558	2021004102	Remise en état onduleur plateforme	LEGRAND ENERGIES SOLUTION EXS2	08/12/2021	2021004102	1 905,89
61558	2021003523	Gaz étalon 60 L, 5 ppm, N02/air	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	338,24
61558	2021003012	Contrôle et étalonnage d'un déblimètre R.	PONS R. SAS	17/09/2021	2021003012	522,00
61558	2021003523	Gaz étalon 34 L, 5 ppm O2/N2	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	246,96
61558	2021003523	Pdt gas 34L 50ppm NH3 in N2	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	246,96
61558	2021003454	KIT DE RECHANGE AZTEK 4m	AU VIEUX CAMPEUR	21/10/2021	2021003454	157,04
61558	2021003523	Gaz étalon 60 L, 2,5 % CO2/air	DRAGER SAFETY FRANCE	27/10/2021	2021003523	194,87
61558	2021004045	Solution ORKIS pour service communication	ORKIS	08/12/2021	2021004045	2 736,12
61558	2021003519	Contrat CMIEP (maintenance au paramétrage)	EKSAE ex CEGID PUBLIC CIVITAS	28/10/2021	2021003519	21 600,00
6184	2021003735	21 - FORM - 428 FM/EC	ORSYS	15/11/2021	2021003735	3 445,20
6184	2021002105	21 - FORM - 259 NM/EC	ENSOSP	07/10/2021	2021002105	4 580,00
6184	2021000871	21 - FORM - 101 NM/EC	ENSOSP	05/03/2021	2021000871	386,00
6184	2020003901	20 - FORM - 425 YB/EC	SDIS DU HAUT-RHIN	31/12/2020		122,18
6184	2021000069	21 - FORM - 12 YB/EC	ENSOSP	05/01/2021	2021000069	495,00
6184	2020003901	20 - FORM - 425 YB/EC	SDIS DU HAUT-RHIN	31/12/2020		973,99
6184	2021000870	21 - FORM - 100 NM/EC	ENSOSP	05/03/2021	2021000870	495,00
6184	2021003458	21 - FORM - 399 SD/EC	ENTENTE POUR LA FORET MEDITERR	21/10/2021	2021003458	329,00
6232	2021003768	Sein votre proposition numéro 1	FANNY MARTIN	16/11/2021	2021003768	3 150,00
6236	2021004046	Bilan d'activité 2021 du SDIS 25 en 1300 exemplair	SIMON GRAPHIC	06/12/2021	2021004046	13,00
6241	2021003923	FRAIS DE PORT	HENRI JULIEN	26/11/2021	2021003923	025,00
6241	2021003629	FORFAIT FRAIS DE PORT ET ASSURANCE	RIVOLIER	08/11/2021	2021003629	28,00
6241	2021003106	Frais de port	TROTEC	04/10/2021	2021003106	26,00
6251	2021000871	21 - FORM - 101 NM/EC	ENSOSP	05/03/2021	2021000871	000,00
6251	2021003719	Hébergement DDSIS-PCASDIS congrès national SP 2022	LES PRELATS	15/11/2021	2021003719	16,00
6251	2021002105	21 - FORM - 259 NM/EC	ENSOSP	07/10/2021	2021002105	3,00
6251	2021000069	21 - FORM - 12 YB/EC	ENSOSP	05/01/2021	2021000069	6 200,00
6251	2021003458	21 - FORM - 399 SD/EC	ENTENTE POUR LA FORET MEDITERR	21/10/2021	2021003458	1 000,00
6251	2020003901	20 - FORM - 425 YB/EC	SDIS DU HAUT-RHIN	31/12/2020		1 000,00
6251	2021003524	21 - FORM - 405 SD/EC	ENTENTE POUR LA FORET MEDITERR	26/10/2021	2021003524	2 000,00

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

YCSP Finances Y2 Collectivités V12.00.00

11/01/2022

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

ETAT DES ENGAGEMENTS DE DEPENSES REPORTEES - EXERCICE 2021

Etablissement : SDIS 25

Budget : SDIS 25 - M61

Article	Engagement	Libellé de l'engagement	Libellé de la dépense	Libellé de la recette	Libellé de la dépense	Libellé de la recette	Libellé de la dépense	Libellé de la recette
6251	2021000870	21 - FORM - 100 NA/EC	ENSO SP	05/03/2021	2021000870		178,00	
6251	2021000071	21 - FORM - 13 Y/EC	ENSO SP	05/10/2021	2021000071		70,00	
6335	2021000408	CARTE GRISE RIPTER ACTIVE PACK STANDARD	UGAP	25/01/2021	2021000408		3 348,30	
6335	2021002725	PRESTATION D'IMMATRICULATION ET TAXE POUR RIPTER	UGAP	25/08/2021	2021002725		393,76	
6335	2021001013	CARTE GRISE POUR COGO RENAULT 930 P 6X4	UGAP	19/03/2021	2021001013		753,76	
6335	2021000884	CARTE GRISE COR RENAULT TRUCKS D14 STEP4	UGAP	09/03/2021	2021000884		749,52	
6335	2021001812	CARTE GRISE POUR OPEL RENAULT	UGAP	27/05/2021	2021001812		800,00	
6335	2021001802	CARTE GRISE POUR VSRM RENAULT D12	UGAP	12/05/2021	2021001802		480,00	
6335	2021004015	CARTES GRISES POUR VSAV	TIB TOLIERIE INDUSTRIELLE BREZO	02/12/2021	2021004015		2 805,00	

Désignation de l'établissement

SDIS 25

Comptable assignataire

ARRÊTÉ À LA SOMME

DE Cent quarante six mille quatre cent quatre-vingt-cinq centimes

Signature

Guy LORENZELLI
Payeur Départemental du Doubs



025090
P.DEP DOUBS

II-1

Exercice 2021

03500 - SERV INCENDIE SECOURS DU DOUBS

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	17 091 136,02	58 969 087,41	76 060 223,43
Titres de recettes émis (b)	15 120 480,71	53 650 868,30	68 771 349,01
Réductions de titres (c)		2 078,91	2 078,91
Recettes nettes (d = b - c)	15 120 480,71	53 648 789,39	68 769 270,10
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	17 091 136,02	55 080 669,95	72 171 805,97
Mandats émis (f)	15 185 652,92	53 348 693,77	68 534 346,69
Annulations de mandats (g)	78 265,86	936 392,65	1 014 658,51
Dépenses nettes (h = f - g)	15 107 387,06	52 412 301,12	67 519 688,18
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	13 093,65	1 236 488,27	1 249 581,92
(h - d) Déficit			

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

510 21

D : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE



CED

Etat II-2

Exercice 2021

025090

P DEP DOUBS

03500 - SERV INCENDIE SECOURS DU DOUBS

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2020	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2021	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2021	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2021
I - Budget principal					
Investissement	-541 462,24		13 093,65		-528 368,59
Fonctionnement	7 615 770,28	1 400 000,00	1 236 488,27		7 452 258,55
TOTAL I	7 074 308,04	1 400 000,00	1 249 581,92		6 923 889,96
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	7 074 308,04	1 400 000,00	1 249 581,92		6 923 889,96

Envoyé en préfecture le 17/02/2022

Reçu en préfecture le 17/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220216-DCA08_20220208-DE

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SUBVENTIONS 2022

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 18 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Philippe GAUTIER (visioconférence), M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. Didier MOREAU.

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOSZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN, M. le Capitaine Frédéric MAURICE.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. Jérôme FITZE, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

SUBVENTIONS 2022

Le service départemental d'incendie et de secours du Doubs apporte son appui financier à plusieurs associations dont l'objet est en relation avec l'activité du service.

Au titre de l'année 2022, il vous est proposé de maintenir le montant global de l'enveloppe mobilisée au titre des subventions versées aux associations, sans augmentation par rapport à 2021, soit 73 500 €.

1/ Union départementale des sapeurs-pompiers du Doubs (UDSP 25)

L'union départementale des sapeurs-pompiers du Doubs est une association regroupant 3 509 adhérents à la fin de l'année 2021. Ses adhérents sont des sapeurs-pompiers actifs (2 378), d'anciens sapeurs-pompiers (698), des personnels administratifs techniques spécialisés (47), des membres associés (49) et des jeunes sapeurs-pompiers (337).

L'UDSP intervient dans différents domaines, parmi lesquels :

- la solidarité : l'association met en œuvre des actions auprès de ses adhérents en difficulté (aide à la reconversion professionnelle...), apporte son soutien face à certaines difficultés (maladie, accident de la vie, ...) et contribue au financement des actions de l'œuvre des pupilles orphelins de sapeurs-pompiers ;
- la mise en place d'une commission sociale élargie pour gérer les difficultés liées à la crise économique en sortie de crise sanitaire (partenariat UDSP 25/SDIS 25) ;
- la formation du grand public au secourisme (3 200 citoyens formés en 2019) ;
- les actions de développement du volontariat avec notamment la mise en valeur des outils de communication ;
- l'animation de la réserve citoyenne créée en 2019 ;
- le sport : l'UDSP anime 14 sections sportives (200 sportifs) avec la création récente d'une équipe départementale de foot féminin et d'une section moto ;
- la mise en place de dispositifs prévisionnels de secours (DPS), l'UDSP disposant des agréments nécessaires ;
- partenariat avec le SDIS 25 dans le cadre de formations PSC1 organisées pour le compte du ministère de la Justice (convention de Sécurité Routière) ou pour le compte du Service National Universel (SNU).

Au titre de l'année 2022, le président de l'union départementale des sapeurs-pompiers du Doubs sollicite du SDIS, l'octroi d'une subvention de 38 000 € destinée au fonctionnement de l'association.

Ce montant correspond à la subvention accordée en 2021. La subvention a été revalorisée de 4 000 € en 2020 afin de participer au financement de la réserve citoyenne des sapeurs-pompiers du Doubs créée en 2019.

Il est proposé d'accorder une subvention à hauteur du montant sollicité soit 38 000 €.

Il est à noter que le montant de cette augmentation est sans commune mesure avec celui qui serait nécessaire pour assurer les missions aujourd'hui bénévolement exécutées, par des personnels statutaires (un seul emploi administratif technique spécialisé catégorie C est estimé à environ 33 000 €/an, charges patronales comprises).

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Montant accordé	34 000 €	34 000 €	34 000 €	34 000 €	34 000 €	34 000 €	34 000 €	38 000 €	38 000 €	38 000 €
Evolution	-10 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	11,7 %	0 %	0 %

Au-delà de la subvention accordée par le SDIS du Doubs, les modalités de coopération entre le SDIS et l'UDSP sont formalisées dans une convention signée en décembre 2011. L'UDSP dispose d'un bureau dans les locaux du SDIS, de moyens informatiques et téléphoniques, de ressources d'impression et des moyens d'affranchissements qui lui sont facturés chaque année, conformément à la convention.

Pour l'exercice 2021, le montant des dépenses inscrit au bilan prévisionnel de l'union départementale des sapeurs-pompiers du Doubs s'élève à 424 000 €.

La subvention du SDIS représentera 9 % des recettes de l'association. Il s'agit de la seule subvention perçue par l'UDSP, ses principales recettes étant constituées par les cotisations des adhérents et la vente de services (formations au secourisme, DPS...).

2/ Spéléo-secours français du Doubs (SSF 25)

Le spéléo-secours français du Doubs est constitué de bénévoles chargés de mettre en œuvre des moyens spécialisés en secours souterrains.

Une convention relative aux relations financières entre le SDIS du Doubs et le Spéléo-secours français du Doubs a été signée le 10 juin 2009.

Cette convention prévoit d'allouer annuellement une subvention de fonctionnement au Spéléo-secours français du Doubs, pour lui permettre d'assurer le financement :

- de la formation des membres de l'équipe départementale ;
- des matériels et fournitures nécessaires à ses activités opérationnelles ;
- de la gestion administrative de l'association.

Au titre de l'année 2022, le président du Spéléo-secours français du Doubs sollicite une subvention auprès du SDIS pour un montant de 15 341,60 €, correspondant aux 9 500 € accordés depuis 2013 auxquels s'ajoute une demande complémentaire d'un montant de 5 841,60 € dans le but d'investir dans du matériel de désobstruction performant. En 2020, une enveloppe complémentaire de 1 000 € avait déjà été accordée pour le financement partiel du renouvellement d'une civière (coût de 2 392 €).

Il est proposé de maintenir le montant de la subvention sollicitée à hauteur de 9 500 € pour les raisons suivantes :

- les opérations de spéléo-secours nécessitant l'usage de ce type de matériel sont limitées (3 en 20 ans) ;
- le matériel de désobstruction peut être loué au même titre que d'autres équipements (groupes électrogènes,...) ;
- Ce matériel est déjà présent en dotation dans certains véhicules spécialisés **de type VSD et CESD** et peut être mis à disposition en cas de besoin.

Il est à noter que le coût de la subvention annuelle au Spéléo-secours français est sans commune mesure avec le coût qui serait à charge du SDIS s'il devait constituer une équipe interne spécialisée de spéléo-secouristes.

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Montant accordé	10 500 €	9 500 €	9 500 €	9 500 €	9 500 €	9 500 €	9 500 €	9 500 €	10 500 €	9 500 €	9 500 €
Evolution		-10%	0%	0%	0%	0 %	0 %	0 %	10,5 %	- 9,5 %	0 %

Pour l'exercice 2022, le budget prévisionnel principal du Spéléo-secours français reste constant à 14 300 € auquel s'ajoute la dépense exceptionnelle de 5 841,60 €, soit un budget total 2022 à hauteur de 20 141,60 €. La subvention du SDIS 25 représentera 66 % des recettes de l'association. Il s'agit de la seule subvention attendue par l'association, ses autres recettes étant les cotisations des adhérents.

3/ Association départementale des jeunes sapeurs-pompiers du Doubs (ADJSP 25)

L'association départementale des jeunes sapeurs-pompiers du Doubs regroupe 352 jeunes sapeurs-pompiers (JSP), 119 filles et 233 garçons, répartis en 19 sections. L'encadrement des sections est assuré par 191 formateurs bénévoles.

L'activité de cette association est un levier essentiel de la politique de développement du volontariat. Ces jeunes constituent, en effet, un important vivier de recrutement de nouveaux sapeurs-pompiers volontaires. Ils sont formés pour l'examen du brevet de jeune sapeur-pompier et participent aux différentes compétitions sportives.

En 2020, 90 JSP ont validé le dernier niveau du programme, parmi lesquels 85 ont obtenu le brevet.

Au titre de l'année 2022, le président de l'association départementale des jeunes sapeurs-pompiers du Doubs sollicite auprès du SDIS une subvention de 24 000 €, soit le montant accordé depuis 2013, à l'exception de 2020 (25 000 €). Il est proposé d'accorder cette subvention à hauteur du montant sollicité.

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Montant accordé	24 000 €	24 000 €	24 000 €	24 000 €	24 000 €	24 000 €	24 000 €	25 000 €	24 000 €	24 000 €
Evolution	2%	0%	0%	0%	0 %	0 %	0 %	4,2 %	4 %	0 %

Le budget prévisionnel de l'association départementale des jeunes sapeurs-pompiers du Doubs s'élève à 52 067 € en dépenses. La subvention du SDIS 25 représente donc 46 % de ce budget.

Cette association perçoit également des subventions de la part de l'UDSP et de l'Union régionale de Bourgogne Franche-Comté. Ses autres recettes sont principalement les cotisations des adhérents.

4/ Amicale des personnels des sites d'état-major du SDIS 25 (APEM 25)

L'APEM est une association créée en 2016 et réunissant les agents des sites du SDIS ne disposant pas d'une amicale. Elle regroupe 116 adhérents.

Elle a pour objet de promouvoir le lien de cohésion et de convivialité entre les adhérents. Son action contribue au développement du sentiment de bien-être au travail.

Elle prend notamment en charge l'adhésion au réseau associatif départemental (UDSP 25) et national (FNSPF) qui permet de faire bénéficier à l'ensemble des adhérents d'une protection sociale en cas de difficulté.

L'APEM souscrit également une assurance *via* l'UDSP 25 permettant d'apporter une couverture complémentaire aux adhérents en cas d'accident en service ou hors service commandé.

L'APEM connaît des difficultés financières mettant en péril son existence. Elle ne bénéficie pas d'un secteur attribué pour la traditionnelle présentation des calendriers à la population, ressource financière quasi unique pour les amicales des centres de secours.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA09_20220208-DE

Le contexte sanitaire actuel rendant complexe l'organisation d'événements conviviaux susceptibles d'apporter une ressource nécessaire à l'équilibre d'un budget 2022 établi à hauteur de 6 970 €, il est proposé d'attribuer, pour la deuxième année consécutive, une subvention annuelle d'aide au fonctionnement à l'APEM pour un montant sollicité de 2000 €.

Année	2021	2022
Montant accordé	2000 €	2000 €
Evolution		0%

Un crédit de 73 500 €, soit un montant identique à celui retenu pour l'année 2021, est proposé au budget primitif 2022 à l'article 6574 « subventions de fonctionnement aux associations ». Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et autorisent la présidente à répartir ce montant de 73 500 € de la façon suivante :

- l'Union départementale des sapeurs-pompiers du Doubs :	38 000 €
- le Spéléo-secours français :	9 500 €
- l'Association départementale des jeunes sapeurs-pompiers du Doubs :	24 000 €
- l'Amicale des personnels des sites d'état-major :	2 000 €

TOTAL 73 500 €

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AUTORISATION DE PROGRAMME-CREDITS DE PAIEMENT
MODERNISATION DU PARC DES DEFIBRILLATEURS
SEMI-AUTOMATIQUES (DSA)**

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 18 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Philippe GAUTIER (visioconférence), M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. Didier MOREAU, M. le Capitaine Frédéric MAURICE.

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOSZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. Jérôme FITZE, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois de février 2022.

AUTORISATION DE PROGRAMME-CREDITS DE PAIEMENT MODERNISATION DU PARC DES DEFIBRILLATEURS SEMI-AUTOMATIQUES (DSA)

1- Objectifs et enveloppe

Chaque véhicule de secours et d'assistance aux victimes (VSAV) et chaque centre de secours sans VSAV est équipé d'un défibrillateur semi-automatique (DSA) destiné à la mise en œuvre des gestes de réanimation cardio-pulmonaire aux victimes en état d'arrêt cardio-circulatoire.

Les appareils dont dispose le SDIS ont été déployés entre 2010 et 2012. Leur maintien en service nécessiterait des opérations de maintenance préventive coûteuses. Par ailleurs, la technologie des appareils actuellement sur le marché offre une optimisation des gestes secouristes réalisés, dans le but de favoriser les chances de survie des victimes.

Aussi, une autorisation de programme (APCP) a été ouverte en 2020 afin de renouveler le parc des DSA opérationnels existants, ainsi que des DSA de formation, soit une flotte de 220 appareils.

L'autorisation de programme initiale comprenait une enveloppe de 330 000 € répartis sur trois ans, enveloppe réduite de 130 000 € lors du vote du Budget 2021 pour être ramenée à 200 000 € sur 2 ans.

2- Bilan des réalisations 2021

Au cours de l'année 2021, le SDIS a acquis 66 DSA LP CR2 pour un coût total de 83 972,11 €. Les CP 2021 s'élevaient à 91 138 € TTC.

Un décalage dans le temps concernant la facturation d'une commande d'octobre de 12 DSA de formation et d'un DSA opérationnel nécessitera une réinscription de crédits en 2022. Ces crédits non consommés devront être réinscrits en CP 2022 à hauteur de 7 165 €.

3- Actions à réaliser en 2022

Pour l'année 2022, il convient de permettre la finalisation du déploiement du matériel en inscrivant des CP à hauteur de 7 165 €.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et approuvent :

- *le bilan des crédits de paiement consommés en 2021, soit 83 972,11 € ;*
- *l'augmentation de la durée de l'autorisation de programme d'une année : passage de 2 à 3 ans ;*
- *le maintien du montant global de l'autorisation de programme à 200 000 € ;*
- *les crédits de paiement pour 2022, le tout étant présenté en annexe.*

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,


Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

**APCP MODERNISATION DU PARC
DES DEFIBRILLATEURS SEMI-AUTOMATIQUES**

Envoyé en préfecture le 16/02/2022
Reçu en préfecture le 16/02/2022
Affiché le 
ID : 025-282500016-20220208-DCA10_20220208-DE

1. Autorisation de programme

	AP initiale	AP modifiée (2021)	AP modifiée (2022)
durée	3 ans	2 ans	3 ans
enveloppe	330 000 €	200 000 €	200 000 €

2. Crédits de paiement

Imputation	Objet	Stade	CP 2020	CP 2021	CP 2022	Total
21568 Matériel d'incendie et de secours	Acquisition de DSA	AP initiale	110 000 €	110 000 €	110 000 €	330 000 €
21568 Matériel d'incendie et de secours	Acquisition de DSA	AP modifiée	108 862 €	91 138 €	- €	200 000 €
21569 Matériel d'incendie et de secours	Acquisition de DSA	AP modifiée	108 862 €	83 973 €	7 165 €	200 000 €

CASDIS du 4 mars 2021

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**REFORME DU MODE DE CALCUL
DES CONTRIBUTIONS DU BLOC COMMUNAL
ET INTERCOMMUNAL**

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 18 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Philippe GAUTIER (visioconférence), M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. Didier MOREAU, M. le Capitaine Frédéric MAURICE.

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. Jérôme FITZE, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

REFORME DU MODE DE CALCUL DES CONTRIBUTIONS DU BLOC COMMUNAL ET INTERCOMMUNAL

L'article L.1424-35 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) encadre, d'une part, la répartition des contributions entre les communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) et, d'autre part, le montant global de ces contributions.

Au sein du SDIS 25, la répartition des contributions entre les communes et EPCI contributeurs a été établie en 2001 selon des critères pondérés de population, de potentiel fiscal, de distance par rapport au centre de premier appel et de nombre de sapeurs-pompiers professionnels dans ce centre :

. 1^{er} critère : la population (60 %)

. 2^{ème} critère : le potentiel fiscal (40 %)

. Ces 2 premiers critères sont pondérés par un 3^{ème}, à savoir la distanciation de la collectivité par rapport au centre de 1^{er} appel et la présence de SPP :

distance	Type du centre de 1 ^{er} appel			
	C.I.S. sans SPP	C.I.S. avec moins de 10 SPP	C.I.S. ayant entre 10 et 30 SPP	C.I.S. avec plus de 30 SPP
10 km et plus	0.90	1.00	1.00	1.10
entre 5 et 10 km	1.00	1.10	1.30	1.30
entre 0 et 5 km	1.10	1.15	1.80	1.80

Pour mémoire, le montant global des contributions des communes et EPCI ne peut excéder le montant global de leurs contributions de l'exercice précédent, **augmenté de l'indice des prix à la consommation (IPC)**. Conformément à la délibération du Conseil d'Administration du 10 décembre 2004, l'indice de référence d'augmentation des contributions pour le SDIS 25 est celui des prix à la consommation (IPC) du mois d'août.

A l'époque, l'objectif était de mettre en adéquation le financement des dépenses du SIS avec l'esprit des lois de la départementalisation. Ainsi, une méthode de calcul a été bâtie sur deux grands principes encore en vigueur aujourd'hui, à savoir **une mutualisation des coûts à l'échelle départementale, tout en tenant compte des facultés contributives de chaque collectivité** (la contribution étant par nature une dépense obligatoire en vertu du CGCT).

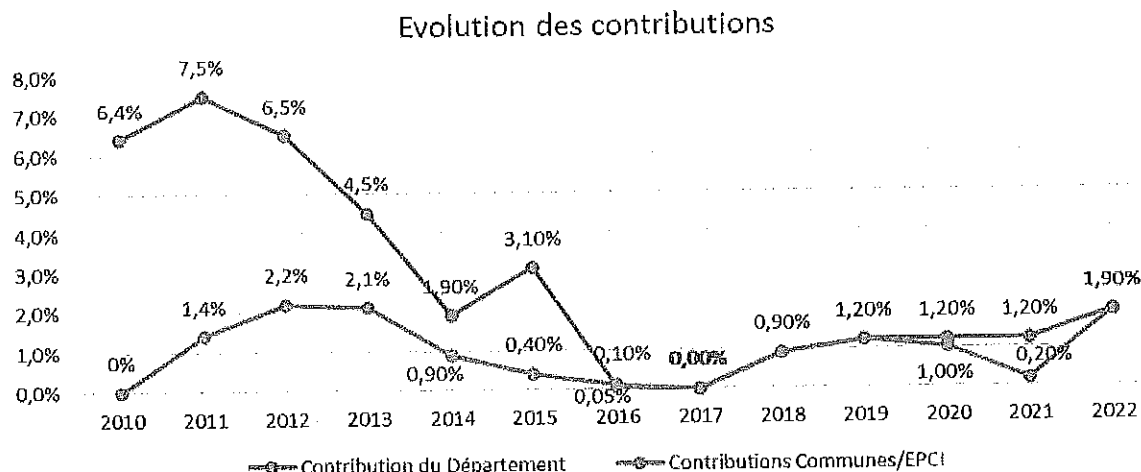
La mise en place du nouveau système a engendré dans un premier temps une évolution très importante de la structure et du montant des contributions, raison pour laquelle il a été décidé de mettre en œuvre progressivement la réforme sur plusieurs exercices budgétaires.

Depuis 2001, la répartition présentée ci-dessus a été reconduite d'année en année **en gelant l'évolution des critères de population, de potentiel fiscal, ainsi que le coefficient pondérateur**.

La masse financière globale des contributions s'est vue uniquement appliquer l'évolution annuelle de l'IPC.

L'avantage a été de corréliser le montant des contributions au rythme de l'évolution de l'inflation afin d'éviter des à-coups financiers annuels trop importants.

Le tableau ci-dessous montre que les contributions du bloc communal et intercommunal ont en effet oscillé entre 0 % et 2,2 % maximum depuis ces 12 dernières années :



Cependant, les critères n'ont plus du tout évolué dans le temps depuis 2001. La méthode de calcul actuellement déclinée chaque année n'utilise donc pas des critères mis à jour de population et de richesse fiscale censés refléter le niveau de risque à couvrir et la faculté contributrice de chaque collectivité.

La mise à jour des critères de la méthode de calcul constitue par conséquent une nécessité afin de protéger juridiquement le SDIS.

Concomitamment à cette mise à jour, il serait également utile de lancer une réflexion sur une éventuelle évolution de l'actuelle méthode de calcul avec la mise en place d'une commission ad hoc.

Dans la mesure où le système de calcul des contributions du bloc communal et intercommunal repose sur un système financier par répartition, il apparaît souhaitable d'associer l'ensemble des catégories de collectivités concernées, ainsi qu'un large panel de territoires à la réflexion.

Dans cet esprit, la commission pourrait s'efforcer d'appliquer en son sein des principes de représentativité politique, territoriale et financière de sorte que sa composition pourrait être la suivante :

- 2 représentants des communes contributrices directes
- 1 représentant des EPCI hors des 3 grands EPCI contributeurs
- 5 représentants des grands EPCI (2 CAGB, 2 PMA, 1 CCGP pour respecter leur poids financier respectif)
- 6 représentants du CD (3 de la majorité, 2 de l'opposition, 1 d'un autre groupe)

TOTAL : 14 membres

L'animation du groupe de réflexion sera confiée à un membre du CASDIS qui sera désigné par la présidente, lequel bénéficiera notamment de l'appui technique de la Direction, du Chef du groupement Administration Finances et des chefs du service Finances et du service Juridique.

Si cette proposition d'organisation emporte l'adhésion des membres du CASDIS, il est demandé à ces mêmes membres souhaitant siéger au sein de la commission de bien vouloir se faire connaître afin que Madame le Présidente puisse désigner celles et ceux qui siégeront.

La commission pourrait commencer son travail après le vote du budget 2022, soit dès le début du mois de mars selon le planning prévisionnel suivant :

	mars	avril	mai	juin	septembre	octobre	novembre	décembre
Installation	X							
Séance commission N°1		X						
Séance commission N°2			X					
Séance commission N°3				X				
Séance commission N°4					X			
remise rapport à la Pdence						X		
Vote au CASDIS							X	
présentation aux territoires (*)								X

(*) Comme demandé en séance lors du CASDIS du 09/12/2021, une ou plusieurs réunions de présentation de la réforme devant des associations de maires pourraient être utilement organisées.

- . Présentation de l'organisation et du déroulement des travaux de la commission au CASDIS du 08/02/2022 ;
- . Installation de la commission en mars 2022 : explications aux membres de la commission de leur rôle et des enjeux de la réforme ; présentation du planning de travail et du système actuel des contributions ;
- . Séances de travail N°1, 2 et 3 entre avril et juin 2022 : débats sur les simulations financières et élaboration de la nouvelle méthode de calcul des contributions ;
- . Séance de travail N°4 en septembre 2022 : synthèse des travaux et élaboration de l'avis final de la commission ;
- . Rédaction et remise du rapport de la commission en octobre 2022 à la PCASDIS ;
- . Vote du nouveau mode de calcul des contributions en CASDIS de décembre 2022 pour une entrée en vigueur de la réforme dès 2023 (lissage de l'entrée en vigueur de la nouvelle réforme sur plusieurs exercices selon toute vraisemblance) ;
- . Présentation en décembre 2022 de la réforme aux associations des maires du département (avant envoi des courriers de notification des montants des contributions, dont la date butoir de réception est avant le 1^{er} janvier de l'année en cause).

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et approuvent la création et la composition d'une commission ad hoc chargée de réfléchir à une réforme de la méthode de calcul des contributions du bloc communal et intercommunal.

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le 17/02/2022

ID : 025-282500016-20220208-DCA12_20220208-DE

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

ACQUISITION DE VEHICULES ET ASSIMILES AUTORISATION DE PROGRAMME – CREDITS DE PAIEMENT

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 17 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. le Capitaine Frédéric MAURICE.

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe GAUTIER, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN, M. Didier MOREAU.

PROCURATION

- ▶ M. Philippe GAUTIER, représentant des EPCI, donne pouvoir à Mme Christine BOUQUIN, présidente du CASDIS.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA12_20220208-DE

ACQUISITION DE VEHICULES ET ASSIMILES **AUTORISATION DE PROGRAMME – CREDITS DE PAIEMENT**

1. Objectifs et enveloppe financière

Le SDIS dispose d'un parc de 612 véhicules et engins, renouvelés de manière périodique. Le rythme de renouvellement permet au SDIS d'une part, de maintenir une moyenne d'âge de son parc conforme aux recommandations nationales et, d'autre part, de mettre en adéquation les acquisitions de véhicules avec les besoins identifiés dans le SDACR.

Le SDIS a engagé depuis 2010 une politique de rationalisation du parc roulant (700 véhicules en 2010).

Lors du vote du budget primitif 2021, le conseil d'administration a adopté l'autorisation de programme (AP/ CP) relative à l'acquisition de véhicules pour les exercices 2021-2025 pour un montant de crédits de paiement (CP) de 15 612 591 € (CASDIS du 4 mars 2021).

2. Bilan des actions réalisées en 2021

Le montant de crédits de paiement (CP) voté pour l'année 2021 s'élevait initialement à 3 479 228 €, ramenés à 3 344 369 à l'issue de la décision modificative (diminution de 134 859 € / transfert de crédits pour la mise en place de bornes électriques et pour financer la première tranche de révision décennale du bras élévateur articulé).

Le tableau ci-dessous retrace la consommation des CP votés pour l'année 2021.

Type de véhicule et quantité commandée (a)	AP 2021 (b)	CP 2021 (c)	Mandaté 2021 (d)
VSAV (7) (avances 2021 / retard livraison 7 châssis)	679 290 €	672 728 €	235 455 €
VPS/VPI (0) (suppression DM1 / AP 2020)	132 825 €	128 956 €	128 956 €
CCR (2) (CP 2022)	587 551 €	0 €	0 €
FPTGP (0) (AP 2020)	0 €	603 641 €	603 641 €
ECHELLE (0) (AP2020)	0 €	649 040 €	649 040 €
BEAC (1)	128 050 €	124 320 €	124 320 €
MPR (3)	42 070 €	44 808 €	37 338 €
CPCE (1) (CP 2022)	200 000 €	0 €	0 €
CCGC (1) (avance 2021)	280 000 €	274 674 €	274 674 €
VSRM (1) (avance 2021 / mise à jour prix)	300 000 €	300 000 €	294 620 €
VTU (0) (AP 2020)	0 €	83 728 €	83 728 €
VTPM (0) (annulation commande 2021 / relance 2022)	38 023 €	0 €	0 €
VLCG (1)	32 772 €	31 770 €	31 770 €
VLSM (1)	34 612 €	31 938 €	31 938 €
VTP (0) (AP 2020)	0 €	22 278 €	22 278 €
VLHR (0) (AP 2020)	0 €	41 790 €	41 790 €
VLU (6) (AP 2020 / 1 avance 2021 / 5 retards livraison)	94 612 €	169 793 €	90 441 €
VEHICULES DE LIAISON (6) (mise à jour des prix)	108 980 €	164 905 €	157 961 €
TOTAUX	2 658 788 €	3 344 369 €	2 807 950 €

(a) nombre de véhicules commandés en 2021
(c) paiements arbitrés BP et DM1 compris reports 2020

(b) AP BP 4 mars 2021
(d) mandats effectifs

En 2021, le SDIS a subi les difficultés rencontrées par l'industrie automobile avec la pénurie de composants (semi- conducteurs) qui a retardé la livraison des châssis suivants :

- VSAV : 7 châssis type MASTER pour ambulance / montant reporté de 437 273 € ;
- VLU : 5 véhicules type RIFTER pour véhicules transport de personnel et matériel / montant reporté 79 528 €.

En conséquence, le total des CP 2021 non réalisés et reportés sur 2022 s'élève à 516 801 €, sans toutefois modifier l'équilibre global du plan.

De manière générale, en 2021 les commandes ont pu être réalisées dans des coûts correspondants aux prévisions.

Concernant 2022, de plus grosses incertitudes pèsent sur les prix compte tenu de la poursuite des difficultés d'approvisionnement et de l'allongement potentiel des délais de livraison.
A ceci s'ajoute le contexte sanitaire et les difficultés liées à la disponibilité des personnels en présentiel au sein des entreprises, constructeurs et équipementiers (réadaptation des plannings).

Il vous est proposé en 2022 de maintenir l'usage des avances afin de limiter les impacts sur les objectifs budgétaires.

3. Évolution de l'Autorisation de Programme (AP)

Bilan comparatif période 2021 - 2025

La répartition des CP entre les années 2021 à 2025 évolue par rapport aux CP votés afin de répondre à l'objectif global de lisser les investissements de la collectivité à hauteur de 8 millions d'euros par an :

- Le plan proposé est ajusté de sorte à maintenir un investissement moyen de 3,25 millions d'euros par an.
- L'année 2022 ne permet pas d'atteindre cet objectif compte tenu des non réalisations 2021.
- Des ajustements sont réalisés pour garantir certaines années d'autres projets importants.
- L'ajustement de 106 109 euros pour la période 2021- 2025 correspond au transfert de crédits en 2021 pour financer l'installation de bornes électriques et la révision décennale du bras élévateur articulé (DM 2021)

	2021	2022	2023	2024	2025	Total 2021/2025
CP validés CASDIS 4 mars 2021	3 479 228 €	3 368 697 €	3 375 949 €	2 323 198 €	3 065 519 €	15 612 591 €
CP proposés CASDIS 8 février 2022	2 807 950 €	3 910 736 €	3 378 388 €	2 332 586 €	3 076 822 €	15 506 482 €
Ecart	- 671 278 €	+ 542 039 €	+ 2 439 €	+ 9388 €	+ 11 303 €	- 106 109 €

Le total de CP proposés pour la période 2021-2025 s'élève à 15 506 482 €.

Evolution proposée sur la période 2022-2026

Depuis 2012, l'AP véhicules est votée pour 5 ans.

Il vous est donc proposé d'ajouter l'année 2026 au plan, pour un montant de CP de 3 445 568 €.

L'objectif est de poursuivre les renouvellements courants (ambulances, engins pompes, ...) et finaliser en complément le renouvellement des échelles aériennes anciennes mises en service dans les années 1980 (Maïche, Morteau, Valdahon et Ornans).

	2022	2023	2024	2025	2026	Total 2022/2026
CP proposés CASDIS 8 février 2022	3 910 736 €	3 378 388 €	2 332 586 €	3 076 822 €	3 445 568 €	16 144 100 €

Dans le cadre de la nouvelle planification, le total de CP proposés pour la période 2022-2026 s'élève à 16 144 100 €.

L'annexe au présent rapport détaille la répartition des CP proposés pour les années 2022 à 2026, ainsi que les commandes prévues chaque année.

Certains engins (notamment les échelles) affichent des délais de fabrication supérieurs à une année ; il est donc nécessaire de les commander l'année N-1.

Dans la même logique, il est prévu de verser des avances pour certains véhicules commandés en 2022 pour un montant global de 1 522 964 €.

Ainsi, les CP seront consommés au cours de l'exercice, même si la livraison des véhicules n'intervient pas dans l'année.

Cette démarche est sécurisée pour le SDIS, car l'UGAP ne verse pas les sommes aux fournisseurs avant réception des véhicules concernés.

Le plan proposé prévoit l'acquisition de 160 véhicules, répartis entre :

- 71 engins d'incendie et de secours, dont :
 - 35 VSAV (7 par an) : véhicule de secours et d'assistance aux victimes ;
 - 1 VPS : véhicule de premiers secours ;
 - 10 CCR : camion citerne rural ;
 - 4 échelles : finalisation du plan de renouvellement des 4 échelles acquises dans les années 1980 ;
 - 1 VIMP : véhicule d'intervention en milieux périlleux ;
 - 2 CCF/(CCFM) : camion citerne feux de forêts (moyen) ;
 - 9 motopompes remorquables ;
 - 1 cellule polyvalente ;
 - 2 CPCE camion porte cellule ;
 - 4 VSRM : véhicule de secours routier moyen ;
 - 2 CCGC : camion citerne grande capacité.
- 89 véhicules de liaison ou transport :
 - 10 VTU : véhicule tout usage ;
 - 2 VTPM : véhicule de transport de personnel et matériel ;
 - 4 VLCG : véhicule léger chef de groupe ;
 - 2 VLSP : véhicule de liaison secours médical ;
 - 3 VTP : véhicule de transport de personnes ;
 - 2 BLS/ BRS : bateau léger de sauvetage/bateau de reconnaissance et sauvetage ;
 - 3 VLHR : véhicule léger hors route ;
 - 26 VLU : véhicule léger utilitaire ;
 - 36 VL : véhicule de liaison ;
 - 1 véhicule sanitaire.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, émettent ce dossier (16 voix pour et 1 abstention – Monsieur Damien CHARLET) :

Un avis favorable, à la majorité sur
ID : 025-2B2500016-20220208-DCA12_20220208-DE

- soldent les crédits de paiement de l'exercice 2021 à hauteur de 2 807 950 € et valident le report de 516 801 € sur l'exercice 2022 € ;
- adoptent le montant des crédits de paiement 2022 à hauteur de 3 910 736 € du fait du contexte sanitaire et économique ;
- adoptent le montant de l'autorisation de programme 2022-2026 à hauteur de 16 144 101 € ;
- répartissent les crédits de paiement entre les exercices 2022 à 2026, conformément au tableau figurant en annexe.

Pour extrait conforme,


La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

Envoyé en préfecture le 16/02/2022
Requ en préfecture le 16/02/2022
Affiché le 
ID : 035-28250016-20220208-CA12_20220208-DE

ANNEXE ACPV Acquisition de véhicules et assimilés

PLAN PLURIANNUEL ACQUISITIONS VEHICULES ET ENGINS ASSIMILES 2021 2026 V10																			28/12/2021
ACPV VEHICULES ET ENGINS ASSIMILES CP 2021 à 2026																			
Imputation	Commandes 2021	CP 2021	Commandes 2022	CP 2022	Commandes 2023	CP 2023	Commandes 2024	CP 2024	Commandes 2025	CP 2025	Commandes 2026	CP 2026	TOTAL des CP 2021 à 2026						
21561/238 VSAV	7	672 726	235 455	7	592 910	1 130 183	7	713 697	713 697	7	735 108	735 108	7	767 161	757 161	7	779 878	779 878	4 116 025 €
21561 VPS / VPI	0	0	128 856																145 141 €
21561/238 CCR (RUBAP)	2	578 211	0	2	595 557	1 173 768	2	613 421	613 421	2	631 827	631 827	2	650 782	650 782	2	670 305	670 305	3 740 106 €
21561 CCRSR (Chassis)	0	0	0			0	0	0											- €
21561 CCRSR (Equipement)																			- €
21561 PFIOP			208 008																- €
21561 PFIOP (Equipement)			391 633																- €
21561 ECHILLE (EPC 30)			649 040	1	668 567	0	0	0	668 567	1	730 590	0	1	752 415	730 590	1	774 987	752 415	2 171 482 €
21561 GRIMP (VMP)				1	80 000	80 000													80 000 €
21561 SD (CE80)																			- €
21561 BRAS SUR PORTEUR	1	124 320	124 320																- €
21561 CCF (CCPM)	0						1	278 764	0										- €
21561 CSO (Chassis)																			- €
21561 CSO (Equipement)																			- €
21561 REJAOURQUE POUORE																			- €
21561 RPH	3	37 338	37 338	3	38 458	38 458	3	39 612	39 612	3	40 800	40 800							118 678 €
21561 CeVus polyvalente	0	0	0	1	300 000	0													300 000 €
21561 CPCE	1	215 550	0	0	0	215 550	0	0	0	1	191 650				191 650	1	203 321	203 321	610 521 €
21561 CAM GRUE																			- €
21561 VSD																			- €
21561/238 VSRM	1	294 620	294 620	2	606 917	606 917	1	312 552	312 552				1	331 597	331 597				1 251 077 €
21561/238 ICCGC	1	274 674	274 674				1	291 402	291 402	0			1	309 148	0				606 550 €
21561/238 COGC	1	274 674	274 674				1	291 402	291 402										- €
SOUS TOTAL 21561	16	2 197 441	2 348 044	17	3 062 409	3 244 877	15	2 249 451	2 939 264	15	2 475 026	1 831 640	12	2 601 103	2 661 690	12	2 733 103	3 019 679	13 171 149 €
	16			17			15			15			12			12			71
2182 VTU / VTU Châssis			83 728	2	82 380	92 380	2	85 151	85 151	2	98 006	98 006	2	100 945	100 945	2	103 975	103 975	450 458 €
2182 VTU - Grand volume						0	0	0	0										- €
2182 VTUM	0	0	0	1	42 300	42 300				1	44 875	44 875							87 178 €
2182 VLOG	1	17 010	17 010	1	17 520	17 520	1	18 046	18 046				1	19 145	19 145	1	19 719	19 719	74 430 €
2182 VLOG-Equipement	1	14 760	14 760	1	15 203	15 203	1	15 639	15 639				1	16 613	16 613	1	17 111	17 111	64 585 €
2182 VLSM	1	17 010	17 010				1	18 046	18 046				1	19 145	19 145				37 191 €
2182 VLSM-Equipement	1	14 828	14 828				1	15 837	15 837				1	16 862	16 862				32 638 €
2182/238 VTP			22 278	1	23 635	23 635	0	0		1	24 344	24 344	1	25 074	25 074				147 000 €
2182 BLS - BRS				1	82 000	82 000	0	0		1	83 000	83 000				1	84 000	84 000	249 000 €
2182/238 VLH	6	82 504	82 504	5	83 500	83 500	6	84 500	84 500	5	85 500	85 500	5	86 500	86 500	5	87 500	87 500	500 000 €
2182 VL Seg D	1	37 130	37 130	0															- €
2182 VL Seg. G - ROUGE	0			1	14 836	14 836	1	15 343	15 343	1	15 850	15 850	1	16 357	16 357	1	16 864	16 864	79 885 €
2182 VL Seg. B - ROUGE	4	55 583	55 583	5	56 589	56 589	5	57 595	57 595	5	58 601	58 601	5	59 607	59 607	5	60 613	60 613	329 938 €
2182 VL électrique	1	23 128	23 128	2	23 635	23 635	0	0	0	1	24 142	24 142	1	24 649	24 649	1	25 156	25 156	158 374 €
2182 VLS + Remorque							1	65 359	65 359										- €
2182 Véhicule sanitaire				1	30 000	30 000													30 000 €
2182 Véhicule sanitaire				1	596 332	596 332	17	419 124	419 124	18	500 946	500 946	17	415 132	415 132	16	425 690	425 690	2 428 852 €
SOUS TOTAL 2182	16	273 051	459 006	21	596 332	685 860	17	419 124	419 124	18	500 946	500 946	17	415 132	415 132	16	425 690	425 690	2 428 852 €
TOTAL AP	32	2 470 492	2 807 050	38	3 588 741	3 930 737	32	2 668 585	3 378 388	33	2 975 972	2 332 586	28	3 216 235	3 076 822	28	3 158 893	3 445 369	16 144 101 €
Quantités																			160
(1 chassis + équipement = un véhicule)	32			38			32			33			28			28			
Rappel CP votés CASDIS du 4 mars 2021		3 479 228 €			3 368 697 €			3 375 949 €			2 323 198 €			3 065 519 €					
Défini par le conseil		671 278 €			542 329			2 439			9 388 €			11 303 €					
1 522 569 Avances 2022			242 520 VSAV			516 601													15 612 551 €
1 799 682 montant 21561 CP2022			635 557 CCR			457 273													15 506 482 €
587 690 montant 2182 CP2022			696 917 VSRM			79 528													106 109 €
			23 635 VTP																
			54 335 VLH																

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

PLAN IMMOBILIER
1 - AVANCEE DU PROGRAMME- NOUVELLE PROGRAMMATION
2 - AUTORISATIONS DE PROGRAMME
3- AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS
4 - CREDITS DE PAIEMENT

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 17 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. le Capitaine Frédéric MAURICE.

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe GAUTIER, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN, M. Didier MOREAU.

PROCURATION

- ▶ M. Philippe GAUTIER, représentant des EPCI, donne pouvoir à Mme Christine BOUQUIN, présidente du CASDIS.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois de février 2022.

PLAN IMMOBILIER
1 - AVANCEE DU PROGRAMME- NOUVELLE
PROGRAMMATION
2 - AUTORISATIONS DE PROGRAMME
3- AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS
4 - CREDITS DE PAIEMENT

Depuis 2003, date de la première délibération relative au plan pluriannuel de construction-restructuration de centres d'incendie et de secours, le conseil d'administration a été conduit à délibérer à plusieurs reprises pour compléter ou amender le périmètre de cette politique ambitieuse, engager les opérations inscrites et planifier les crédits de paiement à mettre en place.

1 - Avancée du programme – Nouvelle programmation

1- Avancée du programme

Sur les 40 opérations inscrites au programme :

- 29 opérations ont été livrées. L'année 2021 a vu la réception et la prise de possession des locaux par le SDIS des centres de Mouthé, Projet des 2 lacs baptisé Labergement-Sainte-Marie et Pierrefontaine-les-Varans.
- 8 opérations sont engagées :
 - 3 sont en cours d'étude (Saint-Hippolyte, Chapelle-des-bois et l'état-major du groupement Est),
 - 1 rentre en phase travaux (Val d'Usiers),
 - 4 sont en attente de conventionnement avec les communes (Blamont, Frasne, Gilley et Lavans-Vuillafans) ;
- 3 restent à planifier (plateaux techniques de formation, Marais du Drugeon et Verrières de Joux).

Au regard du glissement des démarches administratives de financement par les communes et des contraintes financières du SDIS qui se doit de maîtriser sa dette, il est nécessaire de revoir le planning de lancement et de mise en service des opérations.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Le nouveau planning des opérations en cours ou à lancer, se décline donc comme suit :

	Type	Nom	Situation actuelle Mise en service	Nouvelle situation Mise en service	Commentaires
En cours	CPIR	Val d'Usiers	2022	dec-2022	Appel d'offre travaux en cours
	CPI	Chapelle-des-Bois	2023	2023	Recrutement Maître d'oeuvre et APS en 2021
	CS	St Hippolyte	2024	2024	Etudes en cours
		Etat-major du Groupement Est		2025	Construction sur emprise CSP Montbéliard
A planifier	CPIR	Lavans-Vuillafans	2023	2025	Financement des communes en cours
	CS	Frasne	2023	2024	Restructuration-Financement communes en cours
	CS	Gilley	2023	2023	Restructuration-Financement communes à lancer
	CPI	Blamont	2024	2024	Financement communes à lancer
	CPI	Marais du Dugeon	2025	2025	Attente terrain + financement communes à lancer
	CPI	Verrieres-de-joux	2025	2026	Etudes sur l'opportunité et le dimensionnement en cours
		Plateau(x) technique(s) de formation feux réels	non défini	2026	Apprentissage techniques d'attaque et lecture fumées. Etude en cours pour nombre

2 - Autorisations de programme (AP)

- La situation économique avec la forte activité des entreprises sur le secteur du haut Doubs et l'augmentation du prix des matériaux ces derniers mois ;
- L'avancée des études sur les projets ;
- La prise en compte par le SDIS de travaux à la charge des communes, qui sera d'ailleurs compensée par une subvention de l'état du plan de relance et de transition écologique pour Saint Hippolyte, nécessitent de réajuster les autorisations de programmes des projets du Groupement Est, Saint-Hippolyte, et Val d'Usiers.

L'incidence de ces modifications d'AP sur le plan pluriannuel de construction restructuration des centres d'incendie et de secours approuvé à 87,9 M€ en 2011 est de **694 044 €**. Cette augmentation se décompose comme suit :

2.1 – Augmentations d'AP : **1 772 500 €**

- Le transfert du projet de l'état-major du groupement Est sur le terrain du CSP de Montbéliard par la construction d'un bâtiment au lieu d'une restructuration du CS d'Etupes, ainsi que le décalage de l'ouverture à 2025, nous porte à augmenter l'AP de **895 000 €**.
- L'interruption des études relatives à Saint-Hippolyte pendant 2 années, la prise en compte d'une part du déplacement d'une station de relevage des eaux usées communales et d'autre part de l'aménagement du terrain, nous portent à augmenter l'AP de **625 500 €**.
- Après deux consultations et un programme d'économie sur le projet, le bilan de l'opération de Val d'Usiers est déficitaire. La poursuite de ce projet est soumise à une augmentation de l'AP de **252 000 €**.

2.2 – Diminutions d'AP et recettes diverses : **1 078 456 €**

- Par un ajustement des AP des centres de Moncey, Projet des 2 Lacs, Mouthe et Pierrefontaine-les-Varans en cours de solde administratif qui dégagent un reliquat de **194 100 €**.
- Par une subvention de l'état, qui prend en charge les travaux de déplacement d'une station de relevage des eaux usées qui se trouve sur le terrain cédé par la commune de Saint-Hippolyte pour la construction du nouveau centre ainsi que l'aménagement de la plateforme, soit **434 356 €**.
- Par la recette de la vente de l'ancien centre d'Etupes acquis par un commerçant local soit **450 000 €**.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-282500016-20220208-DCA13_20220208-DE

3 - Autorisations d'engagements (AE)

L'augmentation des AP des projets de l'état-major du groupement Est, Saint-Hippolyte et Val d'Usiers nécessite d'abonder les autorisations d'engagements de ces trois opérations respectivement de :

- **6 500 €** pour le groupement Est ;
- **1 500 €** pour saint-Hippolyte ;
- **1 100 €** pour Val d'Usiers.

Conjointement, il convient de retirer **1 100 €** sur l'AE de Pierrefontaine-les-Varans en cours de solde administratif et financier.

Les autorisations d'engagement doivent donc être augmentées de **8 000 €**.

4 - Crédits de paiement

2 310 250 € sont nécessaires en crédits de paiement afin de financer les autorisations de programme et d'engagements ouvertes soit :

- **2 287 150 €** pour les autorisations de programmes ;
- **23 100 €** pour les autorisations d'engagements.

Une recette de **324 346 €** est attendue sur travaux 2022, relative à la subvention de l'état pour le déplacement d'une station de pompage des eaux usées implantée sur le terrain du futur centre de Saint-Hippolyte.

6 - Bilan général

Les annexes jointes au présent rapport détaillent chaque opération ainsi que les crédits de paiement à mettre en place.

Economie générale du plan				
Montant global du plan (mars 2011)				
	87 900 000 €		AP/AE + hors AP/AE valeur mars 2011	
	2 448 700 €		AP/AE complémentaires par rapport à mars 2011	
	90 348 700 €		Total	
Opérations				
	en cours	clôturées	total	Taux de réalisation (par rapport à la valeur mars 2011)
AP - AE	29 379 800 €	48 316 097 €	77 695 897 €	90,31%
HORS AP - AE	303 673 €	1 378 987 €	1 682 660 €	
dont AP-AE complémentaire	2 448 700 €	0 €	2 448 700 €	2,79%
CP consommés	19 861 944 €	44 893 333 €	64 755 277 €	75,58%
CP consommés hors AP - AE	303 673 €	1 378 987 €	1 682 660 €	
CP restant à inscrire	9 517 856 €		9 517 856 €	10,83%
CP restant à inscrire hors AP - AE	0 €		0 €	
Reliquats ou déficits prévisionnels	-2 448 700 €		-2 448 700 €	-2,79%
Reliquats ou déficits réels (p/r mars 2011)		3 422 764 €	3 422 764 €	3,89%
Recettes (Vente Etupes + subventions St Hip.)	884 356 €		884 356 €	

Avec les AP et AE complémentaires proposées, le bilan général du plan pluriannuel immobilier dégage encore un reliquat de **1 858 420 €** sur les opérations engagées par rapport au prévisionnel de 87.9 M € approuvé en 2011.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité, se prononcent favorablement sur ce dossier et :

- *approuvent:*
 - *l'augmentation des autorisations de programmes de l'état-major du groupement Est, du CS de Saint-Hippolyte, et du CPIR de Val d'Usiers pour un montant global de 1 772 500 € ;*
 - *la diminution des autorisations de programmes du CS Moncey, CS Mouthe, du CPI Projet des 2 lacs et du CS de Pierrefontaine-les-Varans de 194 100€ ;*
 - *l'augmentation des autorisations d'engagements de l'état-major du groupement Est, du CS de Saint-Hippolyte, et du CPIR de Val d'Usiers pour un montant global de 9 100 € ;*
 - *la diminution des autorisations de programme du CS de Pierrefontaine-les-Varans de 1 100 € ;*
 - *la mise en place de 2 310 250 € de crédits de paiements sur les opérations du plan pluriannuel de construction restructuration des bâtiments du SDIS 25 pour l'année 2022.*
- *autorisent Madame la Présidente du conseil d'administration à :*
 - *déposer et percevoir une subvention dans le cadre du plan de relance et de transition écologique pour l'opération de Saint Hippolyte.*

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN

AP Statistics 1

PLAN IMMOBILIER / AUTORISATIONS DE PROGRAMMES - Opérations clôturées BP 2022 (déc. 2021) page 2/3

Empezó en su fábrica la 16/02/2022 a las 17:00 h.

Enfoque en perspectiva de futuro

Reçu en préfecture

JD: 025-262500018-20220208-DCA13-20220208-DE

chalet

Options retenues	Sous total page 1	Mazels de Sabne	CPI Las Fourgs	CPI Avenueux	CS Ouhay	CS Charval	CSH Antenneux Valenciennes	CPI R 3 Cantons	CS Mont d'Or	CSB Basseaux Est	Plateforme Logistique	Sous total page 2
Déclassement CASOS inscription et modification des AP		BP 2014	BP 2014	BP 2014	hors plan	hors plan	BP 2010	BP 2012	BP 2018	DA2 2008	BP 2018	
Ugine 232		106 606	77 664	77 664	47 443	76 924	210 000	165 000	363 000	332 000	276 000	
Ugine 237		0	0	0	111 674	0	800 000	0	0	1 238 000	0	
Ugine 238		0	0	0	626 120	0	4 575 000	0	0	6 212 000	0	
Ugine 2310-311 et 2313-12 (opérations sans MOD)		641 028	569 449	494 072	0	563 687	50 000	738 000	1 700 000	110 000	1 594 000	
Sous total bâtiment	14 287 796 €	747 724 €	677 413 €	575 718 €	765 237 €	668 810 €	5 635 600 €	647 000 €	2 663 600 €	7 919 600 €	2 178 000 €	34 451 486 €
Mobilier appareillage ménagers - lignes 2184 et 2185		0	14 684	13 514	0	0	303 000	238 000	53 400	338 000	0	
Équipement informatique d'alerte - lignes 21578 et 2183		0	14 165	14 165	0	0	34 300	14 300	13 000	0	43 000	
Sous total dépenses équipement	32 301 €	0 €	28 849 €	27 679 €	0 €	0 €	237 800 €	33 800 €	66 400 €	238 200 €	236 000 €	893 480 €
TOTAL	16 320 096 €	747 724 €	706 492 €	599 415 €	765 237 €	668 810 €	5 872 900 €	678 900 €	2 729 400 €	8 158 200 €	2 398 000 €	35 344 976 €
dont AP complémentaires	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Achats terrains et bâtiments		0	0	0	0	0	0	0	317 000	0	292 917	
Mobilier et équipement		36 413	0	0	38 500	13 550	0	0	0	0	0	
TOTAL	541 649 €	36 413 €	0 €	0 €	38 500 €	13 550 €	0 €	0 €	317 000 €	0 €	292 917 €	7 239 819 €
Ugine 232		106 606	77 664	77 664	47 443	76 924	158 627	81 026	166 050	158 218	259 178	
Ugine 237		0	0	0	111 674	0	471 000	0	0	730 000	0	
Ugine 238		0	0	0	626 120	0	3 808 000	0	0	5 651 000	0	
Ugine 2310-311 et 2313-12 (opérations sans MOD)		641 028	569 449	494 072	0	563 687	2 609	736 620	1 523 083	53 874	1 792 770	
Sous total dépenses bâtiment	14 287 796 €	747 724 €	677 413 €	575 718 €	765 237 €	668 810 €	4 442 436 €	827 641 €	1 683 133 €	6 895 182 €	2 051 918 €	35 408 849 €
Mobilier, appareillage ménagers - lignes 2184 et 2185		0	14 684	13 514	0	0	112 480	20 735	34 432	210 922	182 207	
Équipement informatique d'alerte - lignes 21578 et 2183		0	14 165	14 165	0	0	34 300	14 300	4 287	0	33 655	
Sous total dépenses équipement	32 302 €	0 €	28 849 €	27 679 €	0 €	0 €	146 780 €	35 015 €	38 719 €	218 922 €	225 892 €	752 428 €
TOTAL	16 320 096 €	747 724 €	706 492 €	599 415 €	765 237 €	668 810 €	4 589 216 €	862 656 €	1 722 852 €	7 083 114 €	2 277 810 €	36 359 277 €
Achats terrains et bâtiments		0	0	0	0	0	0	0	317 000	0	292 917	
Mobilier et équipement		36 413	0	0	38 500	13 550	0	0	0	0	0	
TOTAL	541 649 €	36 413 €	0 €	0 €	38 500 €	13 550 €	0 €	0 €	317 000 €	0 €	292 917 €	7 239 819 €
Bâtiment		0	0	0	0	0	1 192 054	15 254	373 867	1 044 809	218 054	
Équipement		0	0	0	0	0	61 120	865	27 681	11 276	10 168	
TOTAL	0	0	0	0	0	0	1 253 654	16 219	401 548	1 056 086	228 162	2 885 639 €

[illegible]

Form 6-00 (Rev. 12-15-2002)

Envoie en préfecture le 16/12/22

Requ en préfecture le 16/02/2022

Affidavit No. _____ SLS

PLAN IMMOBILIER BP 2022 (10 déc 2021) / AUTORISATIONS DE PROGRAMMES - Opérations en cours

Année (1er à 10/01/2021)

SDIS 25 - Service Immobilier

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-20200016-20220208-DCA13_20220208-DE

PLAN IMMOBILIER BP 2022 (10 déc 2021) / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS - Opérations en cours

		Opérations en cours	CSP Bourgogne Centre C1	CS Marigny	Opt Est	CPI Prestige des 2 Lacs	CS Mouthe	CS Gela Hippolyte	CS Hémard/La Vaivre	CPI Val d'Ussire	CPI Lévins Vézulans	CPI Blamont	CS Oley	CS Fassin	CPI Chapelle des Buis
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														
Côté des opérations	Autorisations d'engagements														


Envoyé en préfecture le 16/02/2022
Reçu en préfecture le 16/02/2022
Affiché le **SLO**
IN - M55-987553016-20220216-DCA13_20220208-De

PLAN IMMOBILIER / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS - Opérations clôturées BP 2022 (déc. 2021) page 1/3

[illegible]

(*) - L'assurance DO de ces opérations a fait l'objet de paiements sur des crédits de fonctionnement hors autorisation de programme.

SDIS 25 - Service Immobilier

Envoyé en préfecture le 16/02/2022
 Reçu en préfecture le 16/02/2022
 Affiché le 
 ID : 025-08200016-20220209-DCA13_20220209-DE

PLAN IMMOBILIER / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENTS - Opérations clôturées BP 2022 (déc. 2021) page 2/3

Opérations clôturées		Sous total page 1	Mairie de Sâcle (*)	CPM Les Fourgs	CPM Avoirdrey	CS Quingey (*)	CS Chérel (*)	CSR Audincourt Valentinney	CPM 3 Cantons	CS Mont d'Or	CSP Besencon Est	Plateforme Logistique	Sous total page 2
opération clôturée fin CASDIS nov 2020													
Crédits des opérations	autorisation d'engagement	Décision CASDIS inscription ou modification des AE	BP 2014	BP 2014	BP 2014	hors plan	hors plan	BP 2010	DM1 2015	DM1 2019	DM2-2018	BP 2018	
		Montants autorisations d'engagement BP 2020	0	4 410	4 221	0	0	35 103	6 400	25 050	54 000	16 400	
		Montants autorisations d'engagement BP 2020 - mars 2020	0	4 410	4 221	0	0	35 103	6 400	25 050	54 000	16 400	
		Balances	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
		dont AE complémentaires	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
		Egale 6162	0	4 410	4 221	0	0	35 103	6 400	25 050	54 000	16 400	
	TOTAL	5 437 €	0 €	4 410 €	4 221 €	0 €	35 103 €	6 400 €	25 050 €	54 000 €	16 400 €	134 000 €	
	hors AE	Egale 6162	4 190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		TOTAL	133 278 €	4 190 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 468 €
	Prévisions des opérations	Crédits de paiement consommés 2003 à 2020	Ligne 6162	0	4 410	4 221	0	0	27 376	6 200	24 637	45 896	15 688
TOTAL			5 437 €	0 €	4 410 €	4 221 €	0 €	37 376 €	6 200 €	24 637 €	45 896 €	15 688 €	134 000 €
Crédits consommés hors AE 2003 à 2020		Ligne 6162	4 190	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		TOTAL	133 278 €	4 190 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 468 €
Redépenses ou décaissements	Ligne 6162	0	0	0	0	0	0	7 727	120	63	8 004	512	
	TOTAL	0	0	0	0	0	0	7 727	120	63	8 004	512	18 426 €

(*) - L'assurance DO de ces opérations a fait l'objet de paiements sur des crédits de fonctionnement hors autorisation de programme.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022
Reçu en préfecture le 16/02/2022
Affiché le 16/02/2022

المجلة
العلمية

Opérations d'ouverture		Sous total page 2	CSB Maréau	CS Orkamps Ventes	CS Amancey	Autres départementals								
			opération d'ouverture CASDIS nov 2020	opération d'ouverture CASDIS nov 2020	opération d'ouverture BP 2021	opération d'ouverture BP 2021								
Coûts des opérations	opérations d'engagement	Déclassement CASDIS inscription et modification des AE												
		Montants autorisations d'engagement DMS 2020												
		Montants autorisations d'engagement BP 2021												
		Balances												
		donc AE complémentaires	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
		Ligne 6162		24 600	10 300	8 600	16 700							
	TOTAL	151 621 €	24 600 €	10 300 €	8 600 €	16 700 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	211 621 €	
	hors AE	Ligne 6163		0	0	0	0							
		TOTAL	128 458 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	128 458 €
	Prévisions des paiements	Crédits de paiement consommés 2020 à 2020	Ligne 6162		19 065	8 794	6 772	14 328						
TOTAL			334 385 €	19 065 €	8 794 €	6 772 €	14 328 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	364 305 €	
Crédits consommés hors AE 2020 à 2020		Ligne 6162		0	0	0	0							
		TOTAL	128 458 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	128 458 €	
Résultats ou d'écarts réels	Ligne 6163		5 735	1 506	26	2 331								
	TOTAL	16 416	5 735	1 506	26	2 331	0	0	0	0	0	0	26 016 €	

(*) - L'assurance DO de ces opérations a fait l'objet de paiements sur des crédits de fonctionnement hors autorisation de programme.

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

BESANCON CENTRE

ANNEXE 2.1 - BP 202

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Recu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID: A026 282500016 20220208-DCA13 20220208-DE

Ligne 616 (dommage ouvrage)		0 €
Sous total DO		0 €
Reliquat provisionnel		
Sous total Reliquat provisionnel		0 €
TOTAL AE DO		0 €

MONTANT DE L'AP	
16 153 600 €	
MONTANT DE L'AE	
0 €	
MONTANT DE L'OPERATION	
16 153 600 €	

PLANNING PREVISIONNEL (BP 2017)	
Debut des études	05/12/2006
Recrutement Maître d'Ouvrage Délégué	24/12/2007
Recrutement Maître d'Œuvre	18/02/2009
Dépôt Permis de Construire	15/11/2009
Début des travaux	19/07/2010
Livraison	05/10/12

[illegible]

Mise à jour le 21/12/2021

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

MONCEY

ANNEXE 2.2 - BP 2022

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Assiette mandataire	
études préliminaires	
géomètre et sondage de sol	11 075 €
fruits divers, repro, sinécures ...	3 600 €
indemnités concours	
prestations intellectuelles	
maîtrise d'œuvre + OPC	119 931 €
contrôle technique et coordination SPS	15 480 €
Etudes diverses et provision	
Frais d'abonnement et divers	12 €
prestations complémentaires (AHO, contrôles divers....) : actualisation	2 400 €
travaux	
travaux attribués	1 101 568 €
Travaux en consultation ou à l'ancor	
Travaux annexes (travaux raccordement, libre pierre et autres...)	8 754 €
provisions pour imprévus, divers et aléas	
actualisation travaux	58 €
Sous total assiette mandataire	1 262 900 €
Hors assiette mandataire	
démarche mandataire	
Autres études	
actualisation, taux de tolérance (provisions)	
provision pour imprévus divers	
Sous total hors assiette mandataire	0 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Bâtiment	1 262 900 €
Mobilier appareillage ménagers - lignes 2154 et 2166	27 000 €
Wéphone Info Équipements d'alerte - lignes 21576 et 2163	15 200 €
Sous total Équipements	42 200 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Équipements	42 200 €
Ligne 616 (dommage ouvrage)	7 700 €
Sous total DO	7 700 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AE DO	7 700 €

MONTANT DE L'AP

1 305 100 €

MONTANT DE L'AE

7 700 €

MONTANT DE L'OPERATION

1 312 800 €

PLANNING PREVISIONNEL (BP 2019)

Début des études

02/08/2016

Recrutement Maître d'Ouvrage Délégué

Recrutement Maître d'Œuvre

15/12/2017

Dépôt Permis de Construire

15/05/2018

Début des travaux

04/02/2019

Livraison

31/10/2019

REPARTITION DES CREDITS PAIEMENT PAR ANNEE													
	2007 à 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
CP des AP													
BATIMENT													
Ligne 232 (Honoraires)			9 300	64 288	47 573	31 317							12
Ligne 237 (avances honoraires)													0
Ligne 238 (avances honoraires)				1 891	991 496	107 168	6 659	2 950					34
Ligne 2313-12 (travaux)													0
Reliquat prévisionnel													0
SOUS TOTAL OPERATION BATIMENT	0 €	0 €	9 300 €	66 179 €	1 039 059 €	138 485 €	6 659 €	2 950 €	0 €	0 €	0 €	0 €	46 €
EQUIPEMENT													
Ligne 2184 et 2188 (Mobilier)						21 934	2 282						284
Ligne 21576 et 2163 (tel. Equipement d'alerte)						5 084	8 245						871
Reliquat prévisionnel													0
SOUS TOTAL EQUIPEMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 018 €	11 027 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 155 €
TOTAL	0 €	0 €	9 300 €	66 179 €	1 069 087 €	149 512 €	6 659 €	2 950 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 201 €
CP des AE													
ASSURANCE													
Ligne 616 (dommage ouvrage)						7 102							598
Reliquat prévisionnel													0
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 102 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	598 €
TOTAL	0 €	0 €	9 300 €	66 179 €	1 069 087 €	149 512 €	6 659 €	2 950 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 799 €

Mise à jour le 21/12/2021

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

GROUPEMENT EST

ANNEXE 2.3 - BP 2022

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-262500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Assiette mandataire	
Etudes préliminaires	
généralité et sondage de sol	20 000 €
fruits divers, repro, annonces ...	
Indemnités concours	4 000 €
prestations intellectuelles	
maîtrise d'œuvre + OPC	140 000 €
contrôle technique et coordination SPS	20 000 €
Etudes diverses et provision	31 000 €
Frais d'abonnement et divers	
prestations complémentaires (AMO, corréctions divers...) - actualisation	20 000 €
travaux	
travaux attribués	
Travaux en consultation ou à lancer	550 000 €
Travaux annexes (travaux raccordement, 1ère pierre et autres...)	
provisions pour imprévus, divers et aléas	63 000 €
actualisation travaux	63 000 €
Autres	
Sous total assiette mandataire	1 311 000 €
Hors assiette mandataire	
rémunération mandataire	
Autres études	
actualisation, taux de tolérance (provisions)	
provision pour imprévus divers	
Sous total hors assiette mandataire	0 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Batiment	1 311 000 €

Mobilier appareillage ménagers - lignes 2184 et 2185	10 000 €
téléphone info équipements d'alerte - lignes 21578 et 2189	4 000 €
Sous total Equipements	14 000 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Equipements	14 000 €
Ligne 816 (dommage ouvrage)	10 600 €
Sous total DD	10 600 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AE DD	10 600 €

MONTANT DE L'AP	1 325 000 €
MONTANT DE L'AE	10 600 €
MONTANT DE L'OPERATION	1 335 600 €

PLANNING PREVISIONNEL (BP 2022)

Début des études	16/01/2016
Recrutement Maître d'ouvrage Délégué	
Recrutement Maître d'œuvre	15/10/2022
Dépôt Permis de Construire	
Début des travaux	15/12/2023
Livraison	30/05/2025

REPARTITION DES CREDITS PAIEMENT PAR ANNEE													
	2007 à 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
CP des AP													
BATIMENT													
Ligne 232 (Honoraires)				6 265				63 000		71 500	79 900	14 235	235 000 €
Ligne 237 (avances incorporelles)													0 €
Ligne 238 (avances corporelles)								5 000		303 000	768 000		1 076 000 €
Ligne 231-12 (travaux)													0 €
Reliquat prévisionnel													0 €
SOUS TOTAL OPERATION BATIMENT	0 €	0 €	6 265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 000 €	0 €	374 500 €	847 900 €	14 235 €	1 311 000 €
EQUIPEMENT													
Ligne 2184 et 2188 (Mobilier)											10 000		10 000 €
Ligne 21578 et 2189 (tél. Equipement d'alerte)											4 000		4 000 €
Reliquat prévisionnel													0 €
SOUS TOTAL EQUIPEMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	14 000 €	0 €	14 000 €
TOTAL	0 €	0 €	6 265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 000 €	0 €	374 500 €	861 900 €	14 235 €	1 325 000 €
CP des AE													
ASSURANCE													
Ligne 616 (dommage ouvrage)										9 000	1 600		10 600 €
Reliquat prévisionnel													0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 000 €	1 600 €	0 €	10 600 €

Mise à jour le 21/12/2021

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

CPI PROJET DES 2 LACS

ANNEXE 2.4 - BP 2022

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Assiette mandataire	
<i>études préliminaires</i>	
géométrie et sondage de sol	9 420 €
frs divers, repro, annonces ...	0 €
indemnités concours	1 800 €
<i>prestations intellectuelles</i>	
maitrise d'œuvre + OPC	74 604 €
contrôle technique et coordination SPS	13 168 €
Etudes diverses et provision	4 008 €
Frais d'abonnement et divers	4 000 €
prestations complémentaires (AMO, contrôles divers...)- actualisation	4 000 €
<i>travaux</i>	
travaux attribués	857 404 €
Travaux en consultation ou à l'incert	7 237 €
Travaux annexes (frs recommandés, frs plans et autres...)	7 237 €
provisions pour imprévus, divers et alius	5 359 €
actualisation travaux	5 359 €
Autres	5 359 €
Sous total assiette mandataire	979 000 €
<i>Hors assiette mandataire</i>	
rémunération mandataire	
Autres études	
actualisation, taux de tolérance (provisions)	
provision pour imprévus divers	
Sous total hors assiette mandataire	0 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Bâtiment	979 000 €

habiliter appareillage ménagers - Brges 2184 et 2188	13 000 €
téléphone info équipements d'alerte - Brges 21578 et 2183	15 000 €
Sous total équipements	34 000 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Equipements	34 000 €
Ligne 616 (dommage ouvrage)	8 000 €
Sous total DO	8 000 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AE DO	8 000 €

MONTANT DE L'AP

1 013 000 €

MONTANT DE L'AE

8 000 €

MONTANT DE L'OPERATION

1 021 000 €

PLANNING PREVISIONNEL (BP 2022)

Début des études

01/02/2017

Recrutement Maître d'ouvrage Délégué

Recrutement Maître d'œuvre

06/03/2019

Dépôt Permis de Construire

27/06/2019

Début des travaux

26/08/2020

Livraison

16/07/2021

REPARTITION DES CREDITS PAIEMENT PAR ANNEE													
	2007 à 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
CP des AP													
BATIMENT													
Ligne 232 (Honoraires)				6 300	17 535	30 376	42 646	12 000					193
Ligne 237 (avances incorporelles)													0
Ligne 238 (avances corporelles)						250 703	610 349	6 000					2 948
Ligne 231-12 (travaux)													0
Reliquat prévisionnel													0
SOUS TOTAL OPERATION BATIMENT	0 €	0 €	0 €	6 300 €	17 535 €	281 029 €	652 995 €	18 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 141 €
EQUIPEMENT													
Ligne 2184 et 2188 (Mobilier)							14 350	4 500					144
Ligne 21578 et 2183 (tel, Equipement d'alerte)							13 321						1 669
Reliquat prévisionnel													0
SOUS TOTAL EQUIPEMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 671 €	4 500 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 813 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	6 300 €	17 535 €	281 029 €	680 666 €	22 500 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 954 €
CP des AE													
ASSURANCE													
Ligne 616 (dommage ouvrage)							5 460	1 000					1 540
Reliquat prévisionnel													0
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 460 €	1 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 540 €

Mise à jour le 21/12/2021

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

CS MOUTHE

ANNEXE 2.5 - BP 2021

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA13_20220208-DJE

Assiette mandataire	
études préliminaires	
géomètre et sondage de sol	10 416 €
fraîs divers, repro, annexes ...	1 600 €
indemnités concours	
prestations intellectuelles	
maîtrise d'œuvre + OPC	81 701 €
contrôle technique et coordination SPS	16 626 €
Etudes diverses et provision	3 391 €
Frais d'abonnement et divers	
prestations complémentaires (AMO, contrôles divers...) - actualisation	18 666 €
travaux	
travaux attribués	856 310 €
Travaux en consultation ou à lancer	
Travaux annexes (fraîs raccordement, lère pierre et autres...)	6 000 €
provisions pour imprévus, divers et aléas	
actualisation travaux	2 690 €
Sous total assiette mandataire	999 600 €
Hors assiette mandataire	
rémunération mandataire	
Autres études	
actualisation, taux de tolérance (provisions)	
provision pour imprévus divers	0 €
Sous total hors assiette mandataire	0 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Bâtiment	999 600 €
Mobilier appareillage ménagers - lignes 2184 et 2188	19 600 €
Idiophonie info équipements d'alerte - lignes 21578 et 2183	0 €
Sous total équipements	19 600 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP équipements	19 600 €
Ligne 616 (dommage ouvrage)	13 000 €
Sous total DO	13 000 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AE DO	13 000 €

MONTANT DE L'AP	1 019 200 €
MONTANT DE L'AE	13 000 €
MONTANT DE L'OPERATION AP + AE	1 032 200 €
ACHAT LOGEMENTS	195 000 €
PLANNING PREVISIONNEL (BP 2022)	
Debut des études	01/02/2017
Recrutement Maître d'Ouvrage Délégué	
Recrutement Maître d'Œuvre	12/04/2019
Dépôt Permis de Construire	27/11/2019
Debut des travaux	09/06/2020
Livraison	30/06/2021

REPARTITION DES CREDITS PAIEMENT PAR ANNEE													
	2007 à 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
CP des AP													
BATIMENT													
Ligne 232 (Honoraires)			1 776	4 980	20 850	32 816	47 333	12 700					145
Ligne 237 (revenus honoraires)													0
Ligne 238 (avances honoraires)						624 403	241 907	6 000					2 690
Ligne 2313-12 (travaux)													0
Reliquat prévisionnel													0
SOUS TOTAL OPERATION BATIMENT	0 €	0 €	1 776 €	4 980 €	20 850 €	660 219 €	289 240 €	19 700 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 835 €
EQUIPEMENT													
Ligne 2184 et 2188 (Mobilier)						5 721	12 860	1 000					19
Ligne 21578 et 2181 (Idi. Equipement d'alerte)													0
Reliquat prévisionnel													0
SOUS TOTAL EQUIPEMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 721 €	12 860 €	1 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	19 €
TOTAL	0 €	0 €	1 776 €	4 980 €	20 850 €	665 940 €	302 100 €	20 700 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 854 €
CP des AE													
ASSURANCE													
Ligne 616 (dommage ouvrage)						10 149		1 500					1 351
Reliquat prévisionnel													0
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 149 €	0 €	1 500 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 351 €

Mise à jour le 21/12/2021

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

SAINT HIPPOLYTE

ANNEXE 2.6 - BP 202

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Assiette mandataire	
études préliminaires	
géomètre et sondage de sol	38 000 €
fruits divers, repro, annonces ...	4 000 €
indemnités successives	
prestations intellectuelles	
maîtrise d'œuvre + OPC	157 000 €
contrôle technique et coordination SP5	24 000 €
Etudes diverses et provision	22 000 €
fruits d'abonnement et divers	
prestations complémentaires (AMO, conduite d'opération....)- actualisation	71 000 €
travaux	
travaux attribués	
Travaux en consultation ou à l'index (comptes rendus spéciaux)	1 524 000 €
Travaux annexes (travaux d'entretien, lire plans et autres...)	20 000 €
provisions pour imprévus, divers et aléas	75 000 €
actualisation travaux	70 000 €
Autres (développement réseaux STEP)	315 000 €
Sous total assiette mandataire	2 340 000 €
Hors assiette mandataire	
rémunération mandataire	
Autres études (dont AMO programmée)	
actualisation, taux de tolérance (provisions)	
provision pour imprévus divers	
Sous total hors assiette mandataire	0 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Batiment	2 340 000 €

2 340 000 €

0 €

Mobilier appareillage ménagers - lignes 2184 et 2188	29 000 €
Mécanisme info équipements d'alerte - lignes 21576 et 2183	16 400 €
Sous total équipements	45 400 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP équipements	45 400 €
Ligne 616 (dommage ouvrage)	19 600 €
Sous total DO	19 600 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AE DO	19 600 €

MONTANT DE L'AP

2 385 400 €

MONTANT DE L'AE

19 600 €

MONTANT DE L'OPERATION

2 405 000 €

PLANNING PREVISIONNEL (BP 2022)

Début des études

15/03/2018

Recrutement Conducteur d'opération

15/03/2022

Recrutement Maître d'œuvre

15/07/2022

Dépôt Permis de Construire

15/09/2022

Début des travaux

15/05/2023

Livraison

15/09/2024

REPARTITION DES CREDITS PAIEMENT PAR ANNEES													
	2007 à 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
CP des AP													
BATIMENT													
Ligne 232 (Honoraires)				2 310	16 452			80 000	75 000	144 000	8 238		
Ligne 237 (avances incorporelles)													
Ligne 238 (avances corporelles)								327 000	370 000	1 317 000			
Ligne 2313-12 (avances)													
Reliquat prévisionnel													
SOUS TOTAL OPERATION BATIMENT	0 €	0 €	0 €	2 310 €	16 452 €	0 €	0 €	407 000 €	445 000 €	1 461 000 €	8 238 €	0 €	0 €
EQUIPEMENT													
Ligne 2184 et 2188 (Mobilier)										29 000			
Ligne 21576 et 2183 (tel. Equipement d'alerte)										16 400			
Reliquat prévisionnel													
SOUS TOTAL EQUIPEMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 400 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	2 310 €	16 452 €	0 €	0 €	407 000 €	445 000 €	1 506 400 €	8 238 €	0 €	0 €
CP des AE													
ASSURANCE													
Ligne 616 (dommage ouvrage)									18 000	1 600			
Reliquat prévisionnel													
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 000 €	1 600 €	0 €	0 €	0 €

Mise à jour le 21/12/2021

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

PIERREFONTAINE LES VARANS

ANNEXE 2.7 - BP 2021

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-262500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Assiette mandataire	
études préliminaires	
géomètre et sondage de sol	9 533 €
frais d'octroi, repro, annonces	
indemnités concours	3 600 €
prestations intellectuelles	
maîtrise d'œuvre + OPC	69 434 €
contrôle technique et coordination SPS	15 773 €
études diverses et provision	5 892 €
frais d'abonnement et divers	
prestations complémentaires (AMO, contrôles divers...)- actualisation	2 776 €
travaux	
travaux attribués	777 912 €
Travaux en constitution ou à lancer	
Travaux annexes (frais raccordement, 1ère pierre et autres...)	4 600 €
provisions pour imprévus, divers et aléas	
actualisation travaux	
Autres	6 088 €
Sous total assiette mandataire	895 000 €
Hors assiette mandataire	
diminution mandataire	
Autres études	
actualisation, taux de tolérance (provisions)	
provision pour imprévus divers	
Sous total hors assiette mandataire	0 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Bâtiment	895 000 €
Mobilier appareillage ménagers - lignes 2184 et 2188	26 200 €
téléphonie info équipements d'alerte - lignes 21078 et 21053	26 200 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP équipements	26 200 €
Ligne 616 (dommage ouvrage)	15 700 €
Sous total DO	15 700 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AE DO	15 700 €

MONTANT DE L'AP

931 200 €

MONTANT DE L'AE

15 700 €

MONTANT DE L'OPERATION

836 500 €

PLANNING PREVISIONNEL (DML 2021)

Début des études

15/03/2018

Recrutement Maître d'Ouvrage Délégué

Recrutement Maître d'Œuvre

04/02/2019

Dépôt Permis de Construire

27/06/2019

Début des travaux

01/09/2020

Livraison

27/09/2021

REPARTITION DES CREDITS Paiement par année														
	2007 à 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
CP des AP														
BATIMENT														
Ligne 232 (Honoraires)				7 111	25 437	28 413	31 815	14 200					24	107 000 €
Ligne 217 (avances incorporelles)														0 €
Ligne 238 (avances corporelles)						103 307	630 127	54 000					566	788 000 €
Ligne 2313-12 (avances)														0 €
Reliquat prévisionnel														0 €
SOUS TOTAL OPERATION BATIMENT	0 €	0 €	0 €	7 111 €	25 437 €	131 720 €	661 942 €	68 200 €	0 €	0 €	0 €	0 €	590 €	895 000 €
EQUIPEMENT														
Ligne 2184 et 2188 (Mobilier)							20 976	5 000					224	26 200 €
Ligne 21578 et 21053 (tes, Equipement d'alerte)														0 €
Reliquat prévisionnel														0 €
SOUS TOTAL EQUIPEMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 976 €	5 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 €	26 200 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	7 111 €	25 437 €	131 720 €	682 918 €	73 200 €	0 €	0 €	0 €	0 €	814 €	921 200 €
CP des AE														
ASSURANCE														
Ligne 616 (dommage ouvrage)							9 075	2 600					4 025	15 700 €
Reliquat prévisionnel														0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 075 €	2 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 025 €	15 700 €

Mise à jour le 21/12/2021

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

VAL D'USIERS

ANNEXE 2.8 - BP 202

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Assiette mandataire	
Etudes préliminaires	
géomètre et sondage de sol	18 000 €
fraîs divers, repru, annonces ...	3 600 €
prestations intellectuelles	
maîtrise d'œuvre - OPC	114 023 €
contrôle technique et coordination SPS	12 645 €
Etudes diverses et provision	15 000 €
Frais d'établissement et divers	731 €
prestations complémentaires (AMO, contrôles divers...) - actualisation	
travaux	
travaux attribués	1 132 712 €
Travaux en construction ou à lancer	8 000 €
Travaux annexes (frais raccordement, jare piers et autres...)	35 278 €
provisions pour imprévus, divers et aléas	
actualisation travaux	
Autres	
Sous total assiette mandataire	1 340 000 €
Hors assiette mandataire	
remunération mandataire	
Autres études	
actualisation, taux de tolérance (provisions)	
provision pour imprévus divers	0 €
Sous total hors assiette mandataire	0 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Batiment	1 340 000 €

Mobilier appareillage ménagers - lignes 2184 et 2188	18 100 €
1615phone info équipements d'atelier - lignes 21578 et 2183	16 200 €
Sous total Equipements	34 300 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Equipements	34 300 €
Ligne 616 (dommage ouvrage)	7 200 €
Sous total DO	7 200 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AE DO	7 200 €

MONTANT DE L'AP	1 374 300 €
MONTANT DE L'AE	7 200 €
MONTANT DE L'OPERATION	1 381 500 €

PLANNING PREVISIONNEL (BP 2022)

Debut des études	15/02/2019
Recrutement Maître d'Ouvrage Délégué	
Recrutement Maître d'Œuvre	24/07/2020
Dépôt Permis de Construire	15/05/2021
Début des travaux	15/01/2022
Livraison	01/04/2023

REPARTITION DES CREDITS PAIEMENT PAR ANNEE														
	2007 à 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
CP des AP														
BATIMENT														
Ligne 232 (Honoraires)					2 799	3 600	66 619	62 000	28 982					164 000 €
Ligne 237 (avances incorporelles)														0 €
Ligne 238 (avances corporelles)														0 €
Ligne 2313-12 (travaux)								920 000	256 000					1 176 000 €
Reliquat prévisionnel														0 €
SOUS TOTAL OPERATION BATIMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	2 799 €	3 600 €	66 619 €	982 000 €	284 982 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 340 000 €
EQUIPEMENT														
Ligne 2184 et 2188 (Mobilier)								18 100						18 100 €
Ligne 21578 et 2183 (tel. Equipement d'atelier)								16 200						16 200 €
Reliquat prévisionnel														0 €
SOUS TOTAL EQUIPEMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 300 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 300 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	2 799 €	3 600 €	66 619 €	1 016 300 €	284 982 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 374 300 €
CP des AE														
ASSURANCE														
Ligne 616 (dommage ouvrage)								6 900	300					7 200 €
Reliquat prévisionnel														0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 900 €	300 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 200 €

Mise à jour le 21/12/2021

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

LAVANS VUILLAFANS

ANNEXE 2.9 - BP 2022

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Assiette mandataire	
<i>Etudes préliminaires</i>	
géomètre et sondage de sol	23 000 €
frais divers, repro, annonces ...	
indemnités concours	4 000 €
<i>prestations intellectuelles</i>	
maîtrise d'œuvre + OPC	70 000 €
contrôleur technique et coordination SPS	15 000 €
Etudes diverses et provision	25 000 €
Frais d'abonnement et divers	
<i>prestations complémentaires (AMO, contrôles divers...) - actualisation</i>	
<i>travaux</i>	
travaux attribués	
Travaux en consultation ou à lacer	450 000 €
Travaux annexes (frais raccordement, fibre optique et autres...)	10 000 €
provisions pour imprévus, divers et aléas	50 000 €
actualisation travaux	50 000 €
Autres	
Sous total assiette mandataire	697 000 €
<i>Hors assiette mandataire</i>	
rémunération mandataire	40 000 €
Autres études	30 000 €
actualisation, taxes de tolérance (provisions)	12 000 €
provision pour imprévus divers	
Sous total hors assiette mandataire	82 000 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Bâtiment	779 000 €

Mobilier équipements ménagers - lignes 2184 et 2188	20 500 €
Téléphone info équipements d'alerte - lignes 21578 et 2183	16 700 €
Sous total équipements	37 200 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Equipements	37 200 €

Ligne 616 (dommage ouvrage)	4 600 €
Sous total DD	4 600 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AE DD	4 600 €

MONTANT DE L'AP	816 200 €
MONTANT DE L'AE	4 600 €
MONTANT DE L'OPERATION	820 800 €

PLANNING PREVISIONNEL (BP 2022)

Debut des études	04/02/2019
Recrutement Maître d'Ouvrage Délégué	15/09/2022
Recrutement Maître d'Œuvre	15/03/2023
Dépôt Permis de Construire	15/08/2023
Début des travaux	15/09/2024
Libraison	15/09/2025

REPARTITION DES CREDITS PAIEMENT PAR ANNEE													
	2007 à 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
CP des AP													
BATIMENT													
Ligne 212 (Honoraires)					4 054			12 000	15 000	25 000	25 946		82 000 €
Ligne 217 (avances incorporelles)								21 000	40 000	40 000	34 000		137 000 €
Ligne 218 (avances corporelles)											229 000		569 000 €
Ligne 2113-12 (travaux)													0 €
Reliquat prévisionnel													0 €
Sous total OPERATION BATIMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	4 054 €	0 €	0 €	35 000 €	55 000 €	294 000 €	350 946 €	0 €	779 000 €
EQUIPEMENT													
Ligne 2181 et 2188 (Mobilier)											20 500		20 500 €
Ligne 21578 et 2183 (tel, Equipement d'alerte)											16 700		16 700 €
Reliquat prévisionnel													0 €
Sous total EQUIPEMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	37 200 €	0 €	37 200 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	4 054 €	0 €	0 €	35 000 €	55 000 €	294 000 €	428 146 €	0 €	816 200 €
CP des AE													
ASSURANCE													
Ligne 616 (dommage ouvrage)										4 600	600		4 600 €
Reliquat prévisionnel													0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 600 €	600 €	0 €	4 600 €

Mise à jour le 21/12/2021

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

BLAMONT

ANNEXE 2.10 - BP 2022

Envoyé en préfecture le 16/02/2022
 Reçu en préfecture le 16/02/2022
 Affiché le **SLD**
 ID : 025-282500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Assiette mandataire	
études préliminaires	
géométrie et sondage de sol	8 000 €
fruits divers, repro, annonces	
indivisibles concours	
prestations intellectuelles	
maîtrise d'œuvre + OPC	46 000 €
contrôle technique et coordination SPS	8 500 €
études diverses et provision	
fruits d'abonnement et divers	
prestations complémentaires (AMO, contrôles divers...) - actualisation	3 000 €
travaux	
travaux attribués	
Travaux en consultation ou à lancer	415 000 €
Travaux annexes (fruits raccordement, 1ère pierre et autres...)	
provisions pour imprévus, divers et aléas	35 000 €
actualisation travaux	
autres	
Sous total assiette mandataire	515 500 €
Hors assiette mandataire	
remédiation mandataire	29 500 €
autres études	
actualisation, taux de tolérance (provisions)	
provision pour imprévus divers	
Sous total hors assiette mandataire	29 500 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Batiment	545 000 €

Mobilier appareillage ménagers - lignes 2184 et 2188	14 000 €
téléphone info équipements d'alerte - lignes 21578 et 2183	11 000 €
Sous total Equipements	25 000 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Equipements	25 000 €
Ligne 616 (dommage ouvrage)	4 500 €
Sous total DO	4 500 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AE DO	4 500 €

MONTANT DE L'AP	575 000 €
MONTANT DE L'AE	4 500 €
MONTANT DE L'OPERATION	574 500 €

PLANNING PREVISIONNEL (BP 2022)

Debut des études	02/02/2022
Recrutement Maître d'Ouvrage Délégué	01/08/2022
Recrutement Maître d'Œuvre	07/12/2022
Dépôt Permis de Construire	01/04/2023
Début des travaux	08/11/2023
Livraison	24/10/2024

REPARTITION DES CREDITS PAIEMENT PAR ANNEE														
	2007 à 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
CP des AP														
BATIMENT								5 000	11 500	11 500	1 500			29 500 €
Ligne 232 (Honoraires)									34 500	30 000	1 000			65 500 €
Ligne 237 (avances honoraires)									95 500	339 100	15 300			450 000 €
Ligne 238 (avances honoraires)														0 €
Ligne 231-12 (travaux)														0 €
Reliquat prévisionnel														0 €
Sous total OPERATION BATIMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 000 €	141 600 €	380 600 €	17 800 €	0 €	0 €	545 000 €
EQUIPEMENT														
Ligne 2184 et 2188 (Mobilier)										7 000	7 000			14 000 €
Ligne 21578 et 2183 (tel. Equipement d'alerte)										5 500	5 500			11 000 €
Reliquat prévisionnel	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 500 €	12 500 €	0 €	0 €	25 000 €
Sous total EQUIPEMENT										12 500 €	12 500 €			25 000 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 000 €	141 600 €	393 100 €	30 300 €	0 €	0 €	570 000 €
CP des AE														
ASSURANCE										4 000	500			4 500 €
Ligne 616 (dommage ouvrage)														0 €
Reliquat prévisionnel	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 000 €	500 €	0 €	0 €	4 500 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 000 €	500 €	0 €	0 €	4 500 €

Mise à jour le 21/12/2021

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

GILLEY

ANNEXE 2.11 - BP 2022

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Assiette mandataire	
études préliminaires	
géomètre et sondage de sol	3 000 €
frai divers, repro, annonces ...	3 000 €
Indemnités concours	
prestations intellectuelles	
maîtrise d'œuvre + OPC	40 000 €
contrôle technique et coordination SPS	10 000 €
Etudes d'événement et provision	9 000 €
Frais d'abonnement et divers	
prestations complémentaires (AMO, contrôles divers...) - actualisation	
travaux	
travaux attribués	
Travaux en consultation ou à l'encadrer	280 000 €
Travaux annexes (frais raccordement, 1ère pierre et autres...)	30 000 €
provisions pour imprévus, divers et décaissements	25 000 €
Autres	
Sous total assiette mandataire	400 000 €
Hors assiette mandataire	
réhabilitation mandataire	
Autres études	
actualisation, taux de tolérance (provisions)	
provision pour imprévus divers	0 €
Sous total hors assiette mandataire	0 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Bâtiment	400 000 €

Mobilier appareillage ménagers - lignes 2184 et 2188	12 300 €
téléphonie info équipement d'atelier - lignes 21578 et 2183	5 700 €
Sous total équipements	18 000 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP équipements	18 000 €

Ligne 616 (dommage ouvrage)	8 000 €
Sous total DO	8 000 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AE DO	8 000 €

MONTANT DE L'AP	418 000 €
MONTANT DE L'AE	8 000 €
MONTANT DE L'OPERATION	426 000 €

PLANNING PREVISIONNEL (BP 2022)	
Debut des études	15/06/2021
Recrutement Maître d'Ouvrage Délégué	
Recrutement Maître d'Œuvre	15/07/2022
Dépôt Permis de Construire	15/06/2022
Debut des travaux	15/10/2022
Livraison	15/11/2023

REPARTITION DES CREDITS PAIEMENT PAR ANNEE													
	2007 à 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
CP des AP													
BATIMENT													
Ligne 232 (Honoraires)							2 784	30 000	32 216				65 000 €
Ligne 237 (avances honoraires)													0 €
Ligne 238 (avances honoraires)								100 000	235 000				335 000 €
Ligne 2313-12 (travaux)													0 €
Reliquat prévisionnel													0 €
SOUS TOTAL OPERATION BATIMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 784 €	0 €	130 000 €	267 216 €	0 €	0 €	0 €	400 000 €
EQUIPEMENT													
Ligne 2184 et 2188 (Mobilier)									12 300				12 300 €
Ligne 21578 et 2183 (ts, Equipement d'atelier)									5 700				5 700 €
Reliquat prévisionnel													0 €
SOUS TOTAL EQUIPEMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 000 €	0 €	0 €	0 €	18 000 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 784 €	0 €	130 000 €	285 216 €	0 €	0 €	0 €	418 000 €
CP des AE													
ASSURANCE													
Ligne 616 (dommage ouvrage)								6 000	2 000				8 000 €
Reliquat prévisionnel													0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 000 €	2 000 €	0 €	0 €	0 €	8 000 €

Mise à jour le 21/12/2021

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

FRASNE

ANNEXE 2.12 - BP 2022

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

SLO

ID : 025-262500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Assiette mandataire	
études préliminaires	
géomètre et sondage de sol	15 000 €
frais divers, repro, avances	
indemnités concours	4 000 €
prestations intellectuelles	
maîtrise d'œuvre + OPC	90 000 €
coordinateur technique et coordination SP5	15 000 €
Etudes diverses et provision	16 000 €
Frais d'abonnement et divers	
prestations complémentaires (AMO, contrôles divers....): actualisation	10 000 €
travaux	
travaux attribués	720 000 €
Travaux en consultation ou à lancer	
Travaux annexes (frais raccordement, terre pierre et autres...)	10 000 €
provisions pour imprévus, divers et aléas	50 000 €
actualisation travaux	50 000 €
Autres	
Sous total assiette mandataire	980 000 €
Hors assiette mandataire	
réunion/motion mandataire	
Autres études	
actualisation, taux de tolérance (provisions)	
provision pour imprévus divers	
Sous total hors assiette mandataire	0 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP Batiment	980 000 €
Mobilier appareillage ménagers - lignes 2184 et 2188	33 000 €
téléphonie info équipements d'alerte - lignes 21576 et 2183	3 000 €
Sous total équipements	36 000 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AP équipements	36 000 €
Ligne 616 (dommage ouvrage)	18 000 €
Sous total DO	18 000 €
Reliquat prévisionnel	0 €
Sous total Reliquat prévisionnel	0 €
TOTAL AE DO	18 000 €

MONTANT DE L'AP	
	1 016 000 €
MONTANT DE L'AE	
	18 000 €
MONTANT DE L'OPERATION	
	1 034 000 €

PLANNING PRÉVISIONNEL (BP 2022)	
Debut des études	15/01/2020
Recrutement Maître d'Ouvrage Délégué	
Recrutement Maître d'œuvre	15/06/2022
Dépôt Permis de Construire	15/01/2023
Début des travaux	15/09/2023
Livraison	15/11/2024

REPARTITION DES CREDITS Paiement par année													
	2007 à 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
CP des AP													
BATIMENT													
Ligne 232 (Honoraires)								39 500	72 000	38 500			150 000 €
Ligne 237 (avances insupportées)													0 €
Ligne 238 (avances coproportées)													0 €
Ligne 2313-12 (travaux)									310 000	520 000			830 000 €
Reliquat prévisionnel													0 €
SOUS TOTAL OPERATION BATIMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 500 €	382 000 €	558 500 €	0 €	0 €	980 000 €
EQUIPEMENT													
Ligne 2184 et 2188 (Mobilier)									33 000				33 000 €
Ligne 21576 et 2183 (ie, Equipement d'alerte)									3 000				3 000 €
Reliquat prévisionnel													0 €
SOUS TOTAL EQUIPEMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 000 €	0 €	0 €	0 €	36 000 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 500 €	418 000 €	558 500 €	0 €	0 €	1 016 000 €
CP des AE													
ASSURANCE													
Ligne 616 (dommage ouvrage)									16 000	2 000			18 000 €
Reliquat prévisionnel													0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 000 €	2 000 €	0 €	0 €	18 000 €


Mise à jour le 21/12/2021

PLAN PLURIANNUEL

OPERATION :

CHAPELLE DES BOIS

ANNEXE 2.13 - BP 2022

Envoyé en préfecture le 16/02/2022
 Reçu en préfecture le 16/02/2022
 Affiché le 
 ID : 025-282500016-20220208-DCA13_20220208-DE

Assiette mandataire	
études préliminaires	
géomètre et sondage de sol	18 900 €
Arts divers, rupeo, annonces ...	
Indemnités concours	2 400 €
prestations intellectuelles	
maîtrise d'œuvre + OPC	78 792 €
contrôle technique et coordination SPS	18 000 €
Etudes diverses et provision	13 808 €
Frais d'abonnement et divers	
prestations complémentaires (AMO, contrôles divers...) - actualisation	
travaux	
travaux attribués	
Travaux en consultation ou à lancer	720 000 €
Travaux annexes (travaux recommandés, lère pierre et autres...)	5 000 €
provisions pour imprévus divers et aléas	
actualisation travaux	
Autres	
Sous total assiette mandataire	856 000 €
Hors assiette mandataire	
réaménagements mandataire	43 080 €
Autres études	1 920 €
actualisation, taux de tolérance (provisions)	
provision pour imprévus divers	
Sous total hors assiette mandataire	45 000 €
Reliquat provisionnel	0 €
Sous total Reliquat provisionnel	0 €
TOTAL AP Bâtiment	901 000 €
Mobilier appareillage ménagers - lignes 2184 et 2186	20 800 €
téléphone info équipements d'alerte - lignes 21578 et 2183	18 200 €
Sous total équipements	39 000 €
Reliquat provisionnel	0 €
Sous total Reliquat provisionnel	0 €
TOTAL AP équipements	39 000 €
Ligne 616 (dommage ouvrage)	5 900 €
Sous total DO	5 900 €
Reliquat provisionnel	0 €
Sous total Reliquat provisionnel	0 €
TOTAL AE DO	5 900 €

MONTANT DE L'AP
946 000 €
MONTANT DE L'AE
5 900 €
MONTANT DE L'OPERATION
945 900 €

PLANNING PREVISIONNEL (BP 2022)
Debut des études
04/03/2021
Recrutement Maître d'Ouvrage Délégué
27/05/2021
Recrutement Maître d'Œuvre
29/11/2021
Dépôt Permis de Construire
15/05/2022
Début des travaux
15/06/2022
Uvraison
30/09/2023

REPARTITION DES CREDITS Paiement par année														
	2007 à 2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
CP des AP														
BATIMENT														
Ligne 232 (fonctionnaires)							18 920	20 000	11 600	2 480				45 000 €
Ligne 237 (avances incorporelles)							18 000	60 000	53 000					131 000 €
Ligne 238 (avances corporelles)								370 000	355 000					725 000 €
Ligne 2313-12 (travaux)														0 €
Reliquat provisionnel														0 €
SOUS TOTAL OPERATION BATIMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 920 €	450 000 €	419 600 €	2 480 €	0 €	0 €	0 €	901 000 €
EQUIPEMENT														
Ligne 2184 et 2186 (Mobilier)									20 800					20 800 €
Ligne 21578 et 2183 (tel, Equipement d'alerte)									18 200					18 200 €
Reliquat provisionnel														0 €
SOUS TOTAL EQUIPEMENT	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 000 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 000 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 920 €	450 000 €	458 600 €	2 480 €	0 €	0 €	0 €	940 000 €
CP des AE														
ASSURANCE														
Ligne 616 (dommages ouvrage)									5100	800				5 900 €
Reliquat provisionnel														0 €
TOTAL	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 100 €	800 €	0 €	0 €	0 €	5 900 €

**CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DOUBS**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AP-CP
AMENAGEMENT DES CIS D'HERIMONCOURT,
BOUSSIERES ET DAMPRICHARD
AJUSTEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 2022**

L'an deux mille vingt-deux, le mardi 08 février à 10h00, le conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Doubs s'est réuni au siège du service départemental d'incendie et de secours, sous la présidence de Madame Christine BOUQUIN.

Le quorum étant atteint (11 membres) avec 17 membres présents, le conseil d'administration peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

Membres avec voix délibérative

- ▶ Mme Christine BOUQUIN, Mme Béatrix LOIZON, M. Michel VIENET, M. Jean-Luc GUYON, M. Ludovic FAGAUT, Mme Chantal GUYEN, Mme Marie-Paule BRAND, Mme Martine VOIDEY, Mme Marie-Christine DURAI, Mme Géraldine LEROY, M. Aly YUGO, M. Damien CHARLET (visioconférence), Mme Catherine BARTHELET, M. Fabrice TAILLARD, M. Joël VERNIER (visioconférence), M. Patrick GENRE (visioconférence), M. Cédric BÔLE.

Membres avec voix consultative

- ▶ M. le Contrôleur général Stéphane BEAUDOUX, Mme la Médecin hors classe Laure-Estelle PILLER, M. le Commandant Arnault ANGONIN, M. l'Adjudant Philippe MENDY (visioconférence), M. le Lieutenant Mickaël BEY (visioconférence), M. le Capitaine Frédéric MAURICE.

Membre de droit

- ▶ Mme Laure TROTIN, directrice de cabinet de M. le Préfet.

Le payeur départemental

- ▶ M. Guy LORENZELLI.

ETAIENT EXCUSES

- ▶ M. le Préfet du Doubs, M. Thierry VERNIER, M. Olivier BILLOT, Mme Florence ROGEBOZ, M. Claude DALLAVALLE, M. Philippe GAUTIER, M. Philippe MARECHAL, M. Jean-Luc GRENIER, M. le Lieutenant Christophe SPARAPAN, M. l'Adjudant Sébastien MATHIEU, M. l'Adjudant Jean-Michel TOURMAN, M. Didier MOREAU.

PROCURATION

- ▶ M. Philippe GAUTIER, représentant des EPCI, donne pouvoir à Mme Christine BOUQUIN, présidente du CASDIS.

ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

- ▶ M. le Colonel Jean-Luc POTIER, M. le Lieutenant-colonel Nicolas MEYER, M. le Commandant Charles CLAUDET, M. Didier NICOD, Mme Géraldine HINZ, Mme Maria COMANESCU.

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois de février 2022.

Envoyé en préfecture le 16/02/2022

Reçu en préfecture le 16/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220208-DCA14_20220208-DE

AP-CP
AMENAGEMENT DES CIS D'HERIMONCOURT,
BOUSSIERES ET DAMPRICHARD
AJUSTEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT 2022

Des autorisations de programmes de 467 000, 283 800 et 465 000 € ont été ouvertes pour restructurer les centres d'Hérimoncourt, Boussières et Damprichard aux BP 2020 et 2021.

La première tranche des travaux de restructuration d'Hérimoncourt se termine. La construction de la travée VSAV de Boussières et l'agrandissement du CS de Damprichard vont entrer en phase travaux cette année.

L'avancée des travaux et études nous permettent de confirmer le montant des AP ouvertes.

Les crédits de paiement nécessaires au financement de ces trois opérations sont évalués à 548 000 €.

Leurs répartitions par opération et ligne budgétaire se déclinent comme suit :

	LIGNES		CENTRES		
			HERIMONCOURT	BOUSSIERES	DAMPRICHARD
AP GLOBALE	ETUDES	232	51 000	32 800	66 000
	TRAVAUX	2313-12	412 000	0	0
	TRAVAUX	2317-35	0	251 000	393 000
	MOBILIER	2184-2188	4 000	0	6 000
	TOTAL		467 000	283 800	465 000

CREDITS PAIEMENT BP 2020	ETUDES	232	15 000	10 900	0
	TRAVAUX	2313-12	0	0	0
	TRAVAUX	2317-35	0	0	0
	MOBILIER	2184-2188	0	0	0
	TOTAL		15 000	10 900	0

CREDITS PAIEMENT BP 2021	ETUDES	232	9 682	2 128	13 067
	TRAVAUX	2313-12	204 845	0	0
	TRAVAUX	2317-35	0	0	0
	MOBILIER	2184-2188	3 997	0	0
	TOTAL		218 524	2 128	13 067

CREDITS PAIEMENT BP 2022	ETUDES	232	12 000	14 000	20 000
	TRAVAUX	2313-12	125 000	0	0
	TRAVAUX	2317-35		180 000	197 000
	MOBILIER	2184-2188	0	0	0
	TOTAL		137 000	194 000	217 000

CREDITS PAIEMENT Reste à programmer	ETUDES	232	14 318	5 772	32 933
	TRAVAUX	2313-12	82 155	0	0
	TRAVAUX	2317-35	0	71 000	196 000
	MOBILIER	2184-2188	3	0	6 000
	TOTAL		96 476	76 772	234 933

Après en avoir délibéré, les membres du conseil d'administration, à l'unanimité :

- approuvent les crédits de paiement mis en place sur les opérations d'Hérimoncourt, Boussières et Damprichard pour l'année 2022 ;
- autorisent Madame la Présidente du conseil d'administration à :
 - organiser les consultations et approuver les marchés de travaux et d'études ;
 - signer toutes conventions nécessaires à la réalisation de ces projets ;
 - engager toutes les dépenses nécessaires.

Pour extrait conforme,

La présidente du conseil d'administration,

Signé par : Christine BOUQUIN

Date : 16/02/2022

Qualité : Présidente du Conseil d'Administration du SDIS

Christine BOUQUIN



N°0073/2022/LEP/BM

**La Présidente du Conseil d'Administration du
Service départemental d'Incendie et des
Secours du Doubs,**

OBJET : arrêté fixant la liste départementale des médecins habilités à la détermination de l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers.

- Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 1424-30 ;
- Vu** le décret n°90-850 du 25 septembre 1990 modifié, portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;
- Vu** l'arrêté NOR INTE0000272A du 6 mai 2000, modifié, du ministre de l'Intérieur fixant les conditions d'aptitude médicale des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires et les conditions d'exercice de la médecine professionnelle et préventive au sein des services départementaux d'incendie et de secours, et notamment son article 2 ;
- Vu** l'arrêté n°2404/2020/LEP/BM du 16 décembre 2020 pris par la Présidente du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs et fixant la liste départementale des médecins habilités à la détermination de l'aptitude médicale des sapeurs-pompiers.
- Sur** proposition de la Médecin-chef du service de santé et de secours médical du service départemental d'incendie et de secours du Doubs ;

A R R E T E

Article 1^{er} : Sont habilités, en leur qualité de médecins sapeurs-pompiers, à la détermination de l'aptitude médicale aux fonctions de sapeurs-pompiers :

BAIET Clémence	DUCELLIER Dominique
BARBIER Alain	DURAND Jean-Marc
BELIARD-DOLLAT Brigitte	ESPUCHE Dominique
BERNARD-PINAULT Lydie	GABRIELLI Pauline
BIAJOUX Grégory	GARNACHE-CREUILLOT Delphine
BOUSIGUES Maud	GRIMON Daniel
BOUVERET Damien	GROFFAL Nicolas
CELLERIER Martin	GUIGNARD Eric
CLEMENT Jean-Marc	GUL Avni
COURVOISIER Emmanuelle	IDELCADI Mustafa
CUENOT Françoise	IDRISSI Mickaël
DOLLAT Damien	JACOULET Eric
DROZ Michel	JOLIAT Denis

KOLB Nathalie	PEUGEOT-MORTIER Caroline
LABOTH Patricia	PHILIPPE Pierre-Marie
LAGRE François-Xavier	PHILIPPOT Yoland
LASSER Philippe	PILLER Laure-Estelle
LEGAIN Maxime	PLUMEY Eric
LESOURD Isabelle	PRETRE Philippe
LEUCI-HUBERMANN Viviana	RABIER Benoit
LY Hue Lan	RAVEY Gilles
MACHEREL Gérald	RECEVEUR Robert
MAILLOT Marie-Céline	REMONNAY Maxime
MARGUET Philippe	RODRIGUES Nilton Jorge
MARGUET-SALEMBIER Rachel	RONDOT Christian
MEZHER Chaouki	ROYO Céline
MIHAI Mariana Cristina	SAULNIER Nadine
MILLET Alain	SIGAUX Antoine
MONTAGNON Laurence	STABILE Antoine
MOUTON Carole	VIEILLE Elise
OVTCHAROFF Boris	VILLAUMIE Michel
PARISATO Patrick	VUATToux Muriel
PELLEGRINI-LASSER Maryline	WATTELLIER François

Article 2 : L'arrêté N° 2404/2020/LEP/BM du 16 décembre 2020 susvisé est abrogé.

Article 3 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré, pour publication, au Recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours du Doubs et transmis, à titre de notification, à chaque médecin habilité.

Fait à Besançon, le 26 janvier 2022

La Présidente du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours du
Doubs,

Christine BOUQUIN

La juridiction administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formée contre une décision :

-directement dans les 2 mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative) ; étant précisé que durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé, auprès de la Présidente du Conseil d'administration, prorogeant le délai de recours devant la juridiction administrative

-par l'intermédiaire du Représentant de l'Etat dans le Département (article L. 3132-3 du code général des collectivités territoriales) dans les 2 mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article L. 3131-2 du code général des collectivités territoriales, de sa transmission au Représentant de l'Etat.



SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
Corps départemental de sapeurs-pompiers

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220120-A2022057_RHLA-AI

N°2022/57/RH-2G3

**La présidente du conseil d'administration,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

OBJET : Liste d'aptitude au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de la promotion interne, après examen professionnel, session 2022.

- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;
- VU le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers des sapeurs-pompiers professionnels et notamment son article 5 ;
- VU la liste d'admission à l'examen professionnel de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2018 organisé par le service départemental d'incendie et de secours des Alpes Maritimes ;
- VU les listes d'admission aux examens professionnels de sergent de sapeurs-pompiers professionnels au titre de l'année 2019 organisés par le service départemental d'incendie et de secours de l'Hérault, par le service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Saône ;
- VU le règlement intérieur et notamment son annexe 12 bis « lignes directrices de gestion » ;
- SUR proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

ARRÊTE

Article 1 | La liste d'aptitude au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de la promotion interne, après examen professionnel, session 2022, est établie comme suit :

Nom	Prénom
BRENANS	Raphaël
GRISEY	Pascal
PETIT	Cédric
ROUARD	Fablen
TOITOT	Didier

Cette liste d'aptitude prend effet au 1^{er} janvier 2022.

Article 2 | Le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours du Doubs.

Fait à Besançon, le 20 janvier 2022

**La présidente du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et
de secours du Doubs,**

Christine BOUQUIN

L'inscription sur une liste d'aptitude ne vaut pas recrutement. Toute personne déclarée apte depuis au moins quatre ans ou, si celui-ci est intervenu au-delà de ce délai, depuis le dernier concours, peut être nommée dans un des emplois auxquels le concours correspondant donne accès ; la personne déclarée apte ne bénéficie de ce droit la troisième et la quatrième année qu'à la condition d'avoir demandé par écrit à être maintenue sur ces listes au terme des deux premières années suivant son inscription initiale et au terme de la troisième année. Le décompte de cette période de quatre ans est suspendu pendant la durée des congés parentaux, de maternité, d'adoption, de présence parentale et d'accompagnement d'une personne en fin de vie, ainsi que du congé de longue durée et de celle de l'accomplissement des obligations du service national. Il est suspendu pour les élus locaux jusqu'au terme de leur mandat. Il est également suspendu lorsqu'un agent contractuel est recruté pour pourvoir un emploi permanent sur le fondement de l'article 3-1 de la loi n° 2016-483 alors qu'il est inscrit sur une liste d'aptitude d'accès à un cadre d'emplois dont les missions correspondent à l'emploi qu'il occupe.

La Juridiction Administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans un délai de 2 mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative), étant précisé que durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé, auprès du président du conseil d'administration, prorogeant le délai de recours devant la Juridiction Administrative ;
- par l'intermédiaire du Représentant de l'État dans le Département (article L. 3132-3 du code général des collectivités territoriales) dans les 2 mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article L. 3131-2 du code général des collectivités territoriales, de sa transmission au Représentant de l'État.



**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
Corps départemental de sapeurs-pompiers**

Envoyé en préfecture le 09/02/2022

Reçu en préfecture le 09/02/2022

Affiché le

ID : 025-282500016-20220120-A2022058_RHLA-AI

N°2022/58/RH-2G3

**La présidente du conseil d'administration,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

OBJET : Liste d'aptitude au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de la promotion interne au choix, session 2022.

- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels ;
- VU le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers des sapeurs-pompiers professionnels et notamment son article 5 ;
- VU le règlement intérieur et notamment son annexe 12 bis « lignes directrices de gestion » ;
- SUR proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;

ARRÊTE

Article 1

La liste d'aptitude au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels, au titre de la promotion interne au choix, session 2022, est établie comme suit :

Nom	Prénom
CLERC	Laurent
GAGELIN	Alexandre

Cette liste d'aptitude prend effet au 1^{er} janvier 2022.

Article 2

Le directeur départemental des services d'incendie et de secours du Doubs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs du service départemental d'incendie et de secours du Doubs.

Fait à Besançon, le 20 janvier 2022

**La présidente du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et
de secours du Doubs,**

Christine BOUQUIN

L'inscription sur une liste d'aptitude ne vaut pas recrutement. Toute personne déclarée apte depuis au moins quatre ans ou, si celui-ci est intervenu au-delà de ce délai, depuis le dernier concours, peut être nommée dans un des emplois auxquels le concours correspondant donne accès ; la personne déclarée apte ne bénéficie de ce droit la troisième et la quatrième année qu'à la condition d'avoir demandé par écrit à être maintenue sur ces listes au terme des deux premières années suivant son inscription initiale et au terme de la troisième année. Le décompte de cette période de quatre ans est suspendu pendant la durée des congés parentaux, de maternité, d'adoption, de présence parentale et d'accompagnement d'une personne en fin de vie, ainsi que du congé de longue durée et de celle de l'accomplissement des obligations du service national. Il est suspendu pour les élus locaux jusqu'au terme de leur mandat. Il est également suspendu lorsqu'un agent contractuel est recruté pour pourvoir un emploi permanent sur le fondement de l'article 3-1 de la loi n° 2016-483 alors qu'il est inscrit sur une liste d'aptitude d'accès à un cadre d'emplois dont les missions correspondent à l'emploi qu'il occupe.

La Juridiction Administrative peut être saisie par une personne lésée par voie de recours formé contre une décision :

- directement dans un délai de 2 mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée (articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative), étant précisé que durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé, auprès du président du conseil d'administration, prorogeant le délai de recours devant la Juridiction Administrative ;
- par l'intermédiaire du Représentant de l'État dans le Département (article L. 3132-3 du code général des collectivités territoriales) dans les 2 mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée et, pour les actes visés à l'article L. 3131-2 du code général des collectivités territoriales, de sa transmission au Représentant de l'État.

Certifié conforme
Contrôleur général Stéphane
BEAUDOUX

Directeur départemental des
services d'incendie et de secours
Commandant le 25^e CDSP